



PURCHASED FOR THE
UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
FROM THE
CANADA COUNCIL SPECIAL GRANT
FOR
MEDIEVAL STUDIES

ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

7197

BULLETIN

DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE

TOME SOIXANTE-DIX-HUITIÈME

I^{er} BULLETIN



BRUXELLES

Librairie KIESSLING et C^{ie}

P. IMBREGHTS, SUCCESSEUR

42-44, RUE COUDENBERG, 42-44

1909



TABLE DES MATIÈRES.

Pages

Séance du 11 janvier 1909.

CORRESPONDANCE : Demandes de publications	I
RAPPORT ANNUEL	II
PUBLICATIONS : Continuation des <i>Relations politiques entre les Pays-Bas et l'Angleterre sous le règne de Philippe II.</i> — Édition des <i>Genealogie Comitum Flandrie.</i>	VII
CATALOGUES D'ACTES : Catalogues à publier	ib.
MISSIONS SCIENTIFIQUES : Archives farnésiennes de Naples	VIII
COMMUNICATIONS : LÉO VERRIEST, <i>Trois chartes-lois inédites de seigneuries de l'ancien Hainaut, (Vicq-Escaupont, Elesmes, Berelles.) (1238-1280-1292.)</i>	1
M. DE PAUW, <i>David Teniers, le jeune, ses ancêtres, ses armoiries et sa noblesse</i>	23

Séance du 18 janvier.

PUBLICATIONS : <i>Cartulaire de Saint-Lambert de Liège</i>	VIII
BUDGET	ib.

ERRATA

Page 26, ligne 17, *au lieu de* fils etc., *lisez* père de Thomas, qui eut de C. de l'I., Julien etc.

Page 27, ligne 18, *au lieu de* qu'il, *lisez* que son père.

Page 30, ligne 1, *au lieu de* dudit, *lisez* de l'aïeul.

Sont présents : MM. STANISLAS BORMANS, président ; HENRI PIRENNE, secrétaire ; NAPOLEON DE PAUW, le chanoine ALFRED CAUCHIE, DOM URSMER BERLIÈRE, membres effectifs ; CAMILLE DE BORMAN, PAUL FREDERICQ et SYLVAIN BALAU, membres suppléants.

CORRESPONDANCE.

La Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Gand sollicite l'envoi du *Bulletin* à la Bibliothèque de ses séminaires.

BRARY

1971

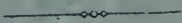
SITY OF TORO

CORRES
RAPPOI
PUBLIC
Bas
Gen
CATALA
MISSIO
COMMU

M. et sa noblesse 23

Séance du 18 janvier.

PUBLICATIONS : *Cartulaire de Saint-Lambert de Liège* VIII
BUDGET ib.



BULLETIN

DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE

TOME SOIXANTE-DIX-HUITIÈME

1^{er} BULLETIN

Séance du 11 janvier 1909.

Sont présents : MM. STANISLAS BORMANS, président ; HENRI PIRENNE, secrétaire ; NAPOLEON DE PAUW, le chanoine ALFRED CAUCHIE, DOM URSMER BERLIÈRE, membres effectifs ; CAMILLE DE BORMAN, PAUL FREDERICQ et SYLVAIN BALAC, membres suppléants.

CORRESPONDANCE.

La Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Gand sollicite l'envoi du *Bulletin* à la Bibliothèque de ses séminaires.

M. Kurth, directeur de l'Institut historique belge de Rome, prie la Commission de donner à cet établissement la collection complète du *Bulletin*.

Le bibliothécaire de la ville de Dijon sollicite, moyennant échange, l'envoi de diverses publications.

RAPPORT ANNUEL.

Le secrétaire donne lecture de ce rapport qui est ainsi conçu :

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément à l'article 15 de l'arrêté royal du 28 avril 1869, la Commission Royale d'Histoire a l'honneur de vous faire rapport sur ses travaux pendant l'année 1908.

M. De Terre, admis à la retraite, a été remplacé dans les fonctions de comptable-gardien du fonds des publications par M. Achille De Man, docteur en philosophie et lettres, dont vous avez signé la nomination le 16 mai 1908. La Commission est heureuse de constater qu'elle a trouvé en M. De Man un auxiliaire excellent, et qui s'est initié tout de suite à la mission absorbante dont il est chargé.

Le grand nombre des questions dont elle a dû s'occuper a obligé la Commission à tenir sept séances : les 6 et 14 janvier, le 19 mars, les 6 et 13 avril, le 6 juillet et le 9 novembre.

La série des publications in-4° s'est enrichie de deux volumes : le tome III des *Chartes du chapitre de Sainte-Waudru de Mons*, publiées par M. Léopold Devillers, et le tome I^{er} du *Recueil des chartes de Stavelot-Malmédy*, publié par MM. J. Halkin et C. G. Roland. Dans la série in-8°

nous avons à mentionner le tome 1^{er} des *Documents concernant la principauté de Liège, spécialement au début du XVI^e siècle, extraits des papiers du cardinal Jérôme Aléandre*, publiés par MM. Alfred Cauchie et Alphonse Van Hove.

La publication de M. Devillers donne, soit en extraits et analyses, soit le plus souvent *in extenso*, les actes du chapitre de 1401 à 1530 et ne comprend pas moins de 970 numéros. Comme les précédents volumes, elle présente un vif intérêt, non seulement pour l'histoire de l'établissement religieux auquel elle est spécialement consacrée, mais en général pour la connaissance des institutions, du droit et de la situation économique dans le Hainaut à la fin du moyen âge.

Le cartulaire de Stavelot-Malmédy, dont, déjà au commencement du XVIII^e siècle, Martène et Durand avaient fait connaître bon nombre de documents et reconnu ainsi la singulière valeur, était attendu avec impatience par les érudits. C'est qu'en effet, l'antiquité des actes qu'il renferme lui communique une importance toute particulière et qui fait de lui une source précieuse d'informations pour la connaissance du haut moyen âge. Même après cette époque son intérêt reste encore très vif, tant à cause du petit nombre des renseignements que nous possédons sur la région ardennaise que pour les caractères spéciaux que présente, dans cette région, l'organisation économique. Les éditeurs ont eu à surmonter, pour mener leur travail à bonne fin, de nombreuses difficultés. Non seulement les actes qu'ils avaient à recueillir se trouvent aujourd'hui dispersés, mais, en l'absence d'originaux, l'établissement du texte de la plupart d'entre eux exigeait un travail critique des plus longs et des plus délicats. Nous croyons pouvoir dire que l'œuvre accomplie satisfera les

plus exigeants. La Commission a jugé utile de joindre au cartulaire, comme elle l'a fait jadis au livre de l'abbé Guillaume de Ryckel, une carte topographique (dressée par M. Halkin). C'est là une mesure dont tout le monde comprendra l'utilité dans un recueil où fourmillent les noms de lieux.

Le recueil de MM. Cauchie et Van Hove, puisé dans le manuscrit Vatican latin 3881 et dans le manuscrit de l'Université de Bologne 954, t. III, nous fournit, de 1230 à 1516, une riche collection de textes se rapportant surtout à l'organisation ecclésiastique du diocèse de Liège. C'est particulièrement pour le règne réformateur d'Érard de la Marck que la moisson a été abondante, et il est inutile d'en dire davantage pour faire saisir tout l'intérêt que présente la publication des deux éditeurs.

Treize volumes, au lieu de cinq l'année dernière, se trouvent actuellement sous presse. C'est le nombre le plus considérable qui ait été atteint jusqu'aujourd'hui, et, s'il atteste hautement la vitalité de la Commission, il justifie d'autre part la demande, qu'elle n'a cessé de répéter dans ses derniers rapports, d'une augmentation des crédits qui lui sont affectés. Ces treize volumes sont : *Le Supplément à la table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de Belgique*, par MM. S. Bormans et J. Halkin; le *Cartulaire généalogique des Artevelde*, par M. N. de Pauw; le t. IV des *Chartes du chapitre de Sainte-Waudru de Mons*, par M. L. Devillers; le t. II du *Spiegel Historiae de Lodewyk van Velthem*, par MM. W. de Vreese et H. Vander Linden; le t. II du *Recueil de documents relatifs à l'histoire de l'industrie drapière en Flandre*, par MM. G. Espinas et H. Pirenne; le t. II des *Documents sur la principauté de Liège, spécialement au début du XVI^e siècle*, par MM. A. Cau-

chie et A. Van Hove; le t. II des *Actes de l'Université de Louvain*, par M. A. Van Hove; le t. I^{er} des plus anciens *Comptes de la ville d'Ypre*, par MM. G. Des Marez et É. De Sagher; le t. I^{er} des *Dénombrements du duché de Brabant au XIV^e et au XV^e siècle*, par M. J. Cuvelier; l'*Inventaire des Archives farnésiennes de Naples*, par MM. A. Cauchie et L. Van der Essen; le *Rapport sur les Archives Impériales de Vienne*, par M. J. Laenen; l'*Inventaire des actes de la Collégiale de Sainte-Croix*, à Liège, par M. É. Poncelet, et enfin la *Table de la cinquième série du Bulletin*, par MM. Balieus et Demeuldre.

Ajoutons que de nouvelles publications seront incessamment livrées à l'impression ou sont en voie d'achèvement. Nous mentionnerons comme telles les *Dénombrements du duché de Luxembourg*, par M. J. Grob; la *Chronique de J. de Hocsem*, par M. G. Kurth; le t. V du *Cartulaire de Saint-Lambert de Liège*, par M. É. Poncelet; les *Œuvres de J. de Hemricourt*, par MM. de Borman et Bayot; l'*Inventaire analytique des chartes de la Collégiale de Saint-Jean en Ile*, par M. L. Lahaye.

La Commission a décidé en plus de faire paraître les tables de deux de ses publications les plus importantes qui ont été privées jusqu'ici, par suite de la mort de leurs éditeurs, de ce couronnement indispensable de tout travail documentaire. Elle a confié à MM. Theissen et Wils la confection de celle de la *Correspondance du cardinal Granvelle*, et au Rév. Père Willaert celle des dix premiers volumes des *Relations diplomatiques entre les Pays-Bas et l'Angleterre sous le règne de Philippe II*.

Les missions scientifiques qui ont déjà donné des résultats excellents, ont été continuées cette année comme l'année précédente. M. H. Lonchay a complété, à Simancas, l'exploration des documents destinés à achever la *Corres-*

pondance de Philippe II, demeurée si malheureusement incomplète. Il y a examiné en outre les séries de pièces les plus importantes pour les relations entre notre pays et l'Espagne, particulièrement à l'époque des Archiducs. M. A. Cauchie a fait des recherches en Italie en vue de la publication de la correspondance des nonces des Pays-Bas. M. L. Van der Essen a dépouillé, à Naples, les Archives farnésiennes. M. J. Cuvelier a parcouru les archives hollandaises pour y rechercher des matériaux en vue de la collection des actes des États-Généraux des Pays-Bas pour la publication de laquelle il a été adjoint à M. Pirenne.

D'autres missions sont désormais décidées. M. Laenen complètera ses investigations aux Archives de Vienne et explorera celles d'Insruck ; M. H. Nélis entreprendra à la Bibliothèque nationale et aux Archives nationales de Paris, et M. L. Verriest aux Archives départementales du Nord, à Lille, le relevé des documents intéressant notre histoire nationale. Il a été résolu que les rapports sur ces diverses missions seraient insérés dans une collection spéciale, qui s'ouvrira par le rapport de M. Laenen sur les Archives de Vienne, actuellement sous presse.

Il ne nous reste, pour compléter le tableau de l'activité de la Commission en 1908, qu'à donner la liste des communications insérées au *Bulletin*. Outre un important rapport de M. Cauchie sur la correspondance d'Ottavio Mirto Frangipani, premier nonce de Flandre (1596-1606), et des lettres de MM. Lonchay, Van der Essen et Cuvelier pendant leurs séjours à l'étranger, elle comprend les travaux suivants :

1. Carl S. Petersen, *Lettres de Gérard Mercator à Henri de Rantzau*.
2. H. Vander Linden, *L'Université de Louvain en 1568*.

3. A. Tihon, *Analyse et extraits de documents relatifs à l'histoire des Pays-Bas au XVI^e siècle.*

4. Le même, *Une lettre de G. Mercator à J. Vivian.*

5. L. Verriest, *Qu'était la charité Saint-Christophe à Tournai? Examen de la thèse de M. D'Herbomez.*

6. V. Brants, *Une mission à Madrid de Philippe de Croy, comte de Solre, envoyé des Archiducs en 1604.*

7. Ch. Pergameni, *La population des communautés religieuses de Bruxelles en 1796, d'après des documents indits.*

8. N. de Pauw, *Les comptes d'une corporation de Bruges au XIV^e siècle.*

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire,

H. PIRENNE.

Le Président,

S. BORMANS.

PUBLICATIONS.

Le Rév. Père Willaert est chargé de la continuation de la publication des *Relations politiques entre les Pays-Bas et l'Angleterre sous le règne de Philippe II.*

M. V. Fris est chargé de publier, dans la collection in-8°, les *Genealogie Comitum Flandrie* avec leurs continuations.

CATALOGUES D'ACTES.

La Commission arrête comme suit la liste des évêques et princes dont les catalogues d'actes seront élaborés : évêques de Liège, Cambrai, Tournai et Térouanne; ducs de Brabant, de Limbourg et de Luxembourg; comtes de Flandre, de Hainaut, de Namur et de Looz.

MISSIONS SCIENTIFIQUES.

M. Van der Essen envoie le rapport sur sa mission aux Archives farnésiennes de Naples. Il est décidé que cette mission sera continuée pendant l'année 1909.

COMMUNICATIONS.

N. de Pauw, *David Teniers le jeune, ses ancêtres, ses armoiries et sa noblesse.*

Séance du 18 janvier 1909.

Sont présents : MM. STANISLAS BORMANS, président ; HENRI PIRENNE, secrétaire ; LÉOPOLD DEVILLERS, NAPOLEON DE PAUW, le chanoine ALFRED CAUCHIE, membres effectifs ; CAMILLE DE BORMAN, PAUL FREDERICQ et SYLVAIN BALAU, membres suppléants.

PUBLICATIONS.

M. É. Poncelet communique un spécimen de la disposition du texte du *Cartulaire de Saint-Lambert de Liège* dont la continuation lui a été confiée.

BUDGET.

La Commission s'occupe de la formation de son budget pour l'exercice 1910 ; elle en arrête successivement les différents articles, sauf approbation de M. le Ministre des Sciences et des Arts.

BULLETIN

DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE

TOME SOIXANTE-DIX-HUITIÈME

II^e BULLETIN

Séance du 5 avril 1909.

Sont présents : MM. STANISLAS BORMANS, président ; HENRI PIRENNE, secrétaire ; LÉOPOLD DEVILLERS, le chanoine ALFRED CAUCHIE, DOM URSMER BERLIÈRE, membres effectifs ; CAMILLE DE BORMAN, PAUL FREDERICQ et SYLVAIN BALAU, membres suppléants.

M. NAPOLEON DE PAUW, empêché, s'est excusé de ne pouvoir assister à la séance.

CORRESPONDANCE.

En date du 3 février, M. le Ministre des Sciences et des Arts a adressé la lettre suivante à la Commission pour lui accuser la réception de son rapport annuel :

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous accuser la réception de votre rapport du 18 janvier dernier, sur les travaux de la Commission royale d'histoire pendant l'année 1908.

J'ai constaté avec plaisir que la remarquable collection des travaux de votre compagnie savante s'est encore enrichie de trois volumes présentant, chacun à des points de vue différents, un vif intérêt pour l'histoire du pays.

Je n'ignore pas que les publications de l'espèce exigent de leurs auteurs, outre une érudition sûre et un sens critique développé, une somme de travail considérable; aussi je me plais à les remercier pour leur importante contribution au monument patriotique que constitue la collection des travaux de la Commission royale d'histoire.

D'autre part, je rends hommage aux auteurs des communications insérées au *Bulletin* qui, pour être plus courtes, n'en jettent pas moins une vive lumière sur certains points spéciaux intéressant notre histoire nationale.

Votre demande tendant à obtenir l'augmentation de crédit que vous jugez nécessaire, fera l'objet, au moment opportun, d'un examen bienveillant,

Il m'a été également agréable d'apprendre que les missions scientifiques confiées, en 1908, à MM. Lonchay, Cauchie, Van der Essen et Cuvelier ont, comme les précédentes, donné d'excellents résultats.

Je profite de cette occasion pour vous faire savoir que vous êtes autorisés à charger M. le chanoine Laenen de compléter ses investigations aux archives de Vienne et d'explorer celles d'Innsbruck, et à déléguer MM. H. Nelis et L. Verriest aux fins de faire le relevé des documents intéressant notre histoire nationale respectivement à la Bibliothèque nationale et aux archives nationales de Paris, et aux archives du département du Nord, à Lille.

Il est entendu que les dépenses à résulter de ces recherches seront supportées par le budget ordinaire de votre Commission.

J'approuve également votre décision de publier, dans une collection spéciale, les rapports sur ces diverses missions, qui seront, sans nul doute, bien accueillis par tous ceux qui s'intéressent au passé de notre pays.

Veuillez agréer, Messieurs, avec mes remerciements pour le dévouement dont vous faites preuve dans l'accomplissement de la mission dont vous êtes chargés, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre,
DESCAMPS-DAVID.

MM. D.-D. Brouwers, L. Verriest, Dom Albert Noël, le dépôt des archives de l'État hollandais dans le Limbourg et le Cercle archéologique d'Enghien sollicitent l'envoi de diverses publications.

PUBLICATIONS.

M. Balau dépose sur le bureau le manuscrit de son édition des *Chroniques vulgaires liégeoises*.

MM. Halkin et Roland font parvenir le manuscrit du tome II du *Recueil des chartes de l'abbaye de Stavelot-Malmedy*, et M. Ed. Poncelet, celui du dernier volume du *Cartulaire de Saint-Lambert*.

M. Victor Schollaert propose la publication intégrale des chartes de l'abbaye de Bonne-Espérance.

Conformément à l'avis de ses commissaires, la Commission décide de ne commencer l'impression du rapport envoyé par M. Van der Essen sur sa mission aux *Archives farnésiennes*, que quand la fin de ce travail lui sera parvenue.

MISSIONS SCIENTIFIQUES.

Dom Ursmer Berlière donne lecture des instructions à remettre à M. Léo Verriest pour sa mission aux archives départementales du Nord à Lille.

M. J. Warichez est autorisé à explorer les dépôts d'archives de Noyon et de Beauvais, dans l'intérêt de la publication du cartulaire de l'évêché de Tournai.

MM. Pirenne et J. Cuvelier sont chargés d'une mission analogue dans les divers dépôts d'archives des départements du Nord et du Pas-de-Calais, afin d'y compléter les recherches de Gachard relativement aux Actes des États Généraux.

LXXV^e ANNIVERSAIRE DE LA COMMISSION.

Il est décidé en principe qu'une séance solennelle sera consacrée, au mois de juillet, à célébrer le soixante-quinzième anniversaire de la fondation de la Commission.

COMMUNICATIONS.

A. Cauchie et L. Van der Essen, *Les sources de l'histoire nationale conservées à l'étranger dans les archives privées.*

R. Häpke, *Deux lettres du vice-chancelier Seld à Viglius.*

D.-D. Brouwers, *Les marchands batteurs de Dinant à la fin du XV^e siècle.*

É. Fairon, *Un projet de démembrement du diocèse de Liège proposé par les Brabançons vers 1336.*

AVIS.

Vu le petit nombre d'exemplaires de ses publications dont elle dispose encore, la Commission regrette de devoir se montrer à l'avenir moins généreuse en matière de dons. Elle ne pourra plus se dessaisir gratuitement de ses travaux que dans des circonstances spéciales ou à titre d'échange. Il est d'ailleurs entendu que, pour les ouvrages en cours, les listes de distribution ne seront pas modifiées.

BULLETIN

DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE

TOME SOIXANTE-DIX-HUITIÈME

III^e BULLETIN

Séance du 5 juillet 1909.

Sont présents : MM. STANISLAS BORMANS, président ; HENRI PIRENNE, secrétaire ; LÉOPOLD DEVILLERS, NAPOLEON DE PAUW, GODEFROID KURTH, le chanoine ALFRED CAUCHIE, Dom URSMER BERLIÈRE, membres effectifs ; CAMILLE DE BORMAN et SYLVAIN BALAU, membres suppléants.

CORRESPONDANCE.

Par dépêche du 13 mai, M. le Ministre des Sciences et des Arts fait savoir qu'il « approuve pleinement le principe et la célébration du soixante-quinzième anniversaire d'un événement aussi important pour notre histoire nationale » que l'est la fondation de la Commission.

Le comité du 21^e Congrès de la fédération archéologique et historique de Belgique qui se réunira à Liège au mois d'août, prie la Commission de se faire représenter par un de ses membres. — M. de Borman est désigné comme délégué.

La Société liégeoise de littérature wallonne, dans l'intérêt de ses études de synchronimie et de lexicologie, sollicite l'envoi des publications.

MISSIONS SCIENTIFIQUES.

M. Van der Essen a adressé à la Commission les lettres suivantes sur sa mission aux archives farnésiennes de Parme et de Naples :

Parme, le 8 avril 1909.

En me confiant cette année une nouvelle mission aux archives farnésiennes de Naples, pour y continuer l'étude, précédemment commencée, des documents d'histoire économique concernant les Pays-Bas, vous m'avez, dans vos instructions, chargé en même temps de faire une exploration rapide aux archives farnésiennes de Parme.

On ne saurait en effet séparer les deux dépôts. Depuis 1592, année où le fils d'Alexandre Farnèse, le duc Ranuccio I^{er}, fonda à Parme un dépôt d'archives ducales, les papiers de Marguerite de Parme et d'Alexandre Farnèse furent conservés au *Palazzo della Pilotta* de cette ville jusqu'à l'époque des premiers Bourbons. En 1731, à la mort du dernier duc de la maison Farnèse, la succession revint au premier-né d'Élisabeth Farnèse, l'infant Charles de Bourbon. Celui-ci, en 1734, fut appelé au trône de Naples. En gagnant cette ville, Charles de Bourbon emmena à Naples un grand nombre de papiers farnésiens.

Ces documents, si l'on en excepte une partie qui fut renvoyée en 1766 à Parme sur les réclamations du duc Ferdinand de Bourbon, restèrent à Naples où ils forment aujourd'hui, on le sait, les *Carte Farnesiane*.

Celles-ci furent plusieurs fois explorées depuis la visite de Gachard en 1868. A Parme, il ne vint jamais de chercheur belge. Et cependant, si les archives farnésiennes de Naples sont au plus haut point intéressantes pour la Belgique, ne devrait-il pas en être de même pour Parme ?

Bref, sans expliquer ici les raisons de cette indifférence ⁽¹⁾, sur lesquelles nous reviendrons plus tard, disons de suite que les archives farnésiennes de Parme ne peuvent en aucun cas être négligées par quiconque s'occupe de l'histoire des anciens Pays-Bas à partir du xvi^e siècle.

Les archives de Parme sont conservées dans le grandiose palais (*Palazzo della Pilotta*, ainsi nommé d'une des trois cours où l'on jouait à la pelotte), dont la construction fut commencée par Ranuccio I^{er} Farnèse vers 1583, mais qui ne fut jamais achevé. Ce palais contient aussi la galerie de peinture et la fameuse bibliothèque palatine, qui comprend plus de 215,800 imprimés et 4,500 manuscrits.

Les archives de l'État, situées au second et au troisième étage du palais, comprennent quatre sections : 1^o les archives farnésiennes (1531-1731); 2^o les archives des premiers Bourbons (1749-1803); 3^o les papiers de l'ex-impératrice Marie-Louise (1814-1847); 4^o les archives des seconds Bourbons (1848-1859).

Les archives farnésiennes, *Carteggio farnesiano*, sont fort bien classées. Elles ne sont pas numérotées d'après l'ordre des cartons — comme c'est le cas des *fasci* de Naples —

(1) Il y a de bonnes indications sur les archives de Parme dans BONAINI, *Gli archivi dell' Emilia*, p. 159-188 (Florence, 1861); VAZIO, *Relazione sugli archivi di stato italiani*, p. 167-174 (Rome, 1883); RONCHINI, *Relazione sull'archivio di Parma*, dans l'*Archivio storico italiano* de 1863.

mais d'après l'année initiale et finale des documents que ces cartons contiennent.

On demande, par exemple, communication du *Carteggio farnesiano* 1559-1562. Les papiers sont, de plus, classés par mois et par jour, ce qui facilite considérablement les recherches.

Il va de soi, Messieurs, que je n'ai pu dépouiller au complet le *Carteggio farnesiano*. Sans trop me fier aux indications toujours vagues d'un inventaire manuscrit, j'ai examiné sommairement les documents de chaque boîte ou carton, noté en général son contenu et son intérêt pour notre histoire, pris quelques notes plus précises sur l'un ou l'autre document particulièrement important.

Dans ce dépouillement, commencé avec le premier carton (1531-1538), j'en suis arrivé à l'année 1577, c'est-à-dire au moment où Don Juan supplie avec insistance Alexandre Farnèse de venir le rejoindre aux Pays-Bas. Je compte continuer l'examen du *carteggio* jusque vers 1600.

Alors commence en effet une série de documents d'un autre genre. Jusque là, nous trouvons les correspondances originales des acteurs mêmes de la scène de notre histoire; dès 1600 environ, nous ne trouvons plus que les papiers des agents diplomatiques parmesans accrédités auprès des diverses cours. Ces documents, sans être privés d'intérêt pour nous, ne contiennent que des renseignements de seconde main sur notre histoire. Cependant, comme l'ont montré les recherches de l'an passé que nous fîmes à Naples, l'on ne peut parler ici avec trop d'*a priori*.

La partie du *Carteggio farnesiano* que j'ai dépouillée jusqu'ici, présente un vif intérêt pour notre histoire. Elle fournit le complément des *Carte farnesiane* de Naples : ici, à Parme, nous trouvons aussi le fonds de Marguerite de

Parme, celui d'Octave Farnèse, celui du cardinal Farnèse, les papiers d'Alexandre Farnèse et ceux de son fils Ranuccio.

De 1531 à 1550, les papiers du pape Paul III Farnèse et du cardinal Alexandre contiennent des documents concernant le règne de Charles-Quint et intéressant directement notre pays. Dans le fonds d'Octave Farnèse, je signale spécialement de nombreuses lettres du comte d'Egmont, et plusieurs missives vraiment importantes de Don Juan et du cardinal de Granvelle, toutes en original et souvent autographes (1530-1577). Elles présentent la particularité d'avoir été écrites à un « moment psychologique » de la vie des personnages dont elles émanent : celles du comte d'Egmont au moment de la ligue contre Granvelle, celles de Granvelle, alors qu'il apprit sa disgrâce, celles de Don Juan, lorsque, malade, il aspire à voir Alexandre Farnèse venir le secourir en Flandre.

Les lettres très nombreuses de Marguerite de Parme, quoique traitant avant tout d'intérêts de famille, sont de nature à illustrer davantage ses préoccupations dynastiques pendant son séjour aux Pays-Bas.

Au point de vue de l'histoire économique, de nombreuses lettres de marchands et de banquiers comme Ludovico Nicola, Matteo Ortel, le facteur des Fugger, Leonardo de Benevento, Matteo Biliotti, Tommaso Baroncelli, — dont les noms figurent dans mon précédent rapport sur Naples — viennent combler les lacunes des *Carte farnesiane*.

Ici comme à Naples se trouvent de nombreux mémoires de marchands italiens, proposant divers remèdes pour éteindre les dettes du roi et restaurer les finances des Pays-Bas.

Déjà un érudit italien, très au courant des archives far-

nésiennes, M. Coggiola, bibliothécaire de la Marcienne de Venise, a fait remarquer « qu'il semble à première vue que, lors de la division des papiers des Farnèse entre Naples et Parme, on ait extrait successivement un document pour l'attribuer alternativement au dépôt de Naples et à celui de Parme ».

Aussi n'est-il pas le seul à souhaiter que les archives farnésiennes soient de nouveau réunies toutes ensemble au *Palazzo della Pilotta* à Parme.

Voilà, Messieurs, les renseignements que j'ai l'honneur de vous communiquer au sujet de mes explorations aux archives de Parme. J'ajoute que celles-ci sont ouvertes de 9 heures à 17 heures, et que le directeur, le Dr Adriano Cappelli, s'est montré on ne peut plus aimable pour me faciliter la besogne.

Ces renseignements, forcément sommaires, je me promets de les préciser dans mon rapport final, qui contiendra aussi le résultat de mes recherches ultérieures dans les *Carte farnesiane* de Naples concernant l'histoire économique, objet principal de ma mission.

Je compte rester encore quelques jours à Parme pour terminer l'examen du *Carteggio farnesiano* : dès que je serai arrivé à Naples ou après les premiers jours, j'aurai l'honneur de vous donner des renseignements ultérieurs sur mes travaux.

L. VANDER ESSEN.

Rome, le 23 avril 1909.

Il y a quinze jours, j'ai eu l'honneur de vous communiquer mes premières impressions sur les archives de Parme. Je vous disais alors qu'elles étaient importantes pour l'histoire des anciens Pays-Bas et je vous communiquais mon intention d'y rester encore quelques jours pour les examiner de plus près. Au cours de ces recherches, je fis des constatations qui me décidèrent à y prolonger mon séjour un peu plus que je n'avais cru le faire en arrivant à Parme.

Numériquement parlant, les archives farnésiennes de Parme sont plus étendues encore que celles de Naples. Alors que les *Carte Farnesiane* de cette dernière ville comptent environ 1,800 *fasci* ou liasses, le *Carteggio Farnesiano* de Parme est formé de plus de 3,500 boîtes ou cartons.

Grâce à la grande amabilité du directeur, j'ai pu visiter les locaux mêmes où se conservent ces précieux documents. Ceux-ci sont rangés dans un ordre parfait, dans deux immenses galeries du palais della Pilotta. La première galerie comprend, en commençant par la gauche : 1° une collection de documents se rapportant aux divers membres illustres de la maison Farnèse, Pier Luigi, Octave, Marguerite de Parme, etc. C'est la collection formée par Ronchini, et qu'il a décrite, mais d'une façon incomplète et arbitraire, dans sa *Relazione sull' Archivio di Parma*; 2° viennent ensuite les documents se rapportant à l'histoire interne et externe du duché de Parme, fiefs, administration locale, actes notariés, proclamations, etc. Cette collection tapisse aussi le mur droit de cette première galerie.

La seconde galerie comprend : 1° Le *Carteggio generale farnesiano*, c'est-à-dire un grand nombre de cartons, gar-

dant les documents qui se rapportent aux affaires générales du duché de Parme et qui sont datés de cette ville. Toutefois, en examinant l'une ou l'autre *cassetta*, j'ai pu constater que — distraction d'ailleurs explicable — il s'y trouve des lettres datées, par exemple, de Turin, du camp de Forêt-le-Moustier, etc. Dans cette série, on trouverait certainement des documents intéressant notre histoire et j'y ai vu notamment des lettres d'Alexandre Farnèse. Ce *Carteggio generale* est classé dans l'ordre chronologique, et dans chaque *cassetta* ou carton, les documents ont été rangés par mois et par jour. Le *Carteggio generale* est subdivisé en : 1° *Carteggio Farnesiano* proprement dit (1531-1733); 2° *Carteggio borbonico* (1734-1803).

A droite de cette seconde galerie est rangée la section *Paesi Esteri*, faisant suite au *Carteggio generale*. Elle comprend les documents datés de l'étranger. Cette section est classée par ordre alphabétique des pays, par exemple *Alger*, *Allemagne*, etc. En ordre subordonné elle est rangée, comme le *Carteggio generale*, par ordre chronologique (année, mois, jours). Ici aussi on a la division en : 1° *Carteggio Farnesiano*; 2° *Carteggio borbonico*.

C'est dans cette section de l'étranger que se trouvent les cartons farnésiens signés *Paesi Bassi*.

C'est de ceux-là que je parlais dans ma précédente lettre.

Dans les *Paesi Bassi* il n'y a pas seulement des documents intéressant le xvi^e siècle, mais on y trouve aussi nombre de documents pour le xvii^e et le xviii^e siècle, notamment les correspondances échangées entre les ducs de Parme et les ambassadeurs parmesans accrédités auprès des cours de Paris, Londres, Vienne et Madrid.

On se rappellera que nous avons constaté le même fait aux archives farnésiennes de Naples.

Dans la même galerie sont ensuite conservés les documents regardant les fiefs farnésiens, classés aussi par ordre alphabétique et chronologique : Castro, Novare, etc. J'insisterai surtout sur les *protocolli farnesiani* et sur les *registres aux lettres*. Les protocoles sont de grandes feuilles sur lesquelles les archivistes farnésiens inscrivaient, au fur et à mesure qu'elles leur étaient expédiées, les lettres qui entraient aux archives. Une première colonne renseigne sur la place occupée par ces lettres dans les archives ducales ; une seconde fournit les indications chronologiques (jour, mois, année de la lettre) ; une troisième colonne indique l'endroit d'où la lettre fut expédiée ; une quatrième donne les noms de l'expéditeur et du destinataire et un résumé du contenu du document. On peut dès lors entrevoir combien ces protocoles, contemporains de l'expédition des lettres, sont précieux. Il en est de même des registres dans lesquels on copiait intégralement, d'après les minutes ou les originaux, les lettres expédiées ou reçues par les Farnèse. Un rapide examen de ces protocoles nous a montré que, pour la période de Marguerite de Parme et d'Alexandre Farnèse, ils sont complets.

En dehors des deux immenses galeries que nous venons de décrire, une chambre y attenante contient les documents intéressant l'administration « domestique » de la famille Farnèse. On y trouve les *libri magistri*, d'énormes in-folios, où sont inscrits les noms des serviteurs de la famille Farnèse, leur traitement, leur origine, etc. Intéressants pour l'histoire économique, ces registres contiennent les noms de plusieurs Flamands et on y trouverait des données de valeur sur notre histoire, de 1580 à 1592.

Au troisième étage, deux salles très hautes conservent le reste des documents farnésiens et bourboniens. Ici se

trouve la série interminable de la *comptabilité farnésienne* (*filii correnti*), rangée par année et encore dans l'état où l'ont laissée les Bourbons. C'est une mine incomparable de documents pour l'histoire économique et qui n'a jamais été étudiée : les paquets sont encore là, comme les archivistes farnésiens les y ont entassés.

Je ne parle pas des autres séries des archives de Parme, qui ne regardent pas notre histoire.

Après vous avoir fait entrevoir d'une manière générale l'importance des archives de Parme, j'en viens à préciser, Messieurs, le résultat de mes recherches dans la partie du *Carteggio farnesiano* intéressant directement les Pays-Bas. Je vous disais dans ma précédente lettre que j'avais examiné rapidement les cartons intéressant la Belgique jusqu'en 1577. J'ajoute qu'il s'agit ici des cartons farnésiens de la section *Paesi Esteri*, signés *Paesi Bassi*.

Le carteggio 1578-1580 contient une volumineuse correspondance originale de Masi, renseignant sa famille et ses amis d'Italie sur les événements de Flandre : la peste à Namur, la mort de Don Juan, les premières entreprises de Farnèse, le siège de Maestricht, la réconciliation des Wallons, etc. Ces lettres contiennent souvent de nombreux détails qu'on ne trouve pas dans celles d'Alexandre Farnèse, datées de cette époque. Il y a d'ailleurs bon nombre de lettres originales du grand capitaine. Relevons surtout une volumineuse correspondance de Marguerite de Parme et de son secrétaire Nuccio Sirigatti pendant le séjour de la duchesse à Namur en 1580, et plusieurs instructions de Marguerite et d'Alexandre à leurs agents, fort intéressantes pour les Pays-Bas.

Le carteggio 1581-1582 contient des documents du même genre : ici on trouve un grand nombre de lettres

concernant les opérations financières pratiquées par Marguerite de Parme et des lettres du cardinal Farnèse, exhortant Alexandre à tirer parti de sa situation aux Pays-Bas pour avantager sa famille.

Il n'y a pas de documents de 1583 dans la série *Paesi Bassi*.

Les carteggi 1584-1589 et 1586-1589 contiennent de nombreuses lettres d'Alexandre Farnèse et d'officiers, qui sont à son service. On y trouve aussi une partie de la correspondance d'Alexandre avec son frère Octave, qui intéresse notre histoire. Signalons aussi les lettres échangées entre Farnèse et les nonces de Cologne Bonomi et Frangipani à propos des affaires religieuses. Pour les années 1588 et 1589, nous trouvons un dossier volumineux, formé de comptes, de quittances, de rapports, concernant les dépenses faites par le gouverneur général à Bruxelles pendant ces deux années.

Le carteggio 1590-1591 renferme surtout des correspondances d'Alexandre Farnèse à propos des événements des Pays-Bas et de l'intervention espagnole en France.

Le carteggio 1592-1593 est important : signalons la correspondance de Farnèse avec le banquier Thomas Fiesco où nous trouvons des renseignements détaillés sur les sacrifices pécuniaires faits par Philippe II à ce moment, les nombreuses lettres de Richardot et du nonce Frangipani, la correspondance volumineuse de Masi avec Ranuccio Farnèse donnant des nouvelles quasi journalières sur l'administration de Mansfelt et de Fuentès.

Le carteggio 1594-1597 et 1604-1699, quoique présentant moins de correspondances importantes, n'en renferme pas moins des lettres du banquier Balbani, de Richardot, de Masi, d'Alexandre de Groote, du protonotaire Zélandre,

de nature à éclairer cette période moins connue de notre histoire.

A l'année 1680-1681, nous trouvons des documents concernant l'administration du second Alexandre Farnèse aux Pays-Bas.

Le carteggio 1700-1751 — le dernier carton farnésien des *Paesi Bassi* — offre, dans les correspondances d'Ottavio Sanseverino d'Aragona, de Claudio Francesco Re, ambassadeurs parmesans, et du marquis de la Enseñada, des données sur l'histoire de Belgique en rapport avec celle de l'Europe.

J'ai aussi examiné, Messieurs, le seul des *Carteggi borbonici* qui est coté : *Paesi Bassi* (1756-1763). Il est moins intéressant que les précédents. Toutefois, en annexe de ce *carteggio*, on trouve plusieurs lettres non datées, regardant directement les Pays-Bas : il y a entre autres plusieurs lettres autographes du cardinal de Granvelle qui doivent dater de 1560 environ.

J'ai ainsi terminé, Messieurs, l'examen sommaire des documents farnésiens, classés sous la rubrique *Paesi Bassi*. J'ai examiné, en outre, dans la série de la *Familia Ducale* le carton de Marguerite de Parme et d'Alexandre Farnèse qui renferment quelques lettres, que je ne me souviens pas avoir rencontrées ailleurs. Mais je signale surtout, dans cette même série, le gros carteggio intitulé : *Alessandro Farnese 1681-1685*.

Il s'agit ici du second Alexandre Farnèse, gouverneur des Pays-Bas au xvii^e siècle. Ce carteggio comprend un grand nombre de quittances, comptes, etc. regardant l'histoire lamentable de la détresse financière où se trouva à Bruxelles ce prince aventureux, les réclamations de ses créanciers flamands, ses correspondances avec le banquier Zetti de Bruxelles, la vente de sa garde-robe, etc.

Au point de vue de l'histoire sociale et économique des Pays-Bas en 1680-1685, on ne saurait assez appeler l'attention des historiens sur ce carteggio.

J'ai examiné, en outre, une collection de plans de villes fortifiées, cotée *Piazze forte Seco XVI. Mappe, 54*, où se trouvent de beaux plans de la majorité des villes fortifiées des Pays-Bas. Signalons aussi une dissertation sur l'art militaire, qui pourrait bien provenir d'Alexandre Farnèse lui-même.

Je vous parlais plus haut, Messieurs, de la *comptabilité farnésienne*. J'en ai examiné les fascicules qui pouvaient intéresser notre pays. Ce sont précisément ceux qu'on a commencé à classer sous le titre *Fili correnti; Spese in Fiandra*. Ils commencent en 1538. Je signalerai surtout les pièces de 1557-1559 : nous avons ici, au complet, les documents concernant les dépenses d'Alexandre Farnèse pendant son premier séjour à Bruxelles. Il est superflu d'insister sur l'intérêt que présentent ces documents.

Certes, nous n'avons pu examiner au complet les archives farnésiennes de Parme au point de vue de l'histoire des Pays-Bas. Il aurait fallu pour y arriver un temps dont nous ne pouvions disposer. Mais au moins avons-nous examiné toute la série *Paesi Bassi* et quelques cartons des autres séries, que le directeur nous avait indiqués comme pouvant contenir des documents pour notre histoire.

Il va de soi que dans la *Cartegio generale*, dans la série *Spagna, Francia, Allemagna*, pour ne nommer que celles-là, dans les fascicules de la comptabilité farnésienne que nous n'avons pu examiner, doivent se trouver encore des documents regardant l'histoire de Belgique. Il en est ainsi à Naples : il doit en être de même à Parme.

La série *Roma*, qui contient en grande partie la corres-

pondance du fameux cardinal Alexandre Farnèse, réserverait peut-être des surprises.

Le travail que j'ai fourni aura du moins l'avantage, j'ose l'espérer, Messieurs, de faire connaître en général les documents qui concernent directement notre histoire. Il montrera aussi que les dépôts de Naples et de Parme, épaves d'archives autrefois réunies, se complètent admirablement, et que les archives farnésiennes de Parme offrent une importance exceptionnelle pour les historiens des anciens Pays-Bas.

Il me reste à faire la seconde partie du travail que vous avez bien voulu me confier : le dépouillement des documents d'histoire économique conservés à Naples.

Je pars pour cette ville et c'est de là que j'aurai l'honneur de vous adresser dans une quinzaine de jours des nouvelles ultérieures sur la marche de mes travaux.

L. VAN DER ESSEN.

Naples, le 8 mai 1909.

Il y a quinze jours, je vous ai décrit l'organisation et fait entrevoir l'importance des archives farnésiennes de Parme. La présente lettre vous donnera des nouvelles concernant les résultats de mes premières recherches aux archives farnésiennes de Naples.

L'an dernier, comme vous vous le rappellerez, Messieurs, j'avais clôturé mes recherches concernant les documents d'histoire économique, par l'examen du fascio 1648. Le fascio 1649 ne présentant rien de saillant au point de

vue qui m'occupe, j'ai commencé mes investigations par l'examen du fascio 1650.

1. Le fascio 1650 est un des plus importants des archives farnésiennes de Naples : il est constitué entièrement par des documents d'histoire économique. Nous y trouvons d'abord un registre des lettres de Marguerite de Parme pendant les années 1568-1569. Il contient quelques lettres, traitant d'affaires financières, qui sont de nature à éclairer le mécanisme des opérations de crédit entre particuliers, et qui intéressent d'ailleurs notre histoire.

Plus intéressante est la partie suivante du fascio. Elle est constituée par les pièces de comptabilité regardant le séjour du gouverneur général Alexandre Farnèse aux Pays-Bas, pendant les années 1587-1588.

Cette collection nous offre d'abord plusieurs centaines de pièces, quittances originales pour la plupart, qui nous permettent de reconstituer la maison d'Alexandre Farnèse, avec la nationalité de ses serviteurs, leur état de service, le montant de leurs gages, et de se faire ainsi une idée concrète des sommes que le gouverneur dépensait annuellement pour l'entretien de sa maison.

Viennent ensuite des documents se rapportant aux achats faits par Farnèse en diverses villes, comme Gand, Bruges, l'Écluse, Anvers, Bruxelles. Nous y trouvons les comptes pour la dépense du vin, de la bière, du bois, des chandelles, etc.; d'innombrables quittances d'artisans, de peintres, de cordonniers, de chaussiers, de marchands de draps, etc., nous renseignent tant sur les acquisitions et l'état matériel de la maison du gouverneur, que sur l'organisation du travail urbain, l'état de la draperie, les salaires, le mouvement économique local.

Des compte particuliers nous renseignent sur les frais

extraordinaires, comme l'envoi d'estafettes, l'achat de chevaux, les voyages entrepris pour se procurer des vivres de choix. Signalons un compte des Balbani, banquiers de Lyon, pour expédition des correspondances de Farnèse : l'on y trouve la taxe fixée par poids de chaque lettre et on y voit l'organisation de service des courriers, avec l'indication du montant des frais pour les relais des chevaux, etc.

La question du fourrage occupe une place importante dans ces comptes. Le prix du blé, du foin, de l'avoine, calculé d'après différentes mesures locales, les frais de transport, de l'affrêt de chariots et de chevaux, tous ces renseignements s'y trouvent minutieusement indiqués.

La vie de cour occupe aussi sa place dans ces documents : les fêtes, les mascarades, les réceptions revivent dans de multiples quittances de doreurs, de selliers, de brodeurs, de bijoutiers.

En somme, la vie du gouverneur général sous presque tous ses aspects, nous est révélée par la belle collection de documents que nous venons de décrire sommairement.

Ce n'est pas tout. Le même fascio 1650 contient ensuite un grand registre in-folio, où sont annotées, jour par jour, les dépenses faites par le gouverneur général et sa maison pendant les années 1592 et 1593 à Flavigny-Marteau, Nelle, Mareuil, Neuchâteau, Pontrémy, Forêt-le-Moutier, Château-Thierry, Spa, Namur, Bruxelles, Luxembourg. C'est un de ces *libri magistri*, livres de comptes, dont nous signalions aussi l'existence aux archives de Parme dans notre lettre précédente.

Ce registre présente pour la vie économique des Pays-Bas et du nord de la France en 1592 et 1593 les renseignements les plus divers et les plus détaillés. On y trouve,

pour chaque mois, le compte complet de la « maison » d'Alexandre Farnèse, compte qui se répète avec peu de variété. Les dépenses « extraordinaires » nous fournissent une mine de renseignements qu'on rechercherait en vain ailleurs. Citons les comptes pour l'achat de foin, d'avoine, de chevaux, de mulets, de grain, de farine, de bois, l'indication du « stallage », des frais d'écurie dans les endroits que l'armée traverse, des comptes d'armuriers, des notes pour l'achat de bière, de cidre, de vin, de drap, des comptes pour l'envoi d'estaffettes destinées à retirer des sommes d'argent chez divers marchands, des comptes de tapissiers, d'orfèvres, etc., etc. Il est souvent question du commissaire pontifical Matteucci et du duc de Montemarciano, et tant au point de vue de l'histoire diplomatique ou politique qu'au point de vue de l'histoire économique, ce registre est précieux.

Enfin, le fascio 1650 contient un cahier petit in-4°, ayant appartenu à Marguerite de Parme, et où celle-ci a noté soigneusement ses dépenses journalières à Namur en 1580.

Étant donné l'importance exceptionnelle de ce fascio, nous avons dressé un inventaire analytique complet de tous les documents qu'il renferme et nous avons pris de multiples extraits des pièces les plus importantes.

Les fasci 1651 à 1656 n'intéressent guère ou médiocrement l'histoire économique. Il n'en est pas de même du fascio 1657.

2. Le fascio 1657, sans avoir la grande importance du fascio 1650, contient des pièces qui, pour être d'une autre nature que les documents analysés ci-dessus, ne le leur cèdent guère en intérêt.

En voici la nomenclature :

a) Mémoire intitulé : *En Bruselas a 31 de Enero 1593.*

Memoria para el sr Conde de Fuentes tocante a la reforma de los de la pluma y otras cosas del beneficio de la Real Hazienda de su Magestad.

C'est la minute autographe d'un mémoire de Masi, destiné à exposer au comte de Fuentès la réforme qu'Alexandre Farnèse se proposait de publier, lors de la seconde entrée en France, pour obvier aux abus de l'administration financière de l'armée aux Pays-Bas, et que la mort empêcha de réaliser. Nous avons copié ce mémoire qui jette une vive lumière sur les défauts de la dite organisation et qui explique l'état misérable où les troupes étaient réduites en 1592-1593.

b) Deux cédules d'Alexandre Farnèse datées du mois d'août 1590 (originaux).

Il s'agit d'assientos conclus par le gouverneur général avec plusieurs marchands, comme Geronimo Scorza, les Malvenda, Felipe Jorge, Doria, Velluti et Amati, etc., aristocratie de la bourse, qui aidèrent souvent Farnèse dans ses besoins. Vu l'intérêt de ces documents, renseignant sur le montant de la somme, les conditions d'emprunt, de change, de remise, d'amortissement, nous en avons pris une analyse détaillée.

c) Requête des habitants de Dunquerque à Masi, datée du 21 septembre 1584 (original).

Cette requête expose l'état misérable de la ville, « presque inhabitée », et exploitée par la garnison espagnole qui y réside. La requête insiste sur la décadence du port, l'absence de trafic, la misère où sont tombés les « mariniers, la plus grande et principale partie de la bourgeoisie ».

d) Lettre du gouverneur de Dunquerque, Francisco de Aguilar, à Alexandre Farnèse, datée du 19 août 1584.

Elle est intéressante à rapprocher de la requête précé-

dente. Elle signale l'arrivée de navires chargés de grain dans le port et fournit des renseignements sur les affaires économiques et le trafic avec l'Angleterre.

e) *Avvisi* d'Anvers, datés du 9 octobre 1584.

Expédiés de Cologne par le capitaine Luiz de Peñaranda, ils racontent notamment l'arrivée à Anvers de cent-quarante navires chargés de vivres, et d'autres vaisseaux, surtout anglais, qui ont forcé le blocus pour ravitailler les assiégés. Ces *avvisi* contiennent encore d'autres renseignements, d'autant plus intéressants qu'ils sont expédiés pendant le siège.

f) Une liasse de pièces se rapportant à des *gastos secretos* (subsides ou fonds secrets), distribués pour le service du roi à divers personnages. Le premier de ces documents est intitulé : *Relación del dinero que el thesorero general Juan de Lastur ha pagado por ordenes de S. A. a Adrian de Gomicurt governador de la villa de Matrique, de que no se a tomado raxon en las contadurias por ser negocios secretos*. Les autres sont en faveur du même Gomicourt, de Paul Durais, un Français, et de Jacques Colas, seigneur de Montélimar. Ces documents, datés de 1590, nous ont paru assez intéressants pour être copiés.

g) Lettre de Juan de Aguilar à Alexandre Farnèse, datée de Nieuport, 14 août 1584. Elle contient des détails sur le service de ravitaillement et les rapports commerciaux avec la Hollande et la Zélande.

h) Lettres du commissaire Cicogna (1584) et d'Odoardo Lanzavecchia, gouverneur de Bréda (1588).

Elles fournissent des détails très caractéristiques sur les souffrances du plat pays et la ruine de l'agriculture.

i) Correspondances de Hernando Lopez de Villanova, gouverneur du château de Karpen, avec Alexandre Farnèse et son secrétaire Masi.

Cette correspondance contient de curieux renseignements sur la silviculture dans les environs de Karpen et le pays de Durbuy, sur les déboisements entrepris par l'armée de Farnèse, le transport du bois, etc.

j) Correspondance de divers officiers avec Alexandre Farnèse et son secrétaire Masi.

Les lettres du contador Pedro Coloma (1587) traitent d'opérations de bourse avec Juan Ortega de la Torre et les Fugger, celles d'Odoardo Lanzavecchia (1583) de la ruine des campagnes, celle de Vittorio Frizzi (1589) de la question des passeports de commerce des marchands trafiquant avec Bois-le-Duc; celles de Aguilar (1585-1587) fournissent des détails nombreux et précis sur le mouvement commercial sur les côtes, et notamment dans les ports de Dunquerque et Nieuport, celles du Portugais Ximenez (1587) sur le commerce du grain, celles de Cristobal de Aguirre sur la situation du port et de la flottille d'Anvers (1589), celles de Diego de Avila sur le trafic de grain entre Dunquerque et la Hollande (1587), celles de Luiz de Peñaranda sur l'attaque des courriers envoyés à la foire de Francfort avec des objets de valeur, etc.

k) Liasse de lettres de Juan Gomez, adressées de Namur en 1579 à Alexandre Farnèse.

Ces intéressants documents ont trait à l'inventaire de la mortuaire de Don Juan d'Autriche, aux dettes qu'il a laissées, au payement de ses serviteurs, à la vente de sa garde-robe et à l'expédition de ses restes mortels en Espagne. Ils forment un ensemble qui permet de reconstituer la « maison » et les objets de luxe possédés par Don Juan.

l) Le fascio finit par le document suivant : *Relaçion de los commissarios ordinarios, extraordinarios, entretenidos enel exercito, de la pluma, y personas que asisten en la Vee-*

duria general, secretaria y contadurias y pagaduria deste exercito.

Le traitement est indiqué en écus; le document n'est pas daté; il nous paraît remonter à 1579, mais il doit avoir servi plus tard à Masi, qui a noté en marge les changements opérés depuis.

Voilà, Messieurs, le résultat de mes recherches pendant les quinze premiers jours de ma présence à Naples. J'ose espérer qu'ils obtiendront l'approbation de votre érudit suffrage et qu'ils vous démontreront une fois de plus l'importance du magnifique dépôt d'archives de cette ville pour notre histoire.

L. VAN DER ESSEN.

Naples, le 25 mai 1909.

Par ma lettre du 8 mai dernier, je vous communiquai le résultat de mes recherches aux archives farnésiennes, recherches qui s'étaient continuées jusqu'au fascio 1657 de la section qui nous intéresse spécialement : *Fiandra*

Il m'incombe aujourd'hui de vous rendre compte de mes investigations pendant les quinze jours écoulés depuis. J'en suis arrivé actuellement au fascio 1677, inclusivement. Voici, sommairement indiqué, le contenu des documents, regardant l'histoire économique, qui se trouvent dans les *fasci* dépouillés cette quinzaine, et dont j'ai pris soit l'analyse, soit la copie :

1. *Fasci 1658-1662*. Les quelques documents d'histoire économique contenus dans ces fasci n'ont pas assez d'importance pour nous y arrêter : on trouvera d'ailleurs à ce

sujet des indications suffisantes dans l'*Inventaire des archives farnésiennes de Naples*, que j'ai présenté en collaboration avec M. A. Cauchie, pages 223-228.

2. *Fascio 1663*. Cette liasse, volumineuse, est importante au point de vue qui nous occupe.

Elle contient en effet un bel ensemble de documents regardant la liquidation de la mortuaire de Don Juan d'Autriche à Namur, en 1579. Nous avons déjà signalé, dans notre lettre précédente, les lettres de Juan Gomez se rapportant aux mêmes événements. Ces lettres sont admirablement complétées par les documents du fascio 1663.

L'an 1579, sur ordre d'Alexandre Farnèse, on fit au camp de Namur l'inventaire des objets laissés par feu Don Juan; on constata qu'il avait laissé de nombreuses dettes et on s'appliqua à recueillir les réclamations de ses serviteurs, de la garde de corps allemande, de ses amis, etc. Une commission fut nommée par Alexandre Farnèse pour régler les comptes, pour payer les serviteurs, pour faire le départ de ceux qui voulaient retourner soit en Italie soit en Espagne, et de ceux qui préféraient continuer leur service aux Pays-Bas, soit dans l'armée, soit dans la maison d'Alexandre Farnèse lui-même. Finalement les biens possédés par Don Juan en métaux précieux, lingerie, etc., qui étaient restés amoncelés au camp, furent vendus à l'encan, et la somme qui en provint servit à éteindre les dettes les plus criardes.

C'est ce qui ressort de l'ensemble des documents du fascio 1663. Les rapports de Juan Gomez, commissaire, et ses lettres à Alexandre Farnèse nous offrent de précieux appoints pour reconstituer la « maison » de Don Juan pendant son séjour aux Pays-Bas : le nombre, le nom, la nationalité, la charge, le *traitement* de ses serviteurs y sont soi-

gneusement mentionnés. De la sorte, nous pouvons avoir une idée de la « maison » du prédécesseur d'Alexandre Farnèse, et en comparant l'état de la cour et de l'entourage de Don Juan avec ceux de Farnèse et de Marguerite de Parme, qui se trouvent dans d'autres *fasci* et dont nous avons parlé dans nos lettres de l'an passé et de cette année même, on parvient à se faire une idée assez exacte du faste qui entourait les gouverneurs généraux. De plus, n'est-il pas intéressant de constater que chez Marguerite de Parme, ce sont les bijoux et l'argenterie, chez Don Juan la lingerie et la parfumerie et les objets de toilette, chez Alexandre Farnèse les armes, qui constituent le fond de la garde-robe? Pour les objets précieux possédés par Don Juan, les rapports de Juan Gomez en indiquent le poids, l'estimation, la valeur réelle; d'autres relations nous renseignent sur le produit de chaque pièce lors de la vente publique.

Même l'histoire artistique peut glaner ici d'utiles renseignements, puisque les inventaires de la mortuaire donnent une description très précise des objets en métal, en soie, en velours, etc.

Pour concrétiser, signalons ici les titres des pièces les plus importantes :

a) *Relaçion del dinero que sera neçessario para despedir la casa y criados del ser^{mo} señor Don Juan y pagar las deudas que asta oy se a veriguado que se deven en ella, de mas de lo que sera menester para el gasto de lo que a de yr a Spaña conforme a la orden de Su Mag^d y de V. Ex^{ca}.*

b) *Relaçion de los criados de Su Alteza (1) que han dado*

(1) Don Juan.

memoriales para yr a España y del sueldo que cada uno tiene para que Su Ex^a (1) ordene lo que sea de hazer conellos.

c) *Relaçion del dinero que parece que se puede dar alos criados de Su Alteza que se quedan en estos Estados por una vez, que son a quien no se les señala entretenimientos, y a mandado su Ex^{ca} que se les avisse de lo que les parece que se les podra dar.*

d) *Relaçion de algunos criados de Su Alteza que se quedan a servir en Flandes. Para embiar a su Ex^a (c.-à-d. Farnèse).*

e) *Relaçion del dinero que esta en poder del pagador Martin de Unçeta, que se le a entregado de lo que se a ydo haziendo de la almoneda del ser^{mo} s^{or} Don Juan de gloriosa memoria.*

f) *Relaçion de la plata que se a entregado a Pedro Dole, maestro de la moneda de Namur, laqual dicha plata va haziendo tallares y entregandolos al pagador Martin de Unçeta.*

En raison de leur importance, nous avons copié intégralement tous les documents qui se rapportent à la liquidation de la mortuaire de Don Juan d'Autriche.

Le fascio 1633 contient encore quelques autres documents d'histoire économique, comme relations de *muestras* (revues), d'assientos conclus avec des banquiers, etc. Nous les avons signalés sommairement dans l'*Inventaire* précité : cette année, nous en avons pris l'analyse.

3. Le fascio 1664 contient quelques intéressants documents d'histoire économique. Nous en avons pris l'analyse. Pour le moment, nous renvoyons à l'énumération qui en a déjà été faite dans l'*Inventaire* cité.

(1) Alexandre Farnèse.

4. *Fascio 1665*. Les documents d'histoire économique de cette liasse, pour ne pas offrir un ensemble comme ceux du *fascio 1663*, n'en sont pas moins dépourvus d'intérêt. Signalons les lettres du prince-évêque de Liège, Ernest de Bavière, adressées à Alexandre Farnèse en 1585, pour protester contre la violation de son territoire et les ruines que les soldats royaux accumulent dans son diocèse, ravages dont il donne une description détaillée; les lettres des capitaines Georgio Frichia et Carlo Frachia (1582-1584), renseignant sur les désordres des soldats et la ruine du plat pays; celles de Diego Rodriguez de Olivares (1587) et du gouverneur de Dunquerque, Francesco de Aguilar (1584), et de Juan de la Maça (1587), fournissant de nombreux détails sur le commerce de Dunquerque et du Sas avec l'Angleterre, la France et les « rebelles »; celles de Camillo del Monte (1583) et du commissaire des vivres, Juan de Drenewaert (1584) signalant la misère et la détresse financière dans le Brabant et la Flandre; les lettres du commissaire espagnol à Cologne, Luiz de Peñaranda, qui décrivent le commerce des « rebelles » et signalent notamment le trafic des Hollandais avec l'Espagne, malgré l'état de guerre (1586), etc. Sont intéressantes surtout les missives du marchand d'Anvers, Cosimo de Marin, donnant en détail le relevé des sommes qu'il fournit à l'armée espagnole et les opérations financières qu'il pratique pour se les procurer. Du même genre sont les lettres de Francesco Cambi, marchand italien de Cologne (1581) et du trésorier général Juan de Lastur (1586). Signalons que Lastur évalue l'argent et l'or, monnayé et en barre, *selon le placard* de cette année.

5. Nous ne nous attarderons pas, dans ce rapport sommaire, aux quelques documents d'histoire économique des *fasci 1666, 1667, 1668*, dont nous avons analysé quelques-uns.

6. *Fascio 1669*. Ce fascio contient beaucoup de documents intéressant l'histoire économique. Comme ce sont toutes des lettres séparées, nous ne pouvons songer à les énumérer ici. Disons toutefois qu'elles se rangent de 1580 à 1597 et que les principales proviennent de Luiz de Peñaranda, de Gomicourt, gouverneur de Maestricht, d'Alexandre Farnèse, du contador Coloma, du commissaire Jehan de Cobreville, de Don Juan de Idiaquez, d'Hernando Lopez de Villanova, du commissaire général Basta, des banquiers Spinola, Zanobi Masi, Felipe Jorge, Diego de San Vitores, Juan de la Concha, du trésorier de Lastur, etc. Elles traitent de l'état des garnisons, des villes, des campagnes, surtout pendant la malheureuse année 1585-1586, et des sommes prêtées par les hommes d'affaires à l'armée espagnole. Signalons les nombreuses lettres d'Aguilar, intéressantes parce qu'elles décrivent le mouvement commercial au port de Dunquerque, la prise des navires ennemis et les moyens qu'on emploie pour se procurer du blé en Angleterre pendant la disette de 1585.

Le fascio contient aussi une liasse de comptes d'artisans flamands pour des travaux effectués à charge de Cosimo Masi, secrétaire d'Alexandre Farnèse.

7. *Fascio 1670*. Les nombreux documents d'histoire économique que renferme cette liasse sont du même genre que ceux du fascio précédent. Ils vont de 1562 à 1590. Les lettres les plus intéressantes émanent de Charles de Mansfelt, Verdugo, Luiz de Peñaranda, Lanzavecchia, du trésorier de Lastur, de Manuel de Vega, du prince-évêque de Liège, du commandeur Juan de Moreo, etc. Signalons plus spécialement les lettres d'Aguilar, renseignant comme d'ordinaire sur le mouvement commercial dans les ports de la côte, et d'intéressantes correspondances échangées

entre Appio Conti. Matteo Corvini, d'une part et Alexandre Farnèse de l'autre à propos des misères des soldats et des maux qui affligent surtout les régions rurales.

On y trouve aussi un mémoire : *Memoria de lo que al presente se ha negociado con los mercaderes y como se reparte el dinero que dello se saca* (1590), dont l'intérêt pour l'histoire économique est déjà mis en vedette par le titre même. Il y a aussi une volumineuse correspondance échangée entre Alexandre Farnèse et le duc de Montemarçiano à propos de la mutinerie des Suisses au service de la Ligue en France (1592).

Plusieurs requêtes intéressantes augmentent l'intérêt de ce fascio. Signalons celle adressée par quelques marchands d'Anvers à Marguerite de Parme et tendant à obtenir le monopole du houblon, pour en empêcher la falsification, qui a causé l'interdiction portée par la reine d'Angleterre contre le houblon des Pays-Bas. Ce fascio contient aussi l'exposé de deux projets de Leonardo de Benevento, dont nous avons fait connaître la curieuse figure dans nos lettres de l'an passé : il s'agit de l'institution d'un emprunt d'État et d'une taxe sur les procès dont le produit servirait à équilibrer les finances si ébranlées des Pays-Bas (1562) : d'autres requêtes encore s'ajoutent à celles que nous venons de mentionner.

8. Sans nous arrêter ici aux quelques documents d'histoire économique des *fasci* 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, parlons plus au long de ceux que renferme le fascio suivant.

9. *Fascio* 1677. Cette liasse, de même que les précédentes, est constituée presque entièrement par des lettres de capitaines, officiers, etc., adressées à Alexandre Farnèse. Les documents qui nous intéressent se répartissent entre

1581 et 1592. Les années 1587 et 1588 sont surtout bien représentées. Il est, en général, question de la situation du plat pays, de la misère des soldats logés dans les villes, de la violation et du pillage du territoire de Liège, des *assientos* conclus avec des marchands pour l'armée de Flandre, du mouvement commercial dans les ports de Dunquerque, Nieuport, Gravelines, etc. Signalons la présence de l'intéressant mémoire *La gente que estava designada para yr a Francia*, signalant les forces destinées à secourir la Ligue, avec l'indication si les soldats ont reçu leur solde.

Le fascio renferme aussi quelques requêtes parmi lesquelles une des habitants de Bois-le-Duc au marquis del Vasto, général de la cavalerie, lui indiquant les moyens pour enrayer le vol du bétail et la destruction de la moisson par ses soldats. Il y a aussi une intéressante correspondance de divers hommes d'affaires génois et anversoïis à propos d'une affaire qui faillit ruiner le crédit de Farnèse. En juin 1586, arrivèrent à Gênes les galères espagnoles chargées d'une somme d'argent, sur laquelle Farnèse avait assigné le remboursement de l'argent prêté par les marchands, et avec ordre de payer à Gênes même. Mais le capitaine chargé de la conduite de l'argent avait reçu l'ordre d'Espagne de le diriger sur les Pays-Bas et de le remettre en mains propres au trésorier de Lastur à Bruxelles : il refusa de faire honneur aux lettres présentées à Gênes. D'où gros émoi parmi les banquiers et à la bourse d'Anvers.

Cette affaire donna naissance à une volumineuse correspondance, que conserve le fascio 1677.

Nous avons analysé et copié en partie tous les documents dont nous avons parlé dans la présente lettre.

Vous me permettrez de finir ici, Messieurs, l'exposé du

résultat de mes recherches du 8 au 25 mai. J'ose espérer qu'ils vous convaincront que je m'efforce de me rendre digne de votre haut patronage.

L. VAN DER ESSEN.

Naples, le 10 juin 1909.

Ma dernière lettre terminait par l'énumération du contenu du fascio 1677 au point de vue de l'histoire économique des Pays-Bas. Depuis lors, j'ai repris l'examen des *fasci* suivants et je suis arrivé actuellement au fascio 1706.

Je me bornerai à vous donner ici la rapide énumération des documents, dont j'ai pris l'analyse au courant du dépouillement de cette quinzaine.

1. *Fascio 1683*. — Composée en majeure partie de lettres écrites par des officiers et des subalternes à Alexandre Farnèse et à son secrétaire Masi, cette liasse offre surtout de l'intérêt à cause des nombreuses missives de Lorenzo de Drivere, receveur des droits de licences dans les ports de Nieuport, Dunquerque, etc. pendant les années 1583-1584. Ces lettres parlent de la perception des gabelles et des droits de licences dans les ports de la côte et signalent notamment que, à cause de l'élévation du tarif, les navires de commerce passent devant Dunquerque et Nieuport pour débarquer leur cargaison à Calais. Le *fascio* contient aussi de nombreuses lettres de capitaines et d'officiers, qui donnent de nombreux détails sur la situation financière des villes et du plat pays dans les régions les plus diverses du pays. Telles sont celles d'Adrien Verbeek (1582), de Charles de Mansfelt (1582),

de Don Gaston Spinola (1580), du comte Florent de Berlaymont (1582), etc. D'autres documents enfin s'occupent d'emprunts, d'achats de poudre et d'armes, comme les lettres du facteur des Fugger, Meiting (1587), de Pedro de Somarriba (1586), de Diego Alonso de San Victores (1586), de Nicolas Goutart, armurier de Liège (1582), etc.

2. *Fascio 1684*. — Le contenu de ce fascio ressemble, quant à l'objet, au précédent. Citons les lettres du trésorier général Juan de Lastur (1586), d'Ant. Meiting, de Juan de la Concha, de l'ambassadeur Pedro de Mendoza, de Diego Alonzo de San Victores (1586), traitant des sommes fournies soit par emprunt soit en *messadas* à l'armée de Flandre. Sur la situation des villes et des campagnes renseignent les missives de Mario Corti, de Pedro del Castillo, etc. (1586). La liasse contient un intéressant rapport de l'ambassadeur d'Espagne à Venise, Cristobal de Salazar, retraçant l'histoire du marchand vénitien Bartolomeo Zanolì, qui fut chassé d'Anvers et ruiné par les troubles des Pays-Bas. Non moins intéressants sont les documents, se rapportant à l'envoi de Diego de Gemes à Rouen pour y contracter des *asientos* avec divers banquiers sur l'ordre d'Alexandre Farnèse (1581). Citons aussi une trentaine de documents, qui fournissent l'indication exacte des sommes envoyées par Alexandre Farnèse au secours de la Ligue en France et à l'armée pontificale et une intéressante correspondance d'Alexandre Farnèse échangée à ce sujet avec le commissaire Matteuci (1592). Enfin, le *fascio* renferme seize relations du pagador général Gabriel de Santestevan, qui nous donnent en détail le compte des sommes dépensées pour les nécessités militaires pendant l'année 1591. On y voit clairement de quelle manière les Pays-Bas étaient alors sacrifiés aux entreprises du roi d'Espagne en France. Notons

ainsi que « *para el gasto de la guerra de Flandes* » nous trouvons indiquée par mois la somme de 75,000 écus, alors que Alexandre Farnèse devait expédier 100,000 écus par mois à l'armée du duc de Mayenne.

3. *Fascio 1686.* — Cette liasse contient des documents très intéressants, les uns regardant les nécessités militaires de l'armée de Flandre, les autres les opérations de crédit pratiquées par Alexandre Farnèse avec divers marchands. A la première catégorie appartiennent les lettres relatives à des achats de poudre, faits chez les marchands Curtius de Liège et Jacques Le Roy d'Anvers (1584), des ordonnances concernant le logement de l'armée dans les villes, l'état des soldes des troupes wallonnes au service de l'Espagne, des rapports sur les dépenses de l'artillerie, etc. A la seconde catégorie appartiennent l'état des emprunts faits en 1590 aux Bonvisi, Sivori, Malvenda, Spinola, Philippe Jorge, Cosimo de Marin, banquiers d'Anvers, le compte intitulé : *1591. Cargo de lo que sea recebido del mes de Agosto de 1591...*, et une dizaine d'autres documents du même genre.

4. *Fascio 1689.* — Ce fascio contient des documents du même genre que ceux de la liasse précédente. Citons surtout le mémoire intitulé : *Lo que ay de los asientos que se an hechos para la yda de S. A. (Al. Farnèse) y para ynviar al duque du Meyna, con lo que anticipa Geronimo Lomelino sobre las cedulas de Ambrosio Spinola. (1591), la Relacion del dinero que de presente es necessario para sustentar y entretenir el exercito* (il s'agit de l'expédition au secours de la Ligue), un acte par lequel Francisco Guillamas, secrétaire de Farnèse, délègue son pouvoir de superintendant du régime des assurances commerciales à Anvers (1585), un rapport sur les asientos conclus par le pagador général

Gabriel de Santestevan (1591), et divers autres documents, soit lettres de capitaines et de subalternes, soit rapports de gouverneurs sur la situation des villes et des campagnes.

5. *Fascio 1690*. — Nous trouvons ici plusieurs quittances et comptes, datés de Bruxelles 1681, qui se rapportent au gouvernement du prince Alexandre Farnèse (junior) aux Pays-Bas: ils sont intéressants au point de vue de l'histoire des salaires. La liasse contient en outre des lettres du commissaire général Basta (1585), traitant des contributions de guerre qui pèsent sur les campagnes, et des comptes regardant les dépenses faites ou à faire pour les nécessités de l'armée (1586).

6. *Fascio 1693*. — En dehors des lettres du capitaine Philippe de Ayala concernant les contributions de guerre dans les régions rurales (1584), signalons sommairement les documents suivants: *Lo* (c'est-à-dire l'argent) *que se allevado à Frisa desde primero de settembre deste año de 1590 asta fin de dixiembre del dicho año*, la *Relaçion de lo que se pago el mes de Junio 1591 para Francia*, le contrat intitulé: *Lo que se asienta y capitula por orden del ser^{mo} Duque de Parma y Plasencia... entre el sr Carlos conde de Mansfeld... y Jaques Lerroy polvorista vezina de la villa de Anveres* (1590).

7. *Fascio 1701*. — Outre des lettres du marchand Cosimo de Marin (1587), des lettres de change du banquier Spinola (1589), des cédules de Philippe II, nous trouvons surtout dans cette liasse des lettres du trésorier général de Lastur, du contador Pedro Coloma, du commissaire Cigogna (1586), concernant les emprunts contractés avec des banquiers et les contributions de guerre dans les régions du Nord.

8. *Fascio 1704.* — Ce fascio ne contient que trois pièces qui nous intéressent : 1. Une lettre du banquier J. J. Welzer, demandant avec insistance le remboursement des sommes prêtées à Philippe II (1583); 2. Une lettre du médecin Gozi, décrivant la misère dans les hôpitaux de Gand (1585); 3. Une vigoureuse protestation du magistrat de Liège contre les excès commis par les troupes royales dans la principauté. Cette requête décrit minutieusement les désordres (1585).

9. *Fascio 1705.* — Nous ne pouvons songer à analyser ici, même sommairement, cette liasse qui constitue, avec le fascio 1650, une des plus importantes que nous ayons examinées cette année. Elle comprend en effet plus de deux cents quittances, comptes, etc. de serviteurs d'Alexandre Farnèse, de marchands et d'artisans de Bruxelles, Bruges, Gand, Anvers, etc. Ce fascio comprend l'ensemble des comptes de la « maison » de Farnèse, pendant son séjour aux Pays-Bas en 1587 et 1588. Il complète le fascio 1650. En analysant celui-ci dans une lettre précédente, nous avons assez insisté sur l'intérêt de semblables documents pour que nous puissions nous dispenser d'y revenir ici.

Dans quelques jours, Messieurs, je vous enverrai la lettre qui vous rendra compte du dépouillement des fasci 1706-1727. Ce sera la dernière que j'aurai l'honneur de vous adresser : le fascio 1727 termine, en effet, la série des liasses qu'il m'incombait d'analyser aux archives farnésiennes de Naples.

L. VAN DER ESSEN.

Louvain, le 30 juin 1909.

Il me restait à vous rendre compte des résultats du travail que j'ai fourni pendant la dernière quinzaine de mon séjour à Naples.

1. Je n'insiste point sur le volumineux fascio 1706, qui contient de nombreux documents d'histoire économique, parce qu'il a été suffisamment analysé — d'une façon sommaire — dans l'*Inventaire des archives farnésiennes* (p. 299-328). Dans mon rapport définitif, je reproduirai, soit en analyse, soit en extraits, les documents qui nous intéressent.

2. *Fascio 1711*. — Cette liasse contient quelques documents pour l'histoire économique, dont voici la nomenclature : a) *Relacion del dinero que menester que se entregue en mano del Pagador Pedro de Olave para acabar de pagar a quantas de los billetes y letras que tienen diferentes personas suyas y de sus oficiales de rresto de libranças que han quedado en su poder* (1585); b) *Relacion del dinero que sea de entregar al pagador general Pedro de Olave para pagar algunas libranças* (1585); c) *Relacion de las libranças que se vanno notando de las que ay sobre el s^{or} Pagador Pedro de Olave despachados en forma* (1585). Ces pièces sont des originaux. Signalons ensuite des lettres d'Alexandre Farnèse aux marchands espagnols de Saint-Omer et de Calais, pour leur demander un prêt d'argent (1582), une requête de Charles Courbehem, bourgeois de l'Écluse, demandant la restitution ou le paiement d'une provision de sel emmagasinée en cette ville, et qui fut confisquée lors de la prise de la ville par les Espagnols (s. d.), diverses requêtes de marins français et dunois, protestant contre l'arrestation de leurs navires de

guerre, confisqués sur ordre de l'amirauté pour servir de bâtiments de guerre pour l'expédition contre l'Angleterre.

3. *Fascio 1720.* — Signalons dans ce fascio : a) Ordonnance de la vénerie de Brabant et de la maison de Boisfort. Il s'agit de la maison et du terrain de chasse établi par la reine Marie de Hongrie à Boisfort : le document date de 1543 et décrit l'organisation de ce domaine, relate le traitement des veneurs, chasseurs, etc., et contient un règlement sévère tendant à protéger les arbres du bois contre le vandalisme des chasseurs ; b) Lettre d'Anvers (1582) signalant que les marchands de cette ville, tant catholiques que réformés, commencent à mettre leurs marchandises en sûreté à l'étranger, effrayés par le bruit qui circule concernant les armements du roi d'Espagne ; c) obligation du banquier Napoléon Lomelin, qui s'engage à payer. 318,287 écus 8 deniers d'or en or, à Philippe II pour l'armée de Flandre (1586) ; d) un document intitulé : *Relacion de los gastos que forçosamente se han de hazer prontamente para el sustento deste exercito de su M^d y cumplimiento de las obligaciones de fuera* (1589) ; e) une liasse de comptes intitulée : *Per li conti di Fiandra. Del s^{or} Paolo Rinaldi* (1593). Ce sont des quittances et des comptes rédigés par Rinaldi, contrôleur de la maison d'Alexandre Farnèse, après la mort de ce dernier, et se rapportant au séjour du gouverneur général aux Pays-Bas pendant les derniers mois de sa vie.

4. *Fascio 1722.* — Les documents d'histoire économique que renferme cette liasse ne sont point nombreux, mais présentent en revanche un vif intérêt. C'est d'abord une lettre d'Alexandre Farnèse, adressée en Espagne au contador Francesco de Garnica (1580) et réclamant en faveur de l'abbé de Saint-Vaast le remboursement des sommes

prêtées par celui-ci. Ce sont ensuite deux cahiers, qui complètent avantageusement les documents déjà si nombreux des fasci 1650 et 1705, concernant les dépenses d'Alexandre Farnèse aux Pays-Bas en 1588. Ces cahiers sont l'œuvre du contrôleur Jacomo Fantone et contiennent, jour par jour, les dépenses de bouche du gouverneur général en diverses villes. Citons ensuite un rapport du pagador général Gabriel de Santestevan intitulé comme suit : *Relacion de lo que se me a passado en quenta de lo que he pagado por ordenes de su Ex^a* (1592).

Enfin la liasse renferme la traduction espagnole d'une longue déclaration en latin de Frédéric II, roi de Danemark et de Norvège (1588). Celui-ci déclare devoir retenir l'embargo qu'il a fait mettre sur douze navires espagnols venant de Madrid, par représailles contre l'arrestation de navires marchands de ses sujets par la flottille espagnole de Dunquerque. Le tribunal des prises de Dunquerque a procédé dans l'enquête avec une partialité si manifeste, que le roi se voit obligé de maintenir l'embargo des navires espagnols.

5. *Fascio 1723*. — Cette liasse présente quelques lettres de Nuccio Sirigatti, contrôleur, et de Prospero Tedesco, majordome de la cour de Marguerite de Parme (1566), qui signalent les instances répétées des marchands anversois pour être remboursés des sommes qu'ils ont prêtées à Marguerite et au duc Octave Farnèse à l'occasion des fêtes du mariage d'Alexandre Farnèse à Bruxelles. Mentionnons ensuite une *Relacion del dinero que Su Mag^d ha mandado proveer para los gastos deste exercito, desde primero de mayo 1580 quel pri^a fue jurado en Mons* (original), et, dans un cahier intitulé : *1560-1561, Minutas de las cartas de Armenteros mi señor*, une lettre de ce dernier adressée au

comte de Feria pour réclamer son intervention en faveur du facteur des Fugger, Matteo Ortel, qui désire vivement être remboursé des sommes qu'il a prêtées à Philippe II.

6. *Fascio 1726*. — Cette liasse ne renferme, à notre point de vue, qu'une lettre de Marguerite de Parme, acceptant avec empressement les offres et les services que lui ont proposés les Fugger d'Augsbourg (1560), et un long projet de réforme de la transmission de l'argent à l'armée de Flandre, dû probablement à Pedro de Somarriba, et commençant ainsi : *Considerando el parescer de algunas personas notables que desean el servicio de Su M^a y el buen descanso y contento de Su Alt^a, tocante a la conducion y traer de los dineros que de Su Real Hazienda le provey para las guerras de Flandes...*

Tous les documents que je viens de citer dans la présente lettre ont été analysés ou, lorsqu'ils paraissaient assez importants, textuellement ou intégralement copiés.

Avec la *fascio 1726* j'ai fini, messieurs, l'examen du grand fonds intitulé : *Fiandra*, qui intéresse directement l'histoire des anciens Pays-Bas.

Toutefois, les documents qu'il renferme doivent être complétés par ceux conservés dans d'autres sections, et c'est ainsi que de la section *Spagna* j'ai examiné l'important *fascio 1736*, qui renferme la correspondance en grande partie inconnue et inédite du cardinal de Granvelle. Ici j'ai fait une bonne moisson : ce *fascio* renferme, en effet, les lettres espagnoles écrites par le célèbre ministre pendant l'année 1562-1563. Or, vous vous rappellerez, Messieurs, que c'est l'époque des projets et des entreprises financières de Leonardo de Benevento, dont j'ai déjà souvent signalé la curieuse figure. Aussi, le *fascio 1736* renferme toutes les lettres de Granvelle se rapportant aux entreprises de Benevento. Le cardinal se méfiait des avances de cet

Italien banqueroutier; il laissait à Schetz le soin d'examiner les projets et surtout il se déchargeait de toute responsabilité sur le président Viglius. Le mot « monopole » retentissait très mal aux oreilles de ces ministres et il n'est pas difficile de prévoir que les projets de Benevento réussiront difficilement à se faire agréer. C'est ce qui ressort des trente lettres autographes du cardinal, dont j'ai pris l'analyse et de nombreux extraits.

Voilà, Messieurs, le résultat des derniers jours de ma mission de cette année. J'ose espérer qu'ils auront l'avantage de vous plaire et de vous montrer que je me suis efforcé de me montrer digne de votre haut patronage.

Veuillez agréer, Messieurs, avec mes remerciements réitérés, mes hommages respectueux.

L. VAN DER ESSEN.

M. N. Nélis, en mission à Paris, écrit :

Paris, 7 avril 1909.

J'ai l'honneur de vous rendre compte des travaux exécutés aux Archives nationales pendant la première quinzaine de mon séjour à Paris.

Avant d'entamer le travail de dépouillement, j'ai pu, en parcourant les inventaires manuscrits, me faire une idée générale de l'étendue et de l'importance des recherches que j'aurais à y accomplir.

Je m'empresse donc de vous faire savoir, après ce coup d'œil d'ensemble, que toutes les séries d'archives renferment des documents relatifs à l'histoire des Pays-Bas et que le nombre de documents que quelques-unes d'entre elles contiennent est si abondant que je n'en pourrai dresser forcément qu'une liste sommaire.

De toutes les collections des Archives nationales, trois surtout présentent le plus grand intérêt pour notre histoire. Ce sont les séries *J* (*Trésor des chartes*), *K* (*Monuments historiques*) et *F* (*Administration générale de la France depuis 1789*).

J'ai débuté par la série *J*, en analysant une à une (sauf celles éditées) toutes les chartes contenues dans les layettes 207 (Mouzon); 519-520 (Hainaut); 521 (Cambrai); 522 (Gueldre et Juliers); 523-524 (Brabant); 525-526 (Hollande et Frise); 527 (Liège); 531 (Namur); 532 à 547. Quelques-unes de ces layettes renferment parfois jusqu'à quarante pièces; il me reste à voir dans ce fonds les layettes 548-575, relatives à la Flandre et la layette concernant l'Artois; la layette 528 (Tournai) a fait l'objet jadis d'un inventaire complet de la part de M. Arm. d'Herbomez; je n'avais donc pas à m'en occuper. Tous ces documents sont, pour la majeure partie, de la fin du XIII^e siècle et de la première moitié du XIV^e siècle; ils précisent nos connaissances sur les relations de nos princes avec la couronne royale. On y démêle très aisément la politique des rois de France, qui cherchent à provoquer au moyen d'arrangements matrimoniaux et de combinaisons d'ordre féodal, des sympathies et des alliances en vue de leurs entreprises contre l'Angleterre.

Bien que le dépouillement du Trésor des chartes ait absorbé la plus grande partie des heures de travail, j'ai tenu à relever dans des fonds moins considérables tous les documents dont l'histoire des Pays-Bas peut tirer profit. C'est ainsi que j'ai pu terminer, grâce à d'excellents tableaux numériques manuscrits, la liste des pièces renfermées dans les séries *O*¹, *S*, *G*² et *L*.

A côté de ce travail d'assez courte durée, j'ai porté une

attention toute spéciale aux documents du régime français en Belgique de 1792 à 1814. J'ai cru entrer dans les vues de la Commission en relevant le plus grand nombre possible de séries de pièces. Cette période étant peu étudiée en Belgique, faute d'inventaires, il y a intérêt à faire connaître les sources manuscrites qui la concernent. Malgré la masse énorme de papiers que renferme la série F, je ne désespère pas de pouvoir vous présenter, à la fin de ma mission, un tableau suffisamment détaillé permettant de consulter avec fruit les documents de cette époque.

H. NÉLIS.

Paris, 26 avril 1909.

J'ai l'honneur de vous adresser un rapport succinct sur l'état des travaux entrepris, sous votre patronage, pendant la seconde quinzaine de mon séjour à Paris. Après une interruption d'une semaine à Pâques, pendant laquelle les bureaux des Archives nationales sont fermés, j'ai repris le travail le 12 de ce mois.

Comme précédemment, j'ai tenu à inventorier parallèlement des fonds d'archives, tel que le Trésor des chartes, dont tous les actes doivent être relevés sous forme de catalogue, avec d'autres collections où la nature et la quantité de pièces en présence m'obligeaient à faire un inventaire sommaire.

Dans la série *J* (*Trésor des chartes*), j'ai terminé l'examen des layettes 548 à 572 relatives à la Flandre; 624 (*Homages de fiefs*), 530 (*Artois*), 354 (*Réunion aux domaines*), 344-345 (*Élections épiscopales*) et 1047-1053 (*Flandre*).

Pour les documents du régime français de 1792 à 1814, plusieurs séries ont sollicité mon attention ; la principale source à explorer, dans cet ordre de recherches, est la série F^{II C III}, consacrée à l'*Esprit public*, provenant du Ministère de l'intérieur. Pour chacun des départements belges, j'ai noté les pièces, classées au début du xix^e siècle, sous les rubriques : *Élections, Comptes rendus administratifs, Prestations de serment, adresses et adhésions, Correspondance et divers, Fêtes nationales*. J'ai relevé, sans en excepter une seule, toutes les lettres, tous les rapports et notes, adressés par les préfets départementaux au Ministre de l'intérieur, ayant rapport à l'« esprit public », ainsi que tous les comptes rendus administratifs sur la situation politique des départements. Pour d'autres catégories de pièces, telles que les : *adresses et adhésions, fêtes nationales*, je n'ai pris que l'essentiel, mais je puis vous assurer que j'ai été très accueillant dans mon choix et que je n'ai négligé aucun document de valeur.

Pour la sous-série F^{IbII} (*personnel administratif*) je n'ai pas cru devoir procéder autrement ; pour chaque commune (il y en a une centaine par département), j'ai catalogué les pièces intéressantes ; ce sont, pour la plupart, des dossiers relatifs à des suspensions, des révocations et à des réintégrations de fonctionnaires. Le dépouillement des fonds d'archives du régime français en Belgique occupera pendant longtemps encore mes heures de travail, tant les documents sont abondants pour cette période de notre histoire ; je compte néanmoins commencer instamment l'examen de la série K, où se trouvent les papiers de Simancas du xvi^e et xvii^e siècles.

H. NÉLIS.

Paris, 13 mai 1909.

J'ai l'honneur de vous donner quelques renseignements sur ma mission aux Archives nationales pendant la troisième quinzaine de mon séjour à Paris.

Dans ma précédente lettre je vous annonçais comme prochain l'examen des documents de la série K (monuments historiques), qui renferme le précieux fonds de Simancas. J'ai été obligé, jusqu'à présent, de différer le dépouillement de ces papiers, par suite du grand nombre de pièces qui restaient à cataloguer dans les séries J et F.

La collection du Trésor des chartes S J contient, en effet, dans différentes layettes (en dehors de celles relatives à la Flandre et à d'autres provinces) quantité de chartes et documents à partir du xiv^e siècle, intéressant les Pays-Bas. J'ai résumé tous les actes des layettes 657 (traités de paix), 482 (différend de Boniface VIII avec Philippe le Bel), 944 (condamnation de Jansénius), 996 (traités de paix entre la France et la Hollande), etc. Le dépouillement du Trésor des chartes est actuellement achevé et m'a fourni environ un millier de chartes du xiii^e au xv^e siècle.

Dans la série F (Administration générale de la France), la moisson a été, comme il fallait s'y attendre, extrêmement abondante; j'ai achevé le relevé des nombreux papiers relatifs à la *Police générale* (F⁷), aux *Assemblées électorales*, à l'*État civil* (F²I), à la *Garde nationale* (F⁷), aux *Mercuriales* (F⁷), aux *Précédents administratifs* (F²I), et aux *Conseils généraux* (F^kV).

Je terminerai sous peu l'inventaire de cette énorme série qui jette une si vive lumière sur l'histoire administrative de la Belgique de 1792 à 1814.

Chemin faisant, je n'ai pas négligé de prendre note des

documents se rapportant à la Belgique conservés dans des collections moins étendues et moins importantes, telles que les séries T (Séquestre) et M (Collèges et Universités).

H. NÉLIS.

Paris, 26 mai 1909.

J'ai l'honneur de vous présenter, sous forme de récapitulation, l'état des travaux accomplis aux Archives nationales au cours de ma mission à Paris depuis la fin du mois de mars.

- Série* *A^I* : Administration provinciale (Inv. anal. ach.).
— *AF^{II}* : Comité du salut public (Inv. somm. ach.).
— *B^{II}* : Votes populaires (Inv. somm. achevé).
— *C* : Assemblées nationales (Inv. somm. ach.).
— *G* : Administration financière (Inv. anal. ach.).
— *H* : Administrations locales (Inv. anal. ach.).
— *J* : Trésor des chartes (Inv. anal. ach.).
— *K* : Monuments historiques (Inv. somm. ach.).
— *L* : Monuments ecclésiastiques (Inv. anal. ach.).
— *M* : Universités, collèges (Inv. anal. ach.).
— *N* : Cartes et plans (Inv. anal. ach.).
— *O* : Maison du roi (Inv. somm. ach.).
— *S* : Biens des corporations supprimées (Inv. somm. ach.).
— *T* : Séquestre (Inv. somm. ach.).

L'immense série F, dont je n'ai pu terminer l'inventaire analytique, mériterait, à coup sûr, d'être examinée dans tous les sens. Le travail serait assez long, car la partie de cette collection que je n'ai pas vue est actuellement en voie de classement.

Pour la série K (spécialement pour les documents politiques du xvi^e et xvii^e siècle), j'ai dû me restreindre à un état sommaire. L'étendue de ce fonds et les difficultés paléographiques inhérentes aux dépêches et minutes de dépêches diplomatiques de cette époque retardent la préparation d'un catalogue. D'autre part, l'importance historique de cette collection la désigne en tout premier lieu comme devant faire l'objet d'un examen détaillé.

Enfin, les séries JJ (registres du Trésor des chartes et X^{ia} (Parlement de Paris) ont dû être laissées en dehors du champ de mes recherches, vu le peu de temps dont je disposais. Elles méritent également d'être parcourues d'une façon méthodique.

H. NÉLIS.

M. L. Verriest, en mission à Lille, a rendu compte également de ses recherches par les lettres suivantes :

Tournai, le 3 juin 1909.

Ainsi que je l'avais annoncé à M. Pirenne, j'ai commencé, le 18 mai, aux archives départementales du Nord, à Lille, la mission dont vous m'avez fait l'honneur de me charger.

Conformément à vos instructions, j'ai porté tout d'abord mes investigations sur les *fonds ecclésiastiques*. Ces fonds sont pour la plupart très copieux : ils se composent généralement de *chartes*, de *cartulaires* et *registres*, de *portefeuilles* et *liasses* ; mais aucun n'est classé systématiquement et aucun inventaire n'en existe, si ce n'est un répertoire *partiel* (et d'ailleurs mal fait) des registres.

Les *chartes* sont conservées dans des cartons affectés

chacun à un nombre déterminé d'années et dans lesquels *copies* et *originaux*, empilés au hasard ⁽¹⁾, voisinent parfois avec des documents de toutes espèces (chassereaux de rentes, pièces de procès, etc.).

Les *cartulaires* proprement dits ne forment pas une collection distincte; ils sont confondus avec les *registres*.

Quant à ceux-ci, ils sont — sauf la partie inventoriée — absolument pêle-mêle, ce qui m'oblige à les consulter un à un, parfois sans grand profit.

Dans les *portefeuilles* et les *liasses*, enfin, le fatras est encore plus grand : ce ne sont que des ramassis de documents les plus variés (copies de chartes, pièces de procès, correspondances, requêtes, comptes, chassereaux, etc.).

J'ai dépouillé jusqu'à présent les fonds des abbayes de SAINT-AMAND, HASNON, MAROILLES et ANCHIN : j'y ai fait un relevé du nombre de *chartes* (originaux et copies) antérieures au xvi^e siècle et noté globalement l'importance des séries de documents postérieurs; je décris les *cartulaires*, en copiant éventuellement les rubriques qu'ils comportent; quant aux *registres*, je tiens note de ceux qui peuvent présenter de l'intérêt au point de vue des anciens Pays-Bas : la plupart de ces registres sont des *comptes* et des *chassereaux* de rentes, dîmes, terrages, etc. : j'y relève ceux qui concernent, soit des communes de la Belgique actuelle, soit des localités ayant fait partie des Pays-Bas jusqu'aux conquêtes de Louis XIV (Hainaut, Flandre, Artois, Cambrésis); dans les *liasses*, enfin, je glane les choses les plus intéressantes.

(1) Depuis que cette lettre a été écrite, M. l'Archiviste du Nord a mis sous enveloppes une partie des chartes des principaux fonds ecclésiastiques.

Je me propose de poursuivre mes travaux par les fonds des abbayes de *Marchiennes*, *Hautmont*, *Vicogne*, *Château-l'Abbaye*, *Cysoing*, *Liessies*, etc.

LÉO. VERRIEST.

Tournai, le 20 juin 1909.

J'ai l'honneur de vous rendre compte de mes travaux aux archives départementales du Nord pendant la quinzaine écoulée depuis ma lettre du 3 juin.

Ainsi que je vous l'annonçais dans cette lettre, j'ai continué le dépouillement des archives ecclésiastiques : j'ai examiné successivement les fonds de douze abbayes, savoir *Marchiennes*, *Flines*, *Château-l'Abbaye*, *Cysoing*, *Beaurepaire*, *Vicogne*, *Loos*, *Marquette*, *Phalempin*, *Gand* (Saint-Pierre et Saint-Bavon) et *Bonne-Espérance*. Quelques-uns de ces fonds, celui de *Marchiennes* notamment, sont très importants; d'autres, au contraire, ne se composent que de quelques cartons et registres.

Dans ma première lettre, je vous ai signalé l'existence, dans chaque fonds ecclésiastique, de *liasses* formées de documents de toutes espèces emballés au hasard; un bon nombre de fonds comportent une quantité telle de ces liasses que le dépouillement systématique de celles-ci exigerait des *mois* de travail — et de travail souvent peu productif, attendu que les pièces de procès et des papiers divers de médiocre intérêt occupent la plus grande place. Cela étant, j'ai cru bien faire en renonçant pour le moment à ce dépouillement, sauf pour les petits fonds.

Mes recherches vont porter maintenant sur les archives des abbayes de *Sin*, de *Vaucelles*, de Saint-Jean et de Saint-Géry de *Valenciennes*, de *Bourbourg*, de *Saint-Saulve*, etc.

Les plus importants des fonds ecclésiastiques des archives du Nord sont ceux de *Cambrai* et de *Douai* : outre les cartulaires, les chartes, les séries de registres, ils comportent chacun des *centaines* de liasses dont on ne connaît point le contenu. A propos de ces fonds, M. l'archiviste départemental m'a fait appeler il y a quelques jours dans son cabinet et il m'a fait part de son désir de me voir renoncer pour cette année, à dépouiller les archives de *Cambrai* et de *Douai* ; pour l'an prochain, il examinerait les liasses et en retirerait ce qu'elles pourraient contenir d'important. J'ai cru devoir déférer à ce désir. Mes recherches se borneront donc aux fonds autres que ceux de *Cambrai* et de *Douai*.

Aussi bien, il serait matériellement impossible de dépouiller en trois mois la série *complète* des fonds ecclésiastiques. J'en ferai le plus possible et, s'il me reste du temps, je m'occuperai des autres séries des archives départementales. En tout état de cause, je me propose de commencer cette année, avec votre agrément, un travail appelé à rendre de très grands services, selon moi, je veux dire à dater les actes des cartulaires de Flandre, de Hainaut, d'Artois, etc., et des registres aux chartes repris dans le *tome II* de l'Inventaire de la chambre des comptes ⁽¹⁾. A cette fin, *chaque* analyse sera mise sur une fiche, de façon à pouvoir, quand le travail sera terminé, adopter le classement qui paraîtra le plus avantageux. En commençant ce travail cette année, j'ai surtout en vue de pouvoir vous dire quel temps approximatif il faudra pour épuiser le tome II en question.

LÉO. VERRIEST.

(1) Publié par *Desplanques*, Lille, 1872.

Tournai, le 3 juillet 1909.

J'ai terminé aujourd'hui la troisième quinzaine de mes travaux aux archives départementales du Nord. Pendant cette quinzaine, j'ai dépouillé les fonds ecclésiastiques suivants : Abbayes de *Sin*, *Vaucelles*, Saint-Jean de *Valenciennes*, Sainte-Elisabeth de *Valenciennes*, de *Denain*, de *Bourbourg*, de *Saint-Saulve*, de *Cateau*, de *Hautmont*, de l'Abbatte de *Lille*, de *Saint-Ghislain*, de *Saint-Denis* (France), de *Beaupré*; chapitres de Saint-Géry de *Valenciennes*, de *Seclin*, de *Walincourt*, de Berlaimont à *Bruxelles*, de *Maubeuge*, de *Cassel*; Monastère des Guillemains de *Walincourt* et commanderie du *Piéton* (Saint-Jean de Jérusalem). Quelques-uns de ces fonds sont peu importants; d'autres, au contraire, sont très considérables; le chartrier de *Vaucelles* est particulièrement intéressant et comparable en richesse aux belles archives des abbayes d'*Anchin*, de *Marchiennes* et de *Maroilles*; il comporte, comme ceux-ci, de nombreux sceaux anciens très bien conservés.

Mes travaux vont porter maintenant sur les fonds du chapitre Saint-Pierre de *Lille*, du chapitre d'*Avesnes*, des abbayes de *Liessies*, *Crespin*, *Honnecourt*, *Fontenelles*, etc.

LÉO. VERRIEST.

Il est décidé que M. H. Lorchay entreprendra un dernier voyage à Simancas pour y achever l'examen de la correspondance de la cour d'Espagne sur les affaires des Pays-Bas de 1598-1700.

M. V. Fris ira collationner à Saint-Omer le manuscrit de

la continuation de Clairmarais de la *Genealogia Comitum Flandriae*.

MM. Cuvelier et Pirenne achèveront leurs recherches dans les archives des départements du Nord et du Pas-de-Calais, en vue de la publication des actes des États généraux.

TABLES DU BULLETIN.

A partir de la présente année, chaque volume du *Bulletin* sera pourvu d'un index de tous les noms propres de personnes et de lieux. La rédaction de ces index est confiée à M. De Man.

ANNIVERSAIRE DE LA COMMISSION.

Une séance solennelle, qui aura lieu vers le milieu du mois d'octobre, sera consacrée à la célébration du soixante-quinzième anniversaire de la Commission.

Le bureau est chargé de prendre les mesures nécessaires à cet égard.

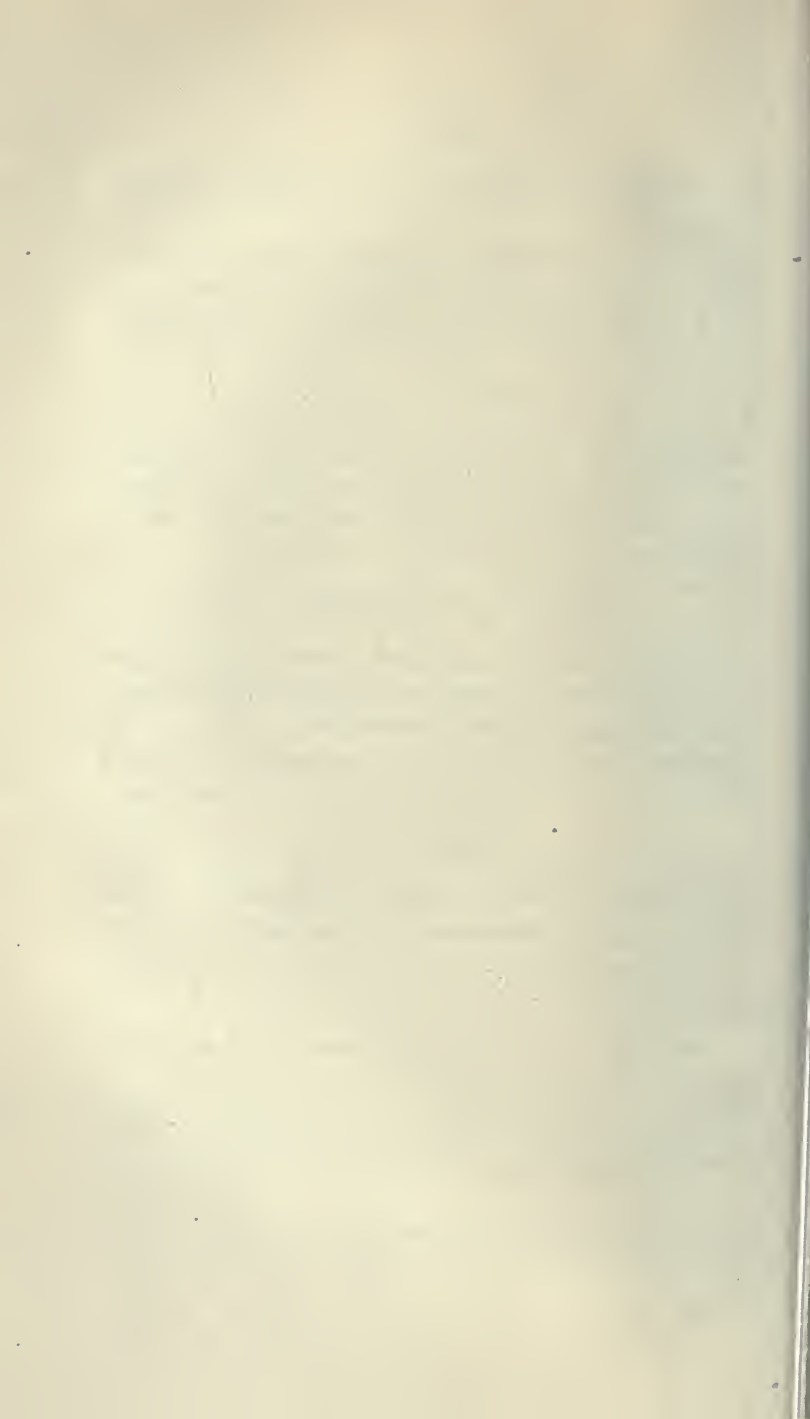
COMMUNICATIONS.

J. Anten et A. Hansay, *Deux chartes inédites de 1315 et 1369, concernant les monnayeurs du comté de Looz*.

G. Bigwood, *Documents relatifs à une association de marchands italiens au XIII^e et au XIV^e siècle*.

J. Warichez, *Une descriptio villarum de l'époque carolingienne*.

A. Pasture, *Inventaire des fonds Borghèse des Archives vaticanes, au point de vue de l'histoire des Pays-Bas*.



BULLETIN

DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE

TOME SOIXANTE-DIX-HUITIÈME

IV^e BULLETIN

Séance solennelle du 8 novembre 1909.

Les circonstances n'ayant pas permis de célébrer le soixante-quizième anniversaire de la Commission le jour anniversaire de sa fondation, c'est-à-dire le 22 juillet dernier, cette cérémonie a été remise au 8 novembre.

S. M. le Roi a daigné honorer de Sa présence la séance jubilaire, qui a eu lieu sous la présidence de M. le baron Descamps, Ministre des Sciences et des Arts, dans la grande salle du Palais des Académies, à 11 heures.

MM. S. Bormans, président de la Commission, H. Pirenne, secrétaire, L. Devillers, G. Kurth, A. Cauchie, Dom Ursmer Berlière, membres effectifs, le chevalier C. de Borman, P. Fredericq et S. Balau, membres suppléants, prennent place au bureau. M. N. de Pauw, indisposé, s'est excusé.

Au bureau prennent place également M. Deruyts, président de l'Académie, M. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel, le baron de Borchgrave, vice-directeur de la classe des Lettres, M. H. Hymans, directeur de la classe des Beaux-Arts.

Parmi le public très nombreux qui a tenu à assister à la séance, on remarque M. le vicomte Simonis, président du Sénat ; M. Davignon, ministre des Affaires étrangères ; MM. Beernaert et Le Jeune, ministres d'État ; MM. Nerinx, vice-président, Carton de Wiart, de Sadeleer, Pouillet et Van Der Linden membres de la Chambre des représentants ; plusieurs membres du corps diplomatique ; M. van Maldeghem, premier président de la Cour de cassation et plusieurs autres hauts magistrats ; MM. Bang, Brants, Brunfaut, Courtens, Cumont, comte de Lalaing, De Wulf, Discailles, Durand, Ch. Francotte, H. Francotte, comte Goblet d'Alviella, Gossart, Huberti, Leclercq, Lenain, Lonchay, Mahaim, Mourlon, Prins, Rutot, Thomas, van der Haeghen, Walzing, A.-J. Wauters, Willems, Wilmotte et Winders, membres de l'Académie royale de Belgique ; De Brabandere, recteur de l'Université de Gand ; Vander Linden, professeur à l'Université de Liège ; Gaillard, archiviste général du Royaume ; le P. Van den Gheyn, conservateur en chef de la Bibliothèque royale ; Bruchet, archiviste départemental du Nord ; Dubrulle, bibliothécaire des facultés catholiques de Lille ; Cuvelier, archiviste aux archives générales du Royaume ; Hansay, conservateur du dépôt des archives de l'État à Hasselt ; Poncelet, conservateur du dépôt des archives de l'État, à Mons ; Vannérus, conservateur du dépôt des archives de l'État, à Anvers ; Stainier, administrateur-inspecteur de la bibliothèque royale ; Brassiné, bibliothécaire-adjoint de l'Université de Liège ; Clos-

son, chargé de cours à l'Université de Liège; Courtois, archiviste aux Archives de l'Etat à Namur; Nélis, archiviste aux archives générales du Royaume; Schoorman, archiviste aux archives de l'État à Gand; Van der Essen, chargé de cours à l'Université de Louvain; Van Houtte chargé de cours à l'Université de Gand; Verriest, archiviste aux archives de l'État à Mons; l'abbé Goetschalk; de nombreux hauts fonctionnaires des divers départements ministériels, etc. etc.

Parmi les savants qui ont été en rapport avec la Commission pendant les dernières années, se sont excusés et ont envoyé des félicitations : MM. A. Stern, professeur à l'Université de Zurich, H. Stein, secrétaire des archives nationales à Paris, F. Raehfahl, professeur à l'Université de Kiel, M. Prou, professeur à l'école des Chartes à Paris; P. Collinet, professeur à l'Université de Lille, Ed. Gailliard, secrétaire perpétuel de l'Académie royale flamande.

La séance étant ouverte, M. Bormans prend la parole en ces termes :

SIRE,

En daignant assister à cette séance commémorative, Votre Majesté fait à la Commission royale d'histoire le plus insigne honneur.

Si la vie des Rois est souvent absorbée par des intérêts d'ordre supérieur, la présence de Votre Majesté à cette cérémonie atteste que leur sollicitude peut s'étendre à toutes les manifestations de l'activité nationale.

La Commission royale d'histoire Lui en est respectueusement reconnaissante.

EXCELLENCES, MESDAMES ET MESSIEURS,

Les Universités, les Académies ne manquent pas de célébrer leurs anniversaires. C'est pour elles l'occasion d'exposer au grand jour et de faire apprécier les services qu'elles rendent à l'enseignement et à la science.

Le domaine dans lequel la Commission royale d'histoire exerce son activité est beaucoup plus restreint que celui de ces grandes institutions. Suivant sa charte de fondation, elle est formée d'un petit groupe de sept érudits chargés, non pas d'écrire l'histoire, mais simplement de fournir aux historiens les matériaux dont ils ont besoin. La tâche est modeste et peut paraître secondaire. Mais qui oserait nier l'importance des résultats acquis par ce labeur patient et obscur? N'est-ce pas grâce à lui que l'histoire de Belgique a été pour ainsi dire renouvelée? Ressemble-t-elle encore à ce qu'elle était naguère?

Notre Compagnie ose donc se flatter de s'être, elle aussi, acquis des titres à la reconnaissance des travailleurs, et c'est pourquoi elle a voulu, comme les Universités et les Académies, et avec la même fierté, fêter les trois quarts de siècle de son existence.

Pour attester qu'elle a consciencieusement rempli sa mission, il suffirait de dresser la liste de ses travaux et d'en faire connaître la valeur. Mais il est un autre point de vue qu'elle a tenu à mettre en relief. Comme toutes les sciences, celle de l'histoire évolue et progresse. Après être restée longtemps pour ainsi dire littéraire, elle devient de jour en jour plus critique. D'autre part, elle a changé d'orientation : au lieu de s'en tenir à relater servilement les événements rapportés par les annalistes, elle veut

pénétrer dans la vie sociale d'autrefois, et elle compulse dans ce but une foule de documents négligés jusqu'ici.

Ce changement de direction nécessitait une transformation complète des procédés d'investigation. C'est ce dont notre Commission n'a pas tardé à se rendre compte. Pour se maintenir à la hauteur des progrès scientifiques, elle s'est livrée depuis une quinzaine d'années à des études longues et laborieuses qui ont eu pour conséquence de modifier profondément son programme et sa méthode. L'exposé de cette évolution, l'influence qu'elle exercera sur l'avenir des études historiques, les résultats déjà acquis, ont fait l'objet d'un rapport rédigé par le secrétaire de la Commission.

Je pourrais donner immédiatement la parole à M. Pirenne, après vous avoir, Excellences, Mesdames et Messieurs, remercié d'avoir bien voulu honorer cette cérémonie de votre présence. Mais il convient, pour vous faire mieux saisir la portée des faits qui vont vous être exposés, de jeter un coup d'œil sur l'origine et le passé de notre institution.

Ce n'est pas devant un auditoire comme celui auquel j'ai l'honneur de m'adresser, qu'il est besoin de démontrer combien la connaissance des sources est nécessaire pour écrire l'histoire. Est-ce que, par hasard, les *Monumenta Germaniæ historica*, le *Recueil* de Dom Bouquet et de ses continuateurs, la *Collection des Documents inédits* auraient été inutiles aux historiens d'Allemagne et de France?

En ce qui concerne la Belgique, six tentatives dues, tantôt à l'initiative privée, tantôt à l'impulsion officielle de plusieurs gouvernements, pour rechercher dans les bibliothèques et les archives les éléments de notre histoire nationale, les étudier et les mettre au jour, avaient succes-

sivement échoué. La dernière était celle par laquelle Guillaume 1^{er}, roi des Pays-Bas, avait confié à quelques savants le soin de publier les *Scriptores rerum Belgicarum*. Ils venaient de faire paraître le programme de leurs futurs travaux lorsque éclata la Révolution qui détacha les provinces méridionales des Pays-Bas de celles du nord.

La Belgique avait à peine reconquis son indépendance, que le ministre Charles Rogier, reconnaissant l'influence que les études historiques exercent sur l'avenir d'une nation au double point de vue du développement du patriotisme et de la culture des lettres, proposa au roi Léopold 1^{er} de confier à MM. de Gerlache, de Reiffenberg, Gachard, de Ram, Warnkönig et J.-F. Willems, la mission de « rechercher et de mettre en lumière les chroniques belges inédites ». Ce sont les termes de l'arrêté du 22 juillet 1834 qui crée la Commission royale d'histoire. Elle devait soumettre le plan de ses travaux à l'approbation du ministre de l'Intérieur; une somme annuelle de cinq mille francs était mise à sa disposition pour couvrir les frais de toute nature qu'elle aurait à supporter; le Roi se réservait d'accorder à ses membres « telles distinctions et récompenses dont il les jugerait dignes ».

L'acte ne contenait pas autre chose. Mais la Commission elle-même, après avoir choisi M. de Gerlache pour son président et M. de Reiffenberg pour son secrétaire, prit différentes mesures qui ne furent codifiées que neuf ans plus tard et constituèrent son règlement organique. C'est l'arrêté du 29 mars 1845, en dix-huit articles, parmi lesquels je relève celui qui, en vue de tenir le public au courant des travaux du nouveau collège, prescrivait la création d'un Bulletin ou Compte-rendu de ses séances, avec annexes pour les notices étendues.

Peu après paraissait un autre arrêté, par lequel le gouvernement rattachait la Commission royale d'histoire à l'Académie royale de Belgique. Elle en constitue depuis lors une annexe, tout en conservant son budget spécial.

Cependant, le jour même de son installation, elle s'était occupée de former son programme et de fixer des règles pour ses publications. Prenant pour base la liste de chroniques dressée sous le roi Guillaume, elle trouva peu de chose à y changer. Le soin de les publier fut confié aux différents membres suivant la direction spéciale de leurs études. Ils s'acquittèrent de leur tâche avec un zèle si soutenu, que, malgré les travaux préliminaires qu'exigeait une telle entreprise, vingt-cinq années suffirent pour livrer au public dix-neuf volumes in-4°, contenant des recueils latins, français, flamands, en prose ou en vers, se rapportant à presque toutes nos provinces et embrassant toutes les époques de nos annales. En même temps avaient paru quarante volumes in-8° du *Bulletin*, remplis de rapports, de notices, de documents de toute espèce, et livrant aux futurs historiens de la patrie une mine inépuisable de précieux renseignements.

En présence de ce résultat, la Commission fut d'avis qu'il y avait lieu de placer sous les yeux du ministre, qui était encore Charles Rogier, le tableau de l'œuvre accomplie. Dans une séance extraordinaire tenue le jour anniversaire de sa fondation, le 22 juillet 1859, le secrétaire lut à ses six collègues un projet de rapport dans lequel il passait en revue les ouvrages parus, les analysait en détail et en signalait l'importance. Il faisait ressortir ce que les introductions, les notes, les glossaires, les appendices représentent de patientes recherches, de science et d'érudition.

Quant au *Bulletin*, il renonçait à en détailler le contenu : « Il comporte, disait-il, une telle diversité et une si grande abondance de matériaux, qu'il nous serait difficile, ou pour mieux dire impossible, Monsieur le Ministre, de vous en donner une idée complète. » Il se bornait, en conséquence, à faire connaître sommairement le nombre et la nature des articles que l'on y trouve.

Parlant de la façon dont la Commission était composée, il rappelait, d'une part la mort du baron de Reiffenberg, de Dewez, de Willems, et le départ de Warnkönig pour Berlin; d'autre part, le remplacement de ces quatre membres fondateurs par Ad. Borgnet, le chanoine de Smet, Barth. Dumortier et J.-H. Bormans.

Le gouvernement répondit à cette communication par une lettre élogieuse, annonçant que, en témoignage de satisfaction, une médaille serait frappée pour consacrer le souvenir de ce jubilé.

C'est ainsi que la Commission célébra très simplement, sans fausse modestie comme sans ostentation, l'anniversaire du premier quart de siècle de son existence.

Cinquante années se sont écoulées depuis. Vous n'attendez pas de moi, Messieurs, le détail de tous les actes de la Commission pendant un si long espace de temps. C'est à peine si, pour ne pas lasser votre attention, je pourrai vous donner un aperçu de sa vie scientifique, de l'activité de ses membres, des changements survenus parmi ceux-ci.

Un fait considérable doit tout d'abord être signalé. C'est l'action prépondérante qu'exerça sur les destinées de notre Compagnie l'homme éminent qui, ayant succédé en 1850 au baron de Reiffenberg en qualité de secrétaire, s'acquitta sans relâche de ces fonctions durant sept lustres. Si la Commission royale d'histoire a conquis l'estime du monde

savant dans les États les plus avancés de l'Europe, si son organisation a mérité d'être imitée dans plusieurs pays, c'est surtout à Gachard qu'on le doit.

C'est sur son initiative qu'avait été créée, en 1847, une sorte d'école des chartes qui, sous le nom de *Bureau paléographique*, attachait à la Commission d'histoire des jeunes docteurs et candidats en philosophie et lettres pour venir en aide à ses membres dans leurs recherches, et, le cas échéant, recueillir leur succession scientifique. Cette institution n'eut malheureusement qu'une existence éphémère. L'enseignement des sciences auxiliaires de l'histoire qui eût pu s'y développer, demeura dès lors négligé dans notre pays, au grand détriment des études, jusqu'à la création, en 1885, des cours de paléographie et de diplomatique dans les universités.

Vers 1869, la Commission paraissait à la veille d'avoir terminé sa mission. Presque toutes les chroniques étaient imprimées ou sous presse. Mais les sources de l'histoire se bornent-elles aux textes narratifs des chroniqueurs? Ne faut-il pas, pour les rendre plus complètes, y joindre au moins ceux des documents diplomatiques, si riches en données positives? Or, les limites assignées à notre Commission par son statut fondamental ne lui permettaient pas de comprendre ces derniers dans son programme. On ne pouvait songer, d'autre part, à provoquer une décision spéciale dans chaque cas particulier, comme cela avait eu lieu une fois pour la *Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de Belgique*.

C'est alors que, sur les instances de Gachard, le ministre Eudore Pirmez décida d'étendre les attributions de la Commission. Par arrêté du 28 avril 1869, elle fut autorisée à comprendre dans son programme, en dehors des chro-

niques, « les relations, cartulaires et autres documents de même nature ». A partir de ce moment, ce furent particulièrement les chartes de nos anciens chapitres et monastères qui fixèrent son attention. C'était un pas important fait dans la voie du progrès.

Mais tandis que s'élargissait ainsi le champ des travaux de notre Compagnie, son activité paraissait gravement compromise. La mort venait de lui ravir un de ses membres les plus distingués, Mgr de Ram; l'âge et les infirmités la privaient du concours de plusieurs autres : il était à craindre qu'elle ne se trouvât à bref délai dans l'impossibilité de suffire à sa tâche. L'aggrégation du baron Kervyn de Lettenhove lui apportait, il est vrai, une coopération féconde, mais insuffisante. C'est pourquoi, par une autre disposition de ce même arrêté de 1869, le ministre se réservait la faculté de nommer des membres suppléants, autorisés à prendre part aux travaux de la Commission, avec le droit d'assister à ses séances. Il lui accordait même la faculté de s'adjoindre momentanément, avec son approbation, des collaborateurs de son choix.

Alph. Wauters qui, depuis onze ans, travaillait à la Table chronologique des chartes et diplômes, fut immédiatement nommé membre suppléant.

Depuis lors s'établit l'usage d'introduire dans la Commission, soit isolément soit par groupes de deux ou de trois, au fur et à mesure des besoins, des érudits qui, après avoir participé à ses travaux en qualité de membres suppléants, deviennent titulaires lorsque des vides se produisent dans les rangs de ceux-ci.

Les événements se chargèrent de montrer la sagesse de cette mesure. En effet, à peine deux années s'étaient-elles écoulées, qu'elle avait à déplorer la mort du vénérable

baron de Gerlache, puis coup sur coup, en quatre années (de 1875 à 1878) celle de quatre autres de ses membres : Borgnet, de Smet, Bormans et Dumortier. Cinq suppléants récemment nommés : Alph. Wauters, S. Bormans, Edm. Pouillet, Charles Piot et Léop. Devillers furent tour à tour appelés à les remplacer.

La Commission reprit alors avec une nouvelle ardeur le cours de ses publications. Le baron Kervyn, que les suffrages de ses confrères avaient appelé à remplir les fonctions de président, éditait notamment les *Chroniques relatives à l'histoire de la Belgique sous les ducs de Bourgogne* ; Gachard mettait au jour ou préparait la précieuse *Collection des voyages des souverains des Pays-Bas*. Tandis que Wauters livrait presque sans interruption au public neuf volumes de sa colossale Table des diplômes, Devillers, Piot et d'autres publiaient d'importants cartulaires. De son côté, Pouillet rassemblait les éléments de la *Correspondance du cardinal Granvelle*. Il en avait fait paraître les trois premiers volumes lorsqu'il nous fut enlevé dans la plénitude de son talent.

Trois ans plus tard, le 24 décembre 1885, l'illustre Gachard descendait aussi dans la tombe, comblé d'ans, mais toujours en pleine activité, car le procès-verbal de la séance qui précéda sa mort était rédigé de sa main. Alph. Wauters fut appelé à le remplacer comme secrétaire, tandis que MM. Génard, Gilliodts-van Severen et Léon Vanderkindere, suppléants, étaient nommés membres titulaires.

Nombreuses étaient les publications que la Commission continuait à produire et auxquelles travaillaient dorénavant, non seulement les membres effectifs et suppléants, mais encore des collaborateurs qui n'en faisaient pas offi-

ciellement partie. Outre les volumes qui complétaient les grandes collections précédemment commencées, il faut mentionner l'*Histoire des troubles des Pays-Bas de Renon de France*, les *Actes relatifs à la Flandre au xiv^e et au xv^e siècle*, les cartulaires du chapitre de Sainte-Waudru, des églises Saint-Lambert de Liège et Saint-Martin de Tournai, des abbayes de Saint-Hubert, du Val-Benoît et de Stavelot-Malmédy.

Cependant, un nouveau deuil était venu frapper notre Compagnie. Le baron Kervyn de Lettenhove était à la veille de faire paraître le tome XI des *Relations politiques des Pays-Bas et de l'Angleterre sous le règne de Philippe II*, lorsque le 2 avril 1891, la Commission eut à déplorer la perte de son second président. Le plus ancien membre lui fut donné comme successeur, et M. Nap. de Pauw, suppléant, le remplaça comme titulaire.

Deux ans après se produisit l'événement capital auquel je faisais allusion au début de cette allocution. En 1893, M. Kurth, donnant un corps aux aspirations presque unanimes de ses collègues, jeta les premières bases de la réforme qui devait donner à notre Commission un développement devenu indispensable dans les conditions actuelles de la science. C'est au secrétaire qu'il appartient de faire connaître ce tournant de notre histoire.

Je n'ai qu'un mot à ajouter pour achever le tableau que j'ai eu l'honneur de vous présenter.

La collection complète des publications de la Commission royale d'histoire se compose actuellement de 232 volumes, 116 du format in-4° et autant du format in-8°. On les trouve dans les principales bibliothèques de l'Europe. Et cependant, l'estime dont elles jouissent est si grande qu'il ne se passe pas une séance sans que nous

ayons à enregistrer des demandes formulées par des érudits ou par des corps savants des contrées les plus diverses pour en obtenir la communication. C'est surtout le cas pour notre *Bulletin*. Comment le succès ne s'attacherait-il pas à une revue dirigée successivement par de Reiffenberg, Gachard, Wauters, Kurth et Pirenne, à laquelle les meilleurs érudits se font un honneur de collaborer, et dont les annexes deviennent de plus en plus nombreuses et importantes ?

Quant aux éléments dont la Commission se compose, ils furent encore modifiés en 1898 par la mort de son secrétaire, Alph. Wauters, l'année suivante par celle de Génard que la maladie avait presque constamment tenu éloigné de nos séances, et, en 1906, par celle de Vanderkindere, d'autant plus regretté que son édition de la chronique de Gislebert de Mons venait de montrer quels services on pouvait encore attendre de lui.

Ce n'est pas tout. M. Kurth, appelé à remplacer Wauters comme membre effectif, était, le même jour, désigné par ses confrères pour remplir les fonctions de secrétaire. Il ne les conserva pas longtemps. Un autre membre de la Commission, dom Berlière, le premier directeur de l'Institut historique belge à Rome, étant rentré en Belgique, le gouvernement chargea M. Kurth de ce poste important. Il dut s'éloigner, mais nous le conservons comme membre effectif. Depuis 1907, M. Pirenne le remplace en qualité de secrétaire.

Enfin, la Commission a perdu un autre de ses membres, M. Gilliodts, auquel ses multiples occupations ne permettent plus de prendre part à ses travaux. Nos regrets le suivent dans sa retraite.

Aujourd'hui la Commission est au complet. Pour com-

bler les vides produits par ces décès et ce départ, le gouvernement a promu au titre de membres effectifs le chanoine Cauchie et dom Berlière. De plus, il a nommé membres suppléants le chevalier de Borman, le professeur Paul Fredericq et l'abbé Balau.

Ainsi reconstituée et réorganisée, la Commission royale d'histoire peut, quoi qu'il advienne, envisager l'avenir avec confiance et poursuivre sa patriotique mission.

Elle le fera avec d'autant plus d'assurance qu'elle peut compter sur l'appui du gouvernement. Cette circonstance particulière que M. le ministre des Sciences et des Arts, baron Descamps, a bien voulu accepter la présidence de cette séance, en est une preuve non équivoque. Au nom de la Commission, je le remercie de cette marque de haute bienveillance.

M. le Ministre des Sciences et des Arts prend ensuite la parole :

SIRE,

Que Votre Majesté me permette de prendre un instant la parole dans cette assemblée et de Lui exprimer notre gratitude pour l'honneur qu'Elle fait aujourd'hui à une institution fondée par Son Auguste père, qui a reçu du Roi de nombreuses marques de haute bienveillance et que des liens précieux rattachent à notre Académie royale et au Département des sciences et des arts.

Je désire aussi, en remerciant le Président de la Commission royale d'histoire des aimables paroles par lesquelles il a terminé son discours, relever dans son exposé,

au nom de la vérité historique particulièrement chère à la Compagnie présidée par lui, une lacune frappante que la délicatesse et la modestie lui ont imposée, et que le gouvernement, comme cette assemblée, n'ont pas les mêmes raisons que lui de laisser subsister.

Nous nous sommes associés, Monsieur le Président, à l'hommage rendu par vous à l'initiative de notre premier Roi et à la noble sollicitude témoignée à votre institution par ce ministre qui fut un grand patriote, Charles Rogier. Mais nous avons aussi le devoir et la grande joie de constater que si l'école historique belge contemporaine ne le cède en rien aux écoles similaires de l'étranger, si même elle a réalisé plus d'un progrès encore attendu dans d'autres pays, elle le doit pour une part éminente aux travailleurs de l'heure actuelle, à ces érudits et à ces savants hors de pair qui composent la Commission royale d'histoire, au premier rang desquels j'aime à saluer les maîtres dont le nom est inscrit au programme de cette fête, les Bormans, les Kurth, les Pirenne.

Vous êtes, Messieurs, dans notre pays — quelque appréciation modeste que vous fassiez de votre œuvre — les représentants autorisés, universellement estimés et honorés, de cette grande science maîtresse de la vie, l'histoire, aujourd'hui agrandie dans ses horizons au point d'embrasser toute la vie sociale et économique des peuples, en possession d'une méthode propre et définitive, en harmonie avec les plus parfaits procédés modernes d'observations et qui réclamant à ce titre, comme ouvriers dignes d'elle, des spécialistes à la hauteur de leur tâche, les trouve excellemment en vous.

Vos travaux sont sans doute avant tout des travaux d'érudition pure, mais votre érudition — maintes de vos

productions l'attestent — loin d'être exclusive de travaux historiques de grande envergure, donne au contraire à de tels travaux, avec leur point de départ nécessaire et leur point d'appui constant, ce cachet positif qui en fait des monuments de la pensée répondant à toutes les exigences de la science moderne.

Votre mobile unique à tous, en abordant l'étude du passé, quelle que soit la diversité de vos convictions sur les choses divines et humaines, c'est la recherche consciencieuse et désintéressée de la vérité. Je vous félicite de fraterniser si bien dans cette communion supérieure et féconde.

En reconstituant patiemment, à l'aide de mille documents, à travers mille obstacles, la trame de notre vie nationale, vous ne fournissez pas seulement à la science des sources nouvelles d'investigation et des modèles de critiques historiques, vous ménagez encore à notre patriotisme un lumineux aliment. C'est pourquoi nous applaudissons doublement à vos efforts en formant les vœux les meilleurs pour la continuation rayonnante et bienfaisante de votre patriotique mission.

M. H. Pirenne donne lecture du rapport ci-dessous :

Il y a soixante-quinze ans, le 22 juillet 1834, S. M. Léopold I^{er} signait l'arrêté royal rendu sur la proposition longuement motivée de Charles Rogier, alors ministre de l'Intérieur, et créant une *Commission instituée à l'effet de rechercher et mettre au jour les chroniques belges inédites*.

C'était là l'aboutissement d'une longue série d'efforts et

de projets qui, depuis le règne de Marie-Thérèse, avaient successivement occupé, sans aboutir d'ailleurs, le « despotisme éclairé » du comte de Cobenzl, le zèle de néophyte de la jeune Académie impériale et royale des sciences et belles lettres de Bruxelles, et enfin l'activité un peu hâtive de l'évêque d'Anvers, de Nélis. Le gouvernement de Guillaume I^{er}, qu'honora si hautement sa sollicitude pour la renaissance intellectuelle du pays, ne pouvait manquer de s'y intéresser. Dans la dernière période de l'existence du royaume des Pays-Bas, en 1827, un comité reçut la mission de publier aux frais de l'État les principales chroniques belges. On avait mis sous presse une partie de la compilation d'A Thymo et les premières feuilles de la *Rijmkronijk* de Van Heelu, lorsque la Révolution de 1830 interrompit les travaux.

Ce restera un des plus beaux titres de gloire de Rogier que de n'avoir point oublié, au milieu des soucis absorbants de l'organisation de l'État belge pendant les premières et incertaines années de son existence, les intérêts scientifiques et particulièrement les intérêts de la science historique. Deux ans après la rupture de notre union politique avec la Hollande, il ordonnait « la mise en lumière des documents intéressants pour l'histoire générale de la Belgique, que renferment non pas seulement les archives de l'État, mais tous les dépôts de titres du pays », entreprise gigantesque et irréalisable, sous la forme du moins où elle avait été conçue, et qui, après l'apparition des trois volumes des *Documents inédits*, de Gachard, de 1833 à 1835, fut forcément abandonnée. L'année 1834 devait voir se réaliser deux idées plus fécondes. Le 17 juillet, un arrêté royal ordonnait la publication des inventaires des archives nationales, et cinq jours plus tard, comme nous l'avons

dit en commençant, le Roi fondait notre Commission.

A une époque où l'esprit public était animé d'une défiance presque insurmontable pour l'ingérence de l'État dans la vie sociale et où il semblait que la liberté, si solennellement proclamée par la Constitution, dût régner en maîtresse dans tous les domaines, c'était une nouveauté dont nous avons quelque peine aujourd'hui à comprendre la hardiesse, que de placer ce nouvel organisme « sous les auspices du gouvernement ». Chose curieuse, Léopold I^{er} et son ministre se montrèrent, en reprenant l'œuvre de Guillaume I^{er}, plus orangistes, si l'on peut dire, que l'État hollandais lui-même. Il est, en effet, assez étrange de constater que la Commission gouvernementale instituée en 1827 dans le sud du Royaume des Pays-Bas n'avait point été imitée dans le nord, où la publication des sources historiques resta abandonnée à l'initiative privée, jusqu'à la création toute récente, le 26 mars 1902, d'une *Commissie van advies voor 's Rijks geschiedkundige publicatiën*. Mais Rogier avait compris que les grandes entreprises scientifiques requièrent nécessairement les pouvoirs publics. « Les gouvernements seuls, disait-il au Roi dans son rapport, possèdent les ressources de tout genre qu'elles exigent : d'une part, en effet, les dépenses qu'elles entraînent ne sauraient être bien onéreuses pour eux, et, de l'autre, ils sont dépositaires des matériaux les plus importants qui doivent y être employés. Des individus isolés, quels que fussent leurs efforts, n'obtiendraient que des résultats partiels et nécessairement bornés. »

Ce n'est pas seulement l'exemple du roi Guillaume, c'est encore celui de Guizot, alors ministre de l'Instruction publique de France, qui suscita l'initiative de nos fondateurs. On retrouve dans le *Rapport* de Rogier, les idées et

parfois même jusqu'aux expressions ⁽¹⁾ de la lettre écrite par Guizot à Louis-Philippe, en 1833, et qui eut pour résultat la création, le 18 juillet 1834, d'un « Comité chargé de concourir à la direction et à la surveillance des recherches et publications... sur les documents inédits relatifs à l'histoire de France ».

Toutefois, entre ces deux institutions nées à quatre jours d'intervalle, entre le *Comité* français et la *Commission* belge, les différences furent, dès l'abord, très sensibles. Le premier, dont la mission très vaste était assez mal définie, subit bientôt des remaniements considérables. A la seconde, au contraire, fut assigné un but très précis, le même exactement qui avait été visé en 1827, je veux dire : l'édition des *chroniques* belges inédites — et rien que des *chroniques*. Non seulement l'arrêté royal de 1834 limite à ce seul point ses attributions, mais, en 1837, on l'appelle officiellement *Commission pour la publication des chroniques belges inédites*, et ce n'est que l'année suivante, en 1838, qu'elle prend le nom qu'elle a conservé depuis lors, celui de *Commission royale d'histoire*.

Il n'y a pas lieu de s'étonner de voir réduite à la publica-

(1) Cf. avec les lignes du rapport de Rogier citées plus haut, le passage suivant de Guizot : « Au gouvernement seul il appartient, selon moi, de pouvoir accomplir le grand travail d'une publication générale de tous les matériaux importants et encore inédits sur l'histoire de notre patrie. Le gouvernement seul possède les ressources de tout genre qu'exige cette vaste entreprise. Je ne parle même pas des moyens de subvenir aux dépenses qu'elle doit entraîner ; mais, comme gardien et dépositaire de ces legs précieux des siècles passés, le gouvernement peut enrichir une telle publication d'une foule d'éclaircissements que de simples particuliers tenteraient en vain d'obtenir. » Voy. CH.-V. LANGLOIS, *Manuel de bibliographie historique*, p. 356-357.

tion des seules sources narratives, une activité qui, dans la suite, devait s'étendre à des domaines si différents. N'oublions pas, en effet, que dans les idées de Rogier, l'édition des documents d'archives faisait l'objet d'une collection spéciale. Il ne restait donc à notre Commission que les textes conservés dans les bibliothèques et, de ceux-ci, l'érudition de l'époque, influencée par les œuvres narratives et romantiques de l'école historique du temps, n'appréciait guère que les chroniques et les mémoires. Avec leur encadrement gothique enserrant dans ses rinceaux des chevaliers rompant une lance, des moines en oraison, des châtelaines coiffées du henniri et l'aumônier à la ceinture, la couverture de nos premiers in-4° ne répond pas seulement au goût du jour, elle symbolise à sa manière tout un programme de recherches.

Ce programme, la Commission le réalisa avec un zèle auquel nous sommes fiers de rendre hommage. Dès 1845, elle avait mis au jour, malgré les ressources pourtant bien modiques dont elle disposait — 5,000 francs annuellement — huit volumes de chroniques et dix volumes du *Bulletin* de ses séances. Le ministre de l'intérieur, Sylvain Vande Weyer constatait qu'elle avait « dignement répondu au but de son institution », et, la détachant du ministère où elle avait siégé jusqu'alors, il soumettait à la signature du Roi un arrêté consacrant le caractère scientifique de ses travaux en l'annexant à l'Académie (1^{er} décembre 1845). La même année, un autre arrêté royal, contresigné par Nothomb, le 29 mars, lui avait donné le règlement organique qu'elle observe encore.

Nous n'avons pas à nous étendre ici sur la première phase de l'activité de la Commission. Cette tâche a été mieux remplie que nous ne pourrions le faire par le plus

méritant et, dans le monde de l'érudition historique, le plus célèbre de nos devanciers. Le 22 juillet 1859, dans une séance extraordinaire convoquée pour commémorer le vingt-cinquième anniversaire de la fondation de notre compagnie, Gachard exposait dans un long rapport l'œuvre accomplie par elle durant un quart de siècle de labeur patient et modeste. Et, par une heureuse fortune, c'est au créateur même de notre institution, à Rogier, redevenu ministre de l'intérieur, que s'adressait ce rapport...

Il faut regretter que les circonstances n'aient point permis de célébrer le cinquantième anniversaire de notre existence. Nous nous trouvons obligés par là de jeter un coup d'œil sur un demi siècle de travaux ininterrompus et qui ont été « toujours en accroissant ». Laissons ici se manifester l'éloquence des chiffres. En 1859, la Commission avait publié dix-neuf volumes in-4°, cinq volumes in-8°, vingt-huit volumes de son *Bulletin* et elle avait six volumes sous presse. Aujourd'hui, en 1909, elle a donné au public cent seize in-4°, trente-huit in-8°, soixante-dix-huit volumes du *Bulletin*, et elle a sous presse quatorze ouvrages.

Nous ne pouvons songer à suivre l'exemple de Gachard et à parler en détail de chacun des auteurs ou des recueils de documents mis au jour depuis 1859. Aussi bien serait-ce là une besogne inutile et fastidieuse. Ce qui s'imposait au début de l'activité de la Commission comme le meilleur moyen de mettre en relief les services rendus par elle, serait absolument superflu aujourd'hui que personne ne songe plus à discuter ces services. Notre tâche doit se borner à faire connaître, dans un tableau d'ensemble, les directions dans lesquelles nos travaux ont été entrepris ainsi que la méthode qui a présidé à leur élaboration.

L'expérience a bientôt montré que la mission assignée à

la Commission était trop restreinte. Celle-ci ne pouvait, sans nuire gravement au progrès même des études qu'elle avait pour devoir de stimuler, se contenter de la publication de nos anciens chroniqueurs. Car cette tâche, du moment qu'elle était entreprise suivant une méthode scientifique, rendait indispensable le recours aux documents diplomatiques. Dès 1836, le premier volume publié, la *Rijmkronijk* de Van Heelu, en donnait la preuve significative. J.-F. Willems, son éditeur, y avait ajouté, en effet, un *Codex Diplomaticus* comprenant 225 numéros. Les chartes abondent de même dans les appendices de la chronique de Philippe Mouskes et des *Brabantsche Yeesten*, et déjà le *Corpus chronicorum Flandriæ* et les *Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur, de Hainaut et de Luxembourg*, s'avançant plus loin dans la voie où les recherches étaient tout naturellement entraînées, ne se bornaient plus à fournir un choix de chartes, mais donnaient au public savant des cartulaires complets. Cette innovation se comprend d'autant mieux que, comme nous l'avons dit plus haut, le plan irréalisable conçu en 1832 de faire publier tous les documents d'archives du royaume avait été presque aussitôt tacitement abandonné. Dès lors, ceux-ci renaient forcément dans les attributions de la Commission. En s'attachant à les éditer, elle restait fidèle sinon à la lettre, en tout cas à l'esprit qui avait présidé à sa fondation. Elle n'eût plus répondu à sa mission et elle eût nuí gravement aux intérêts de l'histoire nationale, si étroitement fidèle aux termes de l'arrêté royal qui l'avait créée, elle avait limité le champ de ses études en vertu de considérations purement administratives, mais certainement étrangères à la science.

Le gouvernement ne manqua pas de le comprendre. Il

eut la sagesse de laisser nos prédécesseurs suivre librement la direction qui s'imposait à leurs travaux. Il eut la sagesse plus grande encore de ne pas modifier l'arrêté de 1834, sentant bien que la charte d'une institution scientifique doit s'interpréter suivant les exigences constamment changeantes de la science, et que ce serait entraver celle-ci que de prétendre l'enserrer dans des règlements nouveaux à chacune des innovations qu'elle est forcée de réaliser. Il laissa donc évoluer normalement et en toute liberté, l'activité de la Commission ⁽¹⁾. Sur le papier, elle continua à n'avoir d'autre rôle que celui de publier des chroniques; en réalité, elle publia tous les documents que le progrès des études historiques désigna à son attention. Jamais l'autorisation ministérielle ne fit défaut aux propositions qu'elle soumit au gouvernement, et c'est avec un profond sentiment de gratitude que nous nous plaisons à reconnaître que « sous les auspices de l'État » qui l'a créée et qui n'a cessé de veiller sur elle, elle s'est développée plus librement qu'elle n'eût pu le faire sous la direction de n'importe quelle association.

Si les documents d'archives vinrent donc prendre place à côté des chroniques dès les premiers temps de la Commission, c'est pourtant pendant les cinquante dernières années qu'ils se multiplièrent de plus en plus dans la collection de ses travaux.

En 1870, parut le *Cartulaire de Saint-Trond*, le premier recueil de chartes qui ait été publié à part et qui ouvre la

(1) C'est seulement en 1869 que la situation de fait fut reconnue officiellement par l'arrêté royal du 28 avril, déclarant la Commission instituée « à l'effet de rechercher et de mettre au jour les chroniques belges inédites, les relations les cartulaires et les autres documents de la même nature également inédits ».

la série dans laquelle vinrent prendre place successivement le *Codex Dunensis* (éd. Kervyn de Lettenhove, 1875), le *Cartulaire d'Orval* (éd. H. Goffinet, 1879), celui des *comtes de Hainaut* (éd. L. Devillers, 1881), celui de *Saint-Lambert de Liège* (éd. St. Bormans et J. Schoolmeesters, 1893), celui de *Saint-Martin de Tournai* (éd. A. d'Herbomez, 1898), celui de *Sainte-Waudru de Mons* (éd. L. Devillers, 1899), celui de *Saint-Hubert en Ardenne* (éd. G. Kurth, 1903), celui du *Val Benoît* (éd. J. Cuvelier, 1906) et enfin celui de *Stavelot-Malmédy* (éd. G. Roland et J. Halkin, 1909). Il faut encore mentionner comme se rattachant étroitement à ce groupe de cartulaires, les deux volumes d'*Actes et documents anciens intéressant la Belgique* publiés par Ch. Duvier en 1898 et en 1903, et l'on doit y rattacher le *Livre des feudataires du duc Jean III* (éd. L. Galesloot, 1865), ainsi que le *Livre des fiefs du comté de Looz sous Jean d'Arckel* (éd. C. de Borman, 1875) et le *Livre des fiefs de l'église de Liège sous Adolphe de La Marck* (éd. E. Poncelet, 1898). Bref, à partir des environs de 1860, l'édition des chartes était devenue une des principales occupations de la Commission. C'est à cette tendance de ses travaux qu'est due l'apparition, dès 1866, d'une de ses œuvres les plus généralement connues et les plus utiles, la *Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique*, dont Alphonse Wauters a fait paraître les dix premiers volumes et dont le onzième et dernier, servant de complément général à ce grand travail, sera achevé par MM. Bormans et J. Halkin ⁽¹⁾.

(1) Il importe de remarquer que, dès l'origine, la Commission attira l'attention du gouvernement sur l'utilité de cette *Table* et qu'elle provoqua l'arrêté royal du 8 décembre 1837 décrétant cette entreprise. Voir *Bulletin*, 1^{re} série, t. I, p. 230, 236 et 3^e série, t. I, p. xi.

Mais les chartes ajoutées aux chroniques, bien des domaines encore restaient à explorer dans l'immensité des richesses historiques que nous ont léguées les siècles. Le progrès des études et des méthodes devait peu à peu amener la Commission à s'en occuper.

Il importe de faire ressortir ici la féconde initiative de Gachard. Membre de la Commission dès la première heure, il ne commença pourtant qu'assez tard à lui apporter, comme éditeur, le concours d'une activité qui devait être si intense. Et cela se comprend facilement. Les goûts comme les aptitudes de Gachard le portaient vers l'histoire des temps modernes beaucoup plus que vers celle du moyen-âge, et c'est du moyen-âge que la Commission s'occupa naturellement tout d'abord. Il faut attendre douze ans pour rencontrer la première publication relative au *xv^e* siècle : la *Relation des troubles de Gand sous Charles-Quint*, que Gachard fit paraître en 1846. Depuis lors, tandis que ses collègues continuaient à porter surtout leur attention vers la période médiévale, il resta fidèle à ce *xv^e* siècle dont l'histoire lui doit tant et de si précieux services. Mais, par cela même que le champ de ses investigations embrassait une époque plus nuancée, plus variée, plus paperassière aussi que les périodes antérieures, il fut nécessairement amené à aborder des genres de sources dont on ne s'était pas encore soucié avant lui. Dès 1854, il introduisait la publication des correspondances dans le programme de nos travaux par l'ouvrage si plein de révélations qu'il fit paraître sous le titre de *Retraite et mort de Charles-Quint au monastère de Yuste*, suivi en 1859, de la *Correspondance de Charles-Quint et d'Adrien VI*. Presque en même temps, d'autres séries de documents venaient, toujours grâce à lui, enrichir encore

notre collection. En 1855, paraissaient les *Relations des ambassadeurs vénitiens sur Charles-Quint et Philippe II*; en 1861, les *Actes des États Généraux des Pays-Bas de 1576-1585*; en 1863, *Don Carlos et Philippe II*; en 1876, la *Collection des voyages des souverains des Pays-Bas*.

Orientée par Gachard vers la publication des sources de l'histoire moderne, la Commission ne devait plus cesser désormais de lui consacrer une partie notable de son activité. Elle doit à Prosper Poulet l'une de ses œuvres les plus importantes, la *Correspondance du cardinal Granvelle*, dont le premier volume parut en 1878 et qui fut continuée, après la mort de son éditeur, par les soins de Ch. Piot. De son côté, le baron Kervyn de Lettenhove donnait, en 1882, le tome I^{er} de la grande collection, intitulée *Relations politiques des Pays-Bas et de l'Angleterre sous le règne de Philippe II*, et, en 1883, son recueil de *Documents inédits relatifs à l'histoire du XVI^e siècle*. Depuis lors, c'est encore l'histoire du XVI^e siècle qui fait l'objet du *Commentario del coronel Francisco Verdugo de la guerra de Frisa* (éd. H. Lonchay, 1899), du *Registre de Franciscus Lixaldius* (éd. F. Rachfahl, 1902), du *Recueil des instructions générales aux nonces de Flandre* (éd. A. Cauchie et R. Maere, 1904) et des *Documents sur la principauté de Liège principalement au début du XVI^e siècle* (éd. A. Cauchie et A. Van Hove, 1906).

Cependant les tâches nouvelles qui s'imposaient à la Commission à mesure que l'horizon s'élargissait devant elle, ne lui faisaient pas négliger sa mission primitive. Depuis 1860, la collection des chroniques, devenue une des branches de son activité après avoir absorbé au début cette activité toute entière, était régulièrement dotée de nouveaux volumes. De Ram achevait, en 1860, l'édition de la chronique d'*Edmond De Dynter* et faisait paraître,

en 1861, celle de *Molanus* ; la même année, Ad. Borgnet donnait celle de *Jean de Stavelot* et il commençait trois ans plus tard, en 1864, l'impression de l'œuvre immense de *Jean d'Outremeuse* que M. Bormans terminait après lui ; le baron Kervyn de Lettenhove rassemblait les *Chroniques relatives à l'histoire de la Belgique sous les ducs de Bourgogne* (1870-1876) et donnait le texte de l'*Istore et chronique de Flandre* (1879-1880), tandis que Charles Piot publiait des *Chroniques de Brabant et de Flandre* (1879), puis la volumineuse *Histoire des troubles des Pays-Bas par Renon de France* (1886-1891). Le *Mémoire du légat Onufrius sur les affaires de Liège* (éd. S. Bormans) apportait, en 1883, un précieux supplément aux documents publiés par de Ram en 1844 sur les troubles de la principauté au x^e siècle. Enfin, plus récemment, les éditions de la *Chronique liégeoise de 1402* (éd. E. Bacha, 1900), de la *Chronique de Gislebert de Mons* (éd. L. Vanderkindere, 1904), du *Cantatorium de Saint-Hubert* (éd. K. Hanquet, 1906) et du *Spiegel Historiae de L. van Velthem* (éd. H. Vander Linden et W. De Vreese, 1906), attestent hautement que la Commission a continué d'apporter tous ses soins à la mise en œuvre d'une série de sources qui, pour n'être plus depuis longtemps la seule dont elle doive s'occuper, n'en reste pas moins l'une des plus importantes.

Tant de travaux et des travaux si divers avaient nécessité de bonne heure des explorations de bibliothèques et d'archives, non seulement dans les divers dépôts littéraires du pays, mais à l'étranger. Le *Bulletin* fournit, à cet égard, la preuve éloquente du labeur de nos devanciers. Les rapports y abondent sur des missions scientifiques en Allemagne, en Angleterre, en France, dans les Pays-Bas. Ici encore, Gachard qui fut, par ses retentissantes découvertes, un

véritable *conquistador* de la science historique, se place au premier rang. Ses explorations fournissent la matière de deux ouvrages. Le premier, intitulé : *Les Bibliothèques de Madrid et de l'Escurial. Notices et extraits des manuscrits qui concernent l'histoire de Belgique*, parut en 1875; le second, relatif à *La Bibliothèque nationale de Paris*, en 1875 et 1877.

Ce rapide coup d'œil jeté sur les travaux de la Commission jusque vers le début du xx^e siècle peut se passer de commentaires. Il suffit à montrer que son zèle, loin de se ralentir, s'est accru à mesure que s'accroissait la tâche à entreprendre et qu'augmentaient les ressources mises à sa disposition par le gouvernement. Disons-le, toutefois, puisqu'en effet, le plus bel hommage que l'on puisse rendre à une institution scientifique, c'est la vérité : dans l'œuvre accomplie avec tant d'entrain et de persévérance, tout n'est pas parfait, si tout est utile. Il faut bien reconnaître qu'un certain nombre des publications mises au jour présentent des défauts de méthode assez graves et ne pourraient souffrir sans dommage la comparaison avec les œuvres similaires parues à l'étranger. Mais disons-le aussi, la responsabilité du mal, puisque mal il y a, ne remonte pas ou ne remonte du moins qu'en partie à la Commission. Il faut la chercher dans l'organisation longtemps défectueuse de notre enseignement universitaire, où la critique philologique et historique, insuffisamment enseignée, avait pour résultat, chez nos érudits, une préparation également insuffisante. Les progrès réalisés de ce côté eurent immédiatement leur répercussion sur les travaux de la Commission. Aussi bien tout corps scientifique est-il forcément solidaire de la marche des hautes études et progresse-t-il ou décline-t-il avec elles.

En effet, dès que la loi de 1890 eut réorganisé les facultés de philosophie et lettres, notre compagnie s'empressa d'améliorer ses méthodes d'édition, sûre qu'elle était désormais de pouvoir recourir à des collaborateurs scientifiquement formés. En 1896, elle faisait paraître des *Instructions pour la publication des textes historiques* qui, non seulement exigent de toutes ses éditions le caractère d'éditions critiques, mais qui introduisent encore dans les textes mis au jour par ses soins, une uniformité de méthode compatible avec les intérêts de la clarté et avec la nature des documents.

C'était là un premier progrès, et, sous sa forme modeste, un progrès très considérable. Ce ne fut pas le seul.

Si, en 1834, le plan des travaux de la Commission encore à ses débuts et chargée, nous l'avons dit souvent, d'une tâche très limitée, avait pu être tracé avec précision, il se trouva beaucoup trop étroit du jour où l'on se fût engagé dans des directions nouvelles et toujours plus nombreuses. On ne pouvait, sans de très graves inconvénients, laisser se produire, pour ainsi dire au hasard, les propositions de publications nouvelles. Il fallait, si l'on voulait exercer une action vraiment féconde sur la marche des recherches historiques, distinguer le principal de l'accessoire et, pour pouvoir faire un choix dans la masse énorme des documents historiques de tout genre qui remplissent les bibliothèques et les dépôts d'archives, non seulement en Belgique mais à l'étranger, connaître au moins d'une façon sommaire les ressources que présentent les principales collections. Dès la fin de l'année 1898, qui constitue une date importante de son histoire, la Commission décida en conséquence d'élaborer un programme général pour ses travaux. Son secrétaire, M. G. Kurth, lui présentait, à cet

égard, un avant-projet détaillé dans sa séance du 9 janvier 1899, et des délibérations longuement poursuivies depuis lors est sorti tout un ensemble de décisions dont plusieurs ont déjà reçu un commencement d'exécution, et qui tracent pour l'avenir, dans ses grandes lignes, l'itinéraire scientifique à parcourir.

Ces résolutions visent deux ordres de travaux. Les uns se rapportent aux explorations à entreprendre systématiquement dans les dépôts littéraires du pays et de l'étranger; les autres déterminent les séries de documents qui seront publiés à l'avenir. Sans doute, il n'y a là rien qui paraisse à première vue absolument nouveau. Et comment pourrait-il en être autrement, puisque le rôle d'une institution telle que la nôtre ne peut être que celui de découvrir des textes et de les faire connaître? Pourtant, l'initiative prise en 1898 est de la plus essentielle importance, parce que si elle n'affecte pas et ne peut affecter la nature même de nos travaux, elle leur prescrit une méthode et les prémunit pour l'avenir, dans la mesure du possible, contre le hasard des découvertes ou l'arbitraire des éditeurs. Nous continuons, en d'autres termes, à marcher vers le même but que nos devanciers: nous cherchons seulement à y aller par une voie plus directe et à nous épargner les hésitations auxquelles l'absence d'un plan soumet nécessairement les voyageurs.

En matière d'explorations scientifiques, la Commission a décrété un ensemble de missions chargées du dépouillement complet, mais sommaire, des richesses contenues dans les principaux dépôts d'archives ou bibliothèques de l'étranger où se rencontrent des documents concernant notre histoire. Les instructions remises aux titulaires de ces missions leur prescrivent de ne pas s'attacher à un sujet

spécial, mais de décrire l'ensemble des collections examinées par eux. Bref, le but que l'on se propose n'est pas de recueillir dès maintenant des textes en vue de publications spéciales, mais d'obtenir une vue générale des matériaux à mettre en œuvre, de manière à pouvoir ensuite décider en connaissance de cause quels sont les ouvrages les plus utiles à accomplir. Des missions de ce genre ont déjà eu lieu à Vienne, à Parme, à Naples et à Simancas. D'autres s'exécutent actuellement à Paris et à Lille, et il est à espérer que, dans quelques années, le programme de la Commission, quant à cette grande entreprise, sera entièrement exécuté. Les rapports sur les diverses missions, dont un est dès maintenant sous presse, seront rédigés sur un plan analogue et constitueront une collection spéciale dont on peut attendre les plus grands services. Elle ne sera pas moins utile à la Commission qu'aux travailleurs en général (1).

La seconde partie du programme d'ensemble consiste, nous l'avons dit, à signaler les publications auxquelles il y aurait lieu de se consacrer sans retard. Pour ce qui concerne les chroniques, on s'est attaché à déterminer celles dont l'édition, dans l'état actuel de la science, est la plus urgente (2), et dès maintenant les éditions des œuvres de Jacques de Henricourt (par M. C. de Borman) et des chroniques vulgaires liégeoises (par M. S. Balau)

(1) Naturellement, à côté de ces missions d'un caractère général, des missions spéciales ayant en vue l'achèvement de telle ou telle publication ont été entreprises dans divers dépôts.

(2) Voyez à cet égard les rapports de MM. Devillers, *Bulletin*, 1899, p. XLVII, Gilliodts-Van Severen, *Ibid.* p. LXIX, Cauchie, *Ibid.*, 1900, p. XXXVII.

sont en préparation. On a agi de même relativement aux cartulaires à publier in-extenso ⁽¹⁾. A cet égard, d'ailleurs, des mesures avaient été prises dès 1895, où la Commission fit paraître un *Inventaire* (provisoire) *des cartulaires conservés dans les dépôts des archives de l'État en Belgique*, suivi, en 1897 et en 1899, de répertoires analogues des *Cartulaires conservés en Belgique ailleurs que dans les dépôts des Archives de l'État* et des *Cartulaires belges conservés à l'étranger*.

La question des cartulaires devait amener tout naturellement la Commission à s'occuper de la *Table chronologique des diplômes* qu'Alphonse Wauters avait poussée jusqu'en l'année 1350 et que la mort de ce savant laissait en déshérence. On se mit d'accord sur la résolution de ne point la continuer et de se borner à en faire paraître, comme dernier volume, un supplément général. On comprendra facilement les motifs de cette décision. Si grands, en effet, qu'aient été les services rendus par la *Table chronologique*, il faut regretter que son plan, conçu sur celui de la *Table de Bréquigny* ⁽²⁾, ait vieilli de très bonne heure. Il s'imposait donc de reprendre suivant une méthode plus scientifique ce travail considérable plutôt que de lui donner une suite qui eût été forcément défectueuse. Aussi, dès 1901, le projet fut-il formé de publier la série des actes de nos anciens souverains, tant inédits qu'imprimés, depuis l'origine jusqu'à la période bourguignonne ⁽³⁾. Cette entre-

(1) Voyez le rapport de dom Berlière, *Ibid.*, 1900, p. XCIII.

(2) On sait que l'Institut de France a renoncé depuis longtemps à poursuivre la publication de cette table.

(3) Voyez le rapport de M. Kurth, *Bulletin*, 1901, p. IX. Add. ceux de MM. Dubrulle et Van der Mynsbrugghe, *Ibid.* 1903, p. XV, XXX.

prise, une des plus considérables et des plus nécessaires que la Commission ait à accomplir, l'a occupée constamment depuis lors. En 1902, elle a fait paraître une *Liste provisoire des ouvrages à consulter pour la rédaction des catalogues d'actes* (dressée par M. J. Brassine), laquelle est destinée aux collaborateurs qu'elle a recrutés pour travailler avec elle à ces catalogues. En même temps, on a entrepris des dépouillements systématiques dans les divers dépôts d'archives. Il a même été jugé utile de livrer à l'impression des *Inventaires des actes des collégiales liégeoises*. Celui de la collégiale de Saint-Pierre (par M. Ed. Poncelet) a vu le jour en 1906. Ceux de Sainte-Croix et de Saint-Jean en Ile sont actuellement sous presse. Il se passera sans doute encore bien du temps avant que le grand œuvre entamé ne soit achevé. Mais un organisme tel que le nôtre peut compter sur l'avenir : les travaux entrepris par une génération de travailleurs seront continués et menés à bien par celle qui lui succédera.

La publication des documents relatifs à l'histoire moderne ne pourra être envisagée dans son ensemble que lorsque les inventaires des dépôts littéraires de l'Europe seront achevés. Dès maintenant pourtant, deux décisions importantes ont été prises. La collection des rapports politiques entre les Pays-Bas et l'Angleterre sera continuée aussitôt que la table de ses dix premiers volumes aura paru ⁽¹⁾. De plus, le monde savant apprendra avec plaisir qu'à la suite de la mission de M. Lonchay à Simancas, la continuation de la correspondance de Philippe II a été mise au programme de nos travaux.

(1) Ajoutons que la table de la correspondance de Granvelle dressée par M. J. Wils paraîtra sous peu.

C'est encore une continuation que la publication des actes des États-Généraux des Pays-Bas, décidée en 1905, l'année même des dernières fêtes anniversaires de l'indépendance nationale. Commencée sous les auspices de la Chambre des Représentants, en vertu d'une proposition de Barthélemy Dumortier en 1836, l'édition des actes de nos anciennes assemblées nationales, à laquelle Gachard consacra une bonne partie de son activité durant trenteans, a été abandonnée depuis 1866. La Commission a pensé que le soixante-quinzième anniversaire de notre indépendance lui fournissait une occasion excellente de reprendre et de mener à bien un projet qui remonte presque au rétablissement de notre autonomie politique. Les recherches préparatoires ont été poussées très loin déjà ; il ne s'agit que de les compléter. L'œuvre est désormais en voie d'achèvement. Sous peu nous espérons pouvoir donner un premier volume, renfermant les actes des États-Généraux durant la période bourguignonne ⁽¹⁾.

L'importance prise de nos jours par l'histoire économique ne pouvait laisser la Commission indifférente. Déjà en 1896, la publication du *Polyptyque de Guillaume, abbé de Saint-Trond* (par M. H. Pirenne), celle en 1902, des *Documents pour servir à l'histoire des prix de 1381 à 1794* (par M. Van Houtte), et, deux ans auparavant, celle du *Soulèvement de la Flandre maritime de 1323-1328* (par M. Pirenne) attestaient qu'une nouvelle série de sources s'introduisait dans le plan de ses travaux. Une place lui a été faite offi-

(1) Voyez la lettre de la Commission à M. le Ministre de l'intérieur et de l'instruction publique, *Bulletin*, 1905, p. XVII, et le rapport de de M. J. Cuvelier, *Ibid.* 1906, p. XXXVIII.

ciellement en 1901. Désormais, la Commission a reconnu comme une des tâches qui lui incombent de mettre au jour des documents pour servir à l'histoire économique du pays. En 1906, elle a donné le premier volume d'un *Recueil de documents relatifs à l'histoire de l'industrie drapière en Flandre* (par MM. G. Espinas et H. Pirenne) et elle a fait mettre sous presse *Les plus anciens comptes communaux de la ville d'Ypres* (par MM. G. Des Marez et E. De Sagher). La démographie, base indispensable de toutes les recherches relatives à l'histoire sociale a également attiré son attention. *Les dénombrements du duché de Brabant* (par M. J. Cuvelier) et ceux du duché de Luxembourg (par M. J. Grob) qui paraîtront sous peu, marqueront dans ce genre les débuts d'une activité qui ne peut manquer d'être féconde.

Des tâches plus spéciales, mais dont l'importance n'échappera pas aux érudits, ont été entreprises à côté de ces grandes collections.

L'ancienne Université de Louvain, qui a exercé une action si profonde sur la vie intellectuelle de notre pays, occupe maintenant, dans le cadre de nos travaux, la place qui lui revient. En 1903, Ch. Reusens a entamé la publication des *Actes* et de la *Matricule* de ce grand établissement. Sa mort prématurée ne lui a permis que de donner le premier volume de ces deux recueils. Mais l'un et l'autre sont dès maintenant en voie d'achèvement (par M. A. Van Hove).

Les obituaires, qui fournissent des renseignements si précieux à l'histoire du moyen âge, n'étaient représentés jusqu'ici dans nos publications que par celui de l'église Saint-Jean à Gand, publié par M. de Pauw en 1889. Il a été résolu, en 1901, d'en faire paraître un recueil systéma-

tique ⁽¹⁾, sous la direction de dom U. Berlière. Nous espérons que ceux de la province de Liège ne tarderont pas à être mis sous presse.

Il nous reste à parler d'une initiative prise au cours des dernières années. Dans son rapport général, en 1899, M. Kurth s'exprimait ainsi : « Il faudrait voir s'il n'y a pas lieu de nous départir du système qui consiste à ne publier que des chroniques inédites. Telle chronique déjà imprimée, mais d'une manière défectueuse et d'après des procédés vieillis, aurait plus de droits à être réimprimée que telle autre à être tirée de la poussière où elle dormait dans quelque bibliothèque. Cela est vrai d'un grand nombre de nos chroniqueurs comme Heriger, Anselme, Hocsem, le moine de Saint-Hubert, qui attendent toujours une édition définitive... Pourquoi la Commission ne donnerait-elle pas une collection des textes *ad usum scholarum* dans un format restreint et à un prix abordable, qui contribuerait puissamment à populariser chez nous l'étude de l'histoire d'après les sources et serait la seule œuvre de vulgarisation que nous puissions nous permettre ? » Cet appel a été entendu. La même année, après la lecture d'un rapport de L. Vanderkindere ⁽²⁾, la publication d'une collection in-8° de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire a été décidée. La *Chronique de Gislebert de Mons* (par L. Vanderkindere), celle de *Saint-Hubert* (par M. K. Hanquet) ont déjà paru, et des éditions de Hocsem (par

⁽¹⁾ Voir le rapport de dom Berlière, *Bulletin*, 1901, p. xxvi, et 1903, p. lxxxiii, et celui de M. Doppler sur les obituaires du Limbourg, *Ibid.*, 1903, p. lvii.

⁽²⁾ *Bulletin*, 1899, p. xlv.

M. G. Kurth) et des *Genealogiæ comitum Flandriæ* (par M. V. Fris) y figureront prochainement.

La longueur de ce rapport, quoique nous nous soyons bornés à y effleurer seulement les divers travaux entrepris, montre suffisamment la variété et l'importance de ceux-ci pendant les cinquante dernières années. Non seulement la Commission est restée fidèle à la tâche qui lui avait été fixée au début, mais, comme nous avons essayé de le faire voir, elle n'a cessé de l'étendre et d'en mettre la réalisation à la hauteur des progrès de la science.

Constatons-le avec reconnaissance, sans l'appui qu'elle a toujours trouvé auprès du gouvernement, les progrès accomplis eussent été impossibles. Il faut dire à l'honneur de tous les ministres qui se sont succédés au pouvoir depuis 1834, que chacun d'eux a accueilli avec empressement les initiatives parties de notre compagnie. Peu à peu notre budget a été quintuplé; un fonds spécial a été affecté à nos missions; un local particulier nous a été réservé dans le palais des Académies. La création, en 1864, de membres suppléants, a permis l'adjonction de forces nouvelles aux sept membres effectifs, pour une besogne sans cesse grandissante. Encore, même portée au nombre de dix membres qu'elle a atteint aujourd'hui, la Commission ne peut-elle seule accomplir toute la besogne qu'elle s'est imposée. Durant les dernières années, elle a fait appel de plus en plus largement au concours de collaborateurs étrangers. Elle a resserré ainsi les liens qui l'attachent aux universités renouvelées et à l'administration des archives si heureusement améliorée elle-même par l'institution de l'examen de candidat archiviste.

Bref, en jetant un coup d'œil d'ensemble sur l'œuvre qui a été réalisée, nous croyons avoir le droit de reprendre

les paroles de Gachard en 1859, et de constater qu'aujourd'hui comme alors notre Commission peut se rendre le témoignage « d'avoir fait tous ses efforts pour répondre à la confiance du gouvernement et à l'attente des amis de l'histoire nationale ».

M. G. Kurth donne ensuite lecture d'un travail intitulé :

NOTRE NOM NATIONAL.

Notre nom national est avec celui des Grecs le plus ancien de l'Europe, puisqu'il est antérieur à l'ère chrétienne et que les autres datent tout au plus de l'époque des invasions barbares ou même de celle de Charlemagne. Il s'en faut toutefois, et de beaucoup, que nous l'ayons toujours porté. Dans nos annales, il n'apparaît qu'aux premières et aux dernières pages, et les vicissitudes par lesquelles il a passé sont comme l'image de nos propres destinées. Il ne sera donc pas sans intérêt de vous offrir un rapide aperçu de son histoire.

C'est dans les commentaires de Jules César que nous rencontrons pour la première fois le nom de Belge. Il désigne à cette époque, non pas un peuple déterminé, mais une fédération de peuples à lien assez lâche qui occupait la Gaule septentrionale depuis la Seine jusqu'au Rhin.

Le noyau de cette fédération était formé par un groupe de peuples établis dans le nord-ouest de la France, et dont les Bellovaques en Beauvoisis étaient le principal. Le nom de *Belgium* s'appliquait exclusivement à la région occupée par ces peuples; en d'autres termes, le *Belgium* ne com-

prenait pas un pouce du sol de la Belgique actuelle ⁽¹⁾.

Domptés par César, les Belges furent absorbés, ainsi que leur nom, par la civilisation romaine. Ce nom n'avait plus de raison d'être, du moment que la fédération qu'il désignait n'existait plus. Il y eut encore des Nerviens, des Morins, des Ménapiens, et chacun de ces peuples forma même une *civitas* à part, mais il n'y eut plus qu'une seule nationalité assez compréhensive pour embrasser tous les peuples civilisés : ce fut la romaine. Nos ancêtres furent et voulurent être des membres de cette nationalité : ils s'appelèrent des Romains.

Et toutefois, c'est à l'Empire romain que notre patrie doit le nom de Belgique.

C'est lui qui, élargissant les confins de l'ancien *Belgium*, en a étendu le nom à tout le territoire occupé par des peuples belges : je veux parler de la création des deux provinces de Belgique première et de Belgique seconde. *Belgica* est à proprement parler un adjectif devant lequel il faut sous-entendre un mot comme *provincia* ou comme *Gallia*. On disait la Belgique pour dire la Gaule Belgique, comme on disait la Lyonnaise ou la Narbonnaise pour dire la partie de la Gaule dont Lyon ou Narbonne étaient les métropoles.

Le vocable nouveau, à radical celtique avec terminaison latine, était bien l'expression d'une société où la culture romaine était venue se greffer sur le vieux tronc de la barbarie gauloise. Il dura aussi longtemps que l'Empire lui-

(1) Voir CÉSAR, *De bello Gallico*, V. 12, 23, 25; VIII (Hirtius), 46, 49 et 54. Cfr. RAOUX, *Dissertation historique sur l'origine du nom de Belges et sur l'ancien Belgium* dans les *Nouveaux Mémoires de l'Académie royale des sciences et belles-lettres de Bruxelles*, t. III (1826).

même; il sombra avec l'Empire et la civilisation dans les invasions du ^v^e siècle.

Lorsqu'elles eussent passé, il n'y avait plus dans nos contrées ni Romains ni Belgique, il y avait un royaume de formation récente dans lequel, mêlés à nos conquérants germaniques, nous formions un seul peuple uni sous l'autorité des rois mérovingiens. Ce peuple, c'était le peuple franc; ce royaume, c'était le royaume des Francs. Notre nom national nouveau, dont j'ai esquissé l'histoire ailleurs ⁽¹⁾, nous le portâmes rapidement, sur les pas de Clodion, puis de Clovis, dans les provinces situées au midi de notre pays, jusqu'à la Somme d'abord, puis jusqu'à la Seine, puis jusqu'à la Loire, puis enfin jusqu'aux Pyrénées. Nous partageâmes notre qualité de Francs et le nom qui la désignait avec les populations que nous soumettions successivement à nos rois, et c'est ainsi que toute l'ancienne Gaule devint le pays des Francs ou *Francia*, de même que tout homme libre de ce pays était un Franc, qu'il fût d'ailleurs d'origine barbare ou gallo-romaine.

Le traité de Verdun, qui morcelait en trois parts l'héritage de Charlemagne, créa une situation qui appelait un changement du vocabulaire ethnographique. Les royaumes issus du partage ne pouvaient pas porter tous les trois le nom de France, ni leurs habitants s'appeler uniformément les Francs : il fallait des noms distincts pour désigner des nationalités distinctes. On ne se résigna pas facilement, à vrai dire, à cette conséquence imprévue de l'acte de 843, et les peuples issus du partage retinrent la vieille appellation autant qu'ils purent. Rois des Francs est le titre que

(1) G. KURTH, *La France et les Francs dans la langue politique du moyen-âge* (*Revue des questions historiques*, t. 57 (1895), p. 337-399.

les souverains de l'Allemagne ne cessent de porter dans leurs diplômes depuis Henri l'Oiseleur jusqu'à Henri II et au delà. De même, on continua de donner le nom de France à chacun des trois nouveaux royaumes, se bornant à les distinguer par des épithètes caractéristiques. La part centrale, qui comprenait notre patrie, fut la vieille France (*Francia antiqua*); la France actuelle s'appela la France nouvelle ou encore la France latine, romaine, occidentale; quant à l'Allemagne, elle fut la France orientale. Ces noms n'étaient pas assez simples pour durer : deux sur trois devaient disparaître, ce qui permettrait au troisième de se débarrasser de ses adjectifs. Des circonstances que j'ai exposées ailleurs ont fait que le nom a été retenu par la part occidentale, que nous appelons encore aujourd'hui la France; les parts centrale et orientale reçurent des appellations à elles (¹).

Quelle fut celle qui échut à notre pays ?

On imagina, comme on faisait souvent à l'époque barbare, de désigner le pays et le peuple par le nom du souverain (²). Nous fûmes nous, les *Lothringen*, c'est-à-dire, les gens de Lothaire, les *Lotharienses*, comme on disait en latin, de même que nos voisins méridionaux étaient les *Karlenses*, ou, comme disaient les Thiois, les *Kerlingen*, c'est-à-dire

(¹) Le même, *o. c.*

(²) Déjà à l'époque mérovingienne, nous rencontrons une trace de cet usage dans le nom de *ducatu Dentelini* (Frédégaire éd. Krusch, IV, 20, 37, 38, 76) et au x^e siècle suivant la coutume de désigner les comtés par le nom de leurs comtes. Dans le tarif du tonlieu de Coblençe, qui est du commencement du xiii^e siècle, la Flandre est appelée *regnum Balderici*. Cfr. A. WAUTERS, *Les libertés communales en Belgique*, qui n'y a rien compris et suppose (p. 261, note 1), que le texte date de l'époque où la Flandre obéissait au comte Baudouin V de Lille.

les gens de Charles ⁽¹⁾. Cette dernière désignation, qui s'est maintenue jusqu'au xi^e siècle dans les chansons de geste, où la France s'appelle « le royaume Charlon », a fini par disparaître devant la diffusion toujours plus grande du nom de France, mais on sait que notre appellatif eut la vie plus dure. On ne se contenta pas de nous appeler les *Lothrings* aussi longtemps que dura l'éphémère royaume de Lothaire II; on nous garda ce nom lorsque le royaume fut devenu un duché, et nous le passâmes à notre pays, qui depuis s'appela *Lotharingie*, c'est-à-dire le pays des *Lothariens*. Francisé chez nous sous la forme *Lothier*, tandis que, plus au sud, il revêtait la forme *Lorraine*, ce nom disparut de la langue populaire en même temps que s'évanouissait le duché à la fin du xi^e siècle. Toutefois, il s'est conservé dans la langue officielle et diplomatique, et, depuis le x^e siècle jusqu'à la fin du xviii^e, les princes qui ont régné sur notre pays ont inscrit en tête de leurs titres celui de ducs de Lothier.

Pour la langue populaire, elle ne connut plus ni le nom géographique de notre patrie, ni le nom national de notre peuple. Quand elle avait à désigner le pays, elle se servait d'une expression vague, et purement topographique. C'est ainsi que dans les chansons de geste il s'appelle le *pays d'Avalois*, ce que les chroniqueurs latins traduisaient par *partes advallenses* ou Pays-Bas, comme nous dirions aujourd'hui. Quant à nos ancêtres, ils n'avaient plus de nom collectif, répartis qu'ils étaient en divers groupements

(1) C'est la terminologie affectonnée par l'auteur du *Gesta episcoporum cameracensium* qui, écrivant au xi^e siècle sur les confins des deux royaumes, a plus souvent que d'autres l'occasion d'opposer les deux peuples et, partant, de les désigner par des noms distinctifs.

nouveaux qui avaient chacun son nom et sa dynastie. Il y avait des Flamands, des Brabançons, des Hennuyers, des Lossains, il n'y avait plus de Belges.

La réunion de toutes nos provinces sous l'autorité de la maison de Bourgogne semblait réclamer de nouveau un nom qui les désignât toutes ensemble, et l'on eût pu croire que l'on reviendrait à ce vocable si expressif de Lothier, puisqu'aussi bien il était resté dans la titulature de nos princes. Il n'en fut rien, et les ducs de Bourgogne semblent n'avoir pas éprouvé, pendant toute la durée de leur dynastie, le besoin de donner un nom unique à cet ensemble de provinces dont ils poursuivaient si énergiquement l'unification. Comme leurs possessions territoriales se composaient de deux groupes, le groupe bourguignon et le groupe belge, ils prirent l'habitude de désigner celui où ils résidaient par cette périphrase : « nos pays de par deçà », l'autre devenant, dans ce cas, leur pays « de par delà ». L'expression fut reprise par leurs sujets, et dans tous les actes publics ou privés de l'époque, rédigés dans notre patrie, les « pays de par deçà » représentent les provinces belges. Cette curieuse expression se maintint dans la langue du xvi^e siècle, pour la bonne raison que Charles-Quint, lui aussi, avait des domaines partagés en deux groupes : celui d'Espagne et celui des Pays-Bas. Nos provinces restèrent donc sous son règne le « pays de par deçà ». Seulement, comme le souverain résidait le plus souvent hors du pays, elles devenaient pour lui les « provinces de par delà ». Pour nous-mêmes, nous ne conquîmes pas de nom national, et quand on parlait de nous comme collectivité, on nous appelait piteusement, en Belgique, « ceux de par deçà », au dehors, « ceux de par delà ». Comme Pierre Schlemihl était l'homme qui n'a

pas d'ombre, nous étions le peuple qui n'a pas de nom.

La terminologie lourde et imprécise que je viens de faire connaître avait le défaut de n'être que relative et de varier selon le séjour de celui qui parlait : c'est assez dire qu'elle finit par céder la place à une appellation plus adéquate et plus fixe. Dès le règne de Charles-Quint, on voit poindre un nouvel usage : ce prince et son fils, quand ils parlent de nos provinces, disent : « nos pays d'embas et patrimoniaux » ou, plus brièvement, « nos pays d'embas ». Le nom fit fortune et, sous la forme abrégée de Pays-Bas, il passa dans la langue diplomatique aussi bien que dans la langue populaire. Depuis Charles-Quint jusqu'à Léopold II d'Autriche, ce fut notre appellation officielle. La sécession des provinces septentrionales ne nous l'enleva pas : elles furent les Provinces-Unies, les nôtres continuaient d'être les Pays-Bas.

L'appellation officielle rencontra cependant, du xvi^e au xviii^e siècle, deux rivales, dont l'une lui vint de chez nous, et dont l'autre avait une origine étrangère. Permettez-moi de vous les présenter rapidement.

La première s'appelle *Bourgogne*. Elle était, comme Lothier, la fille légitime du milieu historique. La politique la prit sous sa protection, et le chauvinisme belge, si vous me permettez ce mot, s'employa pour lui faire un sort. Ce n'est pas sous les ducs de Bourgogne qu'elle naquit : les noms ne se forment qu'à la longue, et la durée de la maison de Bourgogne fut courte. C'est l'héritier de cette maison, l'empereur Maximilien d'Autriche, qui, en 1512, divisant le royaume d'Allemagne en cercles, donna le nom de Bourgogne à celui que constituaient les dix-sept provinces des Pays-Bas. Cette initiative, son petit-fils Charles-Quint la consacra en 1548 par la transaction d'Augsbourg. En même

temps, par sa Pragmatique sanction de 1549, il déclarait que nos provinces formaient « une masse indivisible et impartageable ». C'était augmenter leur cohésion d'une part et, de l'autre les séparer de l'Empire beaucoup plus qu'il ne les y rattachait; c'était aussi, en quelque sorte, indiquer le vocable de Bourgogne à la population qui cherchait un nom pour sa patrie.

Et, en effet, à partir de 1548, ce vocable s'introduisit peu à peu dans l'usage. Le plus ancien exemple que j'ai de son emploi est dans une chronique de l'Entre-Sambre-et-Meuse écrite de 1574 à 1600, et dont l'auteur, un moine de l'abbaye de Florennes, raconte l'invasion de nos provinces par les armées de Henri II, roi de France. Cet écrivain dit régulièrement, pour les soldats de notre pays, les Bourguignons ⁽¹⁾.

Le dernier exemple m'est fourni en 1721 par le greffier du Conseil de Brabant. A propos de la *Pragmatique Sanction* de Charles VI, qui fut communiquée cette année aux Etats, et dont le texte était en latin, ce fonctionnaire fit remarquer que les documents adressés par nos souverains à leurs sujets des Pays-Bas étaient toujours rédigés « en langue bourguignonne et en langue flamande » ⁽²⁾. Par

(1) C'est dom Martin de Remouchamps, abbé de Florennes. Voir sa chronique dans le *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, t. 76 (1907, p. 43, 44, 46).

(2) V. GACHARD, *Mémoire sur l'acceptation et la publication aux Pays-Bas de la Pragmatique Sanction de Charles VI* dans les *Mémoires de l'Académie royale de Belgique*, coll. in-4°, t. XX (1847), pp. 8 et 21. En 1593, le célèbre P. Lamorménil, qui était du pays de La Roche, écrivant au roi d'Espagne, se disait *Rupensis Burgundus*. Voy. *Historisches Jahrbuch* 1908, p. 552

langue bourguignonne, qui le croirait? il faut entendre ici la langue française.

L'initiative de cette espèce d'annexion de la France à la Belgique n'appartient pas cependant à notre brave greffier. Lorsqu'en 1687, on créa à l'Université de Louvain une chaire de langue française, ce fut le premier titulaire du nouvel enseignement, François Platel, qui s'avisa de décerner des lettres de grande naturalisation belge à la langue de nos voisins. Sous le titre de *Manuel de la langue bourguignonne*, il publia — en latin! — une grammaire française qui eut plusieurs éditions de 1689 à 1743, et dont trois exemplaires sont à notre bibliothèque royale ⁽¹⁾. Si, comme l'affirme Paquot, Platel écrivait aussi mal la langue de Bossuet que celle de Cicéron, il y avait quelque imprudence de la part de ce professeur, à prévenir naïvement le public que l'idiome qu'il enseignait n'était pas le français.

L'autre vocable dont j'ai à parler, et qui, lui, essaya de s'introduire dans le langage international, ce fut celui de Flandres. La Flandre étant considérée comme la province principale des Pays-Bas, il était naturel qu'on fût tenté de désigner le tout par la partie, comme on dit en rhétorique, et nous rencontrons déjà cette manière de parler

(1) Sur François Platel et sur sa *Manuductio ad linguam burgundicam*, voir PAQUOT, *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire des dix-sept provinces des Pays-Bas*, t. XVI, p. 139-144, et *Biographie nationale*, art. Platel. Paquot (p. 143), nous apprend qu'il parut à Louvain une brochure de 19 pages, signée C. F. C., pour protester contre l'épithète de bourguignonne donnée à la langue française par Platel, et ajoute : « On voit bien que Platel ne l'imagina que pour faire sa cour à la maison d'Autriche, entée sur celle de Bourgogne ».

dans la correspondance de Philippe II ⁽¹⁾. Elle orne aussi le frontispice de l'ouvrage du cardinal Bentivoglio, qui porte : *Guerra di Fiandra*, et l'on sait que ce fut l'expression courante dont se servait le xvii^e siècle français pour désigner notre pays. Nos compatriotes ont souvent la faiblesse de s'indigner, comme d'une preuve d'ignorance géographique, d'une expression comme « Namur en Flandre ». Il n'y a, dans cette acception élargie du mot Flandre, qu'une métonymie parfaitement légitime, que nous faisons nous-mêmes lorsque nous qualifions de Flamands les Brabançons et les Limbourgeois ⁽²⁾, ou que nous désignons la Hollande et la Suisse par le nom d'une de leurs provinces. Mais que nous ayons porté tant de noms divers selon les temps et les lieux, n'est-ce pas la preuve la plus éclatante des caractères précaires de nos destinées, livrées par les lois successorales et par les hasards de la guerre aux vicissitudes les plus pénibles?

(1) Voir POULLET, *Correspondance du cardinal de Granvelle*, t. II. Le roi à Granvelle, p. 527 : « No pienso entender ni tratar en nada hasta ser en Flandes. » — Granvelle au roi, p. 565 : « En España hay muchos incredulos de este viage y en Flandes y acá mas. » Et *passim*. — Qu'est-ce que le *Belgium* d'aujourd'hui? demande Boucher dans son *Belgium Romanum*, p. 8. Et il répond : « Ea modo Belgicæ veteris pars est quam Franci Itali alique paene omnes exteri Flandriam vocant serenissimæ domus austriacæ Burgundicæve potiore sui parte patrimonium. Dico *exteri* : nam nos quidem indigenæ Flandriæ vocabulum longe magis stringimus, pro solo in Belgio Flandriæ comitatu, id est vix Belgii hodierni quinta parte. »

(2) La confusion n'était pas encore faite au xvii^e siècle, à preuve le passage suivant de Boucher l. c. : « Nam neque Gelder aliquis aut Brabantus, tametsi ejusdem cum Flandro linguæ, lubentius quam Atrebas aut Hanno Eburove Gallico utentes idiomate Flandrum sese in hisce regionibus appellari pateretur. »

Enfin sonne l'heure où nous prenons possession du nom national que nous portons aujourd'hui et que, s'il plaît à Dieu, nous ne quitterons plus. C'est à la révolution brabançonne que nous le devons. Brusquement, par une décision des Etats généraux du 10 janvier 1790, le vieux nom celtique porté dix-huit siècles auparavant par nos braves ancêtres émerge des ténèbres de l'histoire : nous devenons les *États belgiques unis*. *Etats belgiques* et non *Belgique* tout court, car, on le sait, les auteurs de notre révolution sont passionnément attachés à l'autonomie provinciale et ils ont inscrit dans le pacte fédéral une disposition disant que « chaque province retient sa législation, sa liberté et son indépendance, avec tous les pouvoirs, juridictions et droits qui ne sont pas communs à la confédération et délégués au Congrès ». (1)

Comment s'est-on avisé de cette nouvelle appellation ? Faut-il y voir une inspiration de génie, ou bien un de ces caprices pédantesques qui ont dicté aux auteurs de la Révolution française tant d'appellatifs saugrenus ?

Ni l'un ni l'autre.

Le génie était le moindre défaut des pères de la révolution brabançonne, et le nom qu'ils venaient d'arborer n'était plus, depuis longtemps, confiné dans le langage des seuls érudits. Pour savoir comment il s'imposa en quelque sorte au choix de nos ancêtres lorsqu'ils eurent à baptiser leur éphémère création politique, il faut remonter de nouveau le cours des âges.

Si les noms géographiques employés dans l'Empire romain avait disparu de l'usage dès les invasions barbares,

(1) Voir le texte de l'Acte d'Union dans GACHARD, *Documents politiques et diplomatiques sur la révolution belge de 1790*, p. 113.

on les retrouvait dans les écrits des auteurs de l'époque impériale, et les moines qui copiaient ces auteurs étaient ainsi relativement familiarisés avec la terminologie du monde ancien. Et plus d'un d'entre eux, quand il avait à écrire lui-même, cédait à la tentation de faire montre de son savoir en employant cette terminologie, de préférence à celle qui était usitée de son temps. C'est ainsi qu'ils disaient volontiers *Belgica* pour désigner les régions qui avaient fait partie de cette province romaine, et quelques-uns poussaient la coquetterie érudite jusqu'au point de dire si c'était la Belgique première ou la Belgique seconde ⁽¹⁾. Ainsi s'entretint, du moins dans le monde des érudits, une certaine connaissance de notre nom primitif.

Mais ce n'est pas tout. Il vint un moment où les chroniqueurs ne se contentèrent pas de faire état des noms de *Belge* et de *Belgique*. Ils voulurent encore nous en apprendre l'origine, et ils les firent remonter à un roi Belgius, fondateur de la ville de *Belgis*. Quelle était cette ville ? C'est Trèves, dit au XII^e siècle l'auteur du *Gesta Trevirorum* ⁽²⁾. —

(1) Ainsi GRÉGOIRE DE TOURS, *Miracula Sancti Juliani*, c. 32 : « Apud Belgicæ secundæ provinciam, id est suburbano Remensis urbis ». — BEDA, *Historia ecclesiastica* I, 1 : « Britannia habet a meridie Galliam Belgicam ». — PAUL DIACRE, *Historia Langobardorum* I, 5 : « Ego autem in Gallia Belgica in loco qui Totonis villa (*Thionville*) dicitur constitutus », etc. — PRUDENCE DE TROYES, *Annales*, a. 837 : « dedit filio sue Karolo maximam Belgarum partem. » Et ainsi de suite.

(2) *Gesta Trevirorum*, c. 7, dans *Mon. Germ. Hist.*, t. VII, p. 134.

« Gallia comata postea dicta est Gallia Belgica a Belgio Trebironum duce, a cujus nomine Trebiris dicitur Belgis, qui alio nomine dicitur Olevia ». Belgis serait donc le nom du ruisseau d'Olevig qui coule à Trèves; cfr. l. c. p. 145. « Cum quo etiam Belgio portio maxima Gallorum in Greciam

Non, disent d'autres, c'est Beauvais, comme l'indique son nom latin *Celvacum*. — Vous n'y êtes pas, riposte au xiv^e siècle notre ingénieux Jacques de Guyse, *Belgis*, c'est Bavay; là dessus il n'y a aucune contestation possible (1). Et, en effet, les fables de Jacques de Guyse eurent un tel succès que Bavay ne voulut plus avoir d'autre nom, et qu'un de ses bourgeois, Jean Lemaire, n'est connu dans l'histoire littéraire que sous le nom de *Jean Lemaire de Belges*.

Il était d'ailleurs dans l'esprit de la Renaissance de n'appeler les pays et les peuples que des noms qu'ils avaient portés dans l'antiquité. Seulement nos humanistes, au lieu de retourner à l'appellation *Belgica*, seul nom que notre pays eût porté, reprirent le vocable *Belgium*, recourant ainsi à une forme qui n'avait jamais désigné que des régions étrangères à notre pays. Et pourquoi cette prédilection pour l'archaïsme. Hélas! *Belgium* était classique, puisqu'on le rencontre dans César, *Belgica* ne l'était pas puisqu'on ne le trouve qu'à partir de l'époque impériale. Et, nous le savons pour l'avoir appris du temps que nous faisons nos humanités, toute expression latine qui ne date pas du siècle de Cicéron et de César doit être bannie de la bouche et de la plume d'un bon latiniste. L'inexactitude

transivit ». Suit le récit des exploits de ce Belgius. (Il y a eu en effet un chef gaulois du nom de Belgius qui en 282 envahit la Macédoine à la tête des Gaulois; voir JUSTIN, 24, 5 et 6, et 25, 2; *Pausanias*, X, 19, 4, 7; *Troque Pompée prol.*, 24, 7). Cfr. HUGUES DE FLAVIGNY, *Chronicon*, I, p. 291 dans *Mg. H.* t. VIII : « Belgica autem Gallia pars est Galliæ dicta a civitate quæ Belgis dicitur, quæ est Treveris. »

(1) Jacques de Guyse dans *Mon. Germ. Hist., Scriptores*, t. XXX, p. 87-88. Il accorde d'ailleurs que Trèves a porté le nom de Belgis, mais il soutient que son fondateur Belgius venait de Belgis = Bavay.

plutôt que l'incorrection, telle semble avoir été la devise des érudits d'alors (1).

Il serait fastidieux d'énumérer ici tous les auteurs qui ont repris le nom de *Belges* et de *Belgique* pour l'appliquer à nos ancêtres et à notre peuple. La liste en commence dès le *xv^e* siècle (2) et elle se prolonge dans le *xvi^e* et le *xvii^e*. Elle établit de la manière la plus identique que, dans le monde des latineurs, nous avons reconquis l'appellation qui, à l'origine de notre histoire, nous désignait comme groupe ethnique, et c'est tout ce qu'elle a à nous apprendre (3).

Il ne se pouvait pas que du monde latin, qui représen-

(1) Ils savaient parfaitement que leur *Belgium* n'est pas le *Belgium* de César, témoin *BUCHERIUS, Belgium Romanum*, p. 7 : « *Belgium Cæsari non idem esse ac Belgicam pervidemus.* » Et p. 8 : « *Antequam ad historiæ seriem venio, locus admonet ut quid Belgium hodie sit exponam. Neque enim nos vocem hanc eadem ac Cæsar Hirtiusvè animi notione concipimus, neque cum Belgica strictim generatimvè confundimus* » Et il continue, disant que par *Belgium* il entend les Pays-Bas Espagnols de son temps (c'est-à-dire sans les Provinces-Unies).

(2) Le plus ancien écrivain du *xv^e* siècle qui qualifie nos ancêtres ses contemporains de Belges et qui emploie le nom de Belgique au sens moderne du mot, c'est le poète italien Ange de Viterbe ou Angelo dei Cor-sabini, qui a accompagné le légat Onofrio dans sa mission à Liège en 1468 et qui, quelques années après, a raconté dans un poème en six livres la destruction de Liège (Voir MARTÈNE et DURAND, *Amplissima Collectio*, t. V. Il comprend d'ailleurs dans la Belgique le pays de Liège :

« *Urbs Leodina fuit Leodis de nomine regis
Maxima Belgarum* » (o. c., col. 1381).

Du même siècle est la compilation connue sous le nom de *Magnum Chronicon Belgicum*, dont l'auteur écrivait encore en 1498.

(3) On en peut juger par cette liste de quelques ouvrages datant du *xvi^e* et du *xvii^e* siècle : *DIVÆUS, De Galliae belgicae antiquitatibus*, 1564 ; *Historia belgica, hoc est rerum memorabilium quae in Belgio... evenerunt brevis designatio*, Francfort-sur-le-Mein apud Sigismundum Feiera-

tait la science, l'usage ne finit par s'introduire dans le monde profane et par pénétrer dans la langue populaire. Mais, tandis qu'en anglais on rencontre déjà avant la fin du xvi^e siècle la forme *Belgia*, qu'emploie également Shakespeare ⁽¹⁾, il nous faut attendre jusque vers le milieu du xviii^e siècle pour voir le nom usité sous la forme française par nos ancêtres. Jusque là, on semble être resté unanimement fidèle à l'appellation de Pays-Bas. C'est aux environs de 1750 que l'on commence à employer, concurremment avec ce terme, ceux de Belgique pour le pays et de Belges pour ses habitants. Le plus ancien ouvrage

benium ; HARAEUS, *De initiis tumultuum belgicorum*, 1587 ; ORTELIUS, *Itinerarium per nonnullas Galliae Belgicae partes*, 1588 ; PONTUS HEUTERUS, *Rerum belgicarum libri XV*, 1598 ; MIRAEUS, *Elogia illustrium Belgii scriptorum*, 1662 ; GROTIUS, *Annales et historia de rebus Belgiis* 1609 ; HARAEUS, *Annales ducum Brabantiae totiusque Belgii*, 1623 ; MOLANUS, *Natales sanctorum Belgii*, 1616 ; SWEERTIUS, *Rerum belgicarum Annales*, 1620 ; VALERIUS ANDREAS, *Bibliotheca belgica*, 1623 ; ERYCIUS PUTEANUS, *Historiae belgicae liber unus*, 1636 ; BUCHERIUS, *Belgium romanum*, 1656.

(1) " Our kindest friends in Belgia have we eft, "

dit la reine Isabelle dans l'*Edward the Second*, de MARLOWE (-1- 1593).

" What counsel, sirs ? Edward from Belgia
With hasty Germans and blunt Hollanders
Hath passed in safety through the narrow seas. "

SHAKESPEARE, *King Henry VI*, III^e partie, 4, 8.

Je dois la connaissance de ces particularités à l'obligeance de M. P. de Reul. Corrigé les épreuves de ces pages au moment où elles me parviennent, je n'ai plus le temps de rechercher la raison de la différence entre la forme *Belgia* et la forme *Belgium*, (celle-ci se rencontre en anglais dès 1629 et prévaut chez les Anglais d'aujourd'hui) ; j'incline toutefois à croire que *Belgia* est d'origine poétique et n'a jamais franchi les limites du monde livresque.

imprimé où je rencontre ces noms est celui de l'avocat Dumées, intitulé : *Annales Beligiques ou des Pays-Bas*, qui parut à Douai en 1761. On y lit, dans la préface, des explications qu'il est intéressant de recueillir :

« La Belgique, qui, pendant trois cents ans, a été le théâtre de tant de guerres sanglantes, ne répond qu'imparfaitement à la Gaule Belgique telle que les Romains la fixèrent dans la division générale des Gaules... On donne aujourd'hui le nom de Belgique à une partie de l'ancienne Belgique et à la seconde Germanique ou Basse-Allemagne. Elle comprend les dix-sept provinces des Pays-Bas. » Il est d'ailleurs à remarquer que, dans tout le cours de son livre, l'auteur, comme s'il était gêné de son néologisme, ne se sert plus du mot de Belgique et dit régulièrement les Pays-Bas.

Dumées n'est cependant pas, je pense, le premier qui ait fait usage de notre nom moderne. Avant lui, Brenart, dans un ouvrage manuscrit composé vers 1750 et intitulé : *Mémoire historique et juridique sur l'état de l'Église Beligique* ⁽¹⁾, parlait déjà couramment de la Belgique et des Belges, et l'emploi qu'il faisait de ces termes atteste qu'ils étaient répandus.

Ils l'étaient même tellement que l'Académie de Bruxelles, qui venait d'être fondée par Marie-Thérèse, se décida, non sans hésitation, à les employer elle aussi. Les fluctuations de son vocabulaire sont intéressantes à étudier sous ce rapport. En 1769 et en 1770, dans le libellé des questions de concours, elle disait encore : « les dix-sept provinces des Pays-Bas » et, en 1771 : les « Pays-Bas » tout court. Dès 1772,

-(1) Le manuscrit se trouve à la Bibliothèque royale de Belgique, où il porte le n° 21470.

au contraire, elle formulait la question suivante : *Quels étaient l'habillement, le langage, l'état de l'agriculture, du commerce, des lettres et des arts chez les peuples de la Belgique avant le vii^e siècle ?* Cela ne l'empêcha pas de continuer à se servir du terme de Pays-Bas lorsqu'il s'agissait de l'ensemble des provinces qui reconnaissaient l'autorité de Marie-Thérèse. Quant à ses membres, ils faisaient de plus en plus usage du terme ancien : de Limbourg, en 1772, l'entretenait de « l'histoire naturelle d'une partie des pays belgiques » ; Nélis, en 1776, de « différents points de l'histoire belge » ; Gérard, en 1779, « de la manière de publier les historiens qui peuvent illustrer l'histoire belge » ⁽¹⁾. Un autre de ses membres, J.-B. Lesbroussart, publiait, en 1783, son mémoire sur « l'éducation belge ».

Le mouvement d'opinion qui vint aboutir à la révolution brabançonne contribua singulièrement à la vogue des nouveaux noms.

Bien que parfaitement inoffensifs par eux-mêmes, ils prenaient, dans la bouche de nos ancêtres, je ne sais quelle saveur révolutionnaire, à peu près comme, à la même époque, le mot de *patriotes* chez nos voisins méridionaux. Que de fois, dans le *Recueil des représentations* envoyées à Joseph II, on lui parle des vœux du *peuple belge*, on lui rappelle le souvenir des libertés inscrites dans les *Fastes*

⁽¹⁾ Je renvoie pour ces renseignements aux *Tables générales des Mémoires de l'Académie Royale*, Bruxelles, 1898, et à l'ouvrage intitulé : *Académie Royale de Belgique, centième anniversaire de fondation 1772-1872*, t. I, *passim*. Il me suffira de rappeler, pour éviter un malentendu, que ce corps savant existait depuis 1769 sous le nom de *Société littéraire de Bruxelles*, qui fut chargé en 1772 en celui d'Académie.

belgiques! J'y lis même, à un certain endroit, cette parole qui, à première vue, pourrait paraître postérieure à 1830 : *Bruxelles, cette capitale de la Belgique* ⁽¹⁾. Les évêques, dans leurs mandements, parlent de l'*Église belge*; les historiens, comme Desroches, de l'*Histoire belge* et de la *Littérature belge*; il paraît des recueils de chansons patriotiques dédiées aux *Belges*; il se publie un journal intitulé : l'*Ami des Belges*. Van der Noot et Vandermeersch deviennent, pour leurs enthousiastes partisans, l'un le *Franklin belge* et l'autre le *Washington belge*.

Les hommes de 1790 n'inventaient donc rien et n'archaïsaient pas lorsque, se conformant à un usage devenu de plus en plus populaire, ils introduisaient l'adjectif belge dans le titre qu'ils donnèrent à la république des *États belgiques unis*.

Cette république, on le sait, n'eut qu'une courte durée, mais le nom de Belgique lui survécut et demeura comme l'expression éloquente de nos aspirations incompressibles. Versés dans la République française d'abord, dans le royaume des Pays-Bas ensuite, nous ne cessâmes de nous sentir et de nous proclamer Belges, et de nommer notre patrie la Belgique. Aussi ne faut-il pas s'étonner si, en 1805, c'est-à-dire en plein régime impérial, il paraît, à Bruxelles, un ouvrage intitulé fièrement *Histoire de Belgique*. Ce livre, dont l'auteur est Dewez, est aujourd'hui bien vieilli et, si on le rapproche de l'*Histoire de Belgique* de M. Pirenne, on pourra mesurer le chemin que notre historiographie nationale a fait depuis un siècle. Néanmoins, ce n'est pas

(1) DE FELLER, *Recueil des représentations, protestations et réclamations de tous ordres de citoyens dans les Pays-Bas catholiques, etc.* Second recueil, t. II, p. 364.

sans un certain plaisir patriotique que je contemple la page jaunie qui sert de frontispice au livre du bon Dewez. J'y vois s'affirmer, peut-être à l'insu de l'auteur, l'existence d'un peuple qui garde, jusque sous le joug de l'étranger, la fière conscience de son indestructible nationalité, et je salue dans sa première apparition ce nom qui va venir, un quart de siècle plus tard, se placer de lui-même au front de notre nationalité ressuscitée.

Il était désormais tellement associé à nos destinées, ce nom, que lorsqu'éclata notre révolution de 1830, il en ressentit le contre-coup. La chose, je crois, a passé inaperçue de tout le monde. Depuis le XVIII^e siècle, vous avez pu le constater, le mot *Belge* n'était employé que comme substantif, et l'adjectif était *belgique*. Encore sous le gouvernement hollandais on disait : le *lion belgeque*, le *drapeau belgeque*, le *peuple belgeque*, l'*armée belgeque*, et ainsi de suite. A partir de 1830 cet usage disparaît totalement. *Belgique* ne sera plus employé que comme substantif et désignera exclusivement le pays ; *Belge*, au contraire, servira simultanément de substantif et d'adjectif, et l'on dira la *Constitution belge*, le *Moniteur belge*, les *députés belges*, et ainsi de suite. Cette révolution dans une goutte d'eau, si je puis ainsi parler, fournira aux historiens de l'avenir un criterium sûr pour dater un livre ou un discours. Si, par exemple, parmi les nombreuses publications que notre grand archiviste Gachard a consacrées à notre histoire nationale, nous en rencontrerons une intitulée : *Analectes belgiques*, nous pouvons, avec une certitude presque absolue, conclure qu'elle est antérieure à la révolution de 1830. Et en effet, elle a vu le jour en l'année même de la révolution et quelques mois avant celle-ci. La répudiation de l'adjectif *belgique* par les pères de notre Constitution est

aussi nette que si elle avait fait l'objet d'un décret ⁽¹⁾. Aussi lorsqu'en 1846, Defacqz et Britz publieront leurs *Mémoires sur l'Ancien droit belge*, il y aura, dans cette unique exception à une règle constante, je ne sais quel relent bien prononcé d'archaïsme.

Je suis arrivé au bout de ces considérations peut-être un peu longues. Parlant devant un auditoire étranger, je pourrais être tenté de demander pardon d'avoir traité si ample-ment un sujet si exigü. Je me persuade toutefois qu'un auditoire belge m'accordera volontiers un bill d'indemnité. Si les particuliers attachent de l'importance à leur nom de famille et veillent avec un soin jaloux à en faire respecter l'orthographe, n'avons-nous pas le droit, Belges, de témoigner la même sollicitude pour le nom de notre famille nationale, ce nom qui est entré dans l'histoire sous les auspices de Jules César, et que, sous ceux de Léopold II, nous avons porté au cœur du continent africain comme un mot d'ordre civilisateur?

(1) A la vérité, comme le fait remarquer le journal bruxellois, *La Gazette*, que veut bien me communiquer M. Paul Errera, l'article 125 de notre Constitution nous donne pour armes « le lion belge » mais ce n'est là qu'une expression consacrée du langage héraldique, qui est comme on sait, très spécial et d'un archaïsme invétéré. L'article même dont il s'agit établit bien la différence entre le langage de la Constitution et le vocabulaire du blason; qu'on en juge :

« 125. La nation belge adopte les couleurs rouge, jaune et noire, et pour les armes du royaume le lion belge avec la légende : L'union fait la force. »

M. le Ministre des Sciences et des Arts prononce les paroles suivantes :

Avant de lever la séance, il m'est agréable d'informer l'assemblée que, désirant consacrer par un souvenir durable cette journée jubilaire, le Roi a décidé qu'une médaille serait frappée en l'honneur des vaillants pionniers de notre histoire nationale. Sa Majesté, qui a si merveilleusement agrandi les horizons du pays et ouvert à l'activité nationale et aux annales de la Patrie un domaine d'une incomparable richesse, a non seulement voulu marquer par Sa présence au milieu de nous la haute estime en laquelle Elle tient ces travailleurs de la pensée, mais Elle a agréé de leur remettre elle-même, en ce jour, comme témoignage de Sa haute bienveillance, la médaille commémorative du soixante-quinzième anniversaire de la fondation, au sein de la Belgique indépendante et prospère sous une dynastie nationale, de la Commission royale d'histoire.

Les membres de la Commission sont introduits dans la loge royale où S. M. le Roi leur remet un exemplaire de la médaille gravée par M. Jourdain et frappée par MM. Fonson et Cie.

La séance est levée à 1 heure.





ANNEXE.

Liste des membres de la Commission depuis son origine.

Baron de Gerlache, depuis 1834, président († le 10 février 1871).

Baron de Reiffenberg, depuis 1834 († le 18 avril 1850).

L. Dewez, depuis 1834 († le 26 octobre 1834).

P.-L.-A. Warnkoenig, depuis 1834 (quitta la Belgique en 1838).

J.-F. Willems, depuis 1834 († le 24 juin 1846).

P. Gachard, depuis 1834, secrétaire († le 24 décembre 1885).

P.-F.-X. de Ram, depuis 1834 († le 14 mai 1865).

J.-J. De Smet, depuis 1835 († le 11 février 1877).

J.-H. Bormans, depuis 1846 († le 4 juin 1878).

Ad. Borgnet, depuis 1850 († le 15 février 1875).

B. Du Mortier, depuis 1838 († le 9 juillet 1878).

Baron Kervyn de Lettenhove, depuis 1865, président depuis 1871 († le 2 avril 1891).

Alph. Wauters, depuis 1871, secrétaire depuis 1885 († le 1^{er} mai 1898).

St. Bormans, depuis 1874, président depuis 1891.

Edm. Pouillet, depuis 1875 († le 12 décembre 1882).

Ch. Piot, depuis 1875 (démissionnaire en 1897).

- L. Devillers**, depuis 1875.
- L. Gilliodts-Van Severen**, depuis 1878 (démissionnaire en 1907).
- L. Vanderkindere**, depuis 1884 († le 9 novembre 1906).
- N. De Pauw**, depuis 1884.
- P. Génard**, depuis 1887 († le 4 mars 1899).
- G. Kurth**, depuis 1887, secrétaire de 1898 à 1907.
- L. Mathot**, depuis 1891 († le 5 juillet 1895).
- H. Pirenne**, depuis 1891, secrétaire depuis 1907.
- A. Cauchie**, depuis 1895.
- U. Berlière**, depuis 1897.
- E. Reusens**, depuis 1899 († le 24 décembre 1903).
- C. de Borman**, depuis 1907.
- P. Fredericq**, depuis 1907.
- S. Balau**, depuis 1907.
-

Séance du 22 novembre 1909.

Sont présents : MM. STANISLAS BORMANS, président; HENRI, PIRENNE, secrétaire; le chanoine ALFRED CAUCHIE, Dom URSMER BERLIÈRE, membres effectifs; CAMILLE DE BORMAN, PAUL FREDERICQ et SYLVAIN BALAU, membres suppléants.

M. NAPOLÉON DE PAUW s'est excusé de ne pouvoir assister à la séance.

CORRESPONDANCE.

M. le professeur K. Lamprechts sollicite l'envoi à la bibliothèque de l'*Institut für Kultur- und Universalgeschichte*, à l'Université de Leipzig, des publications disponibles de la Commission.

La Commission d'organisation du Congrès international des archivistes et bibliothécaires qui se réunira à Bruxelles en 1910, prie la Commission de désigner un délégué officiel. — M. Balau accepte cette mission.

M. Gilliodts-Van Severen adresse à la Commission plusieurs copies de documents exécutées en vue de la continuation de la collection des *Relations politiques entre les Pays-Bas et l'Angleterre sous le règne de Philippe II*.

M. Eugène Hubert propose la publication de la correspondance des ministres de France à Bruxelles pendant les années 1780 à 1790.

CATALOGUES D'ACTES.

M. A. Hansay est chargé de l'élaboration du catalogue des actes des comtes de Loos.

M. N. Van Werveke fait parvenir une partie du manuscrit du catalogue des actes des comtes et ducs de Luxembourg.

MISSIONS SCIENTIFIQUES.

M. L. Van der Essen a envoyé le manuscrit de son rapport sur la mission dont il a été chargé aux archives far-nésiennes de Parme.

La Commission a reçu également la première partie du rapport de M. H. Nélis sur les résultats de sa mission aux Archives Nationales de Paris.

M. H. Lonchay a terminé sa mission à Simancas et a adressé à la Commission la lettre suivante :

Simancas, le 26 août 1909.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Conformément à la demande que je vous adressais le 5 juillet dernier, la Commission a bien voulu me confier une nouvelle mission à Simancas. Cette troisième mission était nécessaire. En classant les documents que j'avais recueillis les années antérieures, j'avais remarqué que certaines lettres ne concordaient pas; que d'autres étaient incomplètes. Des inexactitudes ou des lacunes de ce genre sont inévitables dans un travail aussi considérable que celui que j'ai entrepris; on ne les aperçoit qu'au dernier moment, quand on croit avoir tout terminé. C'est pourquoi j'ai consacré les trois semaines que j'ai passées aux archives à revoir certaines séries de pièces que j'avais examinées superficiellement, parce que je les regardais comme secondaires.

Je pensais, par exemple, que la collection dite des minutes des consultes du conseil d'État espagnol faisait presque toujours double emploi avec celle des originaux.

J'ai dû modifier mon opinion à ce sujet. Parmi ces minutes il y a beaucoup d'originaux; ensuite, beaucoup d'originaux ne figurent plus dans le fond qui leur était réservé. Quand la minute de l'un de ces originaux disparus existe encore, elle peut le remplacer; comme telle elle est un monument unique et, à ce titre, elle a droit à toute notre attention. J'ajouterai, enfin, que beaucoup de dépêches de nos gouverneurs généraux ou d'autres pièces justificatives sont restées annexées à la minute au lieu d'être versées au dossier qui accompagnait l'original. La collection des minutes du conseil d'État forme ainsi le complément de celle des originaux et, comme je viens de le dire, la minute tient lieu de l'original quand celui-ci a disparu. J'ai donc dépouillé les 77 liasses des consultes en question et j'ai pu constater que pour l'histoire des relations diplomatiques qui existent entre la Hollande et l'Espagne, du traité de Munster jusqu'en 1678, ces liasses constituent un fonds des plus riches.

Après avoir dépouillé les minutes des consultes du conseil d'État j'ai revu un grand nombre de liasses que j'avais déjà compulsées les années précédentes. Ça et là j'ai trouvé des renseignements qui expliquent certains faits peu connus jusqu'ici et pour lesquels moi-même je n'avais réuni que des matériaux incomplets. Je ne donnerai qu'un exemple. En 1611, un certain moine, frère Martin du Saint Esprit, fut chargé secrètement par la Cour de Madrid de sonder les dispositions des ministres hollandais et d'ouvrir la voie à des négociations en vue de l'établissement d'une paix définitive entre l'Espagne et les Provinces-Unies. Je m'étais donné beaucoup de peine pour savoir qui était ce frère Martin qui figurait déjà dans plusieurs des documents que j'avais recueillis à Simancas même. Une consulte

du conseil d'État ⁽¹⁾, qui m'avait échappé l'un dernier, m'apprit que ce frère Martin était un Portugais, du nom de Lopez. Il était entré dans l'ordre de Saint-Benoît, mais il était aussi peu bénédictin que possible. Il suivait la loi de Moïse, si tant est qu'il en suivît une, disait de lui le diplomate Balthasar de Zuñiga, qui l'avait connu à Paris. Frère Martin avait été au service de Henri IV et avait facilité le passage en France des juifs portugais, qui craignaient les rigueurs de l'Inquisition. Mécontent du roi de France, il se mit à la disposition du gouvernement espagnol au moment même où son frère était arrêté en Andalousie pour avoir introduit de la fausse monnaie. Lopez demandait la grâce de son frère en échange de certaines révélations qu'il était, prétendait-il, en état de faire à la Cour de Madrid. C'était un agent peu recommandable, suspect à tous égards. Néanmoins les ministres de Philippe III acceptèrent ses services, comme on le verra par les documents que j'ai réunis sur les négociations postérieures à la trêve de douze ans, négociations que l'Espagne engagea pour convertir cette trêve en une paix définitive. L'histoire de ce frère Martin répand un jour nouveau sur l'histoire de l'espionnage politique et de la diplomatie occulte de l'Espagne au commencement du XVII^e siècle. J'ai pu mettre la main sur beaucoup de documents de même nature et je suis à même maintenant de terminer le travail que la Commission m'a fait l'honneur de me confier.

(1) Consulte du 19 juin 1607. — *Estado*, 2025.

M. Verriest a tenu la Commission au courant de ses recherches à Lille par les lettres ci-après :

Tournai, le 18 juillet 1909.

MESSIEURS,

Depuis le 3 juillet, date de la dernière lettre que j'ai eu l'honneur de vous adresser, mes travaux aux archives départementales du Nord ont porté sur les fonds ecclésiastiques suivants : abbayes de *Honnecourt*, de *Liessies*, de *Crespin*, du *Quesnoy*, de *Fontenelles*, de *Fesmy*, de *Noordpeene* et d'*Épinlieu* ; chapitres de Saint-Pierre de *Lille*, de Saint-Nicolas à *Avesnes*, de la Salle-le-Comte à *Valenciennes* ; hôpital Saint-Antoine de *Bailleul* ; évêché et officialité de *Tournai* ; prieuré de *Fives*. Abstraction faite des fonds des abbayes et chapitres de *Cambrai* et de *Douai* momentanément réservés, les collections énumérées ci-dessus terminent la série de celles qu'il y avait lieu d'examiner au point de vue de l'histoire des anciens Pays-Bas ; j'ai négligé, naturellement, les nombreux petits fonds de couvents, d'églises, d'hôpitaux, etc., qui ne contiennent que des archives peu intéressantes des *xvii^e* et *xviii^e* siècles.

Aussitôt terminé le dépouillement des archives du prieuré de *Fives*, je me suis occupé à prendre les dispositions nécessaires pour mettre à exécution le projet que je vous ai soumis de dater les chartes des *cartulaires* de Flandre, Hainaut, Namur, etc., du fonds de la Chambre des comptes (tome II, B-1561 et suiv.). Les analyses imprimées de ces chartes ayant été au préalable découpées et mises sur fiches, j'ai recherché de quelle façon il fallait procéder pour arriver au résultat visé dans les meilleures

conditions possibles. Mais, tout de suite, je me suis trouvé en présence de difficultés énormes résultant :

1° De ce que l'on ne parvient à identifier avec les documents mêmes qu'un nombre *très restreint* des analyses imprimées, toutes les autres devenant par conséquent complètement inutilisables (beaucoup sont d'ailleurs insuffisantes ou erronées);

2° De ce que (chose grave et qui rend d'autant plus grande la nécessité d'exécuter le travail dont il s'agit), moins des deux tiers des documents des cartulaires sont repris dans le tome II (1).

Ces constatations faites, j'ai recherché par quel procédé on pourrait aboutir, d'une façon pratique, à remédier à l'insuffisance et aux vices du tome II. Pour cela, j'ai examiné les instruments de travail dont on peut disposer. Ces instruments sont :

1° L'inventaire analytique manuscrit des chartes de la chambre des comptes, dressé au XVIII^e siècle par Godefroy, inventaire qui comporte plus de 12,000 numéros et dans lequel sont repris, non seulement tous les documents *originaux* de la chambre, mais *tous* ceux — dont il existe ou n'existe pas d'originaux — qui figurent dans les *cartulaires* de Flandre, Hainaut, Cambrai, Namur, etc. (B-1561 à B-1595) et dans les deux premiers *registres aux chartes* (B-1596 à B-1597), jusqu'à l'année 1390 (2);

2° Le tome I de l'*Inventaire de la chambre des comptes*, remanié et publié en 2 volumes in-4° (1899 et 1906) et

(1) Pour le premier cartulaire de Flandre, par exemple, la proportion est d'environ 400 : 630.

(2) Quelques actes seulement des registres B-1561 à B-1597 sont postérieurs à cette date.

comportant les *analyses* et les *dates* des titres *originaux* du Trésor des chartes (titres dont les cartulaires contiennent une partie).

Après mûre réflexion et après avoir pris l'avis de M. l'Archiviste du Nord, j'estime que pour arriver à un résultat sérieux et définitif en ce qui concerne les chartes et les cartulaires de la chambre des comptes, instruments capitaux pour l'histoire des Pays-Bas, il y a lieu de procéder de la façon suivante :

a) Mettre sur fiches le tome I remanié de l'inventaire imprimé de la chambre des comptes ⁽¹⁾;

b) Classer ces fiches en une seule série chronologique (jusqu'en 1390);

c) Puis, ayant sous les yeux les *cartulaires* et l'*Inventaire Godefroy*, indiquer sur ces fiches les renvois aux cartulaires, y ajouter les très nombreux documents n'existant que dans ceux-ci (et dont beaucoup, je vous l'ai dit, ne figurent pas dans le tome II), et, en même temps, amender et rectifier, s'il y a lieu, les analyses publiées.

Ce système aurait l'avantage inestimable de combiner en une seule série chronologique tous les originaux du Trésor et toutes les copies des cartulaires B-1561 à B-1597.

Sans doute, ce travail exigera un temps assez long; mais je pense qu'il est *absolument indispensable* si la Commission réalise un jour son beau projet de catalogue des actes des princes souverains et des évêques des anciens Pays-Bas.

En attendant que vous ayez examiné mes propositions

(1) M. l'Archiviste du Nord est intentionné de mettre à la disposition de la Commission royale d'histoire deux exemplaires du tome I.

et que vous vous soyez mis d'accord à ce sujet avec M. l'Archiviste du Nord, qui a les meilleures intentions de faciliter l'accomplissement du travail en question, je me consacrerai à dater les actes des *registres aux chartes*, à partir du troisième (B-1598). Là aussi, d'ailleurs, je constate que tous les actes, à beaucoup près, ne sont pas repris dans le tome II de l'Inventaire imprimé; mais heureusement, on dispose pour ces registres de répertoires anciens, qui permettent de retrouver assez aisément les documents analysés et de compléter l'inventaire sans de trop longues recherches. Je vous ferai connaître, dans ma prochaine lettre, les résultats auxquels je serai arrivé.

Tournai, le 8 août 1909.

MESSIEURS,

Ma cinquième quinzaine de séjour aux archives départementales du Nord s'est terminée hier. Au cours de cette quinzaine, je me suis consacré, comme je vous l'annonçais dans ma dernière lettre, à dater et répertorier les actes des *registres aux chartes* de Flandre; quatre de ces registres sont actuellement complètement dépouillés (B-1598, B-1599, B-1600 et B-1601); un cinquième (B-1602) est presque épuisé.

Je vous ai fait remarquer que l'inventaire imprimé de ces registres ⁽¹⁾ est très incomplet; et en effet, un grand nombre de documents — un tiers au moins — et

⁽¹⁾ *Inventaire sommaire des archives départementales du Nord*, tome II. Lille, 1872, in-4°.

non des moindres, ont été négligés, sans que l'on sache ce qui a motivé cette sélection. Le travail que j'ai entrepris aura donc, je crois, des résultats très appréciables, et cela d'autant plus que les registres en question comportent un ensemble de documents d'un puissant intérêt. Les *registres aux chartes* ont un caractère très particulier, qui les différencie nettement de simples *cartulaires*. On constate, en effet, qu'ils ont servi spécialement à l'entérinement de tous les documents qui, par un côté quelconque, se rapportaient à l'administration du domaine et intéressaient les finances du souverain. Tout octroi, tout privilège, toute aliénation, tout contrat, etc. d'où résultait un profit pour les finances domaniales ou un démembrement du domaine, était transcrit dans les registres aux chartes, ainsi que toutes les ordonnances se rapportant à la gestion des revenus, à la comptabilité, aux offices, etc. C'est vous dire qu'on y trouverait la matière d'intéressants travaux sur des questions négligées jusqu'à présent, par exemple l'histoire de l'administration sous les ducs de Bourgogne, la géographie historique et l'histoire économique de la côte belge, l'histoire du commerce intérieur et extérieur de la Flandre, etc.

Les registres que j'ai dépouillés jusqu'à présent comportent en principal les années 1386 à 1423; mais dans chacun on trouve un petit nombre de pièces plus anciennes dont quelques-unes du XIII^e siècle.

Chaque document fait l'objet d'un fiche distincte (0.140 × 0,105) comportant l'indication du numéro du registre et du folio, la date et l'analyse de l'acte⁽¹⁾. En outre, chaque fois que c'est possible et utile, je renvoie aux actes se

(1) On sait que l'inventaire imprimé ne mentionne ni dates, ni folios.

rapportant à une même affaire, de manière qu'il soit facile de se documenter rapidement sur un point déterminé.

Les archives du Nord devant être fermées à partir du 15 août, j'interromprai mes travaux samedi prochain pour les reprendre en septembre ou octobre et achever alors la période de trois mois à laquelle vous avez limité ma mission de cette année.

Mons, le 23 octobre 1909.

MESSIEURS,

En vue d'achever les trois mois de ma mission de cette année, je suis retourné aux archives départementales du Nord le 12 de ce mois et j'y suis resté jusqu'au mercredi 20. Pendant ce séjour, j'ai continué le dépouillement commencé en juillet — de la façon que vous savez — des *registres aux chartes*; et voici les résultats auxquels je suis arrivé : les registres B-1598 à B-1605 sont complètement épuisés et ils sont représentés par un total de 2,179 fiches analytiques, qui se répartissent comme suit :

B-1598 :	296	fiches,	de 1328 à 1403
B-1599 :	183	»	de 1293 à 1403
B-1600 :	261	»	de 1217 à 1412
B-1601 :	256	»	de 1388 à 1433
B-1602 :	329	»	de 1180 à 1441
B-1603 :	280	»	de 1265 à 1429
B-1604 :	209	»	de 1176 à 1434
B-1605 :	365	»	de 1200 à 1442

2,179 fiches, de 1176 à 1442.

Ces fiches, classées selon la répartition ci-dessus, vous parviendront dans quelques jours. Une partie d'entre elles proviennent du découpage du tome II de l'inventaire de la chambre des comptes ; le reste, soit PLUS D'UN TIERS, représente les documents que cet inventaire a négligés ; parmi ces documents, il y en a de *très importants* à divers points de vue, comme il vous sera facile de le constater. J'ai l'espoir que l'intérêt du résultat obtenu justifiera, à vos yeux, la peine que je me suis donnée pour y aboutir, non pas seulement aux archives mêmes, mais aussi à domicile.

Je voudrais maintenant, en résumant le travail accompli au cours de ma mission de cette année, vous rappeler ce qu'il reste à faire aux archives du Nord.

Indépendamment de l'examen des registres aux chartes, dont je viens de vous entretenir, mon séjour à Lille a été consacré, pour les deux tiers, au dépouillement des *fonds ecclésiastiques*, encore inconnus, ou à peu près, jusqu'à présent. Une bonne partie de ces fonds ont été successivement compulsés, et le résultat vous sera envoyé dans quelques mois ; mais il reste les fonds, très importants de *Cambrai* et de *Douai*, dont l'examen a été momentanément négligé, à la demande de M. l'Archiviste. .

Entre-temps, je me suis mis en mesure de pouvoir, conformément à votre désir, dresser un tableau d'ensemble des archives du Nord ; j'ai rassemblé, à cette fin, des éléments très nombreux, que je coordonnerai incessamment et qui formeront, si cela vous convient, la première partie de mon rapport.

Dépouillement d'une bonne partie des *fonds ecclésiastiques*, tableau d'ensemble des archives départementales et analyse de huit *registres aux chartes*, tel est donc le bilan de ma mission de cette année.

Et voici maintenant le programme que, d'après moi, il y aurait lieu d'adopter pour l'avenir, si, comme je l'espère, vous voulez bien me faire l'honneur de me conserver votre confiance :

1° Dépouiller les fonds ecclésiastiques de *Cambrai* et de *Douai* ;

2° Dresser, conformément au projet détaillé et selon la méthode que je vous ai soumise dans ma lettre du 18 juillet, un inventaire analytique complété, revu, corrigé et combiné du trésor des chartes et des cartulaires de Flandre, Hainaut, Namur, Artois, etc. ;

3° Achever le dépouillement des *registres aux chartes* ;

4° Relever dans les fonds très importants des *intendances* de Hainaut, Cambrai, Flandre wallonne et Flandre maritime, ce qui peut intéresser l'histoire de Belgique ;

5° Compléter ce que l'on connaît des fonds (ch. des comptes) des registres de comptabilité et autres relatifs au Hainaut, à l'Artois et au Cambrésis⁽¹⁾, si toutefois les inventaires n'en sont pas publiés entre-temps.

Tout cet ensemble n'exigerait, je pense, qu'environ trois séjours de trois mois à Lille, cela grâce à ce que M. l'Archiviste du Nord est résolu à seconder le plus généreusement possible les travaux de la Commission, et spécialement à nous faciliter largement la consultation des *cartulaires* et des *registres aux chartes*.

Quant aux *Lettres missives*, sur lesquelles vos instructions avaient attiré mon attention toute spéciale, elles vont être inventoriées par M. l'archiviste du Nord, qui se

(1) L'inventaire des registres relatifs à la Flandre est sous presse ; il formera le tome IX de l'inventaire sommaire des archives de la chambre des comptes.

propose de se mettre à l'œuvre incessamment et qui espère pouvoir commencer dans trois ans la publication des analyses de ces précieux documents. Dans ces conditions, j'ai renoncé, d'accord avec M. Pirenne, à m'occuper de ce fonds.

M. Verriest a de plus adressé à la Commission les 2719 fiches dont il est question dans sa lettre du 23 octobre, ainsi qu'une partie de l'introduction au rapport sur sa mission.

Il est décidé qu'il continuera le dépouillement des fonds ecclésiastiques des archives du Nord, ainsi que le relevé chronologique des actes renfermés dans les cartulaires et registres aux chartres de la Chambre des comptes.

M. Warichez rend compte de ses explorations dans les archives de Noyon et Beauvais en vue de la publication du *Cartulaire des évêques de Tournai*. Il signale entre autres, parmi les manuscrits qu'il a examinés, les volumes suivants :

I. — A LA BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE NOYON.

1) Le *Livre rouge de la ville de Noyon*, inventorié sous la cote A A 1. Manuscrit in-4° de 52 feuillets de papier très fort, dans lequel on a transcrit des actes de 1140 à 1410. La transcription commencée par Colars Burry (dernier quart du xiv^e siècle) a été ensuite continuée par Regnaut d'Hiermont et Jacquemart le Coqu.

Ce manuscrit ne doit pas être confondu avec le *Livre rouge de l'évêché de Noyon*, également du xiv^e siècle, mais dont l'original est perdu et dont on trouve des extraits à Paris, dans la collection Dom Grenier, t. CX, p. 189 et suiv.

2) Un long mémoire manuscrit « pour servir à l'histoire

de Noyon » par F. Sézille, coté n° 418 dans la collection Mazière. Le collectionneur note lui-même qu'il y a erreur dans le prénom, qu'il faut lire Claude au lieu du sigle F. De fait ce n'est qu'une copie abrégée du travail important du chanoine noyonnais formant le ms. fr. 12030, à la Bibliothèque Nationale.

3) Un cartulaire de *Saint-Éloi-Fontaine*, ms. 27, in-4°. Il renferme des documents compris entre les dates 1033-1531.

4) Un cartulaire moderne de *Caumont*, prieuré de l'abbaye de Saint-Bertin, 2 volumes in-folio de 62 et 87 pages, renfermant surtout des analyses. Et un autre cartulaire, moderne également, du *Mont-Saint-Quentin*.

5) Sous le n° 1093 de la collection Mazière, un cartulaire du *Chapitre de Noyon*. C'est une assez bonne copie du manuscrit qui suit.

II. — AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE BEAUVAIS.

6) Un cartulaire du *Chapitre de Noyon*, coté G, 1984. Beau manuscrit du xiv^e siècle sur parchemin, contenant 355 feuillets et 594 pièces, dont la première est de 841. Il semble correspondre au *Liber privilegiorum Ecclesiae Noviomensis, cotatus R.* de Jacques le Vasseur, qui a connu et utilisé un certain nombre d'autres cartulaires tous perdus. (*Annales de l'Église cathédrale de Noyon*, t. II, p. 677. Paris, 1633.) Ce manuscrit est très important, non seulement pour les documents inédits qu'il renferme, mais aussi pour la recherche de la bonne leçon dans les textes déjà imprimés. Il constitue du reste la plus considérable épave des anciennes archives ecclésiastiques de Noyon. C'est la conclusion qui se dégage de l'examen des pièces mentionnées dans l'*Inventaire analytique* d'A. Rendu, et du dépouillement d'une quinzaine de liasses qui n'ont pas été

répertoriées dans le travail de l'ancien archiviste du département de l'Oise.

Comme la *Revue des questions historiques* vient de signaler (t. LXXXV, 1909, p. 577) deux cartulaires du Chapitre de Noyon à la Bibliothèque Nationale : nouv. acquis. lat. 1928 et 934, M. Warichez, pour parfaire ses recherches, a voulu opérer son retour par Paris. Il a reconnu dans le premier, le manuscrit Philips 22822 que M. H. Stein mentionne comme appartenant à la bibliothèque Cheltenham (*Bibliographie générale des cartulaires français*, n° 2780). Dans le second, il a retrouvé le manuscrit Philips 17838 relevé de même dans l'ouvrage susdit (n° 2779).

CORRESPONDANCE DU CARDINAL GRANVELLE.

M. J. Wils a terminé la table de cette publication et en a adressé le manuscrit à la Commission.

DÉNOMBREMENT DU DUCHÉ DE BRABANT.

Sur la demande de M. Cuvelier, il est décidé qu'une carte sera annexée à l'édition de ces dénombremments.

A la fin de la séance, M. Cauchie remercie le bureau, au nom des membres de la Commission, pour les soins qu'il a apportés aux préparatifs de la séance jubilaire du 8 novembre.

COMMUNICATIONS.

J. WARICHEZ, *Une descriptio villarum de l'époque carolingienne.*

L. VAN DER ESSEN, *Note sur un fragment des archives de la nonciature de Flandre conservé parmi les manuscrits Barberini à la Bibliothèque vaticane.*

OUVRAGES REÇUS.

Il a été envoyé à la Commission, à titre de dons ou d'échanges, depuis la dernière séance de l'année 1908, les ouvrages suivants :

A. — *Publications de sociétés savantes.*

BELGIQUE :

Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique, 3^e série : tome IV (XXXIV^e de toute la collection, 1908), 3^e et 4^e livraisons; tome V (XXXV^e de toute la collection, 1909), 1^{re}, 2^e et 3^e livraisons. Louvain, in-8°.

Bijdragen tot de geschiedenis bijzonderlijk van het aloude hertogdom Brabant, 7^e année, 1908, n^{os} de novembre et de décembre; 8^e année, 1909, n^{os} de janvier à novembre (en triple exemplaire). Eekeren-Donk, in-8°.

La Gazette Numismatique, 13^e année, n^{os} 5 et 6 (février et mars 1909). Bruxelles, in-8°.

Revue belge de numismatique et de sigillographie : 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e livraisons de 1909 (65^e année). Bruxelles, in 8°.

Revue bénédictine, 26^e année, 1909, n^{os} 1 (janvier), 2 (avril), 3 (juillet) et 4 (octobre). Paris, in-8°.

Cercle archéologique d'Enghien : Annales, tome VII, 1^{re} livraison, 1908. Enghien, in-8°.

Cercle archéologique de Mons : Annales, tome XXXVII, 1908. Mons, in-8°.

Cercle archéologique de Mons : Bulletin des séances, 6^e série, 7^e bulletin, 1909. Mons, in-8°.

Institut archéologique du Luxembourg : Annales, tome XLIII, 1908 et tome XLIV, 1909. Arlon, in-8°.

Société d'archéologie de Bruxelles : Annales, tome XXII, année 1908, 3^e et 4^e livraisons; tome XXIII, année 1909, 1^{re} et 2^e livraisons. Bruxelles, in 8°.

Société d'archéologie de Bruxelles : Annuaire, tome XX, 1909. Bruxelles, in-8°.

Société d'émulation de Bruges : Annales, tome LVIII, 4^e fascicule; tome LIX, 1^{er}, 2^e et 3^e fascicules. Bruges, in-8°.

Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut : Mémoires et publications, 6^e série, tome X, (60^e volume de la collection, 1909). Mons, in-8°.

Société d'histoire et d'archéologie de Gand : Annales, tome VIII (1908), fascicule 3; tome IX (1909), fascicules 1 et 2 (en double exemplaire). Gand, in-8°.

Société d'histoire et d'archéologie de Gand : Bulletin, 16^e année (1908), n^{os} 9-10, 11 et 12; 17^e année (1909), n^{os} 1 à 7 (en double exemplaire). Gand, in-8°.

Société d'histoire et d'archéologie de Gand : Inventaire archéologique de Gand. Catalogue descriptif et illustré des monuments, œuvres d'art et documents antérieurs à 1830; fascicules XLVIII et XLIV, 1909. Gand, in-4°.

Société liégeoise de littérature wallonne : Annuaire, 1909, n^o 22. Liège, in-8°.

Société liégeoise de littérature wallonne : Bulletin, tome LI et tome LII, 1909, 1^{re} partie (littérature). Liège, in-8°.

Société scientifique et littéraire du Limbourg : Bulletin, tomes XXVI (1908) et XXVII (1909). Tongres, in-8°.

ALLEMAGNE :

Anzeiger des Germanischen National-Museums, 1903, n° 4 (octobre-décembre); 1906, n° 1 (janvier-mars), n° 2-3 (avril-septembre), n° 4 (octobre-décembre); 1908, n° 1 (janvier-mars), n° 2 (avril-juin), n° 3 (juillet-septembre) et n° 4 (octobre-décembre). Nuremberg, in-8°.

Jahresbericht des Thüringisch-Sächsischen Vereins für Erforschung des vaterländischen Altertums und Erhaltung seiner Denkmale, années 1907-1908 et 1908-1909. Halle a. Saale, in-8°.

Zeitschrift der Gesellschaft für Schleswig-Holsteinische Geschichte, tomes XXXVIII (1908) et XXXIX (1909). Leipzig, in-8°.

Zeitschrift des Vereins für Thüringische Geschichte und Altertumskunde. Nouvelle série, tome XIX (t. XXVII de toute la collection, 1909), fascicule 1. Iena, in-8°.

Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins, herausgegeben von der Badischen Historischen Kommission. Nouvelle série, tome XXIII, 1908, fascicule 4; tome XXIV, 1909, fascicule 1. Heidelberg, in-8°.

Publications de la « Königliches Staatsarchiv in Stuttgart » :

Württembergisches Urkundenbuch, vol. X. Stuttgart, 1909, in-4°.

AMÉRIQUE :

American Historical Association : Annual report for the year 1906. Vol. I et II, 1908. Washington, in-8°.

American Jewish Historical Society : les n°s 17 et 18 de ses publications. 1909, Baltimore, MD, in-8°.

ESPAGNE :

Revista de Archivos, bibliotecas y museos, 1908, n^{os} de juillet-août, septembre-octobre, novembre-décembre; 1909, n^{os} de janvier-février, mars-avril et mai-juin. Madrid, in-8°.

Boletín de la Real Academia de la Historia : Tome LIII, fascicules 5 et 6 (novembre et décembre 1908); tome LIV, fasc. 1 à 6 (janvier à juin 1909). Madrid, in-8°.

FRANCE :

Revue Mabillon, (archives de la France monastique), 4^e année, 1908, n^o 15 et 16; 5^e année, 1909, n^o 17, 18 et 19, Paris, in-8°.

Société des antiquaires de la Morinie: bulletin historique, LVII^e année, 227^e, 228^e et 229^e livraisons; (année 1908, 3^e et 4^e fascicules; année 1909, 1^{er} fascicule). Saint-Omer, in-8°.

R. de Lasteyrie et A. Vidier, *Bibliographie annuelle des travaux historiques et archéologiques publiés par les sociétés savantes de la France*, 1905-1906. Paris, 1908, in-4°.

Mémoires et travaux publiés par les professeurs des facultés catholiques de Lille :

Dehove, H., *Essai critique sur le réalisme Thomiste comparé à l'idéalisme Kantien*, Lille, 1907, in-8°.

Delplanque, A., *Saint-François de Sales humaniste et écrivain latin*, Lille, 1907, in-8°.

Delplanque, A., *Fénelon et la doctrine de l'amour pur d'après sa correspondance avec ses principaux amis*, (un volume et un appendice). Lille, 1907, in-8°.

Publications gouvernementales :

Inventaire-sommaire des archives communales antérieures à 1790. — Ville de Dijon.

Tome I (rédacteur : de Gouvenain), Dijon, 1867, in-4°.

Tome II (rédacteur : de Gouvenain), Dijon, 1883, in-4°.

Tome III (rédacteurs : de Gouvenain et Vallée), Dijon, 1892, in-4°.

Tome 4^e (rédacteur : Vallée), Dijon, 1900, in-4°.

HOLLANDE :

Uitgaven van het provinciaal Genootschap van Kunsten en Wetenschappen in Noord Brabant :

Van Beurden, A. F., *Het Missale van de kerk te Wijk bij Heusden en eenige charters, betreffende Almkerk*. Bois-le-Duc, 1906, in-8°.

Beelaerts van Blokland, F., *Eene bijdrage tot de geschiedenis van het geslacht Spiering*.

(Ces deux ouvrages en un volume.)

Meyer, O. P., *Chronicon conventus Buscoducensis, ordinis Prædicatorum et Historia monasterii Worcumensis auctore P. Jacobo Brouwer, O. P.* Bois-le-Duc, 1908, in-8°.

ITALIE :

Atti della R. Accademia dei Lincei ; Notizie degli scavi di antichità, volume V (1908) fascicules, 7, 8, 9, 10, 11 et 12; volume VI (1909) fascicules 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8. Rome, in-4°.

Memorie della R. Accademia dei Lincei. Classe di scienze morali, storiche e filologiche, 5^e série, volume XII, fascicules 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8; 5^e série, volume XIV, fascicules 1 et 2. Rome, in-4°.

Rendiconti della R. Accademia dei Lincei. Classe di scienze morali, storiche e filologiche, 5^e série, tome XVII, fascicules 4-6, 7-9 et 10-12 ; tome XVIII, fascicules 1-3. Rome, in-8°.

Archivio della R. Società Romana di storia patria : tome XXXI (1908), fascicules 3-4 ; tome XXXII (1909), fascicules 1-2. Rome, in-8°.

Bollettino della Società Pavese di storia patria, 8^e année, fascicules 3 et 4 (septembre et décembre 1908) ; 9^e année, fascicules 1 et 2 (mars et juin 1909). Pavie, in-8°.

Archivio storico Lombardo. Giornale della Società Storica Lombarda, 4^e série, fascicules 20, 21, 22 et 23 (décembre 1908 ; mars, juin et septembre 1909). Milan, in-8°.

LUXEMBOURG (GRAND-DUCHÉ DE) :

Ons Hemecht, Organ des Vereines für Luxemburger Geschichte, Litteratur und Kunst. 14^e année, 1908, n° de décembre ; 15^e année 1909, n° de janvier. Luxembourg, in-8°.

SUÈDE :

Kyrkohistorisk Årsskrift, 9^e année (1908) et 10^e année (1909). Upsala, in-8°.

Statsvetenskaplig Tidskrift för Politik-Statistik-Ekonomi, année 1909, nos 1, 3 et 4 (février juin et octobre). Lund, in-8°.

Förarbetena till. Sveriges Rikes Lag, 1686-1736. VIII : Riksdagshandlingar angående Lagkommissionens Förslag. Upsala, 1909, in-8°.

Publications de la « Kyrkohistoriska Foreningen » :

Lundström. H., *Svenska Synödalakter efter 1500-talets ingång*, Första häftet et Sjätte Häftet, Upsala, 1908, in-8°.

SUISSE :

Société d'histoire et d'archéologie de Genève : Bulletin, tome III, fascicule 3, Genève, in-8°.

Société d'histoire et d'archéologie de Genève. Mémoires et documents. Tome XXXI (2^e série, tome XI), livraison 1 ; nouvelle série, tome VIII, livraison 3. Genève, 1908, in-8°.

B. — *Ouvrages divers* :

Bericht über das Gymnasium in Basel, Schuljahr 1907-1908. Bâle, 1908, in-8°.

Jahresverzeichnis der Schweizerischen Universitätsschriften 1907-1908. — *Catalogue des écrits académiques suisses 1907-1908*. Bâle, 1908, in-8°.

Liste des ouvrages acquis par la Bibliothèque du Ministère de la Guerre, pendant l'année 1908. Bruxelles, in-8°.

Bergmann, A., *König Manfred von Sezilien. Seine Lage nach dem Tode Urbans IV*. Heidelberg, 1909, in-8° (thèse doctorale).

Blum, M., *Bibliographie Luxembourgeoise ou Catalogue raisonné de tous les ouvrages ou travaux littéraires publiés par des Luxembourgeois ou dans le Grand-Duché actuel de Luxembourg*. 1^e partie : Les auteurs connus, K.-L. Luxembourg 1906-1908, in-8°.

Bril-Dewitte, Al., *Leuze à travers les âges*. Leuze, 1909, in-8°.

Bronner, K., *Der Durchzug der Kaiserlichen im Jahre 1791 und die Neutralität Basels während des ersten Koalitionskrieges 1792-1799*. Bâle, 1903, in-8° (thèse doctorale).

Brouwers, D. D., *Cartulaire de la commune de Dinant*, tome VII, 1701-1792 ; supplément 1227-1534 ; tome VIII (en double exemplaire) : Annexes et extraits de comptes. Namur, 1907-1908, in-8°.

Brouwers, D. D., *Les couleurs de la ville*. (Extrait du Bulletin communal de Namur). Namur, 1909.

Brouwers, D. D., *Les archives des anciens échevins de Namur* (Extrait de la Revue des bibliothèques et archives de Belgique), Bruxelles, 1908.

Brouwers, D. D., *Analectes Dinantais*. (Extrait du tome XXVII des *Annales de la Société archéologique de Namur*.) Namur, 1908.

Brouwers, D. D. et Courtoy, F. *La bibliothèque publique de Namur*. (Extrait de la *Revue des bibliothèques et archives de Belgique*.) Bruxelles, 1908.

Bücher, K., *Die Wohnungs-Enquête in der Stadt Basel, vom 1-18 Februar 1889*. Bâle, 1891, in-8°.

Burckhardt, F., *Die Schweizerische Emigration 1798-1801*. Bâle, 1908, in-8° (thèse doctorale).

Burckhardt, P., *Die Politik der Stadt Basel im Bauernkrieg des Jahres 1525*. Bâle, 1896, in-8° (thèse doctorale).

Callier, A., *La clarté des actes judiciaires* (discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la cour d'appel de Gand, le 1^{er} octobre, 1908). Gand, 1908, in-8°.

Chilian, H., *Barbara von Cilli*. Leipzig, 1908, in-8° (thèse doctorale).

Cornelius, C., *Jacopo della Quercia*, Halle a.-S., 1896, in-8° (thèse doctorale).

Demeuldre, A., *Les bans de police de la ville de Soignies*. (Extrait des *Annales du cercle archéologique du canton de Soignies*, tome IV.) Soignies, 1909, in-8°.

Denz, J., *Die Schiffahrtspolitik der Kurpfalz im 17. und 18. Jahrhundert*. Ludwigshafen a. Rh., 1909, in-8° (thèse doctorale).

De Ridder, Fr., *Het Laat- of Cynshof van St-Germanus' kapittel te Thienen*. (Uittreksel uit de « *Bijdragen tot de Geschiedenis bijzonderlijk van het aloude hertogdom Brabant* »). Eeckeren-Donck, in-8°.

Dollfus, R., *Ueber die Idee der einzigen Steuer*. Bâle, 1897, in 8° (thèse doctorale).

Donner, H., *Die Katholische Fraktion in Preussen 1852-1858*. Leipzig, 1909, in-8° (thèse doctorale).

Dulle, K., *André Cardinal Destouches 1672-1749. Ein Beitrag zur französischen Operngeschichte* (thèse doctorale).

Dürbeck, E., *Kursachsen und die Durchführung des Prager Friedens 1635*. Leipzig, 1908, in-8° (thèse doctorale).

Funck, M. J. J., *Das Kornhandelsproblem in der Kurpfalz im 18. Jahrhundert*. Heidelberg, 1908, in-8° (thèse doctorale).

Gabert, A., *Arolsen eine fürstliche Residenz des 18. Jahrhunderts*. Mengerlinghausen, 1909, in-8° (thèse doctorale).

Graefe, Fr., *Die Publizistik im letzten Kampfe zwischen Kaiser Friedrich II und Papst Gregor IX, 1239-1241*. Heidelberg, 1909, in-8° (thèse doctorale).

Guyot, H. D., *Le marquis de Venours, protecteur des victimes de l'intolérance de Louis XIV.* Groningue, 1906, in-8°.

Guyot, H. D., *Un épisode de la révocation de l'édit de Nantes.* Groningue, 1907, in-8°.

Haas, Dr., *Katalog der Handbibliotheken des Katalogzimmers und des Lesesaales der K. K. Universitäts-Bibliothek in Wien*, 2. Ausgabe. Wien, 1908, in-8°.

Hatzig, O., *Die bauerliche Gesetzgebung in Osnabrück in den Jahren 1764-1783.* Leipzig, 1909, in-8° (thèse doctorale).

Heusler, A., *Basels Aufnahme in die Schweizer Eidgenossenschaft* (discours rectoral prononcé le 6 juillet 1901). Bâle, 1901, in-8°.

Heusler, A., *Geschichte der öffentlichen Bibliothek der Universität Basel.* Bâle, 1906, in-4°.

Heymann, *Die Entwicklung des Pfälzer Tabakhandels seit den 70^{er} Jahren.* Karlsruhe i-B., 1909, in-8°, (thèse doctorale).

Hochman, J., *Jerusalem Temple Festivities* (thèse doctorale).

John, G., *Zur Gewerbepolitik der deutschen Landesfürsten vom 16. bis zum 18. Jahrhundert.* Leipzig, in-8°, (thèse doctorale).

Keller, W., *Das Toskanische Volkslied.* Bâle, 1908, in-8° (thèse doctorale).

Kippenberger, J., *Beiträge zur Geschichte des Erzbischofs Aribon von Mainz (1021-1031.)* Leipzig, 1909, in-8° (thèse doctorale).

Köhler, W., *Zur Entwicklungsgeschichte der Buchgewerblichen Betriebsformen seit Erfindung der Buchdruckerkunst.* (thèse doctorale).

Knäuer, K., *Karls des Kahlen Kaiserkrönung und seine Schenkung an die Römische Kurie.* Cobourg, 1909, in-8° (thèse doctorale).

Lüders, G., *Die demokratische Bewegung in Berlin im Oktober 1848.* Berlin, 1909, in-8° (thèse doctorale).

Major, E., *Urs Graf, Een Beitrag zur Geschichte der Goldschmiedekunst im 16. Jahrhundert.* Strasbourg, 1907, in-8° (thèse doctorale).

Markwart, O., *Wilibald Pirckheimer als Geschichtsschreiber.* Zurich, 1886, in-8° (thèse doctorale).

Maurer, A., *Der Uebergang der Stadt Konstanz an das Haus Oesterreich nach dem Schmalkaldischen Kriege.* Frauenfeld, 1904, in-8° (thèse doctorale).

Mayr, E., *Die Mannheimer Banken mit vorwiegender Berücksichtigung der Zeit seit 1900,* (thèse doctorale).

Meyer, H.-M., *Gründungs-Geschichte der Karthause « St-Margarethental » im mindern Basel.* Bâle, 1905, in-8° (thèse doctorale).

Munzinger, E., *Badische Konfektions-industrie.* Leipzig, 1908, in-8° (thèse doctorale).

Pellechet, M., *Catalogue des incunables de la bibliothèque publique de Dijon.* Dijon, 1886, in-8°.

Rheinberg, H., *Die Entwicklung der Deutschen Schaumweinindustrie.* Heidelberg, 1909, in-8° (thèse doctorale).

Roth, C., *Die Auflösung der Tiesteinischen Herrschaft.* Bâle, 1906, in-8° (thèse doctorale).

Rüegg, A., *Beiträge zur Erforschung der Quellenverhältnisse in der Alexandergeschichte des Curtius*. Bâle, 1906, in-8° (thèse doctorale).

Sarasin, W., *Das Bild Alis bei den Historikern der Sunna*. Bâle, 1907, in-8° (thèse doctorale).

Schoch, E., *Der landwirtschaftliche Hypothekarkredit in der Provinz Sachsen*. Halle, a. S., 1909, in-8° (thèse doctorale).

Schröder, F., *Zur Geschichte des Tabakswesens in der Kurpfalz*. Berlin, 1909, in-8° (thèse doctorale.)

Schurig, E.-L., *Die Entwicklung der politischen Anschauungen Heinrich von Treitschkes*. Dresde, 1909, in-8° (thèse doctorale).

Sellers, E.-J., *Genealogy of the Carpenter family of Holland*. Philadelphie, 1909, in-8°.

Stieve, Fr., *Ezzelino von Romano bis zu seinem Bündnis mit Friedrich II*. Leipzig, 1909, in-8° (thèse doctorale).

Stöcklin, J., *Johann VI von Venningen Bischof von Basel 17. Mai 1458 bis 20. Dezember 1478*. Solothurn, 1902, in-8° (thèse doctorale).

Vischer, Fr., *Der Kanton Basel von der Auflösung der Nationalversammlung bis zum Ausbruche des zweiten Koalitionskrieges (April 1798-März 1799)*. Bâle, 1905, in-8°.

Vuysteke J., *Oorkondenboek der stad Gent. Gentsche stads- en baljuwrekeningen 1280-1336. — Cartulaire de la ville de Gand. Comptes de la ville et des baillis de Gand 1280-1336 (table par Van Werveke, A.)*. Gand, 1908, in-8°.

Wätjen, H., *Handel und Handelspolitik der Niederländer im Mittelmeergebiet während der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts* (1600-1650) (thèse doctorale).

Weber, K., *Die Revolution im Kanton Basel 1830-1833*. Liestal, 1907, in-8° (thèse doctorale).

Woudstra, M., *De Hollandsche Vreemdelingen-Gemeente te Londen*. Groningue, 1908, (thèse doctorale).

I

Trois chartes-lois inédites de seigneuries de l'ancien Hainaut.

(VICQ-ESCAUPONT, ELESMES, BERELLES.)

(1238-1280-1292.)

(Par LÉO VERRIEST, archiviste aux archives de l'État à Mons.)

En préparant le mémoire que nous avons consacré au *Servage* dans l'ancien comté de Hainaut — mémoire que l'Académie royale de Belgique vient d'honorer du *Prix Charles Duvivier* — nous avons été amené, dans le but de reconstituer le milieu dans lequel le servage a évolué, à rechercher quel était, du XII^e au XIV^e siècle, la condition juridique de l'ensemble des classes rurales. Pour définir et préciser cette condition, nous nous sommes servi surtout d'une catégorie de documents dont la valeur ne réside pas seulement dans leur intérêt intrinsèque, mais résulte aussi de leur rareté : ces documents, ce sont les *chartes-lois* ⁽¹⁾ des seigneuries.

Quelques-unes seulement de ces chartes avaient été publiées. C'était insuffisant. Nous nous sommes donc efforcé d'en découvrir de nouvelles. Et nos recherches n'ont pas été vaines : cinq chartes-lois, en effet, et des plus

(1) Nous adoptons les expressions *chartes-lois* ou simplement *chartes rurales*, plutôt que *chartes de liberté* ou *chartes d'affranchissement*, ces dernières dénominations devant être appliquées de préférence, selon nous, aux *affranchissements de serfs* qui sont tout différents.

intéressantes, nous sont tombées sous les yeux; deux d'entre elles — les chartes d'*Hérinnes-lez-Enghien* ⁽¹⁾, 1211 et 1338 — viennent d'être publiées ⁽²⁾; le texte des trois autres se trouve ci-après.

L'extrême importance des chartes-lois, même envisagées isolément, ne peut échapper à personne. Nées sous l'influence de facteurs divers, surtout de facteurs économiques, ces chartes sont le produit de l'évolution, lente mais continue, du droit domanial de l'époque carolingienne. Dans leur ensemble, elles ont eu pour objet de substituer la *fixité* à l'*arbitraire* quant aux charges qui pesaient sur la population libre des seigneuries; les serfs, eux, ne vivent pas sous le droit commun: il s'ensuit qu'en ce qui les concerne les chartes-lois sont inapplicables et inexistantes; s'il arrive qu'ils soient mentionnés dans celles-ci, c'est, presque toujours, pour proclamer leur exclusion de la jouissance des privilèges octroyés: en thèse générale, seuls les gens de naissance libre sont bénéficiaires de la charte seigneuriale. L'affranchissement des serfs est d'un autre ordre.

La série des chartes-lois de seigneuries de l'ancien Hainaut embrasse un peu plus d'un siècle et demi. Tel seigneur a fait preuve d'initiative et, se rendant compte de la possibilité de concilier ses propres intérêts avec les aspirations de ses manants, a, de bonne heure, contracté avec ces derniers (la charte-loi est, en effet, le plus souvent, un véritable *contrat bilatéral*); tel autre, au contraire, imbu

(1) Actuellement Brabant, arr. de Bruxelles.

(2) LÉO VERRIEST, « Les chartes-lois de la seigneurie d'Hérinnes-lez-Enghien », dans : *Annales du cercle archéologique d'Enghien*, tome VII (1908), pp. 35-43.

de conservatisme, s'est efforcé de résister et n'a consenti que tardivement à instaurer *officiellement* un régime nouveau. D'une part surgissent, dès la seconde moitié du XII^e siècle, la fameuse loi de *Prisches* et ses filiales (1); d'autre part, au XIV^e siècle, la charte de *Gammerage* (1330) (2) et la seconde charte de *Hérinnes-lez-Enghien* (1338) sont les dernières venues d'une législation ininterrompue qui, progressivement, avait modifié du tout au tout le droit rural hennuyer.

On peut dire que, par l'effet des chartes-lois, l'état juridique et l'état social des populations rurales ont été complètement rénovés : au lieu de la *taille à volonté*, de la *mainmorte à volonté*, des *corvées à volonté*, des « *services des terres* » à volonté — pour ne parler que des quatre charges dont la réglementation a été le but primordial des chartes-lois —, la taille, sous le régime nouveau, sera fixée une fois pour toutes; la mainmorte cédera la place au meilleur catel; le nombre et la durée des corvées seront limités et les « *services des terres* » figés en une redevance proportionnelle désormais invariable.

Non pas que cette transformation ait été partout consacrée par un seul et même titre, car, dans maintes seigneuries, le résultat final n'a été atteint que par étapes successives (3)! Ce qui importe, c'est que l'évolution a été continue et générale et qu'en définitive, nulle seigneurie n'a échappé à la loi du progrès.

(1) Cf. VANDERKINDERE, *Un village du Hainaut au XII^e siècle. La loi de Prisches*, dans *Mélanges Paul Frédéricq*, Bruxelles, 1904, pp. 213-229.

(2) Publiée par E. MATTHIEU, dans *Annales du cercle archéologique d'Enghien*, tome II, pp. 171-175.

(3) Ce fut le cas par exemple, à Hérinnes-lez-Enghien. Cf. L. VERRIEST, *op. cit.*

Nous avons dit que les dernières chartes-lois du Hainaut appartiennent à la première moitié du ^{xiv}^e siècle; il faut remarquer que ces consécration tardives du régime nouveau sont fort rares et, somme toute, anormales : il ressort, en effet, de l'ensemble des documents que nous avons utilisés, qu'avant la fin du ^{xiii}^e siècle, le droit nouveau s'était implanté presque partout dans les seigneuries hennuyères; mieux que cela, là même où un document écrit ou une convention tacite n'avait point encore traduit en *loi*, désormais inviolable, les règles nouvelles du régime seigneurial, ces règles recevaient néanmoins, en fait, une application constante : l'histoire d'Estinnes-Bray en offre un exemple remarquable (1). Il est évident, d'ailleurs, que la rédaction — respectivement en 1265-1286 et vers 1285 — du « Cartulaire des cens et rentes dus au comte de Hainaut » (2) et du polyptyque du chapitre de Sainte-Waudru de Mons (3), répond à la nécessité de coordonner les résultats de la transformation qui s'était accomplie dans l'état juridique des classes rurales.

Une ère nouvelle commençait (4) pour celles-ci. Elle ne devait finir qu'en 1789.

(1) Voir notre mémoire sur le servage.

(2) Publié par M. L. DEVILLERS, Mons, Dequesne, 1873-1875, 2 vol. in-8°; n° 23 des *Publications de la Société des bibliophiles belges* séant à Mons.

(3) Ce polyptyque est aussi important pour l'histoire du Hainaut que le « Cartulaire des cens et rentes »; nous en avons fait une copie et nous espérons pouvoir le publier prochainement.

(4) *En droit*; car, comme nous l'avons dit, les chartes-lois sont, dans leur ensemble et quant au principe qui les a inspirées, l'*aboutissement*, ou mieux, la *consécration légale*, d'une évolution commencée depuis longtemps.

La charte de *Vicq et Escaupont* ⁽¹⁾ porte la date du 16 octobre 1238. Un fragment en a été publié par Tailliar, en 1849 ⁽²⁾, d'après l'original alors conservé aux archives municipales d'Escaupont. Nous espérions pouvoir retrouver ce document ; malheureusement, les recherches que M. le Maire Wagret a bien voulu faire à notre intention n'ont pas abouti ; nous éditons donc cette charte d'après la copie contenue dans le « liber albus » de l'abbaye de Saint-Amand ⁽³⁾.

La charte de Vicq et Escaupont est une des plus intéressantes, sinon la plus intéressante que nous connaissions.

La charte-loi d'*Elesmes* ⁽⁴⁾ est datée du 3 juillet 1280. Nous la publions d'après l'original conservé aux archives de l'État à Mons, dans le fonds de l'abbaye de La Thure.

La charte de *Bérelles* ⁽⁵⁾, enfin, est du 31 août 1292 ; nous n'en avons trouvé qu'une très mauvaise copie de 1733 et force nous a été de rectifier celle-ci, dans la mesure du possible.

LÉO VERRIEST.

(1) France (Nord), arrondissement de Valenciennes, canton de Condé.

(2) *Recueil d'actes en langue romane*, p. 95.

(3) Archives départementales du Nord, à Lille, fonds de l'abbaye de Saint-Amand.

(4) France, Nord, arrondissement d'Avesnes, canton de Maubeuge.

(5) France, Nord, arrondissement d'Avesnes, canton de Solre-le-Château.

16 octobre 1238.

CHARTRE-LOI DE VICQ ET ESCAUPONT.

1. — Messires Gilles ki sires est de Vi et de tout le pooir **et** Medame Foukuis, se feme, ki doée en est, font à savoir à tous chiaus ki cest escrit veront et oront que il ont mises leur villes, c'est Vi et Escaupons et tout le pooir, à xxxv lb. de blans de droite assise, par ensi ke cist xxxv lb. de blans **doivent** estre paiet chascun ans devens le quart jour apriès le fieste Saint-Remi ⁽¹⁾.

2. — Et se nus en défalait, ki deuist sen assise, k'il ne le paiast à tel jour ki est devant només, u il ne livrast boin wage, il seroit à n sols de lois.

3. — Et plus ne pueent prendre cascun an de taille en le ville de Vi et d'Escaupons et en tout le pooir se le droite assise non de ces xxxv lb. de blans devant només.

4. — Et se li sires estoit pris de wiere commune dou seigneur de le tiere, u il faisoit sen fil chevalier, u s'il marioit se fille, ciste assise de xxxv lb. de blans doit doubler cel an.

5. — Et ceste assise de xxxv lb. de blans on le doit prendre à tous les tenaules et les manans ou pooir de Vi **et** d'Escaupons.

6. — Apriès il font à savoir ke ces xxxv lb. de blans de droite assise, li eskievin de Vi et d'Escaupons et toute li poestés ont graet et loet et estaulit tout ensanle, à prendre

(*) 5 octobre.

à tous les taillaules prés et les tieres dou pooir de Vi et d'Escaupons ki sunt mises à assise.

7. — Li assise des prés et des tieres est tele : ly witelée doit viii deniers chascun an d'assise, à le fieste Saint-Remi, de le tiere qui devant estoit à taille; li bouniers des prés taillaules de Vi doit ii sols et li bouniers des prés d'Escaupons doit xviii deniers.

8. — Toutes ces assises ki chi sunt devisées ne pueent plus esforchier à nul jour et le remanant des xxxv lb. d'assise on les doit prendre as courtils et as mesures dou pooir de Vi et d'Escaupons ki sunt mises à assise, li une plus et li autre mains.

9. — Et se hoste deforain venoient manoir ou pooir de Vi et d'Escaupons, parmi ii sols doit chascuns hostes estre quites chascun an des xxxv lb. d'assise et cist denier de ces surveignans doivent estre en aiue de paier l'assise des xxxv lb. de blans, u en le besongne de le ville de Vi et d'Escaupons, par l'assenement des eskievin et par le poestet de ces ii villes devant nomées.

10. — Et se li manant dou pooir de Vi et d'Escaupons descroissoient et défaloient, cil ki remanroient doivent paier l'assise des xxxv lb. et poursolre se nient i faloit à paier au seigneur de sen assise.

11. — Apriès pour les défautes des xxxv lb. d'assise ke on doit prendre sour les prés et sour les tieres taillaules, sour les courtils, sour les mesures et sour les autres choses et sour les tenances ki taille doivent, ki sunt ou pooir de Vi et d'Escaupons, on doit prendre à Vi un eskievin et un homme de poestet et à Escaupons un eskievin et un homme de poestet; et cist quatre home doivent prendre quatre homes à Vi et quatre homes à Escaupons; et cist xii home

doivent assir loiaument, par fois et par sairemens, ces défautes des xxxv lb. d'assise, sour les meules des manages ou pooir de Vi et d'Escaupons. Quant eist xii home aront assises ces défautes sour les meules, si com il est deviset, rendre le doivent au seigneur sour le paiement des xxxv lb. d'assise.

12. — Et s'il estoit chose ke nus fust encontre de paier l'assise de ses tenances ki sunt mises à assise par les eskievins et par le poestet de Vi et d'Escaupons, li vii eskievin et li poestés doivent tiesmoignier, sour leur sairemens, ke il en ont veut les ancisseurs paier taille au seigneur de ces tenances dont on seroit encontre dou paier l'assise et par tant en doivent estre quite li vii eskievin et li poestés.

13. — Messires Gilles a à Vi et à Escaupons et en tout le pooir et ses hoirs ki apriès lui venra, sanc, burine et laron, host et chevauchie; cele host et cele chevalcie doivent hoste et sourhoste et se doivent cens et corowées; et se tiesmoignent si eskievin et si home de Vi et d'Escaupons et de tout le pooir.

14. — Et s'il a vin en le ville et Vi et d'Escaupons et on le met à vendage, aforer le doit-on par sen maïeur et par ses eskievins et s'a li sires à chascun touniel ii los de vin d'aforage.

15. — Et si a de le nef à gouns iii deniers de passenage et de celi à bras ii deniers; si a de tous mors avoirs le tonniu, de 3 sols, 1 denier, quant on vent le mort avoir; de le brebis, 1 maille; de l'aig Niel, 1 maille; dou porc, 1 maille; de le vache, 1 maille; dou ronchi, iii deniers; de le jument, ii deniers et dou poutrain otretel, s'il n'alaite; et dou viel aussi com dou poutrain.

16. — Si a dou musle de fuere iii deniers d'estochage,

dou mont d'estrain iii deniers et dou mont de fuere iii deniers et de l'arche, puis qu'ele est entassée, iii deniers, se hom deforains l'acate et se li hom en est marchans, ki maigne ou pooir de Vi et d'Escaupons, il doit otretels droitures de toutes ces marchandises et s'il l'achate pour sen despendre, il n'en doit nient.

17. — Messires Gilles a et ses hoirs ki apriès lui venra, le meilleur chatel de mortemain dou chief qui muert manant ens el pooir de Vi et d'Escaupons et dou deforain otretel, s'il i muert; et cel meilleur chatel doivent prendre si eskievin, sour leur sairemens, à tout çou que on leur moustre et rendre au seigneur; et s'on avoit destournet le meilleur chatel et on le retrouvoit apriès, cils chatels ke eskievin aroient pris devant seroit pierdus et se doit avoir li sires cel meilleur chatel ki ensi seroit retrouvés.

18. — Tout cil ki n'estoient de l'estaple d'orine quant li assise premerainne fu faite des xxxv lb. d'assise, oster s'en doivent, ne nus autres ki el pooir de Vi et d'Escaupons maigne ne s'i doit metre, k'il ne voist encontre le loi de le ville et le dit des eskievins.

19. — Chascuns tenaules masurés ou pooir de Vi et d'Escaupons doit de chascune de ses mesures taillaules trois corowées l'an à Monseigneur Gille et à sen hoir ki apriès lui venra, de quel mestier ke il soit, fors de le fauch; li faukieres doit une corowée l'an de se fauch et de sen autre labeur ii corowées.

20. — Et ces corowées, si com il est deviset, sans fiens kierkier et kariier, chascuns les doit paier en tous les tans ke li sires violt, fors ou mois d'aoust; et s'il ne le paioit au jour que on li semonroit, à ii sols seroit de lois et se le

resemmonroit-on en otel point come devant, pour faire et pour paier les corowées au seigneur.

21. — Tout cil ki doivent venir faire les corowées au seigneur, venir doivent à soleil levant et raler à soleil couchant.

22. — Et se li sires les mainne fuers ville pour faire ses corowées et il demeurent ii jours, ce sunt ii corowées; s'il demeurent iii jours, ce sunt iii corowées; et s'il demeurent plus, li sires doit doner à chascun se journée selonc chou k'il est.

23. — En ces corowées, quant il les font, li sires ne leur doit nul despens.

24. — Après li lois de (le) ville de Vi et d'Escaupons est tele : ki violt venir manoir ou pooir de le ville de Vi et d'Escaupons, il doit xii deniers donner, au seigneur, d'entrée.

25. — Et ki voelt aler manoir fuers dou pooir de Vi et d'Escaupons, prendre doit congiet au seigneur et paier xii deniers d'issue; et s'il doit en le ville de Vi et d'Escaupons nule dette u ens el pooir, paier le doit ains k'il en voist et faire à créant et se on li doit nient, faire li doit avoir li sires et paier¹, parmi le loi de le ville et conduire le doit li sires tan con sen avowerie dure.

26. — Et ki s'en va sans congiet prendre au seigneur, li sires puet prendre, sans fourfait, comme le sien, les maisons et les meules ke il trueve arrière de celui ki ensi s'en va sans congiet prendre au seigneur.

27. — Se toutes les rentes ke Sains Amans tient ou pooir de Vi et d'Escaupons et toutes les autres ke autre tenaule i ont, ne sunt païés au jour k'eles doivent estre païés et on s'en plaint u on le moustre au seigneur u à sen

maïeur pardevant l'aiue de le ville, li sires doit aler en le maison de celui ki doit cele rente dont plainte est faite u monstrance et délivrer wage à celui qui on doit le rente, tant k'il en ait bien sen créant et puis doit prendre wage li sires u li maires pour II sols ke li sires i a de lois.

28. — Et ces wages doit-on prendre par maïeur et par eskievins et ces wages, qui sunt pris pour les lois dou seigneur, déduire les doit-on par le loi de le ville.

29. — Et puis ke plainte est faite u moustrance des rentes au seigneur u à sen maïeur, s'eles sunt païés couviertement sans le force dou seigneur qui justicières en est, pour çou ne piert mie li sires ses II sols k'il i a de lois.

30. — Sour tous les courtils taillaules ki sunt el pooir de Vi et d'Escaupons, a Messires Gilles et ses hoirs ki apriès lui venra tel pooir : se nus courtils demeure wis et il viegne hom qui amasuer le voelle, demander le doit au seigneur et li sires li doit rendre par I wans de II deniers, à tels droitures ke li eskievin jugeront ke cis courtils devoit devant et cist want de II deniers sunt sen maïeur; et ce puet faire li sires sans celui à qui li rente est de cel courtil, sans fourfait.

31. — On doit vendre et acater et guerpier les tenances ki sunt ou pooir de Vi et d'Escaupons, s'eles eskient à vendage, par le seigneur, par sen maïeur et par ses eskievins; si a li sires à chascun vendage, quels k'il soit, des tenances devant dites, XII deniers d'entrée et XII deniers d'issue; et li maires II deniers et chascuns des eskievins I denier.

32. — Toutes les lois ki eskieent ou pooir de Vi et d'Escaupons et unes et autres sunt Monseigneur Gille; nus n'i a nient s'il non et ses hoirs ki apriès lui venra.

33. — Se li sires mainne ses eskievins au sens dou païs, pour avoir enqueste d'une besongue u de plus, dont si eskievin ne sacent dire droit, si eskievin pueent despendre entr'iaus xxviii deniers sour chascune besongne dont il vont au sens dou païs et plus n'i pueent despendre ke ces xxviii deniers se il i aloient xl fois u plus pour une besongne au sens dou païs.

34. — Se li sires fourfaisoit nient encontre le loi de le ville à home ki fust manans ou pooir de Vi et d'Escaupons, cil à qui li sires auroit fait tort ne desraison le doit moustre as eskievins et dire le tort k'il li aroit fait, ne ailleurs n'en doit aler et li sires doit avoir amendet le tor fait devens xl jours k'il l'aroit fait à sen home et se li sires ne l'avoit amendet devens xl jours, li eskievin ne doivent loi dire pour semonse ke li sires u li maires leur face, jusques adont ke il aroit amendet à sen home le tort ke il li aroit fait encontre le loi de le ville.

35. — Et se Messires Gilles u si fil fourfaisoit nient enviers nul de ses homes ki maingne ou pooir de Vi et d'Escaupons, u laidengoit par courouch u par ire, amender le doit comme sires, pardevant ses eskievins, devens xl jours à sen home le meffait k'il li aroit fait.

36. — Et tant com Messires Gilles u ses hoirs ki apriès lui venra les voelle mener par le dit de ses eskievins et par le loi de le ville, si home ne pueent à autre seigneur traire k'il ne voient encontre le dit des eskievins et le loi de le ville.

37. — Et tout chou ki en cest escrit est assis et deviset a encouvent et juret sour sains Messires Gilles et Medame Fouquis, se feme, à tenir loiaument et il et ses hoirs ki apriès lui venra envers ses homes de Vi et d'Escaupons et

fianchiet par foit pardevant ses eskievins et toute le poestet de Vi et d'Escaupons.

38. — Toutes ces choses et ces assises si com elles sunt chi devant en cest escrit devisées, sunt faites et assises par l'assentement et par le requeste de ses eskievins et de toute le poestet de Vi et d'Escaupons et leur fois en ont fianchiés et juret en sains tout ensanle au seigneur et à le dame, de loiaument à tenir ces choses ki chi sunt escrites et toutes les assises qui sunt divisées sour leur tenances et sour autres ki sunt ou pooir de Vi et d'Escaupons, dont Messires Gilles est avowés et sires et ses hoirs ki apriès lui venra.

39. — Et se hoste deforain viennent manoir ou pooir de Vi et d'Escaupons, fianchier doivent au seigneur ossi com li autre manant ont fait et jurer en sains de loiaument à tenir toutes les choses ki en ceste chartre sunt devisées et escrites.

40. — A toutes ces choses chi devant nomées fu Huars d'Escaupons com eskievins au faire et au deviser et fu avoec Gontaus Gossuins li faukieres, Robiers de Brueil, Jehans dou Bos, Reniers des Prés et Nicholes de Rombies com eskievin. Et si fu Messires Watiers de Kievraing com hom le Conte, si fu Messires Jehans de Lespais com hom le Conte et com hom Monseigneur Gille, si fu Messires Sewars com hom le Conte, si fu Messires Jehans li Vilains com hom le Conte, si fu Messires Gilles de le Valée com hom Monseigneur Gille et si fu Messires Rollans de Bavai com chevaliers dou païs, là ù li eskievin et li poestés de Vi et d'Escaupons tiesmoignièrent pardevant iaus ke ceste chartre estoit faite et devisée par iaus et par leur requeste et par l'assentement d'iaus et de Monseigneur Gille et

Medame Foukuit se feme et ke fianchiet l'ont et juret en sains de loiaument à tenir toutes les choses devisées en ceste chartre enviers Monseigneur Gille et Medame Foukuit se feme et enviers leur hoir ki apriès iaus venra et Messires Gilles et Medame Foukuis se feme enviers leur homes et si prièrent Monseigneur Watier de Kiévraing et Monseigneur Jehan de Lespais et Monseigneur Sewart, com homes le Conte, k'il pendissent leur saiaus à ceste chartre en nom de tiesmoingnage. Et pour chou ke ce soit plus ferme chose et estaule, si a Messires Gilles ceste chartre confremée de sen propre saiel et dou saiel Monseigneur Watier de Kiévraing et dou saiel Monseigneur Jehan de Lespais et dou saiel Monseigneur Sewaert.

41. — Ce fu fait l'an de l'incarnation Nostre Seigneur mil et cc et trente wit ans, le samedi devant le fieste Saint-Luc el mois d'octobre.

(Archives départementales du Nord, à Lille ; fonds de l'abbaye de Saint-Amand : *Liber albus*, tome II, fol. 142 r^o-145 r^o. — Copie sur papier, aux archives de l'État à Mons ; archives civiles.)

3 juillet 1280.

CHARTRE-LOI D'ÉLESMES.

1. — Jou Gérars sires de Potieles et d'Ellesmes, chevaliers, faich savoir à tous chials ki sunt et ki à venir sunt et ki cest escrit veront u orront, ke jou ai mis mes homes d'Ellesmes à assise, par le gret et le volentet de Willaume men fil, ki hoirs en est et ki a son eage et par le commun assent de le vile d'Ellemes maiementes de tous mes hommes.

2. — Et est à savoir ke je doi avoir de chascun bonier de tiere ki est à vollenet trois sols d'assise chascun an.

3. — Et doi avoir des siervices des tieres, se li tiere va de main en autre par enseignement d'escevin, trois sols de le livre.

4. — Et doi avoir à chascun trois sols, ausi bien au sourhoste cum a l'hoste chascun an.

5. — Et doi avoir trois corvées en l'an, en quel mois ke je les volrai prendre, defors le mois d'aoust, à chiaus ki ont chevaus de leur chevaus, et as manovriers de leur manuevre.

6. — Et s'il estoit ensi c'uns hons donast à son enfant tiere en mariage, ki alast par mains d'escevin, jou en voel et doi iestre siervis, se cil s'en désérite, par le prisie de le tierce, ausi bien c'on le vendist, trois sols de le livre.

7. — Et se li hons en va fors de men pooir et quire autre signeur pour mi grever pour oec c'on li voelle loy faire, je voel ke tout li meule celui et si catel, partout ù qu'il seront,

soient tout mien, devens l'an ke chou avenroit, qui qu'il avenist, ne home ne feme.

8. — Et se jou ai mestier de mener mes homes en ost ne en chevalchie por mon besoing ne por le besoingne à men signeur, aler i doivent jusques al renon de leur signeur.

9. — Et se il avenoit c'uns hons vendist tiere, je ne voel mie qu'il le vende à chevalier, ne à gent de religion, ne à borjois.

10. — Et se mes hons vent tiere, mais ke ses proismes en ait l'offre et ses proismes n'en voelle mie, je le doi avoir, se je voel, por autant qu'ele iert vendue et en voel et doi avoir l'offre.

11. — Et s'il estoit ensi ke mi home ne païassent bien l'assise au jour c'on le deveroit paier, li défaillans ki n'aroit païet l'assise seroit l'endemain as loys.

12. — Et se il avenoit ensi ke jou défalisse à men home de loy faire et il le me demandoit, faire li doi avoir et le doi mener par l'ensengnement del'escevin, de chou que escevin doit jugier.

13. — Et se mes hom ne puet avoir loy, aler en puet et doit s'il voet en quel liu k'il volra pour querre son warant por loy avoir et sauves toutes mes autres droitures.

14. — Et doit et puet chascuns hons et femme aler et venir et marier partout ù il volra, parmi l'assise païant.

15. — Et se uns hons se plaint d'un autre home et li maires l'ajorne par l'ensengnement de l'escevin et cil n'i voelle venir ne loy poursuivre ne attendre devens trois quinsaines, je puis et doi avoir tous les meules et tous les catels ke cil aroit, partout là ù il seront, fust hom fust feme, s'il

défaloit de ces trois quinsaines devant dites, s'il n'a loial soigne.

16. — Et se je marie me fille, doubler me doit li assise.

17. — Et se je faich de men fil chevalier, doubler me doit li assise.

18. — Et est ceste assise faite et ordenée por oster le taille à volentet, les siervices des tieres à volentet et les fourmariages à volentet et les corvées à volentet.

19. — Et doit-on paier l'assise l'endemain de le Saint-Remi par loy.

20. — Et se mes maires semont mes corvées, je voel k'il vingnent au jor c'on les semonra s'il n'ont loial sogne; et s'il ont loial sogne metre i puelent et doivent un home souffissant.

21. — Et s'il défalent k'il ne vingnent u envoient au jor qu'il seront semons ne l'endemain, li défaillant seront au tierc jor li manovriers à douze deniers et por chou n'est mie li manovriers quites de celi corvée, et est fait par commun assens de le vile.

22. — Et doi avoir mes corvées de tous les chevaus ki aront trait à kierues trois en l'an, ensi com deviset est, en tel manière ke s'il défalent au jor c'on les semonra ne l'endemain, li défaillans est au tierc jor de chascun cheval à douze deniers, s'il n'a loial sogne et por chou n'est mie li corvée quite des chevaux.

23. — Or est il à savoir que teles droitures et quanque jou avoie à le taille à volentet, as siervices des tieres à volentet, as fourmariages à volentet et as corvées à volentet, je les ai reportées ens en le main de me très chière dame, me dame Juliane, dame de Kiéveraing et pardevant ses

hommes et mes pers chi apriès nommés et tout chou ke jou i avoie je l'ai werpit et clamet quite une fie et autre et tierce et por ahyreter et reporter en le main de Willaume, men fil.

24. — Là furent comme home Mesire Poles dou Ploïich, Mesire Gilles des Prés, Alars Gadifiers et Jehans de Hamiel.

25. — Et jou Juliane, dame de Kiévraing, conjurai mes hommes chi devant nommés que il desissent se Mesire Gérars devant dis estoit bien et à loy deshiretés des quatre choses devant dites et en tournai le jugement sur Monsieur Polion devant dit, se dist par loy et par jugement par me semonse que Mesire Gérars devant nommés en avoit tant fait que droit n'i avoit dore en avant et que bien en pooie et devoie ahireter Willaume sen fil; et de ce jugement l'ensivirent si per devant nommet par me semonse; et apriès chou par l'enseignement de mes homes je reportai en le main de celui Willaume le taille, les siervices des tieres, les fourmariages et les corvées devant dites; et disent mi home devant nommet par loy et par jugement par me semonse qu'il en estoit bien et à loy ahiretés et le rechiut Willaumes de mi en fief et en homage et en fist homage à mi.

26. — Et apriès chou Willaumes ki nommés est reporta ens en me main les preus et les pourfis dou fief devant dit, toute le vie Monsieur Gérart sen père et les clama quite une fie et autre et tierce et por reporter Monsieur Gérart devant dit en se main, si com devant est dit.

27. — Et apriès chou, je les reportai Monsieur Gérart en se main; et disent mi homme devant nommet par me semonse que Willaumes les avoit bien et à loy reportés et que Mesire Gérars i estoit bien et à loy toute se vie.

28. — Et jou Gérars devant nommés et jou Willaumes, ses fius, pour chou que toutes ces choses soient bien et loialment tenues à tous jors, nous avons mis nos saials à ces présentes letres et prions et requérons à no très chière dame devant nommée ke ele i meche sen saiel avoec les nos en tiesmongnage et en seurté des choses devant dites.

29. — Et jou Julianne, dame de Kiévraing, à le priière et à le requeste des devant dis Monsigneur Gérart et Willaume, sen fil, ai mis men saiel à ces présentes letres, avoec les leur, pour chou ke ce soit ferme chose et estaule à tous jors. Et tout chou ke fait en est, il est fait par men gret, par men otroi et par me volenté.

30. — Che fut fait ou parloir à Saint-Pol à Valenchienes le mierkedi apriès les octaves de le Nativité Saint Jehan Baptistele, en l'an de l'incarnation Nostre Seigneur mil CC et witante.

(Archives de l'État à Mons; chartes de l'abbaye de La Thure ; original scellé des sceaux de Gérart, seigneur de Pottelles et de Julianne, dame de Quiévrain.)

31 août 1292.

CHARTRE-LOI DE BÉRELLES.

1. — Jou Giles de Roisin, chevalier et sires de Bérelles, fach à scavoir à tous chiaus ki ceste présente charte veront et oiront, que mortemains et formortures, taille à vole[n]-tet ke j'avoie sour mes hommes de Bérelles, à iaus et à leurs oirs les ai délaïsiés et quité chascuns parmenablement, jou et mi oir, à iaus et à leur oir, horsmis les ostes Nostre Dame d'Ane ⁽¹⁾, par tel condiction que un chascuns ki est mes hommes de Bérelle, soit home, soit feme, doit à le mort le mileur catel et parmi chou sont les autres catel délivré et tout chil qui tiennent terres dou fief de Roisin doivent chascun an à mi et à mes oirs, ving deniers blans pour le bonier de terre, de plus plus et de mains mains et à paiier à le feste Saint Remi, et hommes masuriers sans terre, deux sols.

2. — Et chascuns de mes devant dis homes doit à my et à men oir chascun an trois coruvées, fuers d'aoust, et nient plus, telles qu'ils doivent [venir] à eure de soleil luisant et nevenir en leur lieu.

3. — Et puet chascuns de mes dis homes se fille marier hors de le ville et donner de ses meubles à sa vole[n]tet et assenement faire à ses filles sor les terres en mariage et sans service.

4. — Et puet le journal de terre vendre parmy douse deniers de service.

(1) L'abbaye d'Alne.

5. — Et sy aucuns de mes devant dis hommes a plusieurs maisons sur son estre, vendre les puet toutes, fors l'une desquelles qui auet sans service au seigneur et le deraine ne puet-il vendre sans grande nécessité et dont le puet vendre, parmi xii deniers de service et mettre homme qui fache ce qu'y doit.

6. — Et ceste franchise ont et doivent avoir tout cilz qui payent telles droitures et telles rentes que cy-dessus sont nommez.

7. — Et les tenances ki ne sunt dou fief de Roisin payent telles droitures et telles rentes com elles ont paiet et c'om a uset.

8. — Et se je défaloie en aucune cose de leur covens devant dis, amender le doit par le maieur et par les eskievins dou lieu.

9. — Et se je ne le voloie faire, jou ou mi oir, traire s'en puent à souverain de qui on tient le terre et il le doit faire amender.

10. — Et pour chou que che soit ferme cose et estable, jou Giles de Roisin, chevalier et sires de Bérelles, ai ceste présente chartre saielée de men propre saiel, en tesmoignage de vérité.

11. — Et jou Baudry, chevalier, seigneur de Roisin, à le requeste de celui Gilion devant dit, ai ceste présente chartre saielée de men propre saiel et le doit faire tenir ferme et estable.

12. — Et jou Ostes, chevalier, sires de Bry, à le requeste de men chier signeur, jou Giles... avons à ceste chartre pendus nos saiaus, com home, en connoissance de vérité.

13. — Che fut fait en l'an de l'incarnation Nostre Seigneur Jhésu-Crist, mil CC quatre-vins XII, le dimenche après le Saint Jehan Décolasse, ou mois d'aoust.

(Archives de l'État à Mons; archives civiles; mauvaise copie de 1733, que nous avons rectifiée autant que possible.)

II

David Teniers, le jeune

SES ANCÊTRES, SES ARMOIRIES ET SA NOBLESSE.

(Par M. DE PAUW, membre effectif de la Commission.)

On s'est beaucoup amusé dans ces derniers temps de la manie de Teniers II de vouloir être noble. Il ne le cédaît peut-être pas en talent et même en génie à Rubens et Van Dyck, et l'on ne s'est pourtant jamais moqué de ce que ce petit-fils de tanneur et ce fils de marchand de soie aient été anoblis ou créés chevaliers. Pourquoi? Est-ce parce qu'il n'a pas voulu renoncer aux fruits de son pinceau?

Examinons avec calme et sans préjugés la situation.

On oublie généralement deux choses dans ce concert moderne de plaisanteries sur la noblesse. — C'est, d'abord, qu'autrefois elle n'était pas seulement, comme aujourd'hui, un fait, mais qu'elle donnait des droits; pourquoi Teniers n'aurait-il pu en profiter comme ses illustres émules? En second lieu, que la noblesse est la constatation par le pouvoir, de services rendus par une famille distinguée pendant plusieurs générations. Si Teniers avait eu ne fût-ce qu'un ancêtre distingué, pourquoi n'aurait-il pu s'en prévaloir, afin de donner des exemples à ses enfants et descendants?

Recherchons maintenant ce qu'il en est.

David I^{er} Teniers était sans conteste le petit-fils d'un

mercier, peut-être d'un porte-balle, venu d'Ath à Anvers ; mais il y avait eu, au xvi^e siècle, un homme célèbre à plus d'un titre, qui s'appelait *Taisnier*. En descendait-il ? C'est ce que nous allons rechercher.

Cet homme extraordinaire que, un beau jour, les Teniers ont revendiqué pour leur ancêtre et dont ils ont adopté les armoiries, était l'astrologue *Jean Taisnier*, d'Ath en Hainaut, dont il convient de dire quelques mots.

GUICCHARDIN avait déjà fait, au xvi^e siècle, son éloge relevé, au xviii^e, par DE BOUSSU : « Jean Taisnier, dit-il, docteur en droit, homme universel, donna au public quelques ouvrages de mathématiques, forts savants, sur l'Italie, l'Allemagne et en France ; il fit aussi un traité de *la nature de l'aimant* ; un autre, de *l'usage de la sphère naturelle*, et autres œuvres imprimées en 1583 (1). »

A la même époque, FOPPENS donna sur ce personnage des renseignements plus précis.

« JEAN TAISNIER, d'Ath en Hainaut, docteur dans les deux droits, philosophe, mathématicien, poète, musicien ; il professa ces arts avec distinction en plusieurs lieux. Il parcourut presque toute l'Europe et une partie de l'Afrique, ayant suivi l'Empereur Charles-Quint, dont il était le maître de chapelle, dans l'expédition de Tunis ; il prenait pour devise : *Quo fata trahunt*. Il enseigna les mathématiques à Rome et à Ferrare, et dans d'autres académies, publiquement et d'une manière privée, et eut partout des auditeurs nombreux et assidus. Il fut aussi directeur de la musique de Jean Gebhard, archevêque et électeur de Cologne. Enfin, fatigué de voyager, il se mit à écrire et à publier

(1) DE BOUSSU, *Histoire de la ville d'Ath*. (Mons, 1750, p. 204)

ce qu'il avait observé sur l'art divinatoire et la chiromancie. Jacques-Philippe Thomasius, en parle dans ses *Illustrium virorum elegus* (Padoue, 1630). Il écrit : *De naturâ et effectibus Magneti* ; Coloniae, typis Birekmanni, 1563, in-4°. — *De Motu continuo : de proportionem Motuum localicam*, contre Aristote et les autres philosophes. — *De Motu celerrimo hactenus incognito*. Ibid. — *De Annuli sphaerici Fabrica*, libros III, Antv. 1560. In-4°. — *De usu sphaerae materialis*. — *Astrologiae judiciarum Isugogen*, Coloniae, 1559. In-8°. — Enfin, *Opus ejus mathematicum*, compris en 8 livres, imprimé à Cologne par Théodore Baumius en 1583, avec le portrait de l'auteur.

« Que le lecteur remarque que son livre sur la chiromancie et l'art divinatoire, a été mis à l'index par le pape Sixte-Quint.

« Jean Fontanus lui a fait l'épithaphe suivante :

Taisnerius jacet hic, parvâ resupinus in urnâ,
Qui vaga, dum vixit, sydera transiliit.
Quo non dexteritas, quo non prænobile magni
Pertigit ingenium, cura laborque viri? (1) »

En 1875, les recherches faites dans les archives révélèrent sur son compte plusieurs circonstances importantes (2).

JEAN TAISNIER, né à Ath en 1509, fut « maistre d'escolle » des enfants de la Chapelle de l'empereur Charles-Quint;

(1) FOPPENS, *Bibliotheca Belgica*, t. II, p. 740. Texte latin et traduction flamande dans SIMILLION, *Kermisfeesten van Antwerpen*, 1864, p. 131-132.

(2) *Annales de la Société d'Emulation*. Bruges, t. XXVII (X de la 3^e série), p. 1 à 163.

en 1542 ⁽¹⁾, il eut une contestation à cause d'une prébende de Saint-Pierre à Leuze, dont il était possesseur. Il fut chapelain et chantre du même monarque jusqu'en 1558, se retira à Cologne, où il imprima son livre, voyagea à Tolède en 1538, Valladolid en 1544, Palerme en 1550, à Rome, Venise, Florence, Trente, revint à Malines, fut maître de chapelle de François de Mendoza à Trente et Palerme en 1552. Il dirigea une institution littéraire et artistique à Lessines, et y eut des élèves nombreux. On a de lui des effigies et son portrait, de 1562, à 53 ans. Sa devise était : *In manibus sortes ejus*; son cachet : un ours muselé sur une terrasse, surmontée d'un chef trilobé. Il mourut, en 1584, à Insprück.

Son frère, PIERRE TAISNIER, reçut une prébende à l'abbaye de Cambron ⁽²⁾.

Son fils JOACHIM TAISNIER, grand clerc batteleur, de l'église Saint-Julien à Ath, fils de THOMAS et de CATHERINE DE L'ISSUE, fut père de JULIEN, mort à Anvers le 4 mai 1585.

Le premier ascendant venu en Belgique tirait évidemment son nom de l'un des deux villages de *Taisnières* dans le département du Nord; *Taisnières en Thiérache*, près d'Avesnes, ou *Taisnières-sur-Hon*, près de Bavay ⁽³⁾.

(1) VAN DER STRAETEN, *La musique aux Pays-Bas*, t. III (1875), pp. 227 à 240. Cf., pp. 152, 224-225.

(2) Archives générales du royaume à Bruxelles (papiers d'État et de l'Audience, liasse n° 1631, 31 janvier 1556).

(3) *Tanière* vient du vieux français *taisnière*, *tesnière*, contraction de *taissonnière*, proprement le trou où se retire le taisson, le blaireau; retraite souterraine d'un ou plusieurs animaux sauvages (LAROUSSE). « Et Hersent par si grand effort se féri dedenz sa *taisnière* (LITTRÉ). — Les alliés de 1709 nomment *bataille de Tanière* ou *Teniers* la bataille de Malplaquet, village de France (Nord), à 24 kilomètres nord-ouest d'Avesnes, gagnée par le prince Eugène et Marlborough sur le maréchal de Villars.

Retenons, de ces renseignements sur les Taisnier, leurs armes et leur devise : à savoir un ours muselé au chef trilobé. Dans d'autres livres du xvi^e siècle, ce Jean Taisnier portait des armes parlantes : un écu écartelé : au premier, d'un arbre ; au second, de trois faucilles ; au troisième, d'un ours ; au quatrième, de trois glands.

La question est de savoir s'il existe quelque trace de la parenté des Teniers, peintres d'Anvers, avec cet homme célèbre, avant la requête en noblesse en 1655 ; ou bien, si c'est alors seulement qu'ils ont voulu se rattacher à un ancêtre plus ou moins illustre, dont ils prirent les armoiries en les modifiant ?

Voici les arguments que l'on peut invoquer en leur faveur :

1^o Le père, David Teniers I, était d'Ath, cela est prouvé par l'acte de notoriété de 1597 ; il avait un frère à Cologne, où vivait Jean Taisnier ;

2^o La maison qu'il acheta à Anvers était d'une certaine valeur (1) ;

3^o Il n'était pas simple porte-balle, mais commerçant avec l'Allemagne, la Hollande, la Belgique, etc. ;

4^o Son nom, dans les plus anciens actes, est *Taisnier* (2) ;

(1) Coop van het huys *Schilt van Inghelant*, met rente van 1,000 karolusguldens (18 Juli 1580) aen *Juliane Tenier* (*Archives de la ville d'Anvers, Registre 360*, MOY et NESSEN, f^o 11-12.) Cette maison existe encore ; elle est à pignon et trois étages, une porte entre deux fenêtres ; on y voit l'inscription moderne : GEBOORTEHUIS VAN DAVID TENIERS, DEN OUDEN, SCHILDER, 1582-1649.

(2) L'acte de naissance de David II, de 1610, porte THESNIER, et son contrat de mariage, de 1636, deux fois D. TAISNIER, tandis que tous les deux signent TENIERS ; il n'y avait là aucune prétention, mais ces mentions étaient sans doute tirées d'actes authentiques.

5° Lui-même et ses fils s'inspirèrent des diableries et singeries de Jean Taisnier, très probablement parent du grand astronome;

6° Il était musicologue, comme celui-ci.

C'est dans ces conditions que David Teniers, le jeune, sur le point de contracter, en 1656, un second mariage avec Isabelle de Fren, fille du conseiller au Conseil de Brabant, résolut de faire valoir ses droits à la noblesse.

Il se fondait sur les services rendus par ses ancêtres.

Les archives de Bruxelles et de Simancas conservent les principales pièces justificatives, que nous publions en appendice. Ce n'était pas seulement du côté paternel que le requérant tirait ses prétentions; il descendait, du côté maternel, d'un homme remarquable, dont il fit valoir les services rendus à son prince et à son pays. Sa mère était la fille de Corneille Platvoet, fils d'Henri, lequel avait été nommé capitaine de l'amirauté le 20 août 1587, et qui était devenu, plus tard, amiral de la marine du port d'Anvers. Teniers s'adressa donc aux bourgmestre, échevins et conseillers communaux de cette ville, aux fins de faire établir ces faits et titres par témoins. Dès le 16 janvier 1657, une enquête fut ordonnée par un échevin délégué, et les témoins furent entendus les 30 et 31 du même mois et le 18 février. Quatre témoins furent interrogés.

Le premier, Gilles Timmers, âgé de 80 ans, pêcheur et voisin de l'amiral, lui avait vu remplir ces fonctions en 1593; il en était de même du second, Michel der Wedue, pêcheur, âgé de 106 ans environ, qui l'avait connu capitaine de l'amirauté; ce témoin ne peut signer, étant devenu aveugle. Le troisième, Jean de Winter, âgé de 69 ans, marinier, déclara qu'il l'avait bien connu depuis sa jeunesse, que comme voisin il fréquentait sa maison, et que son

aïeul l'avait fait aussi. Enfin, le quatrième, Corneille-Willems, également voisin, l'avait, comme son père, bien connu dans ses deux fonctions, et témoigna que son aïeul, Corneille Baltens ou Walter, *librador* en armes au service de Sa Majesté, lui avait dit plusieurs fois que l'amiral avait eu à prévenir une altercation de ses gens qui s'étaient mutinés, et les avait apaisés moyennant une somme de mille cinq cents florins que son aïeul lui avait prêtés sur hypothèque de la maison de l'amiral. Il affirma, en outre, que son dit aïeul lui avait dit, ainsi que maître Gilles van Roy, commissaire de Sa Majesté, et Jérôme Felicis, commissaire de l'artillerie pour la dite Majesté, que le dit amiral Platvoet s'était conduit avec grande vaillance à la Villa de Heusdem, où il avait été grièvement blessé.

Cette enquête, faite par l'échevin délégué, François-Paul de Brouhoven, et par Max Gerardy, secrétaire de la ville, fut scellée par eux le 12 février 1687. La traduction du flamand en espagnol en fut faite par la chancellerie (1).

Plus tard, en 1661, Teniers parvint à mettre la main sur la nomination même de son aïeul; il en fit faire par le notaire J. Droogen une copie authentique, qui fut expédiée à Madrid (2).

Passant aux titres et dignités de ses aïeux paternels, Teniers fit entendre, du 14 au 27 août 1657, divers témoins, bourgeois de la ville d'Anvers, devant le notaire Melchior de Schoonhove.

Le premier, Corijn Willems, capitaine, sergent-major, affirma s'être transporté en la maison de Julien Teniers, fils de David le Vieux, enseigne de la Confrérie des escrimeurs,

(1) Pièce justificative I.

(2) *Idem*, III.

et y avoir vu un portrait dudit Julien, avec l'inscription : *Aetatis suae 50, Anno 1583*, et des armoiries peintes, à savoir : un écu d'argent à l'ours au naturel et au chef d'azur, chargé de trois glands d'or ; surmonté d'un heaume, avec cimier ; l'ours issant tenant un gland, et avec lambrequins d'argent et d'azur.

Le second, le notaire susdit, se rendit, le 21 août 1687, au cloître des RR. PP. Carmes à Anvers, et y vit une pierre sépulcrale du même Julien, portant l'inscription : *Ci-gist Julien Teniers, décédé le 12 mai 1585*. Il affirma que les plus anciens pères lui avaient déclaré que dans ce cloître n'étaient enterrés que des personnes appartenant à la religion catholique.

Enfin, le même M. de Schoonhove, âgé de 43 ans, Guillaume Guillemans, âgé de 66 ans, et Jean Veruyen, âgé de 65 ans, affirmèrent avoir très bien connu leur voisin, David Teniers, fils de Julien, peintre, qui demeurait sur la *Lombardveste*, au coin du vieux Lombard, et qui y mourut, comme un homme de bonne renommée et réputation, honnête et vertueux, ayant toujours professé la foi catholique, apostolique et romaine.

Tels étaient les titres que Teniers faisait valoir à l'appui de ses prétentions. Il fit dresser par le même notaire un arbre généalogique des enfants et petits-enfants de son aïeul Julien Teniers, décédé le 12 mai 1585, et de sa femme légitime, Jeanne Malbeeck, et peindre ses armoiries. Le tout fut rédigé en flamand, traduit en français par le notaire Walravens et expédié au souverain (1).

(1) Pièce justificative II. On joignit plus tard à ces pièces l'acte de nomination de JEAN-CHRYSTHOME TENIERS, un de ses parents, comme abbé de l'abbaye de Saint-Michel, lez-Anvers, le 8 avril 1687 (voir pièce IV).

Le 4 septembre 1657, il y eut un avis favorable d'A. Colbrant : « J'ai vëu et examiné la requeste que David Teniers, ayant été peintre de la chambre du Sérénissime archiduc Léopold, etc. Il est fils de Julien Tesnier et de Josine Bergaigne, la propre sœur du Révérend Père Joseph Bergaigne, vivant commissaire général de l'ordre de Saint-François, et depuis, archevêque de Cambrai. ... Sa Majesté pourrait être conseillée de lui accorder la grâce qu'il prétend, mais à charge néanmoins qu'il ne lui sera permis d'exercer l'art de la dicte profession publiquement pour aucun gain ou salaire, ainsi que sont accoustumez de faire ceux de ceste condition, à paine d'estre tenue pour descëu d'icelle grâce (1). »

Le 17 octobre suivant, une minute corrigée (1) porte :

« Monseigneur.

« Votre Excellence ayant esté servie par son décret du 12 de fébvrier dernier, la lettre de Sa Majesté avec la requeste, icelle présentée par David Teniers, peintre de la Chambre de feu Sér^{me} Archiducq Léopold et de celle de Sér^{me} prince don Jean d'Autriche, tendant à ce que son bon plaisir fust de l'honorer du tiltre de noblesse et de lui accorder les mesmes armes que son ayeul et père ont porté cy devant, nonobstant sa profession de peintre, en considéracion des

(1) Registre aux archives du royaume. (Anoblissement. Requêtes. Consultes et lettres de recommandation.) Papiers d'État de l'audience, n° 888, t. VI, (1660-1669), f° 90-91. Au dos : DAVIDE TENIERS, pour noblesse, au f° 88. Certificat des 7 et 19 janvier 1655.

(2) *Ibidem*, f° 92. Au dos de la requête on lit : DAVID TENIERS; *Au Roy* : Pide tit^o de noble sin embargo que exer el arte de pintor de Cadel del Sr D. Juan. La pièce porte encore (f° 93) : Espagne : *Stissianus*, avallero del habitoc de San Tiago. Don Diego *de Velasco*, cavallero del

bons services renduz aux glorieux ancestres de Sa Majesté par ses prédécesseurs, particulièrement désignés en sa dicte requeste; Nous, après en avoir demandé l'advis du lieutenant, premier Roy d'armes, l'avons mis en délibération de Conseil, et (semblables grâce, voire plus grande, ayant été accordée par les glorieux ancestres de Sa Majesté et plusieurs autres roys et princes de l'Europe à divers peintres, qui ont excellé en leurs arts, sicomme Titian et Velasco ont esté honoréz de l'ordre de Saint-Jacques, Bastan de celui de Venise, Jean Van Aken en ces Pais-Bas, comme aussi Pierre-Paul Rubens et Antoine Van Dyck ont reçu pareille dignité des roys de France et d'Angleterre) ⁽¹⁾ considéré que l'arbre de descente de Julien Teniers, qu'il a produict, que ses ancêtres ont été anoblis, que des prestes des sommes de deniers faictes aux augustes prédécesseurs de Sa Majesté, il Nous semble que Votre Excellence pourrait être conseillée de s'incliner favorablement à la demande dudit Teniers et d'aviser Sa Majesté afin qu'elle soit servie de l'honorer du dit titre de noblesse et des armes qu'il demande; Nous remettants à ce que Votre Excellence par sa haute prudence trouvera convenir ⁽²⁾. »

habito de S. Tiago. — Roma : Raphaël *Urbino*, denumbrado cardinal. — Roma : Josephe *Arapino*, cavallero de S. Spirito. — Venetia : *Bas-san*, cavallero Venetiano. — Milan : *Alcaïro*, cavallero de Milan. — Alamaña : Albertus *Durer*, cavallero Alamanie ; Juan *van Aken*, cavallero Aleman. — Zante : Ancelmus *van Hullen*, gentilhomme. — Amberes : P^o Paulo *Rubens*, cavallero d'España y Francia y Angalatierra. — Ambras : Antonio *Van Dyck*, cavallero, y mas otros pro sus servicios.

(¹) Les mots entre parenthèses sont une surcharge en marge.

(²) Cette première requête de 1655 a été signalée par PINCHART, *Archivès des Arts*, t. I, p. 53. — Celle du 4 septembre 1657, avec avis favorable et condition, par VERMOELEN, *Teniers le jeune*, (1865), p. 45, et (1870), p. 4.

Les archives ne contiennent aucune pièce autre que le certificat du Roi d'armes Flacchio, du 10 janvier 1663, ayant accordé le titre ou degré de noblesse; il est probable que Teniers ne consentit point à remplir une condition qui n'avait pas été exigée de ses illustres émules, Rubens et Van Dyck, mais lui-même et ses descendants portèrent les armoiries qu'ils avaient revendiquées et ils ne paraissent pas avoir été inquiétés de ce chef. Il faut les louer d'avoir préféré, à un vain titre nobiliaire, les avantages des produits de leur merveilleux pinceau ⁽¹⁾.

(1) En 1703, son petit-fils, *David Teniers IV*, fils de *David III* et d'*Anne-Marie Bonnarens*, de Termonde, remariée au *chevalier de Goethem*, fit, lors de son voyage en Espagne, des démarches à Madrid pour l'anoblissement et l'augmentation des armoiries de son beau-père. Voir p. 327 de ma notice, *Les trois peintres DAVID TENIERS et leurs homonymes*, dans les *Annales de l'Académie royale d'archéologie d'Anvers* (1893), t. 50, pp. 301 à 359. Ce travail sera prochainement terminé.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

ARCHIVO GENERAL DE SIMANCAS. SECRETARIAS
PROVINCIALES. LEGAJO 469.

I

Enquête sur les fonctions de Corneille Platvoet

16 janvier
1657.

A todos quantos la presente carta vieren o leer oyeren, Nos, los burgomaestres, esclavines y consejo de la ciudad de Amberes, hacemos saber que, en diez y seis dias del mes de Enero de Mil y seiscientos y cinquenta y siete años, el contenido nos presento una peticion de laqual y del auto que sobre ella proveimos y de la informacion que, en su conformidad dio, ante los comisarios que para ello disputamos el tenor sigue y es este.

A LOS SEÑORES BURGOMAESTRES Y ESCLAVINES
DE LA CITUAD DE AMBERES.

PETICION.

Dize con reverencia David Teniers, pintor domestico de Su Alteza real el Serenisimo Señor Don Juan d'Austria, Gobernador por Su Magestad destos sus Estados-Baxos y de Borgoña &*, que le conviene dar informacion de la condicion y servicios de Cornelio Henriquez Platwoet, su aguelo capitan y almirante que fue de la ribera desta ciudad por Su Magestad.

Suplica por ende a los Señorias sean servidos nombrar

un esclavin y un secretario desta ciudad para tomar la dicha informacion y tomada mandar que della se le de auto en la forma que haga fe en juicio y fuera que en ello, &c.

AUTO.

Los señores burgomaestres y esclavines cometieron y cometen à Francisco Paulino de Brouhoven, escudero, esclavin, y al licenciado Maximino Gerardi, secretario desta ciudad, al efecto pedido Fecho à diez y seis de Enero de Mil y seiscientos y cinquenta y siete años. Firmado C. Gevarts.

INFORMACION.

En esta ciudad de Amberes a treinta dias del mes de Enero de Mil y seiscientos y cinquenta y siete años, ante los dichos Francisco Paulino de Brouhoven, esclavin, y el licenciado Maximo Gerardi, secretario de esta ciudad, comissarios para ello nombrados por el dicho David Tenniers, se presento por testigo y parescio presente, Giles Timmers, pescador, vecino de esta ciudad, de edad de ochenta años, à el qual se tomo juramento en debida forma de derecho y siendo preguntado por el tenor de dicha peticion, dixo, declaro y afirmo que muy bien conosco a Cornelio Henriquez Platvoet, y que sabe que el dicho en el año de Mil y quinientos y noventa y tres, o en cerca sirvio a Su Magestad en el almirantazgo de la rivera de esta ciudad de Amberes por Almirante de ella, y de antes por Capitan en el dicho almirantazgo, dando razon de su sciencia por haber en aquellos tiempos el dicho afirmante de ordinario pescado en dicha rivera y en los contornos de ella sobre las

tierras inundadas, y que ha visto servir al dicho Cornelio Henriquez los dichos cargos de Capitan y Almirante de la dicha rivera, y asi lo afirmo so cargo del dicho su juramento, y, por no saber escribir, lo firmo de una marca. La marca de Giles Timmers.

TESTIGO.

30 janvier
1657.

Dicho dia mes y año dichos de parte del dicho suplicante, se presento por testigo ante los dichos comisarios, Miguel der Weduwe, de edad de ciento y seis años, o en cerca, ciego de vejez con todo gozando de su memoria juicio y entendimiento, como claramente parescia, del qual siendo tomado juramento en debita forma de derecho y preguntado por el tenor de dicha peticion, dixo y afirmo que bien sabe que Cornelio Henriquez Platvoet sirvio a Su Magestad de Capitan del almirantazgo de la rivera de esta ciudad, y despues de Almirante de ella, dando razon de su sciencia, porque el afirmante en aquellos tiempos iba pescando en la rivera de esta ciudad y sus contornos, y que cada vez habia de pasar con su barca delante el baxel de guerra en que mandaba el dicho Cornelio Henriquez Platvoet; y asi lo afirmo por el dicho su juramento y no lo firmo por causa de su ceguedad.

TESTIGO.

31 janvier
1657.

En treinta y un dias del dicho mes de Enero y año de Mil y seiscientos y cinquenta y siete, ante los dichos comisarios parescio presente Juan de Winter, marinero de esta ciudad de Amberes, de edad de sesenta y nueve años, testigo presentado por parte del dicho suplicante, del qual fue tomado el juramento en debida forma de derecho so cargo

del qual prometio decir verdad, y preguntado por el temor de dicha peticion, dixo y afirmo que desde su mocedad conocio bien y familiarmente à Cornelio Henriquez Platvoet, frequentando su casa como que vivia en su vecindad y por ser el dicho Cornelio compadre del aguelo de este, afirmante y asi sabe y es verdad que el dicho Cornelio Henriquez Platvoet sirvio a Su Magestad, primeramente de Capitan, y despues de Almirante de la rivera de esta ciudad, y que el dicho afirmante le ha visto servir dichos cargos; y asi lo afirmo y, por no saber escribir, lo firma de su marca. La marca + de Juan de Winter.

TESTIGO.

fevrier
1657.

Y a ocho dias del mes de Febrero del dicho año de Mil y seiscientos y cinquenta y siete, de parte del dicho suplicante presentose por testigo y parescio ante los dichos comisarios, el capitan y sargento mayor Corin Wilems, entretenido en el servicio de Su Magestad, del qual fue tomado juramento en debida forma de derecho y siendo preguntado por el tenor de dicha peticion, dixo, declaro y afirmo, que desde su mocedad conoseio muy bien y trato familiarmente con Cornelio Henriquez Patwoert (*sic*), como quien vivia en su vecindad y era compadre del padre de este, afirmante habiendo dicho afirmante en su mocedad cada dia frequentado la casa del dicho Cornelio Henriquez, y que por ende sabe el dicho afirmante que el dicho Cornelio Henriquez Platwoert sirvio a Su Magestad, primero de Capitan del almirantazgo de la rivera de esta ciudad y, despues, de Almirante de dicha rivera, declarando y afirmando mas que à Corin Baltens, su aguelo, librador, que fue de armas al servicio de Su Magestad, oyo decir por

diferentes veces que el dicho Cornelio Henriquez Platwoert, al tiempo que servia el dicho cargo de Almirante, habia prevenido à una alteracion de su gente, donde los demas estaban ya amotinados, contentadoles con dinero, para lo qual el dicho aguelo del afirmante le habia emprestado mil quinientos florines debaxo de obligacion e hipoteca de la hacienda propria del dicho Almirante; item, que siendo el afirmante con su aguelo Corin Walter, en compaña de Maestre Giles Van Roy, comisario de Su Magestad, y de Geronino Felices, comisario del Artilleria por Su dicha Magestad, les oyo decir que el dicho Cornelio Henriquez Platwoert se habia mostrado muy valiente a la villa de Huesdem, donde habia sido muy mal herido; y asi lo afirmo por el dicho su juramento y lo firmo de su nombre. Corin Willems.

I por quanto todo lo suso paso asi en verdad por ende nos, los susodichos burgomaestres, esclavines y consejo, interponiendo à todo ello nuestra autoridad y decreto judicial, para que haga fe en juicio y fuera de el hemos mandado despachar la presente, sellada del sello à las causas de esta dicha ciudad de Amberes, y firmado del dicho licenciado Maximino Gerardi, nuestro secretario, à doce dias del dicho mes de Febrero y año de Mil y seiscientos y cinquenta y siete.

MAX. GERARDY.

II

Enquête et requête de la famille Teniers.

14-21-27 août 1657.

Nous soubsigné, bourgeois de la ville d'Anvers, déclarons par ceste, et offrons de le faire par serment en cas de besoin, estre véritable que ce jour d'huy, date de ceste, nous nous sommes transportéz à la maison du S^r JULIEN TENIERS, fils de DAVID, enseigne de la confrérie des Ecri-meurs de la ville d'Anvers, et que nous y avons vëu certain pourtraict de JULIEN, son ayeul, au costé duquel estoient peinctes les armoiries, comme sont celles cy dessus, accordans en leurs métaux et couleurs et heaume, et, joindant icelluy, estoit mis : *Ætatis suæ 50, A^o 1583*. En tesmoing de quoy avons signé la présente en Anvers, ce 14 d'aoust 1657; estoit signé : Capityn-sergeant-mijior CORTYN WILLEMS; M. DE SCHOONHOVE, not^s. pub^{cus}, et GUILLAM GEMS.

Je soubsigné, notaire publicq admis par le Conseil de Brabant, résident en Anvers, déclare que ce jour d'huy, date de ceste, j'ay esté dans le cloistre du couvent des RR. PP. Carmes Chaussez de ceste ville, et y vëu et visité certaine pierre sépulchrale, sur laquelle estoit gravé en lettres *in verbis* : « Cy gist JULIEN TENIERS, décédé le 12 may 1585. » En oultre déclare, sur mon serment que j'ay presté à l'advènement en mon office, que divers des plus anciens religieux du susdit couvent m'ont affirmé qu'au susdit cloistre ne furent en ce temps-là enterrées autres personnes que celles qui estoient de la vraye foy catholique et romaine. En tesmoing de quoy jay soubsigné

ceste de mon seing manuel notarial accoustumé, en Anvers, ce 21 aoust 1657. Signé : M. DE SCHOONHOVE, *not^s. publicus*.

Nous sousignez, inhabitans et bourgeois de la ville d'Anvers, déclarons par ceste, et offrons de le faire par serment en cas de besoing, estre véritable que nous avons très bien cognu DAVID TENIERS, fils de JULIEN, peintre de cette ville, ayant demeuré en son vivant sur le *Lombarde-veste*, au coing de la rue du vieil Lombard, pour homme de bonne renommée et réputation, honneste et vertueux, et qu'il a toujours professé la foy catholique, apostolique et romaine, et est mort en icelle ; alléguant pour raison de science, parce qu'avons tousjours esté de ses plus proches voisins et traicté souvent avecq luy. Faict en Anvers, le 27 d'aoust de l'an 1657. Et estoit signé : JACQUES PEETERS, eagé de 55 ans ; GUILLAUME GUILLEMANS, eagé de 66 ans ; JEAN VERUYEN, eagé de 65 ans ; M. DE SCHOONHOVE, eagé de 43 ans. Embas estoit escrit ce que s'en suit : Je sousigné déclare *ut suprà*, alléguant pour raison de science, parce que j'ay cogneu plusieurs années le susdit DAVID TENIERS, et eu conversation particulière avec luy. *Actum ut suprà*. Et estoit signé : FRAN^{co} BERGAIGNE, *collata concordat cum originali, quod attestor*. Signé : M. DE SCHOONHOVE.

Le sousigné, notaire publicq admis par le Souverain Conseil de Brabant, atteste que les susdites armoiries, généalogie, et trois déclarations traduites de la langue thioise en la franchoise, accordent avecq les originales de mot à aultre, tesmoing mon seing manuel notarial accoustumé.

WALRAVENS, *not^s. s. s.*

Arbre de la descente de feu Julien Teniers et Jenne Maelbeecq,
sa femme légitime, lequel TENIER mourut en l'an 1585, le 12 jour de May
du mesme an, et est enterré dedans le cloistre du couvent des R. Pères Carmes
Chaussez en Anvers, comme appert par la pierre sépulchrale y gysante, ayant
ceste esté dressée par moy, MELCHIOR DE SCHOONHOVE, notaire publicq admis
par le Conseil de Brabant, résident en Anvers, et vérifiée par les documents
autentiques soubscripts et annexéz.



Julien TENIERS espouza **Jehenne VAN MAELBEECQ**
et eurent ensamble les enfans suivans.

DANIEL TENIERS espouza JOZINNE BERGAIGNE, sœur du R. P. Joseph Bergaigue, qui fut commissaire général de l'ordre de St-François et, depuis, archevesque de Cambrai.	JENNE TENIERS, religieuse aux pauvres Clarisses, morte.	DAVID TENIERS espouza DIGNA HENDRICQ, fille de CORNILLE HENDRICQ, alias PLATVOET, qui fut admiral de la rivière d'Anvers pour le service de Sa Majesté, et eurent ensamble :	JULIEN TENIERS, mort à marier.	NICOLAS et JOSSE TENIERS, morts à marier.
THÉODORE et BRAHAM TENIERS, servans à la court du seigneur Prince D. Jean d'Autriche.	ANNE TENIERS, fille dévôte de l'ordre de Saint François	DAVID TENIERS, peintre, qui fut de la Chambre du Sér. Archiducq Léopolde, et l'est à présent de celle de Son Altéze Don Jean d'Autriche, gouverneur général de ces Pays-Bas.	JEAN-BAPTISTE TENIERS, récolette de l'ordre de Saint-François.	JULIEN TENIERS, enseigne de la confrérie des escrimeurs en la ville d'Anvers.

Commission de Corneille Platvoet comme capitaine de navire.

21 janvier
1661.

Manuel de Lalaing, Marquis de Renty, Baron de Martigny, Sieur de Chièvres, Condé, &*, Chevalier de l'ordre, amiral et capitaine général du pays de Hainault, &*, à tous ceux qu'il appartiendra sçavoir faisons : Comme il est requis de pourvêoir de quelques capitaines pour les bateaux de guerre de Sa Magesté, et en regard au bon rapport que nous a esté faict de la personne de Cornille Heyndrixsen Platvoet et de sa bonne expérience au faict de la marine, l'avons par le décès du capitaine Cornille Gierdt-sen retenu, comme retenons par cestes, au nom et de la part de Sa Magesté, pour Capitaine, au lieu du dit deffunct, pour servir à Sa ditte Magesté bien et fidèlement sur un bateau et *vlyeboot* de Sa ditte Magesté, nommé *Sainte-Anne*, ou tel autre que luy pourra estre ordonné, et ce pour le terme d'un an à commencer doiz ce jour d'huy, date de cestes, et de là en avant aussy longtemps que le trouverons convenir pour le service d'icelle Sa Magesté, au traitement de cinquante florins, de vingt pattars chacun florin, par mois, que de grace sigulière et en considération de ses services passés luy ont esté accordéz et s'accordent de la part de Sa ditte Magesté par cestes, dont il sera payé par celluy des trésoriers d'icelle Sa Magesté qu'il appartiendra, des deniers que pour ce luy seront ordonnéz; en quoy désirons que ne luy soit faict aulcune difficulté, et, à ceste fin, seront ces présentes montrées au contador des armées navales de Sa ditte Magesté, le sieur Cristophe d'Aguirre, pour en tenir note et mémoire là et ainsy qu'il appartiendra; si fera

aussy le dit capitaine Corneille Heyndriexsen le serment déu et pertinent de se bien acquieter et fidèlement servir à Sa ditte Majesté en ceste charge en nos mains ou de Monsieur de Wackene, nostre vice-Admiral, que comettons à ce; requerrant au surplus bien instamment a tous Roys, Princes, Potentats et Seigneurs, ou leurs lieutenans, capitaines, officiers, gens de guerre et tous autres alliéz, bien vueill^s et amis de Sa ditte Magesté; ordonons a tous autres sujetz et officiers estans sous l'obéyssance d'icelle et nostre charge, et aux autres n'y estans requérons qu'au dit Cornille Heyndriexsen ils prestent toute ayde, adresse et assistance, comme ilz voudriont que fissions pour eulx en semblable cas, pourvéu qu'il ne fasse rien contre ny au préjudice du service de Sa ditte Magesté.

Donné en la ville de Condé, le vingtiesme jour d'aoust quinze cent quatre-vingt-sept — Et estoit signé Emanuel de Lalaing. — *Tomo la razon* — Cristobal de Aguirre, et seellé du grand seel de l'Almiraulté, y pendant en cire vermeille et double queue de parchemin.

Accordé de mot à autre à l'original, escript en parchemin. En foi de quoy je, Jean sDroogen, notaire publicq et royal, résident à Bruxelles, ay signé ceste, ce 21 de janvier année 1661.

J Droogen, notarius publicus. 1661.

IV

Nomination de Jean Chrysostome Teniers comme abbé de Saint-Michel.

8 avril 1687. CHARLES &*, à vénérables nos chers et bien aymés les Prieur, religieux et couvent de l'abbaye de Saint-Michel, de l'ordre des Prémonstrés, en nostre ville d'Anvers, salut et dilection ! Comme à Nous, comme Duc de Brabant, affierd et appartient d'avoir soigneux égard que les prélatures, abbayes, prieurés et autres dignités estant en icelluy Duché soyent pourvées de gens catholiques, doctes, de bonne vie et conversation, dignement au temps présent, pour les entretenir et conserver en bonne et chrestienne religion, et que, par indult apostolique, droit et patronage et autrement, nous compète et ayons droits aux dictes prélatures et dignités, quand elles vacquent, nommer personnes suffisantes, idoignes et a nous agréables, et il soit qu'estant la ditte abbaye maintenant vacante par le trépas de Damp Gerard Kniff, Nous ayans fait informer de l'idoineté et capacité des religieux d'icelle, entre lesquels nous auroit esté représenté Damp Jean Chrisostome Teniers ; Sçavoir vous FAISONS que, pour le bon rapport que fait nous a esté du ditte Damp Jean Chrisostome Teniers, et de ses sens, expérience, bonne et religieuse vie et conversation, Nous avons icelluy dénommé et dénommons par cette à la ditte abbaye de Saint-Michel, Vous consentans et requérans &*.

Donné en nostre ville de Madrid, royaume de Castille, le huictiesme jour du mois d'abril, l'an de grace six-cents quatre-vingt et sept, et de nos règnes le vingt-et-deuxiesme.

III

*Les sources de l'histoire nationale
conservées à l'étranger dans les archives privées.*

(Par A. CAUCHIE et L. VAN DER ESSEN.)

Depuis son existence et depuis quelques années surtout, les initiatives de la Commission royale d'histoire ont provoqué une série de recherches à l'étranger des plus fructueuses pour notre histoire nationale. Les investigations se sont naturellement portées vers les dépôts publics, où sont conservés une grande partie des archives diplomatiques de nos anciennes provinces : correspondances confidentielles des gouverneurs généraux, rapports et lettres des agents diplomatiques et des ambassadeurs, instructions secrètes envoyées par le gouvernement de Madrid ou de Vienne à ses ministres et à ses représentants aux Pays-Bas. Certes, l'on n'a pas négligé les archives et les bibliothèques particulières ⁽¹⁾, mais on conçoit que celles-ci aient jusqu'ici été moins fouillées que les collections publiques.

Et cependant, des richesses parfois insoupçonnées sont cachées dans ces dépôts privés, dans ces archives et bibliothèques particulières ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Il suffit de rappeler les recherches de Ruelens, Borgnet, Gachard, dans les archives particulières d'Italie et de Kervyn de Lettenhove et de Van Bruyssel dans celles d'Angleterre.

⁽²⁾ D'utiles indications sont fournies par B. DE MONTFAUCON, *Bibliotheca bibliothecarum manuscriptorum nova*, 2 vol. Paris, 1739.

On nous permettra de raconter, à titre d'exemple, l'anecdote suivante. L'an dernier, nous étions occupés aux archives et à la bibliothèque nationale de Naples, lorsqu'on nous fit la gracieuse invitation de visiter les archives de la noble famille de Guardialombarda.

L'un de nous s'y rendit et quelle ne fut pas sa surprise, en feuilletant un volume de lettres qu'on lui mit entre les mains, de constater que celui-ci contenait un notable complément des archives farnésiennes, étudiées par lui à l'*Archivio di Stato*. La collection de lettres que M^{me} la duchesse de Guardialombarda lui permit fort aimablement de dépouiller, contenait plusieurs missives originales d'Alexandre Farnèse, de sa mère Marguerite de Parme, du cardinal de Granvelle, datées de 1581-1582, et intéressant directement les Pays-Bas ⁽¹⁾.

Diverses constatations de ce genre nous ont donné l'idée que peut-être il ne serait pas hors de propos de présenter à la Commission royale d'histoire une note pour attirer l'attention sur un certain nombre d'archives particulières. Nous nous efforcerons de grouper dans un ensemble nombre de renseignements, épars dans des publications diverses ou que nous avons été à même de recueillir au cours de divers voyages. Nous nous proposons de montrer le profit qu'on peut tirer de ces papiers de famille et, d'indiquer où ils sont conservés.

*
* *

Si nous abordons ce sujet, c'est que, même abstraction faite des relations diplomatiques, les vicissitudes commer-

(1) Archives Guardialombarda à Naples. Volume coté CCXLV, n° 578 : *Raccolta di lettere di Ferrante della Marra*.

ciales et politiques de la Belgique ont, à toutes les époques de son histoire, appelé sur son territoire des personnages dont les archives peuvent contribuer à éclairer les vicissitudes de son passé.

Pour ne pas remonter plus haut que la seconde moitié du xiii^e siècle, on constate qu'à cette époque, la civilisation des Pays-Bas présente une caractéristique bien particulière : c'est l'époque des grands centres urbains, mais c'est en même temps la renaissance du cosmopolitisme commercial ⁽¹⁾.

Grâce à Bruges et à son port, centre de transactions et marché commun des peuples germaniques et des peuples romans, les provinces belges voient affluer quantité d'étrangers, venus du nord et du midi ⁽²⁾.

Les vaisseaux étrangers arrivent, chargés de richesses, au port du Zwyn; au commencement du xiv^e siècle, un service régulier de navigation existe déjà entre Bruges d'une part, Gênes et Venise de l'autre ⁽³⁾. Dès 1293, les registres en parchemin des corps commerciaux de Venise signalent soigneusement les voyages annuels des *galere di Fiandra*, des galères vénitiennes qui se rendent en Flandre ⁽⁴⁾. Bientôt, l'on rencontre au port flamand les

(1) Cf. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. I, p. 240 et suiv. Bruxelles, 1900.

(2) R. EHRENBURG, *Makler, Hosteliers und Börse in Brügge vom XIII bis zur XIV Jahrhundert*, dans le *Zeitschrift für das gesamte Handelsrecht*, 1885, t. XXX, p. 405 et suiv.; R. HAEFKE, *Brügge's Entwicklung zum mittelalterlichen Weltmarkt*. Berlin, 1908.

(3) H. PIRENNE, *o. c.*, p. 244.

(4) *Archivio di stato de Venise : Cinque Savii delle Mercanzie*, n° 181, *Transito di Olanda*. — Cf. BLOK, *Verslag van een onderzoek naar archi-*

comptoirs permanents des Allemands, des Espagnols, des Biscayens, des Aragonais, des Catalans, des Italiens, des Siciliens et des Portugais Sollicités par ce grand développement commercial, les prêteurs lombards, florentins et siennois affluent ⁽¹⁾.

C'est le cas de citer ici ces banquiers comme Dino Rapondi, Tommaso et Bernardo Portinari, Tommaso Guidetti, et les fameux Médicis, qui établissent tous une succursale à Bruges et entreprennent de vastes opérations de crédit. Ces familles, aristocratie de la bourse, sont devenues souvent aristocratie de noblesse : plus d'une, comme celle des Médicis et celle des Spinola, comptera plus tard des princes, des ducs, des ambassadeurs et des guerriers.

Au ^{xvii}^e siècle, les membres du conseil de l'archiduc Albert, jaloux de l'influence d'Ambrosio Spinola, le traiteront de « banquier » et lui rappelleront l'origine roturière de ses ancêtres.

Ce ne sont pas seulement les familles de commerçants

valia in Italië belangrijk voor de geschiedenis van Nederland, p. 10-11. La Haye, 1900 ; A. PINCHART, *Essai sur les relations commerciales des Belges avec le nord de l'Italie et particulièrement avec les Vénitiens depuis le ^{xiii}^e jusqu'au ^{xvi}^e siècle*, dans le *Messenger des sciences et des arts*, 1851, p. 9 et suiv. ; A. SCHAUPE, *Die Anfänge der venizianischen Geleerenfahrten nach der Nordsee*, dans le *Historische Zeitschrift*, 1908, t. CI, p. 28-89 ; H. WAETJEN, *Die Niederländer im Mittelmeergebiet zur Zeit ihrer höchsten Machtstellung* (Abhandl. zur Verkehrs u. Sittengeschichte, im Auftrage des hans. Geschichtsvereins hrsg. von Dr Schäfer, t. II). Berlin, 1909.

⁽¹⁾ J. FINOT, *Étude historique sur les relations entre la Flandre et l'Espagne au moyen âge*. Paris, 1899 ; LE MÊME, *Étude historique sur les relations commerciales entre la Flandre et la république de Gènes au moyen âge*, dans les *Annales du comité flamand de France*, t. XXVIII, 1906-1907.

ou de grands financiers, qui ont envoyé des membres de leur maison dans les Pays-Bas du xiv^e au xv^e siècle. A cette époque, en effet, l'essor commercial de nos provinces marche de pair avec une formation politique nouvelle. Les ducs de Bourgogne, après avoir nivelé les institutions particularistes, brisé la résistance des villes et de la féodalité, tendent de toutes leurs forces à la centralisation intérieure, au pouvoir personnel et monarchique. Les institutions qui naissent de cette tendance ne sont pas, d'après M. Pirenne ⁽¹⁾, une importation du dehors mais le résultat d'une longue évolution. Cette thèse va à l'encontre de l'opinion généralement reçue. Nous n'avons pas à la discuter ici. Il nous suffit de constater que ces institutions s'exercent par un personnel où dominent les étrangers : Français, Bourguignons, Picards.

Ils s'appellent Hugonet, Humbercourt, Lannoy, Lalaing, Croy, Fillastre, Rollin ⁽²⁾.

Ils finiront par se naturaliser, comme les Lalaing, les Croy, les Perrenot, mais parfois, instruments dociles dans la main du souverain, ils le suivront dans des pays éloignés, qui garderont leur tombe; une partie de leurs archives les y suivra. Ce fut le cas, plus tard, de Charles de Lannay, vice-roi de Naples, et du cardinal de Granvelle.

La fortune de ces familles suit celle du souverain, en

⁽¹⁾ Le savant historien a exposé cette thèse plusieurs fois déjà et tout récemment encore. Voir H. PIRENNE, *The formation and constitution of the Burgundian State (fifteenth and sixteenth centuries)*, dans l'*American historical Review*, 1909, t. XIV, p. 477-502.

⁽²⁾ H. PIRENNE, *o. c.*, t. II, p. 361 et suiv. Bruxelles, 1903. — A titre de comparaison, cf. A. WALTHER, *Die burgundischen Zentralbehörden unter Maximilian I. und Karl V.* Leipzig, 1909.

politique : elle suit aussi la fortune des villes, au point de vue commercial.

La décadence de Bruges au ^{xv}^e siècle entraîne le déplacement du centre commercial et financier à Anvers : elle entraîne aussi l'exode des étrangers, qui quittent peu à peu la métropole flamande (1). Anvers accueille, déjà en 1407, les fameux Merchant Adventurers (2) : auparavant, des « osterlins » célèbres comme Henri Heltewage et Henri Suderman ont conquis par leur charité l'affection des citadins. Au ^{xvi}^e siècle, ce mouvement s'accroît : la découverte du Nouveau Monde donne à la puissance économique de cette ville un essor remarquable. A l'époque de cette découverte, Anvers comptait déjà les succursales des puissantes maisons d'outre-Rhin, des Meuting, depuis 1479, des Hochstetter, depuis 1486. En 1509, suivent les Fugger, en 1509, les Welzer, puis viennent les Herwart, les Seiler, les Mannlich, les Haug, les Tucher (3). Environ cinquante ans plus tard, la colonie étrangère d'Anvers est extrêmement nombreuse. On y relève les noms de plusieurs familles, qui ont joué un rôle prépondérant dans l'histoire économique des Pays-Bas et dont les archives de l'étranger offrent très souvent les correspondances (4).

(1) H. PIRENNE, *o. c.*, t. II, p. 395 et suiv.

(2) SCHANZ, *Englische Handelspolitik*, t. I, p. 9-10; C. DE LINTUM, *De Merchant Adventurers in de Nederlanden*, p. 9 et suiv. La Haye, 1905.

(3) EHRENBERG, *Das Zeitalter der Fugger*, t. I, p. 187 et suiv.

(4) Les *Espagnols* comptent Andres Manrique, Luis de Sevilla, Juan de Cuellar, Juan de Palma, Antonio de Guzman, Lopez del Campo, Geronimo del Rio, Alonzo de Palma, Alvaro d'Abreu, Francisco Ximenez, Pedro del Posa, Juan de Camareña, Juan de Aranda, Pedro de Ysunca, Juan de Gama, Diego de Osma, Juan de Doypa, Francisco Ruiz

Fortement représenté dans l'aristocratie de la bourse, dans le monde des banquiers et des commerçants, l'élément étranger l'est aussi, au xvi^e siècle, dans la politique.

En effet, à l'époque moderne, c'est le régime personnel, l'absolutisme du souverain, à peine tempéré par les rouages traditionnels dont l'importance est en raison inverse de la

Vergara, Marcos Nuñez, Juan de Boussel, Diego de Vides, Francisco de San Vitores, Diego de Chavary, Geronimo de Canaujas, Juan de la Rea Salazar, Ventura del Castillo, Juan Alonzo de Vega, Alonso Sanchez, Alonso Ruiz, Juan Ortega de Herrera, Cristobal Oregon, Pedro Hernandez de Herrera, Martin Hernandez, Lopez de la Corona, Geronimo de Curiel, Martin Alonso, Juan Fernandez de San Vitores, Bernardino d'Espinosa, Andres de Santa Cruz, Pedro de Canino, Hernando de Sevilla. Les *Portugais* s'appellent Ruiz Mendez, Manuel Perez, Alvaro Mendez, Cristobal Garcia, Gaspar Rodriguez, Geronimo Lindo, Alvaro Rodriguez, Fernan Luis, Pedro Lopez Alleman, Luiz Alvarez Ramirez, Ruy Lopez, Duarte Enriques, Salvador Nuñez, Diego Hernandez, Alfonso Vaz, Andres Diaz, Michael Diaz, Alvaro de Luna, Bernardo Nuñez, Geronimo Lopez, Nicola Mendez, Balthasar Nuñez. Citons les *Anglais* Richard Saltonstal, William Algar, George Bonde; les *Osterlins* Jérôme Mayer, Jacob Lang, Bonaventure Bodecker, Daniel Lampen. La colonie italienne est représentée par les *Lucquois* Tommaso Balbani, Giovanni Balbani, Bartolomeo Micheli, Geronimo Bertolini, Alessandro Bonvisi, Hippolito Balbani, Geronimo Rovelasco; par les *Génois* Gio-Antonio de Grimaldi, Gio-Battista Spinola, Pietro Spinola, Lorenzo Sauli Sacherio, Stefano Gentili, Andalo Spinola, Battista Grimaldi, Francesco Lomelino, Emanuele Riccio, Bartolomeo Maiolo; par les *Florentins* Andrea Corsini, Galeotto Magalotti, Francesco Pescioni, Raffaele de Barberino, Bernardo Cavalcanti, Giacomini de Gondi, Cristoforo Brandolini, Giacomo Lanfranchi, Leonardo Tadei.

Tous ces marchands signèrent une protestation tendant à faire rejeter un projet de réforme du régime des assurances maritimes, présenté par J.-B. Ferrufini, en 1556. — Cf. GÉNARD, *Jean-Baptiste Ferrufini et les assurances maritimes à Anvers au XVI^e siècle*, dans le *Bulletin de la Société royale de géographie d'Anvers*, 1882 (extrait), p. 20 et suiv.

force du maître. Le prince est entouré d'une cour de créatures, dont il se sert dans ces manifestations de la politique où son action n'est pas entravée par les privilèges constitutionnels qu'il a juré de respecter. Peut-on s'étonner que là où le souverain est d'origine étrangère, il choisisse ses confidents parmi ses nationaux ? Qu'on se rappelle les conseillers italiens de Catherine de Médicis et les seigneurs flamands, les *flamencos* qui accompagnèrent Charles-Quint et furent si mal reçus en Espagne ⁽¹⁾.

Ce phénomène peut s'observer aux Pays-Bas, nous l'avons dit, dès l'époque des ducs de Bourgogne. Lorsque les provinces belges passèrent aux mains de la maison de Habsbourg, la part prise par des étrangers au gouvernement augmenta.

C'est que les Pays-Bas ont été dans une situation bien différente de celle des grands États de l'Europe ; leur sort fut plutôt analogue à celui des petites principautés d'Italie, qui relevaient soit de l'Espagne, soit de l'Autriche. A part l'éphémère époque d'Albert et d'Isabelle, et encore ! le souverain des Pays-Bas n'est pas à Bruxelles : il est à Madrid ou à Vienne. Non content de diriger de loin les mille détails de la vie politique aux Pays-Bas, il envoie pour gouverner nos provinces des étrangers, la plupart du temps des membres de grandes familles résidant dans les possessions italiennes de la maison de Habsbourg. Il suit aux Pays-Bas le même système qu'en Italie ; les vice-rois de Naples sont presque tous des Espagnols, de même que les gouverneurs de Milan ; les gouverneurs généraux des Pays-

(1) E. GOSSART, *La domination flamande en Espagne (1517-1520)*. Bruxelles, 1877 ; cfr. *Annuaire de l'Université catholique*, p. 191-202. Louvain, 1897 ; H. PIRENNE, *o. c.*, t. III, p. 84-86.

Bas sont généralement ou des Espagnols ou des Italiens. C'est l'opportunisme politique qui le commande ; étranger, le souverain confiera ces postes d'honneur à ses nationaux, absolutiste, il évitera de désigner des gens « de par decha », pour éviter autant que possible l'action des rouages politiques nationaux sur celui qui représentera sa politique, pour soustraire le gouverneur à toute influence anticoncentraliste et pour avoir en lui un instrument docile du pouvoir personnel. Sans doute, sous Charles-Quint, si les Pays-Bas furent sacrifiés à la politique mondiale du souverain, les représentants du pouvoir ne sont pas encore des étrangers : Marguerite d'Autriche et Marie de Hongrie sentent les liens qui les unissent au peuple. Toutefois la gouvernante Marie est déjà moins indépendante ; elle cède déjà plus volontiers à la pression du pouvoir personnel ⁽¹⁾.

Le règne des étrangers commence avec de Philippe II : le court séjour que celui-ci fit dans nos provinces suffit à annoncer l'orientation nouvelle : ses conseillers, le duc d'Albe, le comte de Feria, sont espagnols ⁽²⁾. Et en partant pour l'Espagne, il confie la direction du pays à deux personnes, qui ne sont pas précisément des étrangers, mais n'en sont pas moins devenus des instruments dociles du souverain et des partisans de la raison d'État. Marguerite de Parme, et le franc-comtois Granvelle sont encore à la rigueur des naturels « de par decha », mais après eux, c'est fini. Le duc d'Albe, Requesens, Don Juan, Alexandre Farnèse, Fuentès, viennent de l'Espagne ou de l'Italie : l'archiduc Ernest est un Habsbourg d'Autriche.

⁽¹⁾ H. PIRENNE, *o. c.*, t. III, p. 103.

⁽²⁾ Cf. RACHFALL, *Wilhelm von Oranien und der niederländische Aufstand*, t. II, 1^{re} partie, ch. 1. Halle, 1907.

Les liens de parenté de quelques-uns d'entre eux avec le souverain n'en rendent que plus étroite leur dépendance envers lui.

Ces gouverneurs ont leur maison, leurs secrétaires, leurs confidents; ils les choisissent de préférence parmi leurs nationaux ou les cherchent dans le pays du souverain; sous Marguerite de Parme, ce sont des Espagnols et des Italiens, sous Albe et Requesens, des Espagnols. Alexandre Farnèse, plus indépendant, s'entoure à peu près exclusivement d'Italiens ⁽¹⁾.

Sous Fuëntès, même sous les archiducs ⁽²⁾ — dont l'autonomie est loin d'être complète — l'élément espagnol domine dans les rouages administratifs, dans les Conseils, dans les bureaux, dans toutes les dépendances du gouvernement central.

D'autres circonstances encore amenèrent aux Pays-Bas une foule d'étrangers. Par suite de la situation géogra-

(1) Dans une lettre du 10 août 1583, Alexandre Farnèse refuse au cardinal Farnèse d'accepter un jeune page que celui-ci lui avait recommandé, en disant que, ayant déjà en son service *tant d'Italiens* et jeunes nobles *flamands*, il ne sait plus que faire « *non solo de paggi, ma de camerieri et gentilhomini della bocca et della casa...* ». — *Archives de l'État à Naples, Carte farnesiane*, fascio 767.

(2) Il est intéressant de signaler que dès l'arrivée de l'archiduc Albert aux Pays-Bas, une persécution systématique commença contre tous les anciens serviteurs d'Alexandre Farnèse restés en charge, le pagador Gabriel de Santestevan, le contador Coloma, le vicaire général Francesco de Umara, etc. Ce dernier signale dans des lettres datées de 1599, que l'archiduc Albert a consenti, sur les instances de son entourage espagnol, à *una visita mas que rigorosa in forma de inquisicion secreta*. Et il ajoute que les enquêteurs *son de los ministros y criados que traxo consigo el archiduque*. — *Archives de l'État à Naples, Carte farnesiane*, fascio 1722, lettres du 1^{er} et 15 janvier 1599.

pbique spéciale de nos provinces et de la politique de leurs souverains dès le xvi^e siècle, elles constituent un champ clos où le catholicisme et le protestantisme se livrent une guerre acharnée. Elles offrent aux nations de l'Europe un champ d'expérience, une école de guerre où tous peuvent venir apprendre le métier des armes. Aussi, nombre d'étrangers, italiens, français, anglais, allemands, par conviction politique ou religieuse, par dilettantisme ou nécessité, se rencontrent-ils dans les guerres qui ensanglantèrent notre territoire (1). C'est à cette circonstance que nous devons tant de descriptions de la « guerre de Flandre » et les familles de l'étranger conservaient pieusement dans leurs archives les récits, les lettres, les mémoires provenant de ou relatifs à ceux des leurs qui combattirent et souvent moururent sous le ciel grisâtre de la *Fiandra*.

Avec la décadence politique de l'Espagne, ces guerres perdirent leur acuité et le mobile religieux céda la place aux préoccupations politiques. Mais le système des gouverneurs étrangers continua. S'ils ne sont pas Espagnols, comme le cardinal-infant Ferdinand, don Francisco de Mello, Castel-Rodrigo, Don Juan d'Autriche (junior), ils

(1) Le cardinal Bentivoglio termine ainsi sa description de la guerre de Flandre : « E veramente parve che della tregua di Fiandra, come d'un riposo universale, godesse l'Europa tutta, la quale per tanti anni prima trà si fieri et si atroci spettacoli, aveva veduto correre sotto le insegne funestissime della morte, in tanta copia e con tanto furore si miserabilmente il sangue di tutte le sue nazioni nell' arena militare di Fiandra ». G. BENTIVOGLIO, *Della guerra di Fiandra*, t. III, p. 351. Milan, 1826. — A l'archivo historico nacional de Madrid, section *Papeles de Estado*, la liasse 800 contient une foule de mémoires et de rapports concernant les services rendus par des militaires étrangers qui ont servi en Flandre de 1572 à 1642.

sont Italiens comme Piccolomini, Alexandre Farnèse (junior), ou inféodés à la branche autrichienne des Habsbourg, comme l'archiduc Léopold et l'électeur Maximilien-Emmanuel de Bavière (1). D'autre part, les guerres contre les Provinces-Unies et la France continuent à faire de notre territoire le champ de bataille de l'Europe et à y maintenir des officiers étrangers (2).

Lorsque le traité d'Utrecht eut fait passer nos provinces à la maison d'Autriche, en 1713, les gouverneurs ne viennent plus d'Italie ou d'Espagne : ils sont originaires des pays d'empire ou des possessions autrichiennes ; il suffit de nommer le marquis de Prié, l'archiduchesse Marie-Elisabeth, le prince Charles de Lorraine, l'archiduchesse Marie-Christine.

Les guerres de la succession d'Autriche et de sept ans (1756-1763), cette dernière en moindre mesure, retiennent les militaires étrangers. L'absolutisme autrichien fait entrer les étrangers d'une manière plus directe encore dans la vie politique de la nation, par suite de la création des juntas et des ministères (3). Les fonctionnaires supérieurs

(1) Sur les considérations diplomatiques qui inspirèrent l'Espagne à nommer le duc-électeur, contrairement à l'habitude d'envoyer dans nos provinces des gouverneurs obscurs, cf. F. VAN KALKEN, *La fin du régime espagnol aux Pays-Bas*, p. 8 et suiv. Bruxelles, 1907.

(2) Cf. LONCHAY, *La rivalité de la France et de l'Espagne aux Pays-Bas (1635-1700)*, ch. III-VI. Bruxelles, 1896 : F. VAN KALKEN, *o. c.*, ch. VIII-X.

(3) Le cabinet ou « conseil de la conférence » était composé, sous Charles VI et Marie-Thérèse, de Philippe-Louis de Sinzendorff, Gondacre de Starhemberg, Aloïs-Raymond de Harrach, des feld-maréchaux de Harrach, du comte de Kœnigseg et de Jean-Cristophe de Bartenstein. Les grands intérêts des Pays-Bas étaient, sous Marie-Thérèse, décidés

viennent d'outre-Rhin ou des possessions italiennes de la maison d'Autriche. Le XVIII^e siècle compte, en effet, le fameux ministre de Marie-Thérèse, l'Italien Antoniotto de Botta-Adorno ⁽¹⁾, et celui de Joseph II, Ludovico Barbiano de Belgiojoso ⁽²⁾.

Ces exemples peuvent suffire. Ils auront montré l'intervention des étrangers dans la vie commerciale, politique et militaire de nos provinces. On ne s'étonnera pas dès lors de nous voir formuler, en guise de conclusion de cette rapide esquisse historique, que nombre de sources de notre histoire sont à chercher dans les archives particulières de l'étranger.

*
* * *

Nous n'avons point parlé des agents diplomatiques, agents ordinaires ou extraordinaires, ambassadeurs, plénipotentiaires, etc., parce que, en général, leurs archives se retrouvent généralement dans les grands dépôts publics des

par la reine et son conseil, composé de personnages pour la plupart entièrement étrangers à notre pays. — Cfr. Pior, *Le règne de Marie-Thérèse dans les Pays-Bas autrichiens*, p. 7 et suiv. Louvain, 1874; J. LAENEN, *Le ministère de Botta-Adorno dans les Pays-Bas autrichiens pendant le règne de Marie-Thérèse (1749-1753)*, p. 58-59. Anvers, 1901. Pour l'époque de Joseph II, voyez E. POULLET, *Histoire politique nationale*, 2^e éd., p. 473 et suiv. Louvain, 1882-1892; H. SCHLITTER, *Die Regierung Josefs II in den österreichischen Niederlanden*, 1^{re} partie. Voir *Regierungsantritt Josefs II bis zur Abbefurung des Grafen Murray*. Vienne, 1900; J. LAENEN, *Joseph II en zijn regeering in de Nederlanden*, p. 36-38. Anvers, 1908.

(1) Cf. J. LAENEN, *Le ministère de Botta-Adorno...*

(2) Cf. F. CALVI, *Curiosità storiche e diplomatiche del secolo decimotato*. Milan, 1872.

pays qu'ils représentaient, ou dont ils soignaient les intérêts dans les Pays-Bas. Ce n'est pas à dire que les exceptions à cette règle ne soient extrêmement nombreuses, surtout lorsqu'il s'agit des papiers proprement dits, de l'héritage littéraire personnel des étrangers qui séjournèrent dans nos provinces ⁽¹⁾. Très souvent, en effet, le destinataire des papiers diplomatiques en restait le propriétaire.

« A l'époque où florissait l'aristocratie », dit l'historien Ranke, « et principalement au ^{xvii}^e siècle, les familles de toute l'Europe, qui étaient à la tête des affaires, conservaient dans leurs mains une partie des papiers publics » ⁽²⁾. Cette remarque peut s'appliquer aussi aux autres époques de l'histoire et aux catégories les plus diverses de documents.

Il en a été ainsi des correspondances et papiers diplomatiques de plusieurs *nonces*. « Nulle part », dit encore Ranke, « cet usage n'a été aussi répandu qu'à Rome. Les neveux régnants des papes, qui possédaient toujours la plénitude du pouvoir, laissèrent, à titre de possession perpétuelle, aux maisons princières qu'ils fondaient, presque tous les papiers d'État qu'ils avaient recueillis pendant leur administration » ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Si l'on rencontre par exemple dans la section *Mémoires et Documents* aux archives du ministère des affaires étrangères à Paris les papiers de Richelieu, de Mazarin, de Noailles, etc., on doit chercher à Reims les papiers de Mondoucet, résident de France aux Pays-Bas de 1571 à 1574. Cf. L. DIDIER, *Lettres et négociations de Claude de Mondoucet, résident de France aux Pays-Bas (1571-1574)*. Paris, 1891-1892.

⁽²⁾ *Histoire de la papauté pendant le ^{xv}^e et le ^{xvii}^e siècle*, trad. Haiber, t. I, p. 6.

⁽³⁾ RANKE, *o. c.*, loc. cit.

Les exemples abondent et ceux que nous citerons ici sont empruntés à l'histoire des bibliothèques et des archives particulières ⁽¹⁾ que nous savons actuellement nous intéresser le plus.

Ainsi la *Biblioteca Angelica* possède les registres-minutes des lettres écrites, dans les années 1608 à 1616, par ordre du pape Paul V (1605-1621) aux nonces, légats, cardinaux, etc. Or, cette collection, qui compte vingt-cinq volumes, provient de Porfirio Feliciani, qui, après avoir été secrétaire de plusieurs cardinaux, devint secrétaire d'État de Paul V ⁽²⁾. On connaît assez les importantes archives de la maison Borghèse, qui furent acquises par Léon XIII, le 7 novembre 1891 et réunies à celles du Vatican ⁽³⁾. Le cardinal Scipion Caffarelli Borghèse étant cardinal-neveu du pape Paul V (1605-1621), et ayant exercé la charge de cardinal protecteur de Flandre, on s'explique aisément la présence dans ces archives de nombreux volumes de la *Nunziatura di Fiandra* ⁽⁴⁾. La bibliothèque

(1) Il est entendu que, en parlant de bibliothèques et archives particulières, nous ne parlons pas uniquement de celles qui forment encore maintenant la propriété personnelle des familles de l'étranger, mais aussi de celles qui, autrefois privées, ont échoué de nos jours dans les dépôts publics.

(2) GACHARD, *Les archives du Vatican*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 4^e sér., t. I (1878), p. 48-50.

(3) *La bibliothèque vaticane en 1891*, dans la *Revue des bibliothèques*, t. II (Paris); *Deutsche Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, t. VI (1891), p. 402; A. CAUCHIE, *De la création d'une école belge à Rome*, p. 37-38. Tournai, 1896; BLOK, *Verslag van onderzoekingen naar archivalia in Italië*, p. 48-52. La Haye, 1901.

(4) Les archives Borghèse ont été formées par les papiers du cardinal Borghèse, que celui-ci légua en 1633 à Marc-Antoine Borghèse, prince de Sulmona; par les papiers du cardinal Aldobrandini, cardinal secrétaire

Barberini ⁽¹⁾, fondée par le cardinal Francesco Barberini, doit ses richesses à la même coutume. Francesco Barberini fut secrétaire d'État de son oncle Maffeo, devenu pape sous le nom d'Urbain VIII (1623-1644); à la mort de celui-ci, le cardinal fit transporter dans son palais la majorité des correspondances du pontificat qui venait de finir, et d'autres encore qu'il y avait à la secrétairerie d'État ⁽²⁾.

Aussi trouve-t-on dans les archives Barberini les lettres des cardinaux Antonio et Carlo Caraffa et les documents de la *Nunziatura di Fiandra* de 1605 à 1644 ⁽³⁾. De même les papiers diplomatiques concernant la part prise par Fabio Chigi, devenu plus tard le pape Alexandre VII (1655-1657), aux négociations de la paix de Munster, se retrouvent dans la bibliothèque des princes Chigi, qui dut son origine à celle d'Alexandre VII et de son neveu Flavio Chigi ⁽⁴⁾. Enfin,

d'État de Clément VIII (1591-1605), qui arrivèrent en possession des Borghèse sans doute par le mariage de Paul Borghèse avec Olympia Aldobrandini, unique héritière de cette famille; par les papiers des cardinaux Salviati, par une partie des archives du duc d'Urbino et par la bibliothèque du cardinal Benoît Justiniani. Nous devons ces renseignements à l'obligeance de M. l'abbé A. Pasture, chapelain de St-Julien des Belges, à Rome.

(1) A. CAUCHIE, *Notes sur quelques sources manuscrites de l'histoire belge à Rome*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 5^e sér., t. II (1892), p. 35-48; BLOK, *o. c.*, p. 71-74. — On sait que la bibliothèque Barberini fait actuellement partie de la Bibliothèque Vaticane.

(2) GACHARD, *Les archives du Vatican*, loc. cit., p. 42.

(3) A. CAUCHIE, *Notes sur quelques sources...*, loc. cit., p. 35 et suiv.; BLOK, *o. c.*, loc. cit.

(4) RUELENS, *Notes sur les bibliothèques de Milan, Rome et Florence*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 3^e sér., t. IX (1867), p. 267; GACHARD, *La bibliothèque des princes Chigi à Rome*, ibid., 3^e sér., t. X (1869), p. 269 et suiv.; BLOK, *o. c.*, p. 71.

les correspondances des nonces de Vienne et de Bruxelles, adressées au cardinal-secrétaire Neri Corsini, neveu du pape Clément XII (le florentin Lorenzo Corsini), sont conservées dans la bibliothèque des princes Corsini, qui date précisément de l'époque de Clément XII (1730-1740) ⁽¹⁾.

Sans devoir leurs richesses à l'héritage d'un cardinal-neveu, les archives romaines du prince Caetani, duc de Sermoneta, contiennent aussi des lettres de nonces, issus de cette illustre maison ⁽²⁾. On y trouve les correspondances du cardinal Enrico Caetani, pendant sa légation en France (1589-1591) et sa mission en Pologne (1596-1597), les lettres de Camillo Caetani, nonce près de Rodolphe II (1591-1592), Philippe II et Philippe III (1593-1599), les papiers d'Antonio Caetani, archevêque de Capoue et cardinal, nonce près de Rodolphe II (1607-1611) et Philippe III (1612-1619) ⁽³⁾.

⁽¹⁾ GACHARD, *La bibliothèque des princes Corsini à Rome*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 2^e sér., t. XI (1870), p. 2-4; RUELENS, *o. c.*, loc. cit., p. 265; BLOK, *o. c.*, p. 70-71.

⁽²⁾ GACHARD, *Les archives du Vatican*, loc. cit., p. 46-47; A. CAUCHIE, *Notes sur quelques sources manuscrites...*, loc. cit., p. 8. — Cf. *Notizie dell' archivio della famiglia Caetani scritte da G. B. CARINCI* (Rome, 1868), dont un exemplaire repose, on le sait, à la bibliothèque du Campo Santo dei Tedeschie Fiamminghi à Rome, contenant des ajoutés manuscrites. Citons encore G. B. CARINCI, *Documenti scelti dell' archivio dell' eccellentissima famiglia Caetani di Roma*. Rome, 1886.

⁽³⁾ GACHARD, *loc. cit.* — Les archives du prince Caetani contiennent plus de 200,000 lettres du xvi^e siècle. Elles contiennent, outre les correspondances déjà mentionnées, des documents se rapportant à l'archiduc Mathias, aux opérations d'Emmanuel-Philibert de Savoie autour de St-Quentin (1557), à Pietro Caetani, qui servit sous Alexandre Farnèse pendant les guerres de la Ligue, au cardinal Allen et aux affaires religieuses d'Angleterre, aux séminaires anglais des Pays-Bas (le cardinal

Lorsque les cardinaux et autres dignitaires ecclésiastiques n'appartenaient point aux familles romaines, c'est ailleurs, dans leur endroit d'origine ou dans la ville de résidence de leur famille qu'échoue très souvent leur héritage littéraire ⁽¹⁾.

Enrico Caetani était protecteur d'Angleterre), des lettres du légat Agocchi, du cardinal Aldobrandino, de Mgr Minucci, des cardinaux et ducs de la maison Farnèse, de Benedetto Peranda, secrétaire du cardinal Enrico Caetani, une splendide collection d'*avvisi* de 1568 à 1750, etc. *Il cardinale Alessandro Farnese iuniore ed alcune sue lettere inedite*, dans l'*Archivio storico per le provincie parmensi*, nouv. sér., 1908, t. VIII, p. 209 et suiv.

(¹) La coutume pratiquée par les cardinaux-secrétaires d'État d'emporter les papiers du pontificat qui venait de finir, fut imitée, dans une sphère plus modeste, par le Brabançon Thierry Hezius. Secrétaire du pape Adrien VI, Hezius emporta les papiers de son maître à la mort de celui-ci. Quittant Rome, il se retira à Liège : il était en effet chanoine du chapitre de Saint-Lambert. Il mourut en cette ville en 1555. Le 13 février 1575, Grégoire XIII réclama les papiers. Malgré toutes les recherches que fit à ce sujet l'évêque Gérard de Groesbeek, l'héritage littéraire d'Adrien VI resta introuvable, et de nos jours encore on ignore ce qu'il est devenu. Cf. M^{re} DE RAM, *Note sur les papiers d'État du pape Adrien VI transportés à Liège vers 1526 et sur son secrétaire Thierry Hezius*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 2^e sér., t. XI (1858), p. 59 et suiv.; LE MÊME, *Addition à la notice sur Thierry Hezius, secrétaire du pape Adrien VI*, ibid., 2^e sér., t. XII (1859).

On peut rapprocher de ce cas celui du chapelain Bernhardt von Bruktern, curé de Ypenburen, qui se vit sommé le 16 mars 1614 par l'archiduc Albert d'Autriche de restituer au drossart de Lingen la « ansehnliche berumbte Bibliotheca » de l'évêque Knyff, dont il s'était emparé après la mort de celui-ci. (BLOK, *Verslag aangaande een onderzoek in Duitschland en Oostenrijk naar archivalia...*, p. 198. La Haye, 1889.)

A titre de comparaison, notons encore que dans le fonds Landsdowne, au British Museum, se trouve une partie des papiers de lord

C'est ainsi que dans les archives de la famille Farnèse, à Parme, qui forment actuellement une section de l'*Archivio di stato* de cette ville, se retrouve l'important *carteggio* aux correspondances du célèbre cardinal Alexandre Farnèse († 1589) ⁽¹⁾, qui fut vice-chancelier de l'Eglise romaine et brigua plusieurs fois la tiare ⁽²⁾. A Ferrare existent encore les archives des comtes Bentivoglio ⁽³⁾ : or, c'est à ce dépôt particulier que L. de Steffani a emprunté ses documents sur la nonciature du cardinal Guido Bentivoglio en France ⁽⁴⁾. A la Bibliothèque de Sienne, on conserve la correspondance d'Antonio Felice Zondadari, avant-dernier nonce de Flandre

Burleigh, ministre d'Élisabeth d'Angleterre, qui furent emportés par son secrétaire, sir Michael Hickes (LANGLOIS et STEIN, *Les archives de l'histoire de France*, p. 909. Paris, 1893).

⁽¹⁾ Les archives du cardinal Alexandre Farnèse ne se trouvent pas toutes entières à l'*archivio di Stato* de Parme : on en conserve une partie dans les *Carte Farnesiane* de Naples et, à la bibliothèque nationale de cette même ville, nous avons vu des petits registres de ses lettres. Signalons ici qu'à Parme même, une partie des archives du cardinal Farnèse est conservée parmi les papiers de la famille actuelle Politi-Zambecari. Le manuscrit 1485 de la bibliothèque de Parme contient l'*Index scripturarum quae sunt in Archivium Ill^{mi} et Rev^{mi} D. D. Alexandri, Episcopi Tusculani, cardinalis Farnesii S. R. E. vicecancellarii* (XVI^e siècle). — Cf. D. MUNERATI.

⁽²⁾ RONCHINI, *Relazione sull' archivio di Parma*, dans l'*Archivio Storico Italiano*, t. V (1867), p. 182 et suiv.; G. GOGGIOLA, *Proposta di reintegrazione nella loro sede naturale dei fondi farnesiani degli archivi di Napoli e di Parma*, dans la *Rivista delle Biblioteche e degli Archivi*, t. XIV (1903), p. 80. — C'est la section *Roma* du *Carteggio farnesiano* de Parme qui garda les lettres du célèbre cardinal.

⁽³⁾ LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 779.

⁽⁴⁾ L. DE STEFFANI, *La nunziatura di Francia del cardinale Guido Bentivoglio, lettere a Scipione Borghese*. Florence, 1863-1868.

(1785-1790), personnage originaire de cette ville ⁽¹⁾. A Milan, à la bibliothèque ambrosienne, on peut citer de même deux fonds provenant de personnages importants de la cour romaine. Ce sont d'abord les papiers de saint Charles Borromée, cardinal-neveu de Pie IV (1559-1565) ⁽²⁾. On y rencontre des documents intéressant les relations du cardinal avec les Pays-Bas, à propos de son intervention pour faire cesser la guerre, et des lettres traitant de la question des annates aux diocèses de Tournai et de Cambrai (1565-1584) : les papiers contiennent des lettres des évêques Maximilien de Berghes et Louis de Berlaymont.

La famille des Borromée étant milanaise, on s'explique la présence de ces documents à l'Ambrosienne qui fut fondée, on le sait, par le cardinal Frédéric Borromée (1564-1631).

Ce qui est moins connu peut-être, c'est la présence dans cette même bibliothèque, des papiers du milanais Hilarion Rancati (1594-1663), abbé de Sainte-Croix de Jérusalem, cistercien, consultant de l'Inquisition, et qui fut élevé par Urbain VIII au rang de secrétaire de la congrégation des affaires d'Angleterre et d'Irlande ⁽³⁾.

(1) A. PROFESSIONE a raconté la nonciature de Zondadari d'après cette correspondance dans un livre intitulé *Anton. Felice Zondadari e Bartolomeo Paeca*. Milan, 1899. Cf. le compte-rendu de cet ouvrage par R. MAERE dans les *Archives belges*, t. I (1899), p. 156 et suiv. — En 1903, M. Maurice Sainctelette, aujourd'hui Ministre de Belgique à Athènes, nous a appris qu'il était en possession de documents concernant le nonce Zondadari.

(2) Milan, Biblioteca Ambrosiana, mss. F. 75 inf., F. 88 inf., F. 89 inf., F. 92 inf., F. 94 inf.

(3) Cf. la *Vita del P. D. Ilarione Rancati milanese dell' ordine cisterciense*, scritta dal P. D. ANGELO FUMAGALLI, monacho dello stesso ordine. Brescia, G. Bossini, 1762.

Ce sont trente-six volumes de *consulta varia* ⁽¹⁾ : donnés par Rancati à Francesco Ferrari, abbé cistercien de Sainte-Marie d'Aquafredda, ils passèrent à l'Ambrosienne de Milan, à laquelle Ferrari les légua à son tour. Connaissant les affaires dont Rancati avait à s'occuper sous Urbain VIII, on ne s'étonnera pas de trouver dans les papiers du milanaï de nombreux documents concernant le collège anglais de Douai, datés de 1622 à 1641. Citons en particulier la relation de la visite faite au dit collège, en 1626, par Stravius, archidiaque d'Arras, député par le nonce de Flandre, del Bagno, archevêque de Patras ⁽²⁾.

C'est ainsi que, à côté de leurs archives particulières, presque toujours les grandes familles et parfois aussi les corporations de Rome ⁽³⁾ et d'autres villes d'Italie ont recueilli, au grand dam des archives vaticanes, les corres-

⁽¹⁾ Milan, Biblioteca Ambrosiana, ms. B. sup. VI. 6 : *Consulta varia D. Hilarionis Rancati abbatis S. Crucis in Hierusalem de Urbe, sac. ord. cistercien. S. T. D. ac S. Romanae et Universalis Inquisitionis consultoris, etc. quae ab eodem Reverendissimo Patre Abbate dono accepta, in ordinem quo fieri potuit, meliorem redigenda curavit D. Franciscus Ferrarius abbas S. Mariae de Aquafrigida, sac. ord. cistercien. S. T. D. ac sac. Cong. Indicis romane consultor, eiusdem reverendiss. abbatis ex litteris Alexandri Papae VII olim studiorum socius, haeres et custos deputatus.*

⁽²⁾ Au tome XV du manuscrit.

⁽³⁾ Nous ne traitons pas ici des archives des corporations religieuses, dont plusieurs membres furent aux Pays-Bas. Rappelons toutefois la belle collection de *Jesuitica* des archives de l'État à Rome et le *fondo Jesuitica* de la bibliothèque Victor-Emmanuel de cette même ville, si importants pour l'histoire des Jésuites aux Pays-Bas dès le xvi^e siècle. Cf. A. CAUCHIE, *Notes sur quelques sources...*, loc. cit., p. 23-34 ; M. BOURGIN, *Inventaire analytique et extraits des manuscrits du Fondo Gesuitico de la Biblioteca Nazionale Vittorio-Emmanuele de Rome concernant l'histoire de France, XVI^e-XIX^e siècles*. Paris, 1906.

pondances de leurs membres qui avaient été appelés à prendre part à l'administration pontificale.

S'il en est ainsi pour les archives des nonciatures et des congrégations romaines, il n'en va pas autrement pour les papiers des étrangers qui prirent une part directe au gouvernement, à l'administration, aux guerres, à la vie commerciale de nos provinces et dont nous avons caractérisé plus haut le rôle important dans notre histoire.

Et d'abord les papiers des *gouverneurs généraux*. Les archives de la maison de Savoie, actuellement conservées aux archives de l'État à Turin, renferment les papiers du duc Emmanuel-Philibert, gouverneur général des Pays-Bas de 1555 à 1559 (1). Les importantes archives de la régente Marguerite de Parme, duchesse de Parme et de Plaisance, avant d'échouer aux archives farnésiennes de Naples, sont restées dans sa famille après sa mort (1586). Son petit-fils Ranuccio I^{er} les réunit, en 1592, aux archives duciales de Parme. C'est là que revinrent aussi les papiers du gouverneur Alexandre Farnèse, dont cependant Philippe II avait exigé la transmission. D'autre part, une partie des archives du duc d'Albe est conservée dans celles de la famille actuelle de Berwick et Albe (2).

(1) Turin, Archivio di Stato : archivi di corte. Minutario di Lettere del sermo Duca di Savoia Emanuel Filiberto con il diario di ciò che gli occorre in Fiandra (1555-1559). — Blok, *Verslag ... Italië*, p. 84. Cf. aussi *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 2^e sér., t. VIII, p. 327.

(2) Voyez notre notice *Les archives farnésiennes de Naples au point de vue des Pays-Bas*, dans le *Compte rendu du XX^e congrès archéologique et historique* (Gand, 1907), t. II, Mémoires, p. 486-507. Pour plus de renseignements, nous nous permettons de renvoyer à notre *Inventaire des archives farnésiennes de Naples*, actuellement sous presse.

Ces cas-ci paraîtront plus caractéristiques encore, si l'on se rappelle le règlement des archives de Simancas, élaboré par Philippe II et d'après lequel l'archiviste, chaque fois qu'il apprendrait que des papiers d'Etat ont été laissés par des ministres à leur décès, doit faire les diligences nécessaires pour les recouvrer (1).

Passant au ^{xvii}e siècle, nous pouvons relever que les papiers du gouverneur Maximilien-Emmanuel de Bavière, avant de passer aux archives de l'État à Munich, ont été conservés dans la famille électorale (2).

Pour l'époque autrichienne, on nous permettra de citer deux exemples tirés de notre expérience personnelle.

On connaît, par le travail de M. J. Laenen, le rôle important et restaurateur joué au Pays-Bas par le maréchal Antoniotto de Botta-Adorno (1749-1753), ministre de Marie-Thérèse. Sans rappeler ici les circonstances de cette trouvaille, l'on nous permettra de remémorer que les archives de ce personnage restèrent en possession de sa famille jusqu'au jour où, à la mort du dernier membre de cette maison, Clémentina Botta-Adorno († 1882), elles passèrent à la bibliothèque ambrosienne de Milan où l'un de nous les découvrit naguère (3).

(1) GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 44.

(2) GACHARD, *Une visite aux archives et à la bibliothèque royale de Munich*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 3^e sér., t. VI (1864), p. 25.

(3) A. CAUCHIE, *Note sur les papiers d'État du maréchal Antoniotto, marquis de Botta-Adorno, conservés à la bibliothèque ambrosienne à Milan*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 5^e sér., t. IV (1894), p. 3 et suiv.; LE MÊME, *Le maréchal Antoniotto de Botta-Adorno et ses papiers d'État*, dans le *Compte rendu du III^e congrès scientifique international des catholiques*, p. 397 et suiv. Bruxelles, 1895.

Plus récemment, l'an passé, celui-ci obtint de pouvoir entrer dans les archives privées de la noble famille des Belgiojoso, dans la même ville. Il put y inventorier l'héritage littéraire, laissé par un autre ministre autrichien, de l'époque de Joseph II celui-ci, Ludovico Barbiano de Belgiojoso. En parcourant les savants travaux de MM. Schlitter ⁽¹⁾ et Hubert ⁽²⁾, on peut constater que les renseignements sur ce personnage sont des plus rares.

C'est que les archives Belgiojoso de Milan gardaient jalousement jusqu'ici les minutes des dépêches du ministre plénipotentiaire adressées à la cour et la correspondance qui lui fut adressée par Joseph II et les princes et ministres les plus divers.

Il est vrai que, il y a longtemps déjà, M. F. Calvi ⁽³⁾ avait publié des lettres de Joseph II, extraites de ces archives, mais elles ont passé à peu près inaperçues.

Ces constatations, faites à propos des archives personnelles des gouverneurs généraux et des ministres plénipotentiaires des Pays-Bas, peuvent se répéter pour les papiers de personnages moins élevés en dignité, mais qui ont joué leur rôle politique dans l'histoire de notre pays.

Et d'abord, on se le rappellera par une publication récente faite dans ces *Bulletins* mêmes, les archives particulières du marquis Denis de Gattinara conservent des papiers relatifs à Mercurin de Gattinara, chancelier de

(1) H. SCHLITTER, *Die Regierung Joseph II in den österreichischen Niederlanden*, t. I. Vienne, 1900.

(2) E. HUBERT, *Le voyage de l'empereur Joseph II dans les Pays-Bas (31 mai 1781-27 juillet 1781)*. Bruxelles, 1900.

(3) *Curiosità storiche e diplomatiche...*, o. c.

Charles-Quint (1). Nous ne signalons que par préterition la riche collection des papiers d'État du cardinal de Granvelle, conservés à Besançon et provenant des archives de sa famille (2). Moins connue est celle de l'émigrant Egmont Pignatelli, descendant des Egmont du xvi^e siècle, actuellement conservée aux archives nationales à Paris (3). Parmi ces papiers on trouve des contrats de mariage, des pièces regardant les droits et les possessions des familles d'Egmont et de Berlaymont.

A Wiesbaden, aux archives de l'Etat, repose la collection de la famille de Nassau : *Dillenburger Correspondenzen* ; on y trouve des pièces intéressantes pour l'histoire de Guillaume d'Orange, de 1551 à 1581 (4). Concernant le

(1) CH. BORNATE, *Mémoire du chancelier de Gattinara sur les droits de Charles-Quint au duché de Bourgogne*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, t. LXXVI (1907), p. 391 et suiv.

(2) GACHARD, *Notice sur la collection des manuscrits de Granvelle qui se trouve à Besançon*, dans le *Messager des sciences et des arts*, t. III (1835), 1^{re} sér., p. 97 et suiv.; LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 887. — Signalons ici que dans la bibliothèque particulière du roi d'Espagne existent plus de 45 volumes de lettres émanées de ou adressées à Granvelle, en espagnol et en italien, minutes et originaux (1532-1563). A la même bibliothèque on trouve un manuscrit de l'architecte Le Poivre, qui assista au siège de Maestricht par le prince de Parme, en 1579. Cf. BUSSEMAKER, *Verslag van een voorloopig onderzoek te Lissabon, Sevilla, Madrid, Escorial, Simancas en Brussel, naar archivalia, belangrijk voor de geschiedenis van Nederland*. La Haye, 1905.

(3) Cf. BLOK, *Verslag aangaande een voorloopig onderzoek te Parijs...*, p. 49-50. La Haye, 1897. Dans un *Verslag* ultérieur, J. S. Van Veeu a imprimé l'inventaire analytique de ces pièces (G. BUSKEN-HUET et J. S. VAN VEEN, *Verslag....* La Haye, 1899).

(4) BLOK, *Verslag aangaande een onderzoek in Duitschland...*, p. 288 et suiv. La Haye, 1888.

même personnage, les archives particulières de la ligne albertine de la maison de Saxe — actuellement aux archives d'État à Dresde — offrent un ensemble précieux pour l'histoire du mariage de Guillaume d'Orange avec Anne de Saxe, circonstance si importante dans la vie et la conduite politique du célèbre « Taiseux » (1).

Dans l'esquisse historique par laquelle débute cet article, nous avons aussi insisté sur le rôle joué par de nombreux étrangers dans la guerre des Pays-Bas, par des *militaires* venus de l'Italie, de l'Angleterre, etc.

Pour ceux-là aussi, les archives particulières de l'étranger ont très fréquemment conservé des traces de leur activité dans notre pays.

On connaît Ridolfo Baglioni, le commandant des troupes pontificales pendant les guerres de la Ligue, qui fut au service d'Alexandre Farnèse. On retrouvera de ses lettres dans les archives de sa famille, encore actuellement conservées dans sa ville d'origine, à Pérouse (2). Non moins connu est le marquis de Varambon, Marc de Ric, qui commanda des régiments bourguignons et allemands pendant les campagnes d'Alexandre Farnèse en Flandre. Il épousa Dorothée de Lorraine. Or, c'est dans les papiers de celle-ci, actuellement conservés dans le *Fonds Lorraine* à la bibliothèque nationale de Paris, qu'on trouve un grand nombre de lettres adressées au marquis de Varambon par

(1) BLOK, *o. c.*, p. 10 et suiv.

(2) Cf. E. SOL, *Archives ombriennes : les archives Oddi Baglioni de Pérouse*. Pérouse, 1903; C^{te} DE BAGLIONI DE LA DUFFERIE, *Histoire de la maison de Baglioni. Les Baglioni de Pérouse d'après les chroniqueurs, les historiens, les archives*. Poitiers, 1907.

le prince de Parme, le comte Pierre-Ernest de Mansfelt et le colonel Verdugo pendant les années 1589 à 1599 (1).

Lorsque Varambon épousa Dorothée de Lorraine, celle-ci était veuve du duc Éric de Brunswick, dont on se rappelle le rôle pendant les troubles religieux du xvi^e siècle. Or, parmi les papiers de Dorothée sont précisément conservées les archives du duc Éric (2), qui, à partir de 1560, offrent un grand intérêt pour l'histoire des Pays-Bas (3).

C'est dans sa ville d'origine, à Milan, que le juriconsulte Pomponio Casteno, auditeur général de l'infanterie italienne aux Pays-Bas, a laissé les souvenirs littéraires de son séjour dans nos provinces. L'Ambrosienne conserve de ses missives adressées à Alexandre Farnèse, notamment des

(1) Bibliothèque nationale de Paris, fonds Lorraine, nos 524-530.

(2) Ibid., n° 542.

(3) A propos des personnages qui ont joué un rôle dans notre histoire, mentionnons les papiers de Burghley, ministre d'Élisabeth d'Angleterre, dont une importante partie est en possession de son descendant, le marquis de Salisbury, qui les conserve à Hatfield. Cf. KERVYN DE LETTENHOVE, *Analyse de documents relatifs au projet de mariage d'Élisabeth et de Don Juan, qui sont conservés au château d'Hatfield*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 3^e sér., t. XIV, p. 249 et suiv.; *Calendar of the Mss. of the marquis of Salisbury preserved at Hatfield-house*. Londres, 1883. En Angleterre aussi, citons les archives du duc de Rutland à Belvoir Castle, du comte Cowper à Melbourne Hall, du duc de Portland à Welbeck Abbey, qui intéressent notre histoire (BRUGMANS, *Verslag ... England*, p. 516). Mentionnons aussi les papiers de Hotman (1585-1587), relatifs à l'administration de Leicester dans les provinces du nord au xvi^e siècle (G. BUSKEN-HURT et VAN VEEN, *Verslag van onderzoekingen naar archivalia te Parijs...*, p. 59-80. La Haye, 1899), et les archives des princes et comtes de Solms en Allemagne (C^{te} OTTO zu SOLMS-RÖDELSEHEIM, *Friedrich Graf zu Solms-Laubach, 1574-1635*. Berlin, 1888).

conseils préconisant l'emploi de la douceur envers les rebelles et les vaincus, et un long rapport sur le siège d'Anvers (1585) (1).

Après les militaires, les *commerçants* et les *banquiers*. Très souvent, les archives des étrangers qui ont pris une part prépondérante dans notre vie commerciale comme financiers, commerçants, facteurs, consuls, ne sont pas allées à leur famille, mais ont été réunies dans les dépôts publics ou les archives officielles sous une rubrique spéciale ou versées dans le fond des archives provenant des corporations ou institutions commerciales de ces pays. Ainsi, les archives municipales de Cologne conservent des pièces provenant des comptoirs hanséatiques de Bruges et d'Anvers, du XIII^e au XVI^e siècle (2). Celles de Bilbao, en Espagne, présentent, dans le fonds du *Consulado del Mar* (3), des papiers anciens concernant l'histoire du commerce dans la mer de Biscaye. Aussi, pour les « marchands de Flandre » des XIII^e-XIV^e siècles, dont nous avons parlé plus haut, il y a là à glaner des renseignements de valeur.

Une récente expédition de M. J. Denucé aux archives de Lisbonne nous a révélé l'existence dans ce dépôt des archives des facteurs que les rois de Portugal entretenaient à Anvers au XVI^e siècle (4).

Nous ne savons si l'on peut tirer profit des archives de la

(1) Milan, Bibliothèque ambrosienne, ms. I, 230 *inf.*, fol. 61-125.

(2) BLOK, *Verslag ... Duitschland*, p. 2-3. La Haye, 1888.

(3) LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 708.

(4) J. DENUCÉ, *Une visite aux archives de Lisbonne et de Séville*, dans la *Revue de l'instruction publique en Belgique*, t. XLIX (1906), p. 94-100.

banque Saint-George, conservées à Gènes (1), pour l'histoire des Pays-Bas, mais aux archives Strozzi de Florence, dont un catalogue repose à la *biblioteca Marucelliana* de la même ville (2), et dans les comptes de la maison des banquiers Peruzzi, conservés à la *biblioteca Riccardiana* (3), on trouverait vraisemblablement des documents concernant notre histoire.

Toujours est-il qu'aux archives de l'État à Venise, dans le fonds des *Cinque Savii delle Mercanzie*, dans la section *Senato Misti* et *Senato Mar*, on trouve beaucoup de données sur le commerce de la draperie aux Pays-Bas du x^e siècle et qu'on y parle fréquemment des galères vénitiennes qui voguaient annuellement jusqu'à Bruges, dès 1293 (4).

Il est vrai qu'il ne s'agit pas strictement ici d'archives de famille : celles des Doria à Gènes (5), qui contiennent peut-être des documents sur notre histoire, rentrent plus directement dans le sujet que nous traitons ici. On trouvera d'ailleurs au *museo Civico* de Venise des copies des archives possédées par les familles vénitiennes comme les Cicogna (6), les Lazzari, et d'autres (7). Signalons aussi que dans l'*archivio mediceo* de Florence on retrouve les lettres

(1) LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 760-761.

(2) RUELENS, *o. c.*, loc. cit., p. 290.

(3) LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 907.

(4) BLOK, *Verslag ... Italië*, p. 10-11.

(5) LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 779.

(6) Un membre de cette famille, Andrea Cicogna, fut commissaire des vivres de l'armée espagnole pendant les guerres d'Alexandre Farnèse en Flandre. Les archives farnésiennes de Naples et de Parme renferment un grand nombre de ses lettres.

(7) BLOK, *Verslag ... Italië*, p. 21-22.

de Piero Spinelli, consul florentin à Anvers (1568) ⁽¹⁾ et que le chevalier Raphaël Barberini, qui était très au courant des affaires commerciales des Pays-Bas et déployait une grande activité à Anvers, a laissé bien des souvenirs dans les archives de cette famille ⁽²⁾.

Nous ne possédons pas plus de renseignements sur les archives des commerçants et des banquiers, qui furent en relation avec notre pays au moyen âge et à l'époque moderne. Toutefois, nous devons appeler particulièrement l'attention sur les archives de la famille Farnèse conservées à l'*archivio di Stato* de Naples et à celui de Parme ⁽³⁾.

Dans les fonds de Marguerite de Parme et l'Alexandre Farnèse, on retrouve un très grand nombre de lettres de banquiers et commerçants espagnols et italiens, dont nous avons cité les noms plus haut. Ils étaient en rapport avec Marguerite de Parme et Alexandre Farnèse, soit pour des emprunts d'État destinés à payer les troupes, soit pour le compte particulier du gouverneur général. Les *Carte Farnesiane* de Naples et le *Carteggio Farnesiano* de Parme contiennent ainsi une foule de lettres émanées des Fugger, d'Antonio de Guzman, de Lopez del Campo, de Geronimo de Curiel, des Balbani, de Baroncelli, de Ludovico Nicola, d'Alonso et Juan Lopez Gallo, des Vega, de Bernardino

(1) BLOK, *o. c.*, p. 25.

(2) Rome, Bibliothèque Vaticane, fonds Barberini, ms. 48. — Cf. N. TCHARICOW, *Le chevalier Raphaël Barberini chez le tsar Jean le Terrible (1564)*. On se rappellera que nous avons cité plus haut ce personnage parmi les marchands italiens d'Anvers en 1556.

(3) Cf. notre *Inventaire des archives farnésiennes de Naples* (sous presse) et la notice *Les archives farnésiennes de Naples au point de vue des Pays-Bas*, loc. cit., p. 507 (histoire économique). L'un de nous (L.V.) publiera sous peu un rapport sur les archives farnésiennes de Parme.

d'Espinosa, de Gaspar Rodriguez, des Micheli, des Bonvisi, des Affaitadi, des Spinola, des Grimaldi, etc. ⁽¹⁾.

Disons enfin un mot des *voyageurs* ⁽²⁾, diplomates qui traversent nos provinces en notant leurs impressions de voyage, ou simples particuliers animés du désir d'aventures. Ils nous arrivent surtout d'Italie. On connaît le récit du voyage fait par le cardinal Louis d'Aragon à travers l'Italie, le Tyrol, la Bavière, l'Alsace, le pays du Rhin, la Belgique, la Hollande, la France, en 1517-1518. Cette relation, rédigée par le secrétaire du cardinal, Antonio de Beatis, a été retrouvée par L. Pastor à la bibliothèque nationale de Naples et publiée par lui en 1905 ⁽³⁾. On n'ignore pas les renseignements que fournit ce document sur l'histoire des cours, des coutumes, sur l'aspect des villes et des pays, sur les mœurs des habitants, sur certaines reliques et un grand nombre d'œuvres d'art, sur de nombreuses églises visitées, sur les pratiques pieuses, les Indulgences, etc.

D'autres récits de voyage se rencontrent dans diverses bibliothèques et archives de petites villes d'Italie. Citons ainsi, à la bibliotheca Bertoliana de Vicenza, le *Viaggio*

(1) Voyez les lettres de L. Van der Essen concernant ses recherches sur l'histoire économique aux archives farnésiennes de Naples, dans les *Bulletins de la Commission royale d'Histoire*, 1908, III^e Bulletin, p. xxv-xlii.

(2) Is. HYE, *Notice sur les voyages faits en Belgique par des étrangers, à différentes époques*, dans le *Messenger des sciences et des arts*, 1847, p. 12 et suiv.; 1848, p. 59 et suiv.

(3) *Die Reise des Kardinals Luigi d'Aragona durch Deutschland, die Niederlande, Frankreich und Oberitalien, 1517-1518, beschrieben von Antonio de Beatis* (Erläuterungen und Ergänzungen zu Janssens Geschichte des deutschen Volkes, t. IV, 4). Fribourg en Br., 1905.

fatto da me Alfonso Ragona in Fiandra e Spagna l'anno 1557, la Relazione di un viaggio in Italia, Germania, Danimarca, Paesi Bassi, Spagna, Portogallo, Francia e Inghilterra di uno della famiglia Porro 1688 ⁽¹⁾ *et la Relazione di un viaggio in Inghilterra e nelle Fiandre di Fabrizio Franco col conte Lodovico Trissino nel 1700* ⁽²⁾.

De même, la bibliothèque communale de Macerata contient la *Relazione di un viaggio da Genova per la Francia, Inghilterra, Fiandra, Germania, sino à Ratisbono nel 1670* ⁽³⁾.

*
* *

Jusqu'ici nous n'avons parlé que des papiers des person-
nages ayant joué un rôle aux Pays-Bas, qui sont allés natu-

⁽¹⁾ MAZZATINTI, *Inventari dei manoscritti delle biblioteche d'Italia*, t. II, p. 66.

⁽²⁾ *Ibid.*, p. 83. Cf. PALMIERI, *Diario del cardinale Giuseppe Garampi*, Rome, 1889.

⁽³⁾ *Ibid.*, p. 120. — Signalons ici le fonds Panigarola aux archives de l'État à Milan, provenant d'une famille qui eut jadis le gouvernement de cette ville. Il contient des documents intéressant les ducs de Bourgogne. A propos des Panigarola, c'est l'endroit de citer ici une lettre de Nicolo Bartolomei, datée du 30 juillet 1629, conservée aux archives d'État à Milan (section : *Potenze Estere*, Olanda); cette lettre donne la liste des dépenses faites par le comte Gio-Battista Panigarola « *per la sua andata fatta per ordine di sua Ecc. in febraio di quest' anno a Brusselles per servizio di S. M^{te}* ». (Cf. F. BELLATI, *Serie dei governatori di Milano dal 1535 al 1776*. Milan, 1776. — Quoiqu'il s'agisse d'un imprimé, on peut rapprocher des documents cités ici G. CASTELLI, *Itinerario et sincero racconto del viaggio fatto dall' Altezza Seremissima del signor Principe di Parma Alessandro Farnese per la Francia, Inghilterra, Olanda, Fiandra e Spagne, dove di presente vi tiene il posto di capitano generale della cavalleria per sua Maestà cattolica*. In Venetia, per il Pinelli, MDCLXVI.

rellement aux archives et bibliothèques de leurs familles. Dans les dépôts particuliers de ce genre sont arrivés souvent aussi, par d'autres voies, des documents concernant l'histoire des anciens Pays-Bas.

Ainsi, l'on n'ignore pas que plusieurs familles princières de l'étranger, souveraines quoique inféodées à l'une ou à l'autre grande puissance, avaient des *représentants diplomatiques* dans nos provinces. Ceux-ci envoyaient à leurs maîtres des relations très suivies, où l'on peut trouver des renseignements de valeur pour notre histoire.

Il en est ainsi des relations diplomatiques des Médicis. A Florence, nous trouvons aux archives de l'Etat, section *Mediceo*, les lettres des agents florentins à Bruxelles, Giovanni Battista Guicciardini (dès 1548), Girolamo de Rossi (1590), Ant. Léon. Pitti et Franceschi (1618-1626) ⁽¹⁾. De même les archives farnésiennes de Naples et le *Carteggio farnesiano* de Parme contiennent les relations des ambassadeurs des ducs de Parme à Vienne, Paris, Londres, Madrid, pendant le ^{xvii}e et le ^{xviii}e siècle ⁽²⁾ : on peut y glaner bien des détails pour notre histoire. Citons encore les dépêches des ambassadeurs et agents des princes de Gonzague, conservées à l'*archivio Gonzaga* à Mantoue ⁽³⁾ et les lettres des agents de la maison d'Este, dont les papiers sont conservés à la bibliothèque de Ferrare ⁽⁴⁾.

Souvent aussi les membres des diverses familles régnantes

(1) BLOK, *Verslag ... Italië*, p. 22 et suiv.

(2) Nous nous permettons de renvoyer ici à l'*introduction* de notre *Inventaire des archives farnésiennes*.

(3) LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 761.

(4) *Ibid.*, p. 907.

sont en correspondance suivie avec les gouverneurs des Pays-Bas. Ces derniers leur expédient de Flandre des missives, contenant nombre de détails sur la situation politique et religieuse de nos provinces. Il en est ainsi de la correspondance échangée entre les rois de Danemark et le prince d'Orange, Marie de Hongrie, Marguerite de Parme, Alexandre Farnèse, l'archiduc Ernest, etc., conservées aux archives royales de Copenhague ⁽¹⁾. Citons ensuite la correspondance du prince Cosme de Médicis avec le marquis de Castel-Rodrigo, gouverneur, et avec l'internonce aux Pays-Bas (1666-1670) ⁽²⁾, les lettres adressées par Marguerite de Parme aux ducs d'Urbino ⁽³⁾ : ces papiers se trouvent aux archives de Florence. A Milan, ces papiers des Sforza contiennent la correspondance du duc de Milan avec Marie de Hongrie, Charles de Croy, etc. ⁽⁴⁾. Il y a quelques années, on a signalé l'existence de lettres, adressées par le duc d'Albe et Marguerite de Parme au duc Guillaume de Clèves (1567), conservées dans les archives privées de feu Charles Guntrunn à Dusseldorf ⁽⁵⁾. Enfin, quoiqu'il ne s'agisse pas ici de correspondance entre des princes régnants et des gouverneurs des Pays-Bas, nous ne pouvons oublier de mentionner les nombreuses lettres adressées à un cer-

(1) KERNKAMP, *Verslag van een onderzoek in Zweden, Noorwegen en Denemarken naar archivalia...*, p. 297. La Haye, 1903.

(2) BLOK, *o. c.*, p. 28.

(3) *Ibid.*, p. 33-34.

(4) *Ibid.*, p. 4.

(5) WACHTER, *Zwei Schreiben des Herzogs Alba und der Statthalterin der Niederlande, Margaretha von Parma, an den Herzog Wilhelm von Cleve von 22 bezw. 25 Sept. 1567*, dans le *Zeitschrift des Bergischen Geschichtsvereins*, t. XXIX (1893).

tain Don Joseph Fedeli, conservées aux archives d'Etat à Milan ⁽¹⁾. Il y a là une correspondance originale en espagnol, adressée à ce Milanais par le marquis de Westerloo. Ces lettres sont datées de 1710 et expédiées de Bruxelles et de Westerloo; elles donnent beaucoup de détails sur les événements militaires et diplomatiques des Pays-Bas. Le même Fedeli recevait aussi des lettres analogues, expédiées de Bruxelles par un certain Le Rond, de la part du comte et de la comtesse de Bruay, en 1712.

Nous avons déjà parlé des archives Guardialombarda à Naples. Signalons ici qu'elles contiennent des pièces qui sont de nature à éclairer l'histoire des Pays-Bas. Un des ancêtres de la duchesse actuelle, Geronimo della Marra, avait rejoint l'armée d'Alexandre Farnèse en Flandre : il fut tué, le 21 novembre 1581, à l'assaut de Tournai. C'est Marguerite de Parme qui se chargea elle-même d'annoncer la triste nouvelle au père du jeune officier, Luigi della Marra. Cette lettre n'est pas la seule qui nous intéresse : la famille della Marra était en correspondance suivie avec Marguerite de Parme et Alexandre Farnèse et les archives Guardialombarda contiennent une vingtaine de lettres originales des Farnèse à leurs amis napolitains, à propos des événements des Pays-Bas.

Puisque nous voilà occupés à parler des Italiens, qui guerroyèrent aux Pays-Bas, disons un mot aussi des *lettres d'ordre militaire* reçues par plusieurs grandes familles de l'étranger pendant les guerres de Flandre. Nous devons avant tout appeler une fois de plus l'attention sur les archives des Farnèse à Naples et à Parme. Les *Carte*

(1) Milan, Archivio di Stato : *Potenze Estere* (Olanda, 1710, 1712).

Farnesiane et le *Carteggio Farnesiano* contiennent des lettres d'officiers italiens et espagnols qui participèrent aux guerres des Pays-Bas. Tantôt elles sont adressées à Alexandre Farnèse, en Flandre même, en sa qualité de capitaine général de l'armée, et expédiées par ses subalternes des diverses garnisons et points stratégiques occupés par les troupes royales. Tantôt ce sont des lettres particulières, adressées à Marguerite de Parme, au cardinal Farnèse, aux ducs de Parme des XVII^e-XVIII^e siècles, par des officiers italiens guerroyant dans nos provinces, et contenant de nombreux détails sur la situation du pays. Nous n'exagérons point en disant que spécialement les *Carte Farnesiane* en comptent ainsi par milliers (1).

Les autres familles princières d'Italie reçurent des correspondances analogues, envoyées par les membres de leur famille ou par des officiers de leur région. Dans les archives des Médicis aux archives d'État à Florence, se trouve la correspondance de Don Sancho de Londoño et de Chiappino Vitelli relative aux opérations militaires du duc d'Albe depuis 1567, et des papiers de Pietro Piccolomini (2). Les archives des ducs d'Urbino, conservées au même dépôt, offrent des lettres du capitaine Paolo Mario, d'Ottavio Gonzaga, d'Ambrogio Landriano, de Chiappino Vitello, d'Alfonso d'Avalos, etc., envoyées des Pays-Bas de 1559 à 1592. Il y en a aussi pour la période de 1600 à 1629 (3). A Rome, les archives du prince Doria-Pamphili contiennent plusieurs lettres envoyées par Don Juan

(1) Voyez notre article *Les archives farnésiennes de Naples*, loc. cit., p. 506.

(2) BLOK, *Verslag ... Italië*, p. 25.

(3) BLOK, *o. c.*, p. 93 et suiv.

d'Autriche à Don Giovanni Andrea Doria I, pendant la campagne de Flandre (1).

Un autre genre de correspondances, qui foisonne dans les archives et bibliothèques particulières, surtout en Italie, ce sont les *avvisi*. On sait que les *avvisi* constituaient les journaux, les gazettes de l'époque (2). C'étaient des nouvelles de toutes sortes, recueillies de partout, que généralement un agent fixe transcrivait les unes à la suite des autres sur une même feuille, et qu'il envoyait ensuite à son maître en manuscrit ou en imprimé. Souvent, avant de parvenir à leur destinataire, ces *avvisi* étaient complétés par des agents, établis en d'autres villes. C'était une coutume très répandue que ces *avvisi* : les grandes familles y étaient, pour employer un néologisme, « abonnées » : elles se transmettaient ces nouvelles, parfois elles se payaient le luxe de posséder un agent à leur service.

C'était le cas pour Octave Farnèse, qui avait à Rome un agent fixe, Carlo Stuerdo. C'était le cas d'Alexandre Far-

(1) *Lettere di D. Giovanni d'Austria a D. Giovanni Andrea Doria I*, éd. D. ALF. DORIA PAMPHILI. Rome, 1896.

(2) Sur les *avvisi*, cf. E. HATIN, *Histoire politique et littéraire de la presse en France, avec une introduction historique sur les origines des journeaux depuis leur origine*. 8 vol. Paris, 1859-1861 ; CIAMPI, *Un periodo di cultura in Roma nel secolo XVII (1644-1655)*, dans l'*Archivio della Società romana di storia patria*, t. I (1877), p. 403-417 ; S. BONGI, *Le prime gazette in Italia*, dans le *Guida della stampa periodica italiana* de N. BERNARDINI, p. 21-52. Lecce, 1890 ; A. BERTOLOTI, *Scrittori di avvisi antesignani del giornalismo*, dans *Il Bibliofilo*, t. XI (1890), p. 150-153 ; DOM R. ANCEL, *Étude critique sur quelques recueils d'avvisi*, dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire* publiés par l'École française de Rome, t. XXVIII (1908).

nèse et de Marguerite de Parme, qui avaient à leur service Herman de Moezyembroeck, conseiller de Frise établi à Cologne. Les *avvisi* de Stuerdo ⁽¹⁾ et de Moezyembroeck ⁽²⁾ forment aux archives farnésiennes de Naples une collection des plus riches. Enfin Ranuccio, fils d'Alexandre, avait de même un *foliotante* ou expéditeur d'*avvisi*, Benedetto Gallo, qui envoyait ses nouvelles, régulièrement deux fois par semaine, à l'agent du prince, Pietro Magno ⁽³⁾.

Une des plus belles collections d'*avvisi*, avec celle de Farnèse, c'est celle de Giovanni Vincenzo Pinelli, conservée à l'Ambrosienne de Milan ⁽⁴⁾. Comme elle est peu connue, on nous permettra de nous y arrêter un instant.

Giovanni Vincenzo Pinelli ⁽⁵⁾ était né à Naples, en 1535, d'une illustre famille génoise. Son père fut un riche commerçant. Pinelli étudia la jurisprudence et devint bibliophile et ardent protecteur des arts et des sciences. Il fut en rapports constants avec Baronius, Bellarmin et le cardinal Frédéric Borromée. Sa correspondance épistolaire est immense : il était au courant des marchés de librairie de Venise, Francfort, Rome, Florence, Paris, Anvers, Augsbourg. Il était très lié avec Scaliger. Aussi la maison qu'il

(1) Archives de l'État à Naples, *Carte farnesiane*, fasci 260, 261, 265, 270, 273, 279, 282, 283, 286, 720, 1400, 1402, 1403.

(2) *Ibid.*, fasci 181, 326, 900.

(3) Archives de l'État à Naples, *Carte farnesiane*, fascio 809. *Lettre de Benedetto Gallo à J.-B. Pico, datée de Rome, 7 janvier 1587.* — C'est ce fascio qui contient les *avvisi* expédiés au prince Ranuccio.

(4) Mss. D. 489 inf. — D. 493 inf., G. 54 inf., G. 275 inf.

(5) Cf. *Vita Joannis Vincentii Pinelli patricii genuensis, auctore PAULO GUALDO, patricio vicentino*. Augustae Vindeliciorum, ad insigne pinus, anno MDCVII; *La biblioteca ambrosiana di Milano*, p. 18-23, 24-25. Milan, 1880.

occupait à Padoue devint le rendez-vous des lettrés et des savants.

Les derniers jours de sa vie cependant, il n'accueillait plus qu'Erycius Puteanus et Segetus. Il mourut en 1601. Il légua sa riche bibliothèque — l'Ambrosienne possède un catalogue des livres imprimés qu'elle contenait ⁽¹⁾ — à son neveu, Cosmo Pinelli de Naples. Mais celui-ci étant venu à mourir, la bibliothèque se dispersa. Le cardinal Frédéric Borromée, fondateur de l'Ambrosienne, en acquit une partie ⁽²⁾.

C'est probablement de la sorte que les recueils d'*avvisi* de Pinelli ont échoué à Milan. Pinelli avait à sa disposition des agents, des *foliottanti* fixes : Orazio da Venezia, Teodoro Malatesta, Domenico Franzi, Gabriele Compiglia, Jacopo Mainoldo. Il en reçut des *avvisi* pendant les années 1565 à 1585. Ceux des années 1565 à 1569 sont fort utiles pour l'histoire des Pays-Bas et contiennent les renseignements les plus divers.

A Florence, les archives Médicis nous offrent des *avvisi di Fiandra*, datés de 1542 à 1579 ⁽³⁾. On n'en finirait pas de citer tous ceux que recèlent les bibliothèques et archives particulières de Rome. Signalons toutefois à la bibliothèque Corsini deux séries parallèles d'*avvisi* d'Anvers, datés de 1644 à 1655, tant imprimés que manuscrits ⁽⁴⁾. Nous avons déjà parlé plus haut de la col-

(1) Ms. O. 249 sup. : Index librorum editorum Vincentii Pinelli.

(2) Sur le sort lamentable de cette superbe collection et sur l'acquisition d'une partie des richesses par le cardinal Borromée, voyez l'intéressant récit dans *La biblioteca ambrosiana di Milano*, p. 18-23.

(3) Florence, archives de l'État, *Mediceo*, filza 4254.

(4) Mss. 1742-1754.

lection d'*avvisi* conservée dans les archives privées du prince Caetani.

Il n'est pas sans intérêt non plus de savoir que les archives municipales de Strasbourg contiennent nombre d'*avvisi* sur la guerre de Flandre au xvi^e siècle, expédiés à la ville par Frédéric le Palatin et le fameux Lazare de Schwendi⁽¹⁾. La plupart de ces *avvisi* reçus par les familles italiennes sont très utiles pour notre histoire, surtout pour l'époque du duc d'Albe et de Requesens.

Tous ces *avvisi* ne sont cependant pas du même genre. Les uns sont des *avvisi* politiques, comme par exemple ceux qui accompagnent les relations des nonces et des divers agents diplomatiques. D'autres sont de simples *avvisi* d'information, contenant les nouvelles les plus diverses : ils forment la lecture et la distraction des dilet-tanti, des familles nobles qui en sont friandes. D'autres enfin sont des *avvisi* de marchands : ce n'est pas seulement en effet l'aristocratie de naissance qui se paie le luxe des *avvisi*, l'aristocratie de la bourse, les grandes familles de banquiers et de commerçants ont aussi leur service d'information⁽²⁾. Les *avvisi* marchands jouent à peu près le même rôle que les journaux de bourse actuels : ils influent aussi sur la stabilité du cours de l'argent, sur la hausse et la baisse des marchandises.

(1) BLOK, *Verslag aangaande een onderzoek in Duitschland en Oostenrijk*, p. 79. La Haye, 1889.

(2) Cette coutume est très ancienne. Ainsi, au commencement du xiii^e siècle, le dictator Buoncompagno de Signa disait déjà : « Mercatores in suis epistolis verborum ornatum non requirunt, quia fere omnes et singuli per idiomata propria seu vulgaria vel per corruptum latinum ad invicem sibi scribunt et rescribunt, intimando sua negocia et cunctos rerum eventus. » Cfr. C. PAOLI, *Diplomatica*, p. 103. Florence, 1898.

C'est ainsi que la puissante maison des Fugger avait un service d'*avvisi* bien organisé : ils provenaient de ses divers agents et correspondants des succursales à l'étranger : un grand nombre sont datés d'Anvers. Ces *Fuggerische Relationen*, datées de 1568 à 1601 passèrent à la bibliothèque impériale de Vienne. Vers le milieu du xvii^e siècle en effet, l'empereur Ferdinand III acheta du comte Albert Fugger, pour 15,000 florins, la bibliothèque de sa famille : celle-ci comprenait ces collections d'*avvisi* (1), ainsi que la *Collectio Dissertationum*, qui renfermait en grande partie des écrits italiens du xvi^e siècle : des relations des ambassadeurs de Venise, des nouvelles sur les conclaves, etc., que les puissants financiers s'étaient fait envoyer (1520-1590) (2). Aux archives de l'État à Stockholm, on retrouve dans les *Extranea* plusieurs collections d'*avvisi* envoyés des Pays-Bas, et notamment ceux expédiés en Suède par le chevalier Théodore Rodenborg, conseiller du duc de Holstein et résident des villes hanséatiques allemandes à Bruxelles (1636-1644) (3).

*
* * *

La curiosité dont le service des *avvisi* est une manifestation et l'achat de la bibliothèque des Fugger, qui trahit des goûts de collectionneur et de bibliophile, nous amènent à

(1) GACHARD, *Notice des manuscrits concernant l'histoire de Belgique qui existent à la bibliothèque impériale de Vienne*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 3^e sér., t. V (1863), p. 350 et suiv.

(2) GACHARD, *o. c.*, loc. cit.

(3) KERNKAMP, *Verslag...*, p. 91, 95.

parler d'un dernier aspect sous lequel on peut envisager les archives particulières à l'étranger.

On sait que depuis la Renaissance, un ardent désir de connaître, de goûter l'art, de protéger les entreprises scientifiques et artistiques, la satisfaction de poser au Mécène, l'envie de collectionner des livres rares, des manuscrits, des statues, se sont emparés des classes dirigeantes et des familles nobles, surtout en Italie.

C'est à ce mouvement, qui se rattachait en somme à la cour des papes puisqu'on suivait les exemples des Mécènes du Vatican, que nous devons la formation de plusieurs bibliothèques et de collections, au sein des familles principales, où l'histoire des anciens Pays-Bas est dignement représentée.

A Rome, ce sont les bibliothèques Chigi, Corsini, Barberini, dont nous avons déjà parlé. C'est aussi la bibliothèque Casanatense, qui doit son origine au cardinal Jérôme Casanata, au début du XVIII^e siècle (1). On connaît aussi la bibliothèque de la reine Christine de Suède, comprenant de nombreuses vies de saints et autres documents regardant tant l'époque médiévale que moderne aux Pays-Bas (2). Elle fut donnée au Vatican ainsi que la bibliothèque palatine d'Heidelberg, dont Maximilien de Bavière fit don à Grégoire XV.

(1) BORGNET, *Voyage littéraire en Italie*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 2^e sér., t. X (1858), p. 34 et suiv.; BLOK, *Verlag ... Italië*, p. 69-70.

(2) Cf. A. FAYEN, *Notices sur les manuscrits de la bibliothèque vaticane concernant la Belgique. I. Fonds de la reine de Suède*, dans la *Revue des archives et des bibliothèques de Belgique*, t. III (1905), p. 1 et suiv., 137 et suiv., 224 et suiv.

Nous connaissons encore la bibliothèque des cardinaux Cervini et Sirleto ⁽¹⁾ et celle du duc d'Altaemps.

A Naples, la bibliothèque Brancacciana, fondée en 1674 par le cardinal Brancaccio, nous offre des *avvisi*, des relations et des varia intéressant les Pays-Bas ⁽²⁾. A Bologne existait la bibliothèque du célèbre cardinal Mezzofanti : elle fait actuellement partie des collections de l'Université ⁽³⁾. A Venise, c'est la bibliothèque Querini-Stampalia ⁽⁴⁾, à Plaisance, celle de la famille du comte Landi, comprenant 50,000 volumes ⁽⁵⁾, à Pistoie, la biblioteca Fabroniana ⁽⁶⁾, très riche en documents pontificaux, instructions et relations de nonces du xvii^e-xviii^e siècle : elle contient des rapports sur les troubles des Pays-Bas.

A Udine, la bibliothèque de l'archevêché contient une partie des papiers du cardinal Jérôme Aléandre et des notes historiques concernant le fameux légat, réunies par le bibliophile Giovanni Maria Botteglia. Celui-ci écrivit lui-même la vie d'Aléandre et collectionna des notes biogra-

⁽¹⁾ Cf. P. BATTIFOL, *La vaticane de Paul III à Paul V*, p. 45 et suiv. Paris, 1890; ST. EHSES, *Korrespondenz des Kardinals Cervino mit Wilh. Sirlet*, dans le *Römische Quartalschrift*, t. XI (1897), p. 597-604.

⁽²⁾ BLOK, *Verslag ... Italië*, p. 77. — Cf. A. BEATRICE, *Della biblioteca Brancacciana di Napoli*. [Naples, 1872].

⁽³⁾ BONIFAZI, *Catalogo della libreria dell' eminentissimo cardinale Mezzofanti*. Bologne, 1851.

⁽⁴⁾ L. PEROSA, *Dei codici manoscritti della biblioteca Querini-Stampalia, recentemente ordinati e registrati*, dans l'*Archivio Veneto*, t. XXVIII (1883), p. 244-261.

⁽⁵⁾ MAFFI, *Notizie, illustrazioni et pregio dei cinquantamila volumi della Biblioteca Landi*. Plaisance, 1862.

⁽⁶⁾ MAZZATINTI, *Inventari dei manoscritti...*, t. II, p. 273.

phiques sur Francesco et Girolamo Aleandro, parents du cardinal (1).

A Milan, le grand fonds d'archives du cardinal Frédéric Borromée est recueilli et mis en ordre par le savant Jos. Ant. Saxias : la collection passe à l'Ambrosienne (2).

A Florence, la bibliothèque nationale recueille celle fondée par le singulier bibliophile que fut Magliabecchi (1633-1714), qui vécut à l'époque de Cosme III de Médicis (3).

Les Strozzi collectionnent des *avvisi*, des *discorsi*, des *relazioni* regardant les Pays-Bas (4), et dans l'ancienne bibliothèque des Médicis, la *Laurenziana*, on rencontre des documents concernant les ducs de Bourgogne, la Toison d'Or, des chroniques flamandes (5).

Les exemples sont aussi nombreux pour l'Espagne. Madrid offre deux anciennes bibliothèques, qui peuvent rivaliser avec les collections particulières d'Italie. C'est d'abord celle du duc d'Osuna et Infantado, que la Bibliotheca Nacional acheta en 1886 (6). Elle contient

(1) MAZZATINTI, *o. c.*, t. III, p. 233.

(2) RUELENS, *Les bibliothèques...*, loc. cit., p. 246. Cf. *La Biblioteca ambrosiana di Milano*, p. 6 et suiv. Milan, 1880. — Citons ici la notice de G. GREPPI sur les archives de San Fedele à Milan, relatives à Don Luis de Requesens, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 2^e sér., t. XII, p. 4.

(3) *La Biblioteca ambrosiana*, p. 5; BLOK, *Verslag Italië*, p. 35-36.

(4) BLOK, *Verslag Italië*, p. 33.

(5) *Ibid.*, p. 36-37.

(6) Cf. JOSÉ MARIA ROCAMORA, *Catálogo abreviado de los manuscritos de la biblioteca del Excmo señor Duque de Osuna é Infantado*. Madrid, 1882; F. ALVAREZ OSSORIO, *Breve noticia del archivo que fué del duque*

parmi les nombreux manuscrits des *avvisi*, des *relaciones* du XVII^e siècle intéressant les Pays-Bas et l'on y trouve la copie de l'instruction *secrète* remise à l'archiduc Albert comme gouverneur des Pays-Bas en 1595. C'est ensuite la riche collection Salazar, provenant de Don Luiz de Salazar y Castro (1658-1734), *cronista mayor* (historiographe) de Castille et des Indes. Celui-ci légua ses richesses au couvent de Montserrat, d'où elles passèrent au palais des Cortès pour être acquises en 1850 par la bibliothèque de l'Académie royale d'Histoire (1). Cette collection comprend des correspondances de Charles V et de Philippe II, des *avvisi* concernant l'équipée du duc d'Anjou aux Pays-Bas et l'invincible Armada, des plans divers pour réduire à l'obéissance les « rebelles » du Nord (1606-1607). On peut citer aussi la bibliothèque de Don Diego Sarmiento, comte de Condomar (2).

Passons à la France. Tout le monde connaît la bibliothèque de Colbert, (les *cinq cents de Colbert*) à Paris (3), qui s'enrichit d'un grand nombre de pièces originales provenant des dépôts de Lille et de Gand, et qui offre plusieurs

de Osuna, dans la *Revista de archivos, bibliotecas y museos*, t. X (1906), p. 79-100. — Voyez aussi BUSSEMAKER, *Verslag van een voorloopig onderzoek te Lissabon...*, p. 83-84. La Haye, 1905.

(1) BUSSEMAKER, *o. c.*, p. 89-90.

(2) J. DE R. Y DEL E., *Cartas escogidas á Don Diego Sarmiento de Acuna, conde de Condomar ó reunidas por este*, dans la *Revista de archivos, bibliotecas y Museos*, 1901, p. 493 et suiv.; 1902, p. 495-698; M. S. Y S., *Libros manuscritos ó de mano de la biblioteca del Conde de Condomar*, dans la même *Revista*, 1903, p. 65, 222, 295, 388.

(3) LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 854. Sur les *182 de Colbert* ou *Collection de Flandre*, cf. *Bibliothèque de l'école des chartes*, XXXII, p. 248-251.

inventaires des richesses accumulées à la cour de Bruxelles depuis les ducs de Bourgogne jusqu'à Philippe II. Non moins connue est la collection du comte Hippolyte de Béthune, offerte à Louis XIV en 1662 ⁽¹⁾, le cabinet de Gaignières, formé surtout des archives de la maison de Guise ⁽²⁾. On sait les richesses que Gachard puisa dans le fonds du collectionneur Dupuy ⁽³⁾. D'autres bibliothèques du XVIII^e siècle ne sont pas moins utiles pour notre histoire : celle de l'historiographe Moreau ⁽⁴⁾, comprenant des documents originaux concernant la Flandre depuis 1202 à 1691 et provenant tous de notre pays, celle de Clairambault ⁽⁵⁾, où se remarquent surtout la correspondance diplomatique de d'Estrades (1649-1650) et des lettres de Mazarin ⁽⁶⁾.

(1) LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 866.

(2) *Ibid.*

(3) Cf. BLOK, *Verslag aangaande een voorloopig onderzoek te Parijs*, p. 15. La Haye, 1897.

(4) BLOK, *o. c.*, loc. cit. — Voyez E. BACHA, *La collection Moreau de la bibliothèque nationale de Paris*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 4^e sér., t. XVII (1890), p. 112-124.

(5) BLOK, *o. c.*, p. 16. Cette collection a été inventoriée par G. BUSKEN HUET, *Derde verslag van onderzoekingen naar archivalia te Parijs, belangrijk voor de geschiedenis van Nederland*. La Haye, 1901.

(6) Citons ici GACHARD, *Notice sur une collection de 180 volumes manuscrits, concernant l'histoire de Belgique, conservés à la bibliothèque impériale à Paris*, dans le *Messenger des sciences et des arts*, 1^{re} sér., t. IV (1836), p. 62 et suiv. Il s'agit de la collection d'Esnans. N'oublions pas le *fonds Brienne* de la bibliothèque nationale, contenant des lettres du prince d'Orange au duc d'Anjou, à Catherine de Médicis, à Élisabeth d'Angleterre (1583), et les cahiers des États Généraux présentés à M. le duc d'Anjou (1581) avec les réponses, les lettres de Buzenval (1602-1605) et des papiers (1614-1633) de Du Maurier, Boissise, La Noue. Cette

En Allemagne, l'électeur Frédéric-Guillaume I^{er} de Brandebourg fonde la bibliothèque royale à Berlin : il collectionne des pièces diplomatiques, parmi lesquelles se rencontrent les lettres écrites à Henri IV et à Villeroi par les ambassadeurs français envoyés à Bruxelles pour recevoir le serment de l'archiduc Albert à propos de la paix de Vervins (1598) ⁽¹⁾. A Cologne, c'est la collection d'originaux, de copies, d'extraits, réunie par Gelenius au xvi^e siècle (*Farragines Gelenii*). Divisée en vingt-neuf parties, elle renferme des documents intéressant la bataille de Woeringen et des pièces d'histoire monastique belge ⁽²⁾. A Munster, c'est la collection Kindlinger († 1819), achetée par le gouvernement prussien et réunie aux collections du *Staatsarchiv* ⁽³⁾.

Enfin, la *Hofbibliothek* de la maison de Hesse à Darmstadt contient une collection, unique en son genre, de *Brabantica* et *Belgica* : gravures représentant des personnages, des combats, des sièges de l'époque de la révolution du xvi^e siècle, accompagnées d'*avvisi* et de légendes en allemand ⁽⁴⁾.

collection est formée surtout de copies, réunies par Antoine de Loménie, secrétaire d'Henri IV et de Louis XIII, pour servir à l'instruction de son fils. Cf. BLOK, *Verlag aangaande een voorloopig onderzoek te Parijs*, p. 18.

⁽¹⁾ GACHARD, *Notice des manuscrits concernant l'histoire de Belgique qui existent à la bibliothèque royale de Berlin*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 4^e sér., t. I (1873), p. 30 et suiv.

⁽²⁾ BLOK, *Verlag aangaande een onderzoek in Duitschland*, p. 6-7.

⁽³⁾ BLOK, *o. c.*, p. 189 et suiv.

⁽⁴⁾ BLOK, *Verlag aangaande een onderzoek in Duitschland en Oostenrijk*, p. 77. La Haye, 1889.

A la bibliothèque du château de Furstentein, on signale une histoire inédite de la maison d'Egmont ⁽¹⁾.

Nous possédons moins de renseignements pour l'Autriche. Toujours est-il que la bibliothèque impériale de Vienne renferme un fonds où l'on peut glaner des détails inédits sur notre histoire. Nous visons le fonds *Hohendorff*. Il fut acquis par l'empereur Charles VI, qui l'acheta à la mort de George-Guillaume, baron de Hohendorff, colonel de cavalerie, capitaine de la compagnie des gardes du prince Eugène de Savoie et gouverneur des ville et château de Courtrai.

Cette bibliothèque d'amateur renfermait une riche collection de manuscrits et d'imprimés ayant trait à des négociations diplomatiques regardant les Pays-Bas ⁽²⁾.

En Angleterre, Londres possède la belle collection d'autographes de Morison, formée de lettres du duc d'Albe, d'Érasme, de Granvelle, de Don Juan, de Marguerite de Parme, du comte d'Egmont, etc., et que l'on qualifie de remarquable ⁽³⁾.

(1) *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 2^e sér., t. VIII, p. 328.

(2) GACHARD, *Notice des manuscrits...*, loc. cit., p. 6. — Signalons ici le tableau de la cour de Vienne en 1746-1748 qu'on retrouve dans les relations diplomatiques de Podewils, conservées dans les archives du prince de Schönburg-Hartenstein, à Czernowitz, en Bohême; mentionnons aussi les archives *Piccolomini* à Nakod, celles des *Dietrichstein* à Nikoulov, en Moravie. (LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 653.)

(3) BRUGMANS, *Verslag van een onderzoek in Engeland naar archivalia, belangrijk voor de geschiedenis van Nederland*, p. 512-514. La Haye, 1895. — Voyez VAN BRUYSEL, *Premier et Second rapport sur les archives et les bibliothèques d'Angleterre*. Bruxelles, 1858-1859. Signalons aussi les archives de l'archevêque de Cantorbéry, conservées

Enfin, pour les Pays-Bas, pas n'est besoin d'insister sur les riches archives de la maison royale à Amsterdam, actuellement d'un accès difficile, mais dont M. Groen van Prinsterer a tiré tant de publications importantes (1). D'une importance historique notable sont les archives de Philippe de Marnix (2), celles du château de s' Heerenberg en Gueldre (3), et celles des comtes d'Aldembourg Bentinck et du baron de Heeckeren de Wassenaer (4). Citons encore celles des châteaux de Middachten (5) et d'Ampsen (6). On

au *Lambeth Palace*, intéressantes pour l'histoire du xvi^e siècle (BRUGMANS, *o. c.*, p. 422-426), et les archives des divers collèges de Cambridge (*ibid.*, p. 501-510), d'Oxford (*ibid.*, p. 487-499) et la *Bodléienne* de cette dernière ville (*ibid.*, p. 429-486), qui contiennent nombre de documents pour notre histoire.

(1) G. GROEN VAN PRINSTERE, *Archives ou correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau*, 1^{re} et 2^e sér. Leiden et Utrecht, 1835-1862, 17 vol. On sait que la publication est continuée actuellement par M. Krämer. — Cf. aussi P. MARCHEGAY et L. MARLET, *Correspondance de Louise de Coligny, princesse d'Orange (1555-1620)*. Paris, 1887; VAN SOMEREN, *Correspondance du prince d'Orange avec Jacques de Wesembeke*. Utrecht, 1896.

(2) W. A. F. BANNIER, *De inventaris van het archief van Filips van Marnix benevens eenige brieven uit dat archief*, dans *Bijdragen en mededeelingen van het historisch genootschap te Utrecht*, t. XXVI, p. 238-289.

(3) A. W. TADAMA, *Verslag over het oud grafelijkbergische archief te 's Heerenberg*. Arnhem, 1846. (Extrait des *Bijdragen voor vaderlandsche geschiedenis en oudheidkunde*.) Un inventaire ms. détaillé de ces papiers se trouve aux archives provinciales d'Arnhem.

(4) LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 806.

(5) P. V. VAN DOORNINCK, *Inventaris van het oud kasteel Middachten*. Haarlem, 1897.

(6) LE MÊME, *Inventaris van het oud archief van het kasteel Ampsen*. Haarlem, 1897.

se rappellera aussi que naguère M. Vreede communiqua des lettres de l'évêque d'Anvers, de Nelis (1789), qui se trouvaient parmi les papiers du baron Van der Borch, ancien drossart des ville et baronie de Bréda (1). Ces exemples peuvent suffire.

Dans ces bibliothèques et archives de collectionneurs et de bibliophiles, lorsqu'il s'agit de savants ou de protecteurs de savants, comme Frédéric Borromée à Milan et Magliabecchi à Florence, on rencontre souvent des correspondances d'artistes et d'érudits belges. Ainsi l'héritage littéraire du cardinal Borromée à l'Ambrosienne offre des lettres et des traités de Juste-Lipse et d'Erycius Puteanus (2), des missives de Jean Brueghel (dit de Velours), relatives à des tableaux peints par lui pour le cardinal et qui se trouvent dans la galerie ambrosienne (3). Plus haut, nous avons déjà cité la bibliothèque de Giovanni Vincenzo Pinelli (4).

A Florence, dans les papiers de Magliabecchi, se retrouve une intéressante correspondance du hollandiste Papebroch (5).

Souvent aussi, ces dépôts possèdent des catalogues, renseignant sur les richesses formées par d'autres collectionneurs. C'est ainsi qu'à la biblioteca Marucelliana de Flo-

(1) *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 2^e sér., t. VIII (1856), p. 6; t. X (1858), p. 101.

(2) *La biblioteca ambrosiana di Milano*, o. c., p. 42, 44-47. — RUELENS, *Les bibliothèques...*, loc. cit., p. 256-257; BLOK, *Verslag ... Italië*, p. 4.

(3) *La biblioteca ambrosiana di Milano*, p. 98; RUELENS, o. c., loc. cit., p. 246; BLOK, o. c., loc. cit.

(4) Voyez aussi BOSCA, *De origine et statu bibliothecae Ambrosianae*. Milan, 1672; TH. SIMAR, *Étude sur Erycius Puteanus*. Louvain, 1909.

(5) RUELENS, o. c., loc. cit., p. 288; BLOK, o. c., p. 35-36.

rence reposent des inventaires des collections des Médicis, des Buonarotti, des Strozzi, des Goddi, existant dans la même ville (1).

*
* * *

Nous ne pouvons omettre de signaler que ces bibliothèques particulières de familles princières, de collectionneurs, de commerçants, de savants, contiennent plus d'une fois des papiers diplomatiques originaux, épaves d'archives plus étendues, dont les restes ont dévié un peu partout par le capricieux destin des grandes familles de l'étranger.

Lorsque la famille s'éteint ou que le savant ou le collectionneur meurt, ses archives n'ont pas toujours le sort heureux des papiers de Botta-Adorno ou de la bibliothèque d'Érasme. L'histoire de celle-ci est singulière. Au dire de Reuchlin, Joannes a Lasco, contemporain et ami d'Érasme, passa avec ce dernier un contrat en vertu duquel *a vivente iam tum Erasmo totam bibliothecam emit, si contingeret ei illum esse superstitem*. De fait Érasme mourut le premier et sa bibliothèque passa à Lasco. Plus tard, une partie en fut donnée au célèbre théologien, Albert Hardenberg, lui aussi contemporain et ami d'Érasme et de Lasco; de celui-ci, elle passa dans les archives de la *Grosse Kirche* à Emden (2).

Le plus souvent, les archives particulières, à l'extinction de la famille, s'éparpillent au hasard et finissent par échouer dans les dépôts les plus insoupçonnés. C'est par hasard que le savant historien hollandais Blok apprit la

(1) RUELENS, *o. c.*, loc., p. 290.

(2) BLOK, *Verslag aangaande een onderzoek in Duitschland en Oostenrijk*, p. 2-3. La Haye, 1889.

présence d'une partie des papiers de Viglius de Zuichem à la bibliothèque universitaire de Gottingue ⁽¹⁾.

Lors de la fondation de l'université, en 1734, la bibliothèque reçut cette collection du conseiller J.-H. von Bulow. Elle comprend vingt-deux volumes et elle présente une grande importance pour l'histoire de Belgique. On y trouve soixante lettres de Granvelle à Viglius, de nombreuses pièces concernant le régime monétaire, l'Université de Louvain, les prélats de Brabant, des missives de la Chambre des comptes de Lille (1539), une lettre de Gérard Mercator à l'évêque d'Utrecht (1546).

Moins anormal sans doute, mais digne d'être cité est le cas des registres financiers de Sully, où sont minutieusement consignées toutes les dépenses du règne d'Henri IV, conservés dans les archives particulières de M. le comte de Béthune-Sully, au château de Sully-sur-Loire. Qui soupçonnerait d'y trouver l'énumération des sommes envoyées comme subsides aux « rebelles » des Pays-Bas ? ⁽²⁾

La dispersion de bon nombre de papiers diplomatiques en divers dépôts particuliers et publics ressort de la liste suivante, qui est loin d'être complète et ne prétend d'ailleurs qu'à fournir des exemples. Les papiers de Duplessis-Mornay se partagent entre la bibliothèque Mazarine (1582-1588) ⁽³⁾, la Sorbonne et la bibliothèque de la Société d'histoire du protestantisme français ⁽⁴⁾. Une partie des

⁽¹⁾ BLOK, *o. c.*, p. 15 et suiv.

⁽²⁾ R. COUZARD, *Une ambassade à Rome sous Henri IV (septembre 1601-juin 1605)*, p. 8. Paris, s. d.

⁽³⁾ BLOK, *Verslag aangaande een voorloopig onderzoek te Parijs*, p. 21.

⁽⁴⁾ LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 881-882.

archives du duc d'Anjou et les papiers de son agent aux Pays-Bas, Despruneaux, ont échoué à la bibliothèque nationale de Paris (1). Ceux des Guise sont divisés entre la bibliothèque de l'Arsenal et le cabinet de Gaignières à Paris (2), ceux des Montmorency enrichissent les collections du duc d'Aumale à Chantilly (3), le cabinet du comte Hippolyte de Béthune (4) et celui de Gaignières (5). Les papiers d'ambassade de Boississe, conservés à la bibliothèque de l'Arsenal, proviennent des archives de d'Argenson : (6) à la même bibliothèque échoue l'héritage littéraire de Pomponne, ambassadeur dans les Provinces-Unies de 1668 à 1670 (7). Une partie des papiers diplomatiques d'Aubéry du Maurier (1614-1636) se trouvent à la bibliothèque nationale de Paris (8).

Ceux de la famille de Croy se répartissent entre Valenciennes, l'Hermitage, près de Condé-sur-Escaut (9) et Dülmen, en Westphalie.

Les archives des ducs d'Urbino sont en partie à Flo-

(1) BLOK, *Verslag ... Parijs*, p. 9-10.

(2) LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 878 et suiv.

(3) *Ibid.*, p. 556.

(4) *Ibid.*, p. 866.

(5) *Ibid.*

(6) BLOK, *Verslag ... Parijs*, p. 19.

(7) *Ibid.*, p. 20.

(8) *Ibid.*, p. 11. — Pour les archives des familles en France, contenant des documents qui peuvent intéresser notre histoire, cf. LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 475 et suiv. Citons les archives Vandenesse (p. 554), Costa de Beauregard (p. 571), Vaux (p. 583), Meloizes et Pezeau (p. 508), Cany (p. 590), Thouars (p. 593), Avesnes (p. 598), Lorges (p. 514), Broglie (p. 517), Fourquevaulx (p. 521), Caumont (p. 523), Châteaurenard (p. 538).

(9) LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 693-694, 901.

rence (1), en partie à la bibliothèque vaticane (2) et dans le fonds *Borghèse* aux archives du Vaïcan; celles de la famille Caraffa se retrouvent partiellement à Florence (3) et à la bibliothèque Barberini (4); les papiers de Guido Bentivoglio à Gênes (5), à Ferrare (6), et à la biblioteca Casanatense à Rome (7). Dans ce dernier dépôt échoue, on ne sait trop comment, une bonne partie des archives d'Ambrosio Spinola (8). Quant aux papiers des Orsini, le palais des princes de ce nom, à Rome, n'en possède qu'une mince portion. Un lot assez considérable a péri à Naples, dans un incendie, lors de la révolution de 1848 : une autre partie a été réunie aux archives de l'État à Naples, d'autres épaves se retrouvent aux archives d'État à Florence et à Sienne (9).

La *Vallicelliana* contient beaucoup de papiers du cardinal Baronius et notamment six volumes de correspondance avec des célébrités comme Juste-Lipse, Guillaume Lindanus, Christophe Plantin, etc. (10).

Nous avons déjà parlé des archives Farnèse, divisées

(1) BLOK, *Verslag ... Italië*, p. 33-34.

(2) *Ibid.*, p. 58-59.

(3) RUELENS, *o. c.*, loc. c., p. 281, 289.

(4) Cf. plus haut.

(5) Cf. L. SCARABELLI, *Lettere diplomatiche di Guido Bentivoglio*. Turin, 1852.

(6) Cf. plus haut.

(7) BORGNET, *Voyage littéraire en Italie*, loc. cit., p. 94 et suiv.

(8) BLOK, *Verslag ... Italië*, p. 70.

(9) A. CAUCHIE, *Note sur quelques sources manuscrites...*, loc. cit., p. 9-10.

(10) RUELENS, *o. c.*, p. 272. — Cf. G. CALENZIO, *La vita e gli scritti del cardinale Cesare Baronio*. Rome, 1907.

entre Parme et Naples. Quant à l'héritage littéraire du cardinal Jérôme Aléandre, Udine ⁽¹⁾, Florence ⁽²⁾, Bologne, les archives et la bibliothèque du Vatican ⁽³⁾ se partagent ses dépouilles.

Les papiers du nonce Castagna, archevêque de Rossano (1563-1572), sont en partie à la Bibliothèque nationale de Madrid ⁽⁴⁾, à celle des Corsini ⁽⁵⁾, et à la bibliothèque de Molfetta ⁽⁶⁾. Une série importante des correspondances du premier nonce de Flandre, Ottavio Mirto Frangipani, après des vicissitudes dont le détail nous échappe, échoue à la bibliothèque des Bourbons de Naples ⁽⁷⁾.

(1) Cf. plus haut.

(2) FLORENCE, *Biblioteca Nazionale*, cod. palat. 497 (717. — E, 5. 3. 13).

(3) Cf. A. VAN HOVE, *Étude sur les conflits de juridiction dans le diocèse de Liège à l'époque d'Érard de la March (1506-1538)*, p. XIII-XVI. Louvain, 1900; A. CAUCHIE et A. VAN HOVE, *Documents concernant la principauté de Liège (1230-1532), spécialement au début du XVI^e siècle, extraits des papiers du cardinal Jérôme Aléandre*, t. I. Bruxelles, 1908.

(4) BUSSEMAKER, *Verslag van een voorloopig onderzoek te Lissabon*....., p. 78.

(5) Cf. plus haut.

(6) GACHARD, *Note relative à la correspondance de G. B. Castagna, archevêque de Rossano, conservée à la bibliothèque de Molfetta*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 4^e sér., t. IV.

(7) A. CAUCHIE, *Rapport sur la correspondance d'Ottavio Mirto Frangipani, premier nonce de Flandre (1596-1606), conservée à la bibliothèque nationale de Naples*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, t. LXXVII (1908), p. XLIII-LX. — Les volumes de la bibliothèque Nationale de Naples dont il s'agit ici ne doivent-ils pas être identifiés — du moins une partie d'entre eux — avec les *Codices Capponi* 4 à 7, qui firent autrefois partie de la bibliothèque Vaticane et qui, d'après le Scrittore de la Vaticane Antonio Nebbia (1854), « furono presi dal

Des pièces provenant des archives du duc d'Albe se rencontrent à Paris, au ministère des Affaires étrangères (1), et dans le fonds espagnol de la bibliothèque nationale de Paris (2). Dans le fonds français de ce dernier dépôt, on trouve les très remarquables papiers historiques de quelqu'un de l'entourage de Don Juan d'Autriche (1577) (3).

Quelquefois, à l'extinction des familles, leur bibliothèque est vendue à l'encan. Ainsi, une des maisons romaines, qui possédait le plus de richesses historiques, était assurément celle d'Albani : elle avait donné à l'Église plusieurs cardinaux, un pape, Clément XI, et toujours elle s'était distinguée par un zèle éclairé pour les lettres et les arts. Étant venue à s'éteindre, on vendit à Rome, en 1857, sa bibliothèque et ses archives. Le gouvernement prussien les acheta en bloc, mais le navire qui transporta ces richesses périt en mer corps et biens (4). On fut plus heureux pour la collection *Minucciana*, conservée actuellement à Rome dans la bibliothèque de l'Institut historique prussien (5).

C'est probablement par suite d'une vente que l'archéologue Henri Stevenson acquit les papiers du cardinal

cardinal Passionei Bibliotecario e non più restituiti » ? Vu la différence du nombre et des titres des volumes de Naples et de ceux qui sont signalés par Nebbia, nous n'osons affirmer l'identité des manuscrits. — Cf. G. SALVO COZZO, *I codici capponiani della Biblioteca Vaticana*, p. 8-9. Rome, 1897.

(1) BLOK, *Verslag ... Parijs*, p. 31-32.

(2) *Ibid.*, p. 14.

(3) *Ibid.*, p. 11.

(4) GACHARD, *Les archives du Vatican*, loc. cit., p. 47-48.

(5) BLOK, *Verslag ... Italië*, p. 74-75.

Rafaele Mazio, agent à Rome du dernier nonce de Flandre, César Brancadoro ⁽¹⁾. Comme cette correspondance était fort intéressante pour l'histoire générale et l'organisation de la nonciature aux Pays-Bas (1790-1794), le gouvernement belge l'acquiesça à son tour pour la déposer aux archives générales du royaume. C'est à la vente Costa de Beauregard en 1867 que la Bibliothèque nationale de Paris acquiesça une collection de 33 volumes de pièces originales (*archivio sforzesco*) provenant de Milan ⁽²⁾.

Nous avons cité plus haut la vente de la bibliothèque Hohendorff et de celle des Fugger. On s'explique difficilement la présence, à la bibliothèque de Metz, de la correspondance de Don Cristobal de Moura avec Philippe II relative à la conquête du Portugal ⁽³⁾ et d'une partie des papiers d'Antonio Perez à la Bibliothèque royale de La Haye ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ R. MAERE, *La correspondance du cardinal Raphaël Mazio aux archives du royaume*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 5^e sér., t. IX (1899), p. 423 et suiv. Voir aussi les renseignements donnés par M. Maere dans les *Archives belges*, t. I (1899), p. 106. — Pour sa *Notice sur le cardinal César Brancadoro*, M. E. NÈVE a tiré des détails de la correspondance du nonce et de son secrétaire Fraypont avec M. Van der Vrecken et de son fils Paul, conservée dans les archives particulières de ceux-ci (*Revue catholique de Louvain*, t. X [1852-1853], p. 271, 406).

⁽²⁾ LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 869.

⁽³⁾ GACHARD, *Notice d'un manuscrit de la bibliothèque de la ville de Metz renfermant la correspondance de Philippe II avec Don Cristobal de Moura, relative à la succession et à la conquête du Portugal*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 3^e sér., t. X.

⁽⁴⁾ GACHARD, *Notice sur un manuscrit de la bibliothèque royale de La Haye*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 2^e sér., t. XIII (1847).

S'il y eut dispersion lamentable d'archives familiales ⁽¹⁾, des grands dépôts comme celui du Vatican pratiquèrent une concentration heureuse. Depuis Benoît XIV, le Vatican a racheté plus de 1,200 volumes de papiers des nonces aux familles Ottoboni, Spada, Albani, Bolognetti, Carpegna, Piò : les archives Borghèse sont actuellement incorporées aux archives et la Bibliothèque Barberini à la bibliothèque du Vatican ⁽²⁾.

*
* *

De tout ce qui précède, il ressort clairement que l'histoire de Belgique peut tirer grand profit des archives et bibliothèques particulières de l'étranger. Certes, l'histoire générale ou diplomatique y trouverait surtout des appoints précieux, mais ce serait se méprendre étrangement sur le caractère de ces collections, que de croire qu'elles ne sont pas tout aussi importantes au point de vue de l'histoire interne tout entière.

Aussi, au cours de leurs recherches à l'étranger, les envoyés de la Commission royale et les autres érudits qui s'intéressent à notre histoire nationale trouveront, nous l'espérons, dans les pages précédentes, quelques indications utiles pour élargir le cadre de leurs investigations.

(1) Il est à signaler qu'à la *Bibliotheca Laurenziana* de Florence on trouve la correspondance des archiducs Albert et André d'Autriche avec Pierre-Ernest de Mansfelt, provenant vraisemblablement des archives de Malines, et la correspondance d'Alexandre Farnèse avec le comte de Hennin, Oudart de Bournonville, sire de Capres, qui fut réunie à Bruxelles en 1622. Tout récemment l'un de nous (L. V.) s'est attaché à dresser l'inventaire analytique de ces importantes épaves des archives de notre pays.

(2) LANGLOIS et STEIN, *o. c.*, p. 752, n. 1.

IV

Deux lettres du vice-chancelier Seld à Viglius.

(Par RUDOLF HÄPKE, docteur en philosophie.)

Les *Annales Flandriae* de Jacques De Meyere n'auront plus la valeur d'une source historique. On rangera désormais l'œuvre du savant curé de Blankenberghe parmi les travaux des humanistes du xvi^e siècle; mais on ne cherchera plus dans sa compilation les traces de sources inédites ou perdues que nous ne possédons pas. Le livre récent de M. V. Fris ⁽¹⁾ n'a laissé aucun doute à ce sujet.

L'historien dont les recherches minutieuses nous ont révélé ces faits, a consacré quelques pages précieuses à la réputation générale dont les *Commentaires de l'histoire flamande* étaient l'objet jusqu'à nos jours et nous a montré que les auteurs de l'époque y ont puisé de même que les écrivains des siècles suivants.

Nous sommes heureux d'ajouter aux éloges donnés à l'œuvre de De Meyere l'opinion fondée d'un contemporain. George Sigismond Seld, vice-chancelier de l'Empire, trouva en 1561 chez un libraire à Vienne les *Annales* récemment publiées. Il s'empressa de signaler son acquisition à son ami le président Viglius. Deux mois après, allant avec la

(1) *Essai d'une analyse des Commentarii sive Annales rerum Flandricarum (Annales Flandriae, 1561) de Jacques De Meyere. Première partie : Examen des sources des Annales Flandriae. Gand, 1908.*

cour à Prague, il trouva le temps de s'occuper du livre et rendit compte de ses impressions à Viglius. On verra qu'il a su juger mieux que les admirateurs aveugles de l'historien flamand.

Le vice-chancelier Seld ⁽¹⁾ était un des hommes politiques les plus en vue à la cour de l'empereur Ferdinand I. Certes, il lui manquait le génie créateur du vrai homme d'État; il était trop dévoué au cardinal de Granvelle et, s'il suivait une politique conciliante entre les deux partis confessionnels, on aurait voulu lui souhaiter plus de fermeté envers Rome. Mais bon travailleur comme tant des fonctionnaires juriconsultes de l'époque, y compris son correspondant Viglius, il connaissait à fond les affaires compliquées de l'Empire. Son expérience et son intelligence incontestées lui permettaient d'entretenir son ami à Bruxelles de la situation politique de l'Europe entière. Pour ne citer que les lettres publiées ci-dessous, il lui parle aussi bien de la crise du Nord, provoquée par l'agonie de la Livonie, et des événements d'Orient, que du mariage du prince d'Orange avec Anne de Saxe et des combinaisons ainsi que des craintes exagérées, qu'il avait fait naître à la cour de Vienne. Il ajoute de curieux détails sur la Bohême et la Silésie; il félicite le juriconsulte de la position que son ancien élève à l'université d'Ingolstadt, Jean de Mep-sche, occupe non sans éclat et, en faisant allusion à la renommée des chanteurs belges, il se permet de petites railleries au sujet des Frisons, les compatriotes du président. En général, Seld s'étend encore plus sur les questions

(1) Voy. v. DRUFFEL dans *Allg. Deutsche Biographie* et MORIZ RITTER, *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Gegenreformation*, T. I. Stuttgart, 1889, p. 144, 156, etc.

de la politique ecclésiastique dont ses fonctions l'obligeaient à s'occuper surtout.

La seconde partie du registre n° 390 de la Secrétairerie d'État allemande aux Archives du Royaume (à Bruxelles) contient en tout soixante-trois lettres de Seld. Sauf une, dont Viglius a évidemment fait faire la copie (fol. 186-187), elles sont de la main si belle et si régulière du chancelier. La première pièce de la collection est datée du 16 janvier 1557. Pour cette année, pendant laquelle Seld dirigeait avec Jules Pflug la discussion religieuse à Worms, on ne compte pas moins de quinze lettres, tandis que les six années suivantes n'en comportent guère plus de six ou sept en moyenne. Ce fut la mort subite de Seld, le 26 mai 1565, qui mit fin à la correspondance.

Les folios 102, 126 et 212/13 n'ont pas servi à transmettre les nouvelles de Vienne, Ratisbonne, Worms, etc. à Bruxelles. Le folio 102 contient une lettre de Christophe Seld, frère de George Sigismond et conseiller du duc Albert V de Bavière. Viglius a annoté sur le dos : *1557 novembris 23, requiescat in pace!* — On y lit de plus une lettre de recommandation rédigée en allemand et adressée par Seld à Arnold von Siegen, bourgmestre de la ville de Cologne. Les folios 212/13 forment la suite d'une discussion juridique entre les deux jurisconsultes.

Lorsqu'on a classé la correspondance du secrétaire d'État Urbain Scharberger avec Viglius, à laquelle notre collection est jointe, on a ajouté trois pièces concernant la nomination de Seld comme conseiller de Philippe II (*rath und diener von hausz ausz*) en 1556. A part celles-ci, la correspondance est tout à fait d'un caractère privé. On doit supposer que Viglius a conservé soigneusement ces lettres confidentielles et que ses héritiers les ont remises au gou-

vernement, en lui rendant les papiers d'État du défunt.

Malheureusement aucune minute des réponses de Viglius ne se trouve dans les volumes de la Secrétairerie allemande et leurs originaux se sont perdus avec les manuscrits de Seld dont le sort est inconnu. Il faut donc se résigner à ne jamais savoir ce que le président du Conseil Privé des Pays-Bas écrivit au vice-chancelier de l'Empire sur les événements qui se passaient à la cour de Bruxelles pendant les premières années du règne de Philippe II.

On sera étonné que la correspondance, quoique classée en 1870, n'ait jamais été utilisée. Mais ni le registre ni l'inventaire manuscrit de la Secrétairerie allemande, d'ailleurs le seul qui existe de cette collection importante, n'en donnent une indication suffisante.

Espérons que cette notice attirera l'attention sur ces lettres qui méritent bien d'être connues.

I

1561, 5 août. — *Seld à Viglius.*

Arch. du Roy. Secr. d'Ét. allem. Reg. 390, fol. 158-159.

Or. On y lit sur le dos, de la main de Viglius : 19. augusti 1561.

Magnifico ac clarissimo viro, domino Wiglio a Zuichem jureconsulto, equiti aurato, regiae Catholicae Majestatis consiliario secreto, terrarumque patrimonialium (a) supremo praesidi et domino suo plurimum colendo. Brüssel.

Magnifice ac clarissime domine praeses. Gratulor magnificae dominationi vestrae ex animo, quod foeliciter et magis

(a) Patrimonialium. Ms.

confirmato corpore e patria domum redierit. Faxit Deus opt. max., ut quemadmodum haec profectio ei non potuit non esse iucundissima, ita salutem ipsius ad multos annos provehat. Ego certe si id temporis fuisset in Belgio, adjunxissem me quacunque ratione comitem itineris et si nihil aliud, saltem agrimensoris officium dominationi vestrae praestitissem : ubi nunc aliàs huic durissimae glebae adscriptus, non audeo adhuc tantam sperare foelicitatem.

Quod Mepschius noster novus maritus tam honesta conditione in patria fruitur ⁽¹⁾, gaudeo equidem. Et auguror hominem illic adeo oboesum futurum, ut in hac parte a natura soli nequaquam degeneraturus sit. Quantumvis aliàs molestiam, quam difficultas Memmingensis muletæ ei parit, fortassis devorare necesse habeat, maxime quia nos omnes, qui similibus muneribus donati sumus, in eodem haeremus luto.

Espelbachius, qui olim Gerardi nostri baculus esse solebat ⁽²⁾, recte rebus suis consuluit et potest merito tam insigni dominationis vestrae patrocínio laetari.

(1) Dr. Jean de Mepsche était dès 1557 lieutenant et premier *hoefftman* de la ville et des Ommelandes de Groningue. Sa femme Cathérine était la fille d'Arnold von Siegen, bourgmestre de Cologne. Voir Nanninga-Uitterdyk dans *Bijdragen tot de geschiedenis van de prov. Groningen*, t. IX, 1872, p. 81 et suiv. et *Pap. d'Ét. de Granvelle*, t. V, p. 212. Cependant Seld, paraît-il, fait allusion à des secondes noces.

(2) George von Espelbach, commissaire de guerre, prit part aux campagnes de 1547 et de 1552. On rencontre son nom assez souvent dans le reg. 37 de la Secrét. d'Ét. all. Ann. I., Arch. du Roy. — Quant à « Gérard », nous ne croyons pas nous tromper, en l'identifiant avec le secrétaire Gérard de Veltwyk, auquel Charles V confiait des missions importantes.

Nos adhuc Diis gratia satis bona pace fruimur; stamus tamen nihilominus intra sacrum et saxum, dum perfidissimus hostis noster rerum suarum eventum ex Perside expectat. De quibus quidem nuncios certiores vix habemus quam ipsiusmet tyranni mandata, quae subinde praefectis suis Ungaricis dare solet. Quotiescumque enim prospera illi nunciantur, toties hi nebulones nullum petulantiae genus in limitibus nostris omittunt, ubi aliàs adversis rumoribus perlatis quavis ove mansuetiores se exhibent.

In Livonia mira est rerum confusio. De Moscho prope modo siletur. Succus nuper arcem Revaliensem omnibus viribus oppugnatam in deditionem accepit ⁽¹⁾. Poloni, qui videbantur ejus provinciae velle esse — si Diis placet — unici protectores, nesciunt, quo se vertant. Multa hactenus verba ordinibus Livonicis dederunt; nunc res ipsa quotidie magis ac magis demonstrat illos carere pecunia, consilio, amicis. Expostulant cum Magistro, cur praesidia ipsorum in urbibus Rigensi et Revaliensi non acceperit. Ipse econtra cum illis expostulat, cur non, quemadmodum polliciti fuerint, aperto Marte hosti obviam progrediantur. Non enim urbes indigere illorum praesidio, sed agros, qui passim in praedam hosti cedant. Et civitates ejus esse animi, ut extrema quaeque pati malint quam Polonico jugo se subycere, praecipue cum sciant, quam infoeliciter hoc antea civitatibus Prutenicis contigerit. Multi existimant Lubecences cum rege Suetiae et forte etiam cum Moscho conspiraturos, ut, quod reliquum est Livoniae, in potestatem suam redigant. Alii ridentes Polonorum vanos et ridi-

(1) Le château de Reval se rendit au roi Eric XIV de Suède le 23 mai 1561. Voir DIETRICH SCHAEFER, *Geschichte von Dänemark*, t. V, Gotha 1902, p. 51 et suiv.

culos apparatus arbitrantur regem Daniae se Sueco oppositurum. Et habent ejus rei indicia aliquot non obscura. Videbimus, quid Septentrionales isti inter se cocturi sint, interim dum de nostris auxiliis merito desperari potest et jam propemodum desperatum est.

Vidi nuper in bibliopolio forte fortuna existens *Chronicon Flandriae Jacobi Meyeri* recens apud vos impressum. Emi id summa aviditate lecturus id tantum, quantum ocii a publicis occupationibus mihi dabitur. Miror dominationem vestram nullam mihi hactenus de eo significationem dedisse. Novit enim, quantus sim hujusmodi librorum belluo.

Eidem dominationi vestrae me quam officiosissime commendo. Datum Viennae, 5. augusti anno 61.

Ejusdem magnificae dominationis
vestrae deditissimus servitor

G. S. SELDIUS, d.

II

1561, 2 octobre. — *Le même au même.*

Arch. du Roy. Secr. d'Ét. allem. Reg. 390, fol. 160-162. Or.

Même adresse. *Bruxellae*. On y lit sur le dos, de la main de Viglius : 13. octobris 1561.

Magnifice ac clarissime domine praeses. Inviderem propemodum magnificae dominationi vestrae eam foelicitatem, qua nuper in patria usa est, nisi summa rei aequitas me retraheret, quae postulat, ut tot immensis dominationis vestrae laboribus adhuc frequentior concedatur recreatio.

Risi autem, quod Frisii vestri aures vestras ex Braban-

tico cantu plus nimium delicatas insigni illo boatu demulcere conati sunt. Agnosco hoc casu et fortitudinem et civilitatem illorum, quam non minus in musica quam in saltatione prae se ferunt. Memini enim aliquando in nuptiis neptis dominationis vestrae quendam ex illis in ducenda chorea adeo egregium fecisse saltum, ut altero pede pavementum dominationis vestrae perforaverit. Cujusmodi saltatores si haberemus in hac nostra Bohemia, periculum esset, ne lignae haec et cariosae domunculae nonnunquam ex fundamentis corruerent.

Nos hac septimana huc venimus hic — ut arbitror — hybernaturi. Conqueruntur plurimi ex novitiis nostris aulicis de incommoditate rerum ac incivilitate gentis jamque suspirant rursus ad habitationem Austriacam, quae tamen ipsis antea non satisfecerat. Ego, qui jam in aulicis hisce deliciis mihi consenuisse videor, posteaquam hic satis commodo hospitio apud honestam viduam Germanam acceptus sum et cum reliqua turba parum aut nihil est mihi negotii, rideo impatientiam sodalium meorum.

Proximo vere, nisi interveniat celebratio comitiorum imperialium, transibimus — ut aiunt — in Silesiam magno desiderio aulicorum nostrorum praesertim eorum, qui uxoribus carent. Mira enim de nationis illius tum elegantia, tum urbanitate praedicant.

Suendus noster ⁽¹⁾ in itinere apud me fuit; proficiscitur enim recta Viennam ad regem Bohemiae inde limites Hungariae videndi gratia aditurus. Intelligo ex illo nuptias Auraienses longe tranquillius esse peractas, quam vel nos sperare potuissemus vel forte ex re quorundam aliorum

(1) Le colonel Lazare de Schwendi.

fuerit. Terruerant enim nos non aliter, ac si futurum esset, ut ex illis ipsis nuptiis classicum ubivis gentium caneretur. Fingebant quindecim millia equitum ibi conventura Gallosque cum Dano et principibus Germaniae conspirantes cœlum terrae mixturos. Sed quantum video haec omnia dictū quam factu promptiora evadunt. Credo equidem et doleo multis Germanis nostris animum male faciendi non deesse. Sed posteaquam cum invectione aliorum peregrinorum viciorum etiam antiquam Germanicam fidem — proh dolor — bona ex parte amisimus, ex eo malo saltem id consequimur boni, quod nemo propemodum ex omnibus reperitur, qui in re aliqua majoris momenti alteri tuto se credere audeat. Et haec — ni fallor — non minima portio erit incolumitatis publicae, donec Deus aliquando concesserit tempora meliora.

Meyeri Historiam Flandricam in itinere huc bona ex parte non sine maxima animi voluptate legi. Est quidem per se nonnihil proluxa nec habet eos flores, quos apud celebriores Graecos et Latinos historiographos admiramur. Sed quod ad fidem et diligentiam saltem nudae narrationis attinet, mehercle non videtur esse contemnenda. Tametsi enim consilia et eventus non eo modo explicet, quo a viro quopiam gravi et insigni prudentia praedito desideraretur, tamen ad cognitionem multarum rerum et personarum plurimum ei confert, cui volupe est scripta scriptis conferre et universam illam rudiores antiquitatem simplicioribus oculis perlustrare. Videtur mihi bonus ille vir, quicumque tandem is fuerit, Frossardi ac Monstreleti vestigia praecipue in texendis annalibus voluisse imitari conjunctis tamen ubique iis, quae partim ex aliis Gallicis, partim etiam Germanis et Anglicis scriptoribus hauserat secutus ubique id, quod vel verisimilius erat vel pluribus ac fide

dignioribus testibus comprobatur. Placet autem mihi eo nomine vel maxime, quod et patriae suae et principibus suis quacunque captata oportunitate extra tamen omnem adulationem modeste favet et Gallis oppido quam infestus est. Quos nonnunquam adeo lacerat, ut et nomen christianissimorum regum conquisitis variis argumentis ex albo illorum eradere conetur non parcens in hac parte etiam Ludovico illi regi, qui in numero sanctorum scriptus est, elevans illius gesta tantopere, ut demirer, cur id non piaculi loco sibi fore duxerit.

Coeterum in eodem itinere, ut materiam subinde animi gratia diverterem, volui etiam legere Historiam Bohemicam paucis ab hinc annis a Joanne Dubravio episcopo Olomucensi, viro docto et pio mihiq̃ue, dum viveret, bene noto collectam. Verum — Deus bone — quanta diversitas! Diceres illic mera esse evangelia, hic bona ex parte nil nisi aniles fabulas similes propemodum iis narrationibus, quae nobis pueris sub nomine legendae S. Brandonis vel equitis Tundali seu Joannis de Montevilla in deliciis esse solebant.

Compendium ipsius Meyeri hactenus non vidi. Sed spero, ubi dominationi vestrae aliquando ocium dabitur penitius hanc pleniorẽ Historiam inspiciendi, ipsam aequiori animo erga eandem futuram.

Coetera, quae de rebus publicis hoc tempore dici poterunt, dominatio vestra ex meis ad illustrissimum cardinalem nostrum scriptis percipiet. Cui me quam officiosissime commendo. Datum Pragae, 2. octobris anno 1561.

Ejusdem magnificae dominationis
vestrae deditissimus servitor.

G. S. SELDIUS, d.

V

Les marchands-batteurs de Dinant à la fin du xve siècle.

(Par D.-D. BROUWERS,
conservateur des archives de l'État, à Namur.)

Depuis les débuts du xiv^e siècle, la Hanse teutonique était devenue une puissance maritime et commerciale de premier ordre; de Londres jusqu'à Novgorod, elle avait établi des comptoirs dans les principales villes de l'Europe centrale et septentrionale. Elle seule servait d'intermédiaire pour l'exportation des minerais et des produits industriels des Pays-Bas et de l'Allemagne; l'Angleterre, particulièrement, avait recours à ses marchands et à ses armateurs pour la vente des laines et des draps.

Grâce aux privilèges que leur accordèrent les rois anglais, les membres de la Hanse étaient parvenus à concentrer dans leurs mains presque tout le commerce des Iles britanniques. Ils possédaient à Londres tout un quartier de la ville où ils avaient établi leurs hôtels et leurs quais : « c'était là que siégeaient les représentants de la corporation, les délégués du *Deutscher Kaufmann*, et c'est là, par conséquent, que les négociants hanséatiques étaient sûrs de rencontrer en toute occasion des défenseurs vigilants et énergiques de leurs droits et de leurs intérêts » (1).

Cette situation prépondérante devait éveiller de bonne heure la jalousie des Anglais, dont l'essor économique

(1) H. PIRENNE, *Dinant dans la Hanse teutonique*, dans le C. R. du Congrès archéologique de Dinant, t. II, p. 536.

n'avait pas été ralenti par la longue guerre entreprise contre le roi de France. Bien au contraire, la fabrication des draps avait gagné les campagnes; l'émigration d'ouvriers flamands avait suscité de nouveaux progrès pour cette industrie; les manufactures anglaises prospérèrent au point que leurs produits purent lutter avec succès contre les étoffes fabriquées dans les opulentes cités des Flandres.

Aussi dès les premières années du xv^e siècle, les Anglais cherchèrent à s'émanciper de la tutelle commerciale des villes hanséatiques. D'autre part, les insuccès de la campagne en France, pendant la seconde moitié de la guerre de cent ans, leur enlevaient des débouchés pour leur industrie; ils tendirent alors à se créer de nouvelles bases d'exportation sur le continent et particulièrement dans les pays de la Baltique. A cette époque, Dantzig était, de toutes les villes maritimes de cette contrée, le plus grand port d'exportation pour le bois et les céréales; à la suite de négociations avec les grands maîtres de l'ordre teutonique, les marchands anglais obtinrent des concessions de privilèges et l'établissement d'un comptoir particulier à Dantzig ⁽¹⁾.

Les villes hanséatiques avaient vu d'un mauvais œil les manœuvres des rois anglais, qui, à plusieurs reprises, avaient sollicité l'exemption des droits de douane en Prusse : l'hostilité de la Hanse, et particulièrement des délégués de Lubeck, la capitale en quelque sorte de la Ligue, fit échouer les intrigues des ambassadeurs anglais. Aussi, dès 1449, quoique la guerre ne fut pas ouvertement

(1) Tous ces renseignements sont extraits de l'intéressante étude de WALTER STEIN : *Die Hanse und England; ein hansisch-englischer Seekrieg im 15. Jahrhundert* (Leipzig, 1905, in-8°).

déclarée, les corsaires anglais s'empressèrent, chaque fois que l'occasion s'en présenta, de saisir les navires des marchands allemands. Pendant plus de vingt ans, la mer du Nord et la Manche furent sillonnées de flottes nombreuses, anglaises, françaises, bourguignonnes et hanséatiques, en guerre les unes avec les autres, et rendant les transports et les relations commerciales de plus en plus pénibles et infructueuses. Les dangers et les pertes devinrent encore plus considérables, en 1467, quand la guerre éclata entre l'Angleterre et le roi de Danemarck : celui-ci prit à sa solde les corsaires de Dantzic et de Stralsund qui allèrent piller les navires anglais jusque dans les ports mêmes de l'île. Édouard IV rendit toutes les villes hanséatiques responsables des dommages subis par le commerce anglais : au mois de juillet 1468, il fit arrêter tous les négociants de la Ligue qui se trouvaient en Angleterre, et réclama une indemnité de 20,000 livres sterling ; le Stablfhof de Londres fut fermé, les marchandises confisquées, non seulement sur les bords de la Tamise, mais dans tous les ports anglais.

Malgré la trahison de Cologne, qui cherchait à supplanter Lübeck dans la direction de la Hanse et obtint des privilèges spéciaux en Angleterre, les représailles ne tardèrent pas de la part des villes de l'Allemagne septentrionale. Le duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, qui avait intérêt à maintenir la paix ⁽¹⁾, offrit sa médiation, mais ce fut en vain. A partir de 1469, les pirates anglais et allemands furent maîtres de la mer du Nord, et cette guerre, si funeste

(1) Pour la politique du duc Charles à l'égard de l'Angleterre et de l'Allemagne, cf. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. II, 1^{re} édition, pp. 295 et suiv.

au commerce non seulement des belligérants mais des pays voisins, dura pendant près de quatre années.

Les conséquences de cette lutte furent particulièrement terribles pour les marchands anglais, qui s'étaient vu fermer tous les marchés continentaux. Aussi dès le mois de mai 1472, les ambassadeurs britanniques entamaient des négociations pour le rétablissement de la paix; une trêve fut conclue le 25 juin de l'année suivante. Enfin au mois de février 1474, la paix d'Utrecht mettait fin aux hostilités. Les conditions de la paix furent particulièrement avantageuses pour les villes de la Hanse : leurs anciens privilèges leur furent confirmés, tandis que Cologne se voyait exclue des faveurs qui lui avaient été précédemment accordées; la Ligue teutonique était reconnue propriétaire des *stahlhöfe* de Londres, Boston et Lynn. Enfin, par suite de cette dernière concession, le roi d'Angleterre obtenait que l'indemnité à payer aux marchands de la Hanse, serait de 10,000 livres sterling, au lieu des 25,000 qui avaient été réclamées tout d'abord. Ainsi finissait la seule guerre maritime, qui, comme le dit M. Stein, ait jamais éclaté entre l'Angleterre et l'Allemagne.

*
* *

Parmi les marchands, qui avaient le plus souffert durant cette guerre, les batteurs dinantais sont à citer en première ligne.

Depuis le dernier quart du xiii^e siècle, ces commerçants étaient en relations continuelles avec l'Angleterre ⁽¹⁾ : les

(1) H. PIRENNE, *Dinant dans la Hanse teutonique*.

rares documents qui les mentionnent en attestent l'intensité, et il n'est pas étonnant de trouver en 1450 sous la plume du greffier du magistrat dinantais cette phrase si caractéristique : « la nourreture et sustentation dou peuple sourde et vient d'icellui roialme pour la maieur partie » (1). Grâce à leur qualité d'habitants d'une principauté qui relevait de l'Empire, les marchands dinantais obtinrent de bonne heure de jouir des privilèges accordés par les rois anglais aux villes hanséatiques : dès le milieu du xiv^e siècle, ils sont affiliés au *Stahlho* de Londres, auquel ils portent leurs réclamations.

Le caractère de l'activité commerciale des marchands-batteurs dinantais a été très bien mis en lumière par M. Pirenne (2); leur clientèle ne comprenait pas seulement les habitants de la principauté de Liège; c'est surtout à l'étranger qu'ils exportaient la plus grande partie des ustensiles en laiton, fabriqués dans la vieille cité mosane. La nécessité des voyages au long cours pour acquérir la matière première, le cuivre, indispensable à l'industrie de la batterie, avait obligé les Dinantais à entrer dès le xi^e siècle en relations avec l'Allemagne; c'est à Goslar qu'ils allaient chercher le métal qu'ils ne trouvaient pas dans la vallée de la Meuse; c'est à Cologne qu'ils faisaient leurs achats et trafiquaient de leurs marchandises au xii^e siècle (3). Par suite de leur habileté, du fini de leur travail, les batteurs dinantais ne tardèrent pas à posséder le monopole de cette fabrication. Au xiii^e et au xiv^e siècle, on

(1) ST. BORMANS, *Cartulaire de la ville de Dinant*, t. II, p. 6.

(2) *Les marchands-batteurs de Dinant au XIV^e et au XV^e siècle*, dans le *Vierteljahrschrift für Social-und Wirtschaftsgeschichte*, 1903.

(3) ST. BORMANS, *Cartulaire de la ville de Dinant*, t. I, p. 19.

trouve des Dinantais commerçant à Louvain, à Bruges, à Arras, à Tournai, à Paris, sur les marchés de Bourgogne et de Normandie; quelques-uns d'entre eux vont même transporter l'industrie de la batterie dans des villes étrangères, à Bruxelles, à Lyon et à Milan.

L'essor du commerce maritime au XIII^e siècle eut pour conséquence, de les détourner de l'Allemagne : la route du Rhin, le port de Cologne sont dès lors délaissés par eux; Bruges, qui est devenu le centre du commerce de l'Europe occidentale, leur offre plus d'avantages tant au point de vue des relations que de la sécurité. C'est là qu'ils vont s'approvisionner de cuivre, et c'est de là qu'ils vont apprendre à apprécier les ressources que pouvaient leur offrir les Iles britanniques : nous voyons déjà en 1273 des marchands-batteurs voyageant en Angleterre. Dès lors c'est un va-et-vient continuel entre les rives de la Meuse et les bords de la Tamise : des Dinantais vont vendre leurs produits en Angleterre, d'où ils ramènent sur le continent des cuirs et des laines. Au XV^e siècle, leur importation change; c'est de l'étain qu'ils achètent en Angleterre « métal que l'Angleterre produit en abondance et que les batteurs dinantais alliaient au cuivre et au zinc pour obtenir un laiton spécial; ou bien ils convertissent en lettres de change l'argent gagné au cours de leur voyage, soit pour se procurer du cuivre en retour, à Bruges ou à Anvers, soit pour payer, à Dinant même, les artisans employés par eux » (1). Les marchands dinantais de cette époque ne travaillent pas le métal eux-mêmes; « importateurs et exportateurs en gros, entrepreneurs d'industrie, employant à poste fixe des facteurs ou

(1) H. PIRENNE, *Les marchands-batteurs de Dinant*, p. 445.

commis à l'étranger, ils se révèlent à nos regards comme des professionnels du grand commerce » (1).

Si ce commerce dut produire de beaux bénéfices, il exigeait par contre des capitaux considérables : les achats de plusieurs milliers de livres de cuivre (2), les frais de transport des ustensiles de batterie à Bruges, affrètement des navires, les voyages, seuls des membres de familles déjà fortunées auraient pu les supporter : pour faire face aux nécessités de leur commerce, les marchands-batteurs se constituèrent en société commerciale. Quoiqu'appartenant à une classe riche de la population dinantaise, les Charpentier, les Waudrechées, les Salmier comprirent qu'il était de leur intérêt de réunir leurs capitaux. N'était-ce pas d'ailleurs plus sûr de se rassembler, corps et biens, pourrait-on dire, pour entreprendre des voyages aussi longs et aussi périlleux, en ces temps où les routes de terre et de mer offraient tant de dangers?

Il est à remarquer d'ailleurs que, tout au moins dans les actes qui nous ont été conservés, ils apparaissent toujours en groupe : en 1327, quatre marchands, de *Dynaunt de regno Alemannie*, sont mentionnés à Waterford en Irlande, chargeant un bateau à destination de Bruges (3); en 1344, Édouard III fait lever l'écrou mis sur les marchandises de

(1) H. PIRENNE, *Les marchands-batteurs de Dinant*, p. 447.

(2) D.-D. BROUWERS, *Cartulaire de Dinant*, t. VII, p. 388. Dans les actes des échevins de Namur, nous avons trouvé plusieurs documents de la même espèce : en 1467, Lambert Bouille achète à Malines 2,000 livres de cuivre (*Transports*, 1466-1469, f. 215 v^o). En 1485, Jean Salmier achète à un marchand d'Aix-la-Chapelle 6,000 livres de cuivre (*ibidem*, 1485-1487, f. 115 v^o)...

(3) HÖHLBAUM, *Hansisches Urkundenbuch*, t. II, p. 696.

dix Dinantais, arrêtés à la suite de vexations commises au pays de Liège à l'égard d'un envoyé du roi d'Angleterre (1); en 1371, c'est un nouveau groupe de neuf marchands-batteurs qui se trouve arrêté à Damme (2).

Le commerce bien spécial auquel ils s'adonnaient, leur créa une situation particulière au sein des marchands hanseatiques de Londres : le *stahlhof* de la Ligue teutonique comprenait un magasin, un dock réservé aux produits de la batterie Dinantaise; c'est la *Dinanter Halle* (3) où les batteurs dinantais déposaient leurs cargaisons et se réunissaient pour discuter de leurs intérêts et entreprendre de là leurs longues tournées à travers le royaume et les foires de la Grande-Bretagne; ils constituèrent dès lors la *Compagnie d'Angleterre*.

Cette grande association commerciale vécut jusqu'à la fin du xv^e siècle.

La destruction de Dinant, en 1466, par les troupes du duc de Bourgogne amena la dispersion des batteurs qui se réfugièrent à Huy et surtout à Namur, où Philippe le Bon les attira dans l'espoir d'y transplanter l'industrie qui avait fait pendant plusieurs siècles la prospérité d'une ville (4) : le 15 septembre 1466, moins d'un mois après le sac de Dinant, Charles le Téméraire autorisait les marchands et les ouvriers batteurs de Dinant à s'installer à Namur. Le

(1) HÖHLBAUM, *Hansisches Urkundenbuch*, t. III, pp. 19 et 23. — *Cartulaire de Dinant*, t. VII, pp. 285 et suiv.

(2) GILLIODS-VAN SEVEREN, *Inventaire des archives de Bruges*, t. II, p. 184.

(3) HÖHLBAUM, *Kölner Inventar*, t. II, p. 854.

(4) ST. BORMANS, *Cartulaire de la ville de Namur*, t. III, p. 114, 118, 121 et 123.

magistrat de cette ville fit valoir auprès de son souverain les avantages que les Namurois pourraient retirer de l'introduction d'une nouvelle industrie jadis si florissante; à la fin de septembre, le duc de Bourgogne lui donnait « congié et licence que ils puissent mettre sus le dit mestier de batrye en icelle nostre dite ville de Namur », et le 29 octobre, le métier recevait une ordonnance contenant les statuts auxquels il devait se conformer. Pendant plusieurs années, les grands marchands dinantais allaient habiter Namur et y liquider les opérations commerciales, commencées avant la catastrophe qui les avait dispersés, eux et leurs ouvriers⁽¹⁾.

*
* * *

C'était à l'époque de la guerre entre l'Angleterre et les villes hanséatiques; de 1469 à 1474, les navires des belligérants furent pillés par les corsaires qui sillonnèrent en tous sens la mer du Nord. D'accord avec la Ligue teutonique qui avait interdit l'exportation des draps anglais, le prince-évêque de Liège, Louis de Bourbon, avait défendu à ses sujets, par une ordonnance de 1470, de faire des opérations commerciales avec les drapiers anglais, jusqu'à ce que les adversaires se fussent réconciliés⁽²⁾. Les navigateurs anglais mirent l'embargo sur les bateaux de la Hanse : de nombreuses marchandises de batterie furent saisies et

(1) Ils n'y restèrent que quelque vingt ans. Dès 1472, la ville de Dinant commençait à se relever de ses cendres et, au bout de quelques années, la plupart de ses habitants, qui s'étaient enfuis dans les autres villes de la principauté de Liège, rentraient dans leurs foyers. Cf. notre article : *La reconstruction de Dinant à la fin du XV^e siècle*, dans *Mélanges God. Kurth*, t. I, p. 213-221.

(2) VON DER ROPP, *Hanserecesse*, 1431-1476, t. VII, p. 418.

vendues dans les ports d'Angleterre, au profit des insulaires.

Les marchands-batteurs subirent des pertes immenses. Un acte de 1485 nous apporte de curieux renseignements à ce sujet. Dans une lettre adressée aux membres du Conseil de Lubeck, les Dinantais signalent les dommages qu'ils eurent à supporter pendant la guerre dans les Iles britanniques : saisies de marchandises, arrestations de commerçants, frais de procès en réclamation d'indemnités, pillage des maisons et des magasins dinantais en Angleterre. « Tous ces dommages, s'élevant à la somme de 3362 l. st. ont été supportés par nous, pauvres gens, pour ne pas nous séparer de la Hanse et violer ses privilèges, préférant tout souffrir (1). » En conséquence, les batteurs demandaient à participer à l'indemnité accordée aux villes hanséatiques, en vertu de la paix d'Utrecht de 1474.

Déjà, au moment des négociations engagées à Utrecht, les marchands dinantais avaient chargé Guillaume Charpentier et Jean Salmier, d'aller défendre leurs intérêts à l'assemblée des délégués de la Hanse ; après avoir déposé leurs plaintes au sujet des pertes occasionnées par la guerre, ils demandèrent la restitution des marchandises dont les Anglais s'étaient emparés (2).

Mais il fallut encore attendre de nombreuses années avant qu'ils n'obtinsent gain de cause et que l'indemnité ne leur fut payée. En 1487 seulement, Dinant reçut dans la répartition des 10,000 l. st., une somme de 1307 l. st. Ce chiffre comparé à celui de Lubeck, la capitale de la Hanse, de Hambourg et de Dantzic, qui percurent respec-

(1) ST. BORMANS, *Cartulaire de Dinant*, t. III, p. 49.

(2) D. D. BROUWERS, *Cartulaire de Dinant*, t. VIII, p. 179.

tivement 940 l., 839 l. et 271 l., est une attestation de l'importance du commerce que les marchands-batteurs faisaient en Angleterre au ^{xv}^e siècle (1).

Toutes ces circonstances, la destruction de leur ville, la dispersion de leurs ouvriers, la perte de leurs marchandises, la ruine de leurs biens, devaient avoir une répercussion sur l'organisation de la compagnie des marchands batteurs dinantais. D'autres événements vinrent encore ajouter à leur découragement et les détourner de ces lointaines et hasardeuses entreprises : leur situation vis-à-vis de la Hanse teutonique commençait à être discutée. Malgré l'intervention en leur faveur des princes-évêque de Liège, les marchands de Londres leur contestèrent la jouissance des privilèges hanséatiques (2). D'autre part, la célèbre ligue elle-même « n'avait plus à la fin du ^{xv}^e siècle la vigueur et la prospérité dont elle avait joui antérieurement; menacée sur mer par les progrès constants de la navigation des Hollandais et des Anglais, sur le continent par la politique des rois de Danemarck et des ducs de Bourgogne, elle se trouvait entraînée dans une décadence rapide » (3). Les villes hanséatiques, devenant plus exclusives, en arrivèrent à limiter et à déterminer strictement les droits commerciaux des Dinantais, particulièrement au point de vue de l'importation des draps anglais qu'elles voulaient se réserver (4).

(1) SCHAEFER, *Hanserecesse*, 1477-1530, t. II, p. 189.

(2) D. D. BROUWERS, *Cartulaire de Dinant*, t. VIII, p. 181.

(3) PIRENNE, *Dinant dans la Hanse teutonique*, p. 544.

(4) A ces raisons, on peut en ajouter une autre, peut-être plus importante que les premières : la concurrence de certaines villes étrangères, telles que Aix-la-Chapelle, où l'industrie du cuivre prit une extension

En présence de cette situation, l'association des marchands-batteurs ne pouvait plus songer à prospérer; il fallut se résigner à faire une liquidation générale des comptes de la compagnie. Cette opération dura plusieurs années et suscita de nombreux et longs procès entre les associés, établis dans le pays de Namur depuis 1466.

En 1479, Guillaume Charpentier et Jean Salmier avaient déjà engagé un procès devant les échevins de Namur ⁽¹⁾. L'année suivante, c'étaient les tuteurs des enfants de Gilles d'Eve qui réclamaient une somme de 600 florins aux marchands de la *compagnie d'Angleterre*; le jugement des échevins, du 8 mars 1480, nous apprend que cette association comprenait dix-sept membres ⁽²⁾. Malgré toutes nos recherches, nous n'avons pu découvrir d'autres documents qui auraient pu nous éclairer sur la nature de ce procès : s'agissait-il d'une réclamation de remboursement pour un emprunt conclu par l'association dinantaise ?

D'après les documents que nous publions, nous avons pu dresser une liste de quatorze associés; c'étaient François Sauvage, Jean Salmier, Jean et Guillaume le Charpentier, Jacques et Laurent aux Brebis, Jean de Halloy, Jean de Loyers, Baudouin de Sorines, Jean Joseph, Pierlo Davin, Anseau de Walley, Jean de l'Estache, Jacques Dawagne. Quelqu'uns d'entre eux étaient morts, peu de temps après la prise de Dinant; d'autres avaient fixé leur demeure à

considérable à partir de cette époque. (Cf. à ce sujet, R.-A. PELTZER, *Geschichte der Messingindustrie in Aachen*, dans *Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins*, t. XXX, pp. 260 et suiv.)

⁽¹⁾ *Transports des échevins de Namur, 1476-1479*, fol. 332^{vo}, aux archives de l'État, à Namur.

⁽²⁾ Document n° 1.

Namur, soit d'une manière définitive, soit en attendant la reconstruction de leur ville. C'est alors que commença véritablement la liquidation de la société des marchands-batteurs de Dinant. En 1480, la compagnie fit rédiger ses comptes par Gérard de Lannoy, écolâtre de Dinant ⁽¹⁾. Cette liquidation donna lieu à de nouveaux procès, dont nous n'avons pu malheureusement découvrir les dossiers complets. Ce fut surtout Jean Salmier qui eut à supporter les réclamations de ses collègues ; il semble avoir été l'administrateur-gérant de cette société de grands marchands, et c'est à lui qu'ils s'adressèrent lorsqu'il fallut liquider les comptes.

Il appartenait à une ancienne famille, apparentée aux Wandreehées et signalée parmi les membres du patriciat de Dinant, au début du ^{xiii}^e siècle. Comme les Charpentier, les Salmier étaient parvenus, par suite de leur état de fortune, à s'allier à des familles de la petite noblesse du pays de Namur. Jean Salmier était lui-même seigneur de Ciergnon. Après le sac de Dinant, il était venu s'installer, avec sa famille, à Namur, où il exerça à deux reprises les fonctions d'échevin de 1474 à 1477. Des quatre enfants qu'il eut de son mariage avec Jeanne aux Brebis, l'aîné, Jean, retourna à Dinant, et fut le père de Jean Salmier, chevalier, qui fut échevin de Namur de 1520 à 1528 ; le second, Nicolas, époux de la fille de Jacques de Vaux, devint membre du Conseil provincial ; ses deux filles épousèrent l'une Henri d'Oultremont, l'autre Jacques de Spontin, seigneur de Freyr ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Document n° 2.

⁽²⁾ *Annales de la Société archéologique de Namur*, t. XXV, p. 129-131.

Jean Salmier joua un rôle considérable au sein de la compagnie d'Angleterre. Il fut à plusieurs reprises délégué aux *diètes* des villes hanséatiques : en 1473, à la conférence d'Utrecht (1) ; en 1487, à la réunion de Lübeck, son fils fut chargé de défendre les intérêts des Dinantais, auxquels la Hanse voulait interdire l'importation des draps anglais (2). Enfin, c'est à cette famille que le prince-évêque s'adressa, en 1505, pour avoir des renseignements sur l'existence des lettres aux privilèges de la Hanse : Nicolas et Jean Salmier, le jeune, déposèrent qu'ils ne les avaient jamais vues à Dinant, et qu'il en était de même de leur père et « de ses prédécesseurs qui en ont tousiours esté passé C et L ans » (3).

Jean Salmier mourut avant que la liquidation de la compagnie d'Angleterre fut terminée. Il est regrettable que nous n'ayons pu mettre la main sur les comptes établis en 1480 : ce document nous aurait éclairés sur l'organisation de la société et les ressources dont elle disposait. Il devait être assez considérable puisqu'un acte de 1484 en contient un extrait, un compte de Jean Jozé, marchand-batteur, inscrit au folio 53. Des enquêtes furent ordonnées et eurent lieu par-devant les Echevins de Namur ; mais à la fin du x^e siècle, ces procès n'étaient pas encore terminés.

*
* *

A ce moment, la plupart des marchands-batteurs avaient cessé de s'occuper du commerce qui avait fait leur fortune.

(1) D. D. BROUWERS, *Cartulaire de Dinant*, t. VIII, p. 176-180.

(2) Ibidem, t. VIII, p. 187.

(3) Ibidem, t. VIII, p. 190.

Plusieurs d'entre eux ont renoncé aux risques de ces opérations au long cours : ils ont consacré leurs revenus à l'achat de terres ou même de seigneuries ; ils achètent des rentes sur les immeubles de commerçants et de particuliers à Namur et à Dinant (1). Les Halloy, les Joseph dont un des ancêtres est vraisemblablement le fameux Jean Josès, l'auteur du beau lutrin de Tongres, les Salmon, s'établissent à Namur, où ils obtiennent de bonne heure d'être nommés parmi le corps scabinal ; les aux Brebis, retournés à Dinant, y vivent de leurs rentes ; on les verra plus tard seigneurs de Flun et de Weillein (2). La famille importante des Charpentier, déjà propriétaire de la seigneurie d'Haversin, donne des souverains mayeurs à Dinant ; plusieurs de ses membres seront comblés d'honneurs par les princes-évêques de Liège du xvi^e siècle. Quant aux Salmier, l'un d'eux, Jean, continue à acheter du cuivre qu'il fait travailler par des ouvriers batteurs : en 1487, ses marchandises sont saisies à Anvers (3), et l'année suivante, il obtient du magistrat de Dinant une attestation (4) où il est dit qu'il se rend à Londres pour y vendre 3,523 livres « tant de paielles comme de papelotte de kevrez, lesquelles ont esteiz faittez et ovreez en nostre ditte ville par noz bourgoiz, assavoir Lambert Radu, Willeame de Wespín, Collaur le Vache et Tossain de Bins, batteurs demorans en icelle nostre ditte ville ».

(1) Les registres aux *transports* des échevins de Namur et de Dinant contiennent de très nombreux actes de l'espèce, passés en faveur des Salmier, des Charpentier, des Joseph, des aux Brebis, des de Halloy, etc.

(2) *Annales de la Société archéologique de Namur*, t. XXII, passim.

(3) ST. BORMANS, *Cartulaire de Dinant*, t. III, p. 70.

(4) Ibidem, t. III, p. 92.

Mais après lui, son fils Jean abandonne le commerce de la batterie; il devient chevalier vers 1516; il acquiert les seigneuries de Vezin, Brumagne, Houssois, Melroy et Sovet, et exerce à trois reprises les fonctions de premier échevin de 1520 à 1528 ⁽¹⁾.

L'industrie de la batterie ne disparaît pas tout à fait à Dinant au xvi^e siècle : nous y trouvons encore des forges appartenant aux Wespín, aux Maigret, aux Saint-Hubert. Un bourgeois de Dinant, Jean Lardennois, met encore en œuvre, d'après un jugement des échevins, en 1505, plus de cent personnes ⁽²⁾. Ils ont recommencé à trafiquer dans les villes étrangères; nous en trouvons aux foires de Malines, de Berg-op-Zoom, et surtout à la bourse d'Anvers où ils vont acheter du cuivre, et liquider des lettres de change. Les relations avec l'Angleterre se sont maintenues; mais ce n'est plus l'activité des deux siècles précédents.

La plupart des batteurs qui activent les forges établies dans l'Ile et dans le quartier Saint-Nicolas, sont des nouveaux venus; anciens ouvriers eux-mêmes, les Radu, les Bodry, les Maigret, sont de petits marchands qui achètent la matière première soit par intermédiaire soit à des marchands de Malines ou d'Anvers qui viennent traiter leurs

(1) *Annales de la Société archéologique de Namur*, t. XXV, p. 195.

(2) Registre aux *sieultes*, n^o 13, fol. 46, aux archives de la ville de Dinant. L'industrie dinantaise dut encore avoir un certain essor dans la première moitié du xvi^e siècle : c'est entre 1540 et 1550 qu'eurent lieu à Dinant ces magnifiques et brillantes processions qui rivalisèrent, au point de vue de l'éclat, avec les *ommeganck* des villes des Pays-Bas. En 1492, déjà, les batteurs de Namur n'avaient-ils pas voulu faire interdire l'importation dans le comté des produits de la batterie dinantaise ? (*Cartulaire de Dinant*, t. III, p. 135.)

affaires à Dinant; ils fabriquent eux-mêmes les chaudrons que des *chartons* iront vendre dans les villes voisines, dans le plat pays; les ressources leur font défaut pour pouvoir entreprendre les longues expéditions de leurs prédécesseurs. Bientôt même, l'industrie de la batterie sera délaissée, non seulement par les capitaux, mais par les ouvriers métallurgistes. C'est au xvi^e siècle que vont se développer les mines de fer et de houille de l'Entre Sambre et Meuse, liégeoise et namuroise. C'est dans cette nouvelle industrie que les familles riches vont trouver l'emploi de leurs capitaux, les ouvriers l'utilisation de leurs bras; et Guichardin pourra écrire vers 1560 qu'au pays de Namur « ne cesse-t-on jamais de labourer, battre, forger, fondre, marteler et affiner, en tant de fournaies, parmy tant de flammes, étincelles et fumées qu'il semble proprement qu'on soit là dedans les boutiques et forges estincellantes de Vulcain ».

1.

8 mars 1480.

Le viii^e jour de mars l'an mil iii^e iii^{xx} pardevant mons. le maire, messire Jaque de Spontin, Jehan Baduelle, Wilame de Fumalle, Rausse Confesse, et Pierart Erpen, eschevins. Sur ce que Godeffroy d'Esve, Jehan Joseph, et Jehan Salmon avoient requis audit mayeur qu'il meyst à exécution le sentence et jugement nagaires passé, rendus et declairiés par les eschevins de Namur de l'an précédent, touchant le procès et question qui a esté japiéca pendant pardevant les dis mayeur et eschevins, entre les dis Godeffroy d'Esve, Jehan Joseph et Jehan Salmon, comme mam-

bours des enfans feu Gille d'Esve ⁽¹⁾, demandeurs, alencontre de Franchois Sauvage, Jehan Salmin, Jehan Carpentier, Willame son frere, Jehan de Halloy, Lauren aux Brebis, Jehan de Loyers et leurs consors, marchans de la compaignie d'Engleterre, deffendeurs, pour les causes à plain déclairiées au procès sur ce fait, laquelle exécution les dits demandeurs requeroient et requièrent estre faicte, meisment sur les denommes et lettres de la ditte sentence, et selon le contenu d'icelle sentence. Sur quoy les dessus dis Jehan Salmin et Lauren aux Brebis comparans pour eulx deux seulement dirent et offrirent de paier chacun pour sa part et portion, est assavoir à cause de vi^e florins de Rin de principal et des gaingnes telle que à orphenins appartient, si avant que a eulx en estoit, disans que attendu qu'ils estoient eulx xvii personnes en le compaignie et sociation, que eulx les dis Jehan Salmin et Loren devoient passer pour le xvii^e parchon, ou de plus chacun pour le vii^e parchons des comparans denommés en la ditte sentence. A quoy fu dit et respondu par les dis Godeffroy d'Esve et Jehan Joseph que veu que les dis Jehan Salmin et Loren aux Berbis estoient illec présens, comme ceulx de la ditte compaignie d'Engleterre, qu'ils devoient faire bon et furnir tout le jugié. Contre quoy les dis Jehan Salmin et Loren se opposèrent pour la cause et raison cy dessus par eulx proposées et alléguées. Neantmoins les dis Godeffroy d'Esve et Jehan Joseph requisent expressément audit

(1) Gilles d'Eve avait épousé en secondes noces la sœur de Jean Joseph, Catherine; celle-ci se réallia en 1487 avec Jean Salmon, Godefroid d'Eve, frère de Gilles, remplit de nombreuses fonctions : prévôt de Poilvache, échevin puis mayeur provisoire de Namur, capitaine de Samson; il devint lieutenant du souverain bailli en 1483.

mateur qu'il feyst exécution de la dite sentence et jugement qui avoit esté rendu touchant cette matere, apparant par lettres sur ce faictes. Et illec le dit mair sur la ditte requeste des dis requerans constitue prisonnier les dits Jehan Salmin et Loren aux Brebis, et tellement qu'ils bail-
lèrent fais et caution en le main dudit mateur, promectans souz et par l'obligation d'eulx et de tous leurs biens de faire bon et assez touchant le principal, sy avant que à eulx en peut compéter et appartenir, maintenans comme dessus est dit, qu'ils devoient passer pour le xvii^e part, ou de plus pour le vii^e, et de ce se rapportoient au jugement des eschevins. Et les dis Godeffroy et Jehan Joseph maintenans au contraire, concluan les dites parties en la cause et matere dessus dite, et fu tournée en droit. Sur quoy fu par les eschevins dit que veu les fais et propositions des dites parties, que les dits Jehan Salmin et Loren, comme ayans plaidoyé et querellé si que deffendeurs allencontre des demandeurs, doivent et sont tenus de paier, furnir et acomplir chascun pour la vii^e part et portion, tant du principal comme des gaignes, telles qu'ils seroient trouvées. Et ce fait les dis Godeffroy et Jehan Joseph firent demande ausdis Jehan Salmin et Loren de grande somme d'argent, excédent le principal. A quoy fu respondu par les dis Jehan Salmin et Loren, attendu que les autres leurs consors estoient absens pour lors, et auxquels il en competoit et appartenoit d'autant que à eulx en appartient, iceulx leurs consors absens devoient estre sommés et signifiés, en requerrant de ce viii jours de loij. Et sur ce et à le requeste des dis requerans...

Transports des Échevins de Namur,
1476-1480, fol. 381,
aux archives de l'État à Namur.

18 juin 1484.

Ledit xviii^e jour pardevant Willame de Houssoy, lieutenant, Jaques d'Eve, Jehan de Graux et Jehan de le Spinée eschevins, est venu et comparu en sa personne Colart Keuse, demorant à Moreamés comme marit et mambour au present de demoiselle Maroye de Halloy, fille de feu Jean de Halloy de Dinant, d'une part, et Jehan Honnoré bourgeois de ceste ville d'autre. Et la endroit aiant ledit Jehan Honnoré ⁽¹⁾ exhibé en nos mains certains comptes signées en fin de la main de Gerard Alneto ⁽²⁾, notaire pour ce faire hucquié et appelé, au lieu de Dinant le troisieme jour de may l'an mil iii^e iii^{xx}, qu'il disoit estre le fin de compte de ceulx de la compaignie et association des marchans d'Engleterre, autrefois residens audit Dinant, sachant feu Bauduin de Sorines avoir esté de la dite compaignie, et que pour cause d'icellui ledit compte lui touche et compéte au nom de sa dite femme comme aux autres dénommés en la clôture pour le contredire, accorder ou debattre, fut et a esté tellement conseillé sans contrainte aucune que après lecture à lui faicte de la clause de la dite clôture, il a consenti, grée et accordé ce contenu, ainsi que Jehan Salmi et les autres marchans y dénommés le ont fait, en tenant le tout pour bon, ferme et estable, sans jamais

(1) Jean Honoré, échevin de Namur en 1481, avait épousé Béatrice de Halloy, dont la sœur Marie avait eu pour premier mari Bauduin de Sorinnes.

(2) Sur ce personnage, cf. BROUWERS, *Cartulaire de Dinant*, t. VIII, passim.

faire dire par lui ou autre de par lui au contraire, ainchois la tenir et tient pour lui et sa ditte femme bon et vaillable à tousiours. En oultre et la meisme ledit Colart Keuche, au nom d'icelle demoiselle Maroye sa femme, fut si conseillé que en acquit et descharge de ce que icelle sa femme et lui, au nom dudit feu Bauduin de Sorines, ont et puellent avoir à faire à besongner envers ledit Jehan Honnoré au fait des dis comptes, transporta sus es mains dudit mayeur au nom dudit Jehan Honnoré ce acceptant pour lui et son remanant tout le droit, cause et action que au nom de sa ditte femme pour ledit feu Bauduin il a et puelt avoir de reste par icellui fin compte en une partie, et pareillement du droit que au nom de sa ditte femme seul alencontre de ses aultres freres et seurs il a et puelt avoir de droit en tout ce qui compete et appartient ou procède dudit feu Jehan de Halloy son pere, sans y faire nulle quelconque retenue, et quant ad ce pour en cueillir, lever et demander le tout en temps et lieu, le dessus dit Collart Keuse le constitua en son liu et lui donna au tel point en ce cas que à lui meismes. Qui fut mis en wardé.

Transports des Echevins de Namur,
1480-1484, fol. 514.

3.

25 juin 1484.

Ledit xxv^e jour pardevant Willame du Houssoy, lieutenant, Jaques d'Eve, et Jehan de Graux eschevins, sont venus Johannin Pietre et Jehan de la Fontaine au lieu de Lienart de Viz, sergens de la dite court, lesquels et chascun d'eulx par le tesmoingnage l'un de l'autre et comme chargé et

enseignié leur a esté par nous, ont rapporté à requeste de Jehan Honnoré, au présent eschevin du Feix, avoir adjourné Jehan Salmi l'aisné, Jehan Joseph, Jehan de Halloy, Willem Cherpentier, Loren a Brebis, Pierlo Daven, et le Maire de Chiney ⁽¹⁾ en ceste ville, pour venir cognoistre ou nyer la clôtüre des comptes de le compaignie d'Engleterre jadis et à aujourd'huy. Ont semblablement adjourné en ceste ville et signifié leur adiour à Dinant Franchois Sauvaige en parlant à lui, la vesve de feu Jaques a Brebis en parlant à elle, et aussi à Jehan le Cherpentier; et au regard de la vesve Jehan de le Stache, ne l'ont point trouvé à Dinant; ce neantmoins, tant présens que absens, pour les causes qui dessus les ont signifié d'estre icy audit jourdhuy, auquel pour les dis rapors fais non plus que sur le premier adjour fait paravant par ledit Jehannin Pietre, seul personne à l'une journée ne l'autre est venu ne comparu fors Jehan Joseph seullement de tant que lui touche. Et ainsi fut et a esté enseignié audit Jehan Honnoré de garder son jour. Et mis en garde.

Transports des Échevins de Namur,
1488-1484, fol. 521.

4.

26 juin 1484.

Touchant à Jehan Honnoré contre ceulx de la compaignie d'Engleterre sur les adjournemens et rapors fais à sa requeste.

(1) Anseau de Walley, époux de Jeanne Compère, veuve de Jean Gaiffier, et de Marguerite de Halloy, veuve de Jean de Loyers, marchanp de Dinant.

Le dit xxv^e jour de juing pardevant Willame du Housoy, lieutenant, Jaques d'Eve, Jehan de Graux, Jehan Lamistan et Jehan de le Spinée eschevins, est venu et comparu ledit Jehan Honnoré, lequel exhiba illecque certain compte signé de la main de maistre Gerart Alneto, notaire, qu'il disoit estre en fin la clôtüre des comptes de ceulx de la compagnie d'Engleterre autrefois residens à Dinant, à quoy faire Jehan Salmier l'aisné, Jehan Joseph et Laurens a Brebis adjournés avecq autres devoient avoir esté présens, savoir se au présent voloient congnoistre ou nyer que la dite clôtüre ne fust et ait esté telle qu'il se contient par ladite fin du compte, lesquels Jehan Salmier, Jehan Joseph et Lorens a Brebis illecq presens et eulx presentans selon que journée servoit chascun en droit; soy et en son particulier de tant et si avant que a chascun d'eulx touchier en puel, furent et sont ceulx en especial les dis Jehan Salmier et Leurens qui disoient estre les principaulx dudit fin compte et clôtüre d'icellui, de quoy ils ont congnu et confessé le tout estre ainsi qu'il se contient audit compte de premier jusques au dernier. En ce saulve certains articles qui de leur part et chascun pour la sciennne a esté outres donnée devers le temps que faire le poyoient et devoient selon le contenu de la dite clôtüre, en protestant de eulx aidier des dis articles si avant que de raison, sans pour ce de riens empeschier le principal des dis comptes ne aultrui fors de tant que touchier en puel à leur fait particulier, sont ceulx comme dessus qui tiennent la ditte clôtüre et le compte pour bon, vaillable et estable. Et quant est audit Jehan Joseph, est demoré en son particulier delez les dis Jehan Salmier et Leurens a Brebis sans riens y prendre ne mettre, saulff qu'il réserve que aucunement ne vult adhérer ne soy arester au contenu d'un article, fol. LIII audit compte

et purge d'icellui, qui dist : « doit encores le dit Jehan Jozés à la ditte compaignie d'argent déboursé aux feumans de feu Lambert Jozés, son père, oultre et par dessus la somme que le dit Lambert avait en la ditte compaignie, comme il appert folio..., 11^e xli florins ix audans iii quars, xx aidans pour le florin, valent argent de Fr. xl l. iii s. xi d. ob., valent, a esté compté xxii l. de gros pour xx l. d'esterlin, xxxvi l. vi s. ix d. d'esterlin », et que la dite somme doit estre couchié à charge de feu Jehan Cherpen-tier l'aisné et feu Jehan de Halloy, comme feumains et exécuteurs du testament de feu Lambert Jozés son père, qui fut mis en warde. Ce fait ledit Jehan Honnoré requist droit avant contre les autres adjournés non comparans ; se lui fut journée rassise à lundi prochain.

Transports des Echevins de Namur,
1480-1484, fol. 522.

5.

19 janvier 1491.

Tesmoings oys à la requeste de Jehan Salmi deffendeur allencontre de Jehan Joseph ⁽¹⁾ demandeur, sur ce que icelluy Jehan Salmin voloit faire apparoir que ledit Jehan Joseph au mois d'octobre m^{xx} et huyt avoit esté à Dinant avec les compaignons delle Compaignie d'Engleterre généralement, où qu'ilz firent leurs comptes touchant les biens

(1) Jean Joseph, qui fut échevin de Namur de 1487 à 1491, fut, avec plusieurs notables de la ville de Dinant, envoyé, en 1466, en députation auprès du duc de Bourgogne, auquel ils offrirent la soumission de la ville. (*Annales de la Société archéologique de Namur*, t. III, p. 17.)

et deniers procédans d'icelle compaignie, à quoy il n'avoit débatu ne contredit; ainchois comment il estoit tanéz et lasséz de seoir trop longement aus dis comptes, se départoit, en disant aux autres compaignons : « Besomgnié tousiours avant, car je tiengs pour bon ce que vous ferez. »

Voelt encore faire apparoir ledit Jehan Salmin que les dis compaignons généralement la estoit, ledit Jehan Joseph donnat charge de paier les debtes de la dite compaignie, en ensuivant les lettres d'association d'icelle.

Messire Nicole de Mouson, prebstre chanoine de Dinant, eagié de xxxvi ans ou environ, deuement interroguié sur ce que dit est, dist et dépose en parole de prebstre que 1 jour passé, il fu mandé en la maison dudit Johan Salmin audit lieu de Dinant, en la présence de la plupart des compaignons de la dite compaignie d'Engleterre. Et fu requis par iceulx voloir mettre en grosse ung compte de ladite compaignie escript de la main Jehan Honnouré, qui estoit fait par toute la compaignie. Mais il ledit déposant dist qu'il n'y veit point ledit Jehan Joseph trop bien, oyt dire audit Honnouré et Pierlo Davin que c'estoit le volenté dudit Joseph; et autre chose n'en scet.

Pierlo Davin, demourant à Namur, eagié de xl ans ou environ, interroguié sur ce que dit est, dist et dépose par son serment que 1 jour passé, au mois d'octobre, il fu avec les autres compaignons de la compaignie d'Engleterre audit lieu de Dinant en la maison dudit Salmin, où estoit ledit Jehan Joseph, et après qu'il eult esté iii ou iiiij jours au rendre les comptes de la dite compaignie, il retourna à Namur et à son partement dist aus dis compaignons qu'il s'en aloit : « Faites tousiours avant, je ne feray point autrement que les aultres ». Et touchant le point que ledit Salmin demanda, s'il paieroit les debtes de ladite compai-

gnie, dist que les dis compaignons et ledit Jehan Joseph dirent par une voys qu'ilz le voloient bien et que ainsi le faloit faire.

Jehan Honnouré, tesmoing juré, dist et dépose par son serment sur ce que dit est qu'il est bien souvenable que 1 jour passé il fut présent à faire ledit compte et y veit Jehan Joseph avec autres compaignons de la dite compaignie et lui semble que ledit Joseph dist qu'il aloit à Bouvingnes et que l'on besoingne tousiours es dis comptes.

Et quant ad ce que ledit Jehan Salmin dist, que ledit Joseph a tenu les dis comptes pour bon, ledit déposant dist qui ne l'oseroit affermer ne aussy le contraire.

Et touchant de paier les debtes, dist qu'il a bonne mémore que par tous les compaignons de ladite compaignie illec assemblés et par le dit Jehan Joseph meismes fu dit que ledit Salmin paieroit les dites debtes, et plus avant sur ce requis n'en scet.

Jacques Dawaingne de Dinant, eagié de LXIII ans ou environ, dist par son serment qu'il fu présens à la rendition des dis comptes; la ledit Jehan Joseph estoit par aucunes journées, et oy dire audit Joseph qu'il s'en aloit à Bouvingnes, et que l'on besoingna tousiours.

Et quant ad ce que Salmin dist que ledit Joseph avoit dit et déclaré qu'il tenoit pour bon ce que par les dis compaignons seroit fait, ledit déposant n'en scet riens; mais jamais il ne lui oyt contredire.

Et touchant le point que Salmin dist que les dis compaignons et ledit Joseph luy ont ordonné payer les debtes de la compaignie, dist que les dis compaignons et ledit Joseph luy ordonnèrent payer les dites debtes; et plus avant n'en scet.

Jehan le Carpentier, seigneur de Havresen, eagié de L ans

ou environ, dist et dépose par son serment sur ce requis qu'il est bien souvenable que ledit Joseph fut présent à la rendition des dis comptes, mais du sourplus rien n'en scet.

Jean de Halloy, bourgeois de Namur, tesmoing juré, dist par son serment qu'il scet bien que ledit Jehan Joseph fut présent à la rendition des dis comptes et ne luy oyt riens contredire. Et plus avant n'en scet.

Jaques aux Brebis, de Dinant, tesmoing juré, dist par son serment qu'il a bien veu ledit Joseph à la rendition des dis comptes ; et plus avant n'en scet.

Anseau de Walley, cagié de lvi ans ou environ, tesmoing juré, dist et dépose par son serment qu'il a esté présent, là ledit Joseph a esté à la rendition des dis comptes et n'y a riens contredit. Et oultre qu'il scet bien que ledit Jehan Joseph dist à son partement aux autres compaignons qu'ilz besoingnassent tousiours et qu'il tenoit pour bon ce que par eulx seroit fait.

Item dist qu'il scet bien que ledit Jehan Joseph avoec les autres luy ont ordonné de payer les dites debtes de ladite compaignies. Et plus avant sur ce requis n'en scet.

Transports des Échevins de Namur,
1491-1493, fol. 7-8 v°.

6.

19 décembre 1499.

Sur ce que Gerart de Goreux ⁽¹⁾, mary et bail de damoiselle Beatrix le Charpentier, fille de feu Jehan le Carpen-

(1) Gérard de Goreux, fils de Gérard et d'Isabelle, fille de Thierry Bonnant et de Jeanne d'Erclay, épousa Béatrice, fille de Jean le Charpentier, de Tirlemont.

tier, comme représentans feuz Lambert et Jehan de Lestache, avoit trait en cause Jehan Salmin, bourgeois de Namur, affin de avoir remboursement et paiement de la ix^e part de xiii^e livres d'estrelins ensamble des debtes qui sont dues aux marchans de la hanse d'Engleterre à Dinant. Et remonstre que comme ung jour passé les dis marchans de la Hanse dudit Dinant eussent été destrousséz et pilliez par les gens du Roy d'Engleterre, et que pour le recouvrement des biens prins aux dis marchans, iceulx eussent envoyés à leurs despens ledit Jehan Salmin à Lubecque, lui promis que s'il estoit constitué prisonnier, qu'il le racheteroient jusques à une somme de deniers, lesquelz biens avaient esté recouvréz, pour lesquelles parts ravoir il avait fait adjourner ledit Jehan. Sur quoy le dit Jehan Salmin ait respondu et dit que se le dit Gerart voloit respondre à lui pour ou nom et comme représentant des dis Lambert et Jehan, à ce qu'il lui voldroit droicturer pour ceste mesme cause et par manière de reconvention et demourer céans en droit qu'il responderoit à la demande dudit Gerart, si ledit Gerart ne sortissoit icy jurisdiction.

Et le dit Gerart ait replicqué et dit qu'il estoit homme de loy et de linage, avoit son juge ordinaire, assavoir bailly et hommes du chastia de Namur, pardevant lesquels toutesfois qu'il plairoit audit Jehan Salmin le faire traire en cause, il y responderoit, et non devant nous, actendu qu'il n'estait subiet soubz nostre verge.

Et le dit Salmin ait par les raisons par lui alleguées soubstenu au contraire.

Le tout veu, fu dit et par jugement que actendu que ledit Jehan Salmin avoit prins jour à respondre cejourd'hui et que le dit Gerart avoit son juge ordinaire, pardevant lequel selon la loi usée en la conté de Namur chascun doibt estre

contraint en prime instance, que le dit Jehan Salmin avoit bien à respondre à le demande dudit Gerart, et que à nous n'appartenoit contraindre le dit Gérard faire respondre au dit Salmin, veu qu'il n'est soubs nostre verge. Presens d'Eve, Gaiffier, Monceau, Gobin et Daven. Et fu mis en warde.

Transports des Echevins de Namur,
1499-1504, fol. 43 v^o.

VI

*Un projet de démembrement du diocèse de Liège
proposé par les Brabançons en 1332 et 1336.*

(Par ÉM. FAIRON.)

Le diocèse de Liège, qui s'étendait à l'origine sur tout le territoire occupé par la *civitas Tongrorum*, n'avait pas été entamé par les modifications territoriales qui s'accomplirent au XI^e siècle. Jusqu'au règne de Philippe II, sa juridiction s'étendit non seulement sur tout le pays de Liège, mais encore sur le duché de Limbourg, le comté de Namur et sur une notable partie du Hainaut, du Luxembourg, du Brabant et de la Gueldre. Dans les seigneuries laïques, l'évêque ne pouvait naturellement exercer que ses fonctions spirituelles, mais celles-ci étaient assez importantes ou plutôt la délimitation des pouvoirs spirituel et souverain était assez imprécise pour porter ombrage à l'autorité des grands seigneurs féodaux. Parmi ceux-ci, les plus puissants étaient les ducs de Brabant et ces derniers furent pour cela les plus malveillants à l'égard des évêques de Liège et de Cambrai qui se partageaient la direction spirituelle dans leurs états. Il y eut toujours des conflits de juridiction interminables entre les officiers des ducs et les officiaux et procureurs des prélats liégeois, surtout après que Henri de Verdun eut établi, vers 1082, le tribunal de la Paix qui réservait à l'évêque un redoutable droit de police dans tout le diocèse. D'autre part, les possessions

des ducs de Brabant et les terres de la principauté de Liège, avec ses frontières irrégulières et ses nombreuses enclaves, s'enchevêtraient les unes dans les autres depuis la conquête du duché de Limbourg par Jean I^{er}. Les Liégeois pouvaient à leur gré interrompre les relations entre les deux duchés ou fermer la route commerciale du Brabant vers la vallée du Rhin, dont les étapes principales étaient Saint-Trond et Maestricht; en revanche, les ducs pouvaient selon leurs caprices couper toute communication entre les évêques et les parties du diocèse que leurs propres terres séparaient du siège épiscopal. On comprend dès lors facilement pourquoi les relations entre les deux grands dynastes de l'Est belge furent toujours si tendues : les Liégeois avaient à défendre constamment leur territoire contre les tentatives réitérées d'absorption des souverains du Brabant; ces derniers essayaient par tous les moyens de s'affranchir de l'autorité spirituelle des successeurs de Notger, soit en soutenant dans les élections épiscopales des candidats inféodés à leur politique, soit en intervenant dans les luttes civiles des Liégeois, soit enfin en réclamant un démembrement du diocèse. Déjà au début du XIII^e siècle, Gilles d'Orval attribue à Henri de Brabant le projet d'enlever de Liège le siège épiscopal pour le transporter dans une ville brabançonne. Le même dessein fut plusieurs fois poursuivi, sans plus de résultat, par ses successeurs ⁽¹⁾. Il fallut l'omnipotence de Philippe II et surtout l'urgente

(1) Sur les projets qui furent ultérieurement proposés pour ériger un évêché en Brabant, voyez MIRÆUS, *Diplomatum belgicorum collectio*, t. III, pars. III, C. 1., p. 515 sqq; FISEN, II, p. 296; DE RAM, *Documents relatifs aux troubles de Liège*, p. 737; BORMANS, *Recueil des Ordonnances de la principauté de Liège*, t. I, p. 672.

nécessité de défendre les Pays-Bas contre les progrès du protestantisme pour vaincre la puissante coalition d'intérêts qui avaient fait repousser jusque là tout démembrement des anciens diocèses.

Les documents que nous publions ci-après sont relatifs aux tentatives faites par le duc Jean III pour obtenir des papes Jean XXII et Benoît XII la création d'un nouvel évêché à Louvain. Ce n'était pas la première fois qu'une pareille requête était présentée au Saint-Siège. L'intéressant mémoire connu sous le nom de *Positio pro justificatione judicii pacis*, produit par les Liégeois à la cour pontificale d'Avignon pendant l'épiscopat de Jean d'Arkel afin de défendre le tribunal de la Paix contre les griefs des Brabançons (1), affirme que les ducs de Brabant, s'obstinaient à solliciter l'érection d'un diocèse dans leurs états pour s'affranchir de la juridiction du célèbre tribunal, et énumère toutes les tentatives infructueuses faites auprès des papes Clément V, Jean XXII et Benoît XII. La lettre envoyée par Adolphe de la Marck à ce dernier pape rappelle une requête encore plus ancienne que le père de son adversaire avait adressée à la fin du XIII^e siècle à Boniface VIII (2).

L'attaque qui menaça le plus dangereusement l'intégrité du diocèse liégeois fut sans aucun doute la campagne diplomatique menée par Jean III vers la fin de 1332. C'est la seule qui ait été rappelée par les chroniqueurs (3), et les registres

(1) Ce document a été publié par K. W. NITZSCH dans le tome XXI des *Forschungen zur Deutschen Geschichte* [1881]. p. 287, d'après la copie conservée dans le manuscrit Vandenberg de la bibliothèque de l'Université de Liège.

(2) Voir annexe n° 8, p. 184.

(3) HOCSEM, éd. CHAPEVILLE, t. II, p. 410. JEAN D'OUTREMEUSE, éd. BORMANS, t. VI, p. 507. *Chronique de l'abbaye de Saint-Trond*, éd. C. DE

de la chancellerie pontificale en ont conservé de nombreuses traces ⁽¹⁾. Le moment paraissait d'ailleurs propice pour le tenace ennemi des Liégeois. Le duc s'était réconcilié avec le roi de France en expulsant Robert d'Artois de ses États et en sollicitant la main d'une fille du roi pour son fils aîné, et la reine l'avait déjà assuré de son appui le plus énergique. C'est dans le courant du mois d'août de cette année que la pétition du prince brabançon fut remise au souverain pontife, par ses deux délégués, les chanoines maître Jean Major de Meerbeke et Henri Coeke ⁽²⁾ de Bruxelles. Jean XXII en accusa réception dans une lettre datée du 12 septembre ⁽³⁾. Par une seconde missive expédiée le même jour, il avertissait le duc que, vu la gravité de l'affaire, il avait demandé aux évêques de Cambrai et de Liège, que ceux-ci lui fissent parvenir les observations qu'ils avaient à présenter contre le démembrement de leur diocèse respectif ⁽⁴⁾. Le lendemain, la chancellerie pontificale informait par lettre les deux prélats belges du projet de démembrement désiré par Jean III et leur communiquait le résumé de l'exposé des motifs par lequel le duc s'efforçait

BORMAN, t. II, p. 272. FISEN, vol. II, p. 80. Lettre de 1334 par laquelle le chapitre de Saint-Lambert demande au pape de ratifier la vente de la ville de Malines, publiée dans les *Analectes*, t. XV, p. 18. Voir sur ce projet PIRENNE, *Histoire de Belgique*, vol. II, p. 14, DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté aux XIII^e et XIV^e siècles*, p. 501.

(1) Nous remercions vivement MM. G. KURTH, directeur de l'Institut historique belge de Rome, et A. FAYEN, qui ont bien voulu nous donner communication des lettres de Jean XXII conservées aux archives vaticanes qui sont relatives à cette affaire.

(2) Sur ce personnage, voir d. U. BERLIÈRE, *Suppliques de Clément VI*, p. 727.

(3) *Reg. Vat.* 117, n. 630.

(4) *Reg. Vat.* 105, n. 1354.

de convaincre le pape de la justice et de l'utilité de sa demande, en les invitant à déléguer aussitôt vers Avignon un ou deux procureurs chargés de donner de plus amples informations au Saint-Siège. Cette mission devait parvenir au plus tard à Avignon le jour de la Saint-Martin, c'est-à-dire le 11 novembre (1). C'est la réponse envoyée par l'évêque de Liège au reçu de cette missive, qui se trouve dans le document publié ci-dessous, au n° 4 des annexes (2). Ce document n'est pas daté, mais on peut, d'après les faits qui viennent d'être rappelés, conclure en toute sûreté qu'il fut rédigé pendant le mois d'octobre 1332. Nous avons retrouvé deux rédactions différentes de ce mémoire : l'une, plus courte, écrite sur les deux faces d'une feuille de papier de 0^m,305 de haut sur 0^m,23 de large, l'autre, beaucoup plus développée écrite sur les deux côtés d'une feuille de même papier de 0^m,46 de haut sur 0^m,35 de large, avec une annexe de 20 lignes ajoutée sur une troisième petite feuille de 0^m,135 de haut sur 0^m,225 de large.

Nous avons naturellement adopté la version la plus com-

(1) *Reg. Vat.* 104, n. 1334 et 1335. Ces documents sont publiés ci-dessous aux nos 1, 2, 3, 5, 6, 7 des annexes grâce à l'aimable autorisation de M. Fayen qui les avait déjà transcrits et soigneusement collationnés pour son recueil des *Lettres de Jean XXII*.

(2) Il serait vivement à souhaiter qu'on pût de même retrouver la réponse envoyée par l'évêque de Cambrai. Nous signalons cette lacune aux érudits chargés de dépouiller les archives de cet important évêché. Nous ferons observer que par un acte du 4 novembre 1332, le pape manda aux officiaux de Paris et de Cambrai d'intimer au chanoine Arnould Legutus de Cambrai l'ordre de se rendre immédiatement à Avignon pour donner les informations nécessaires. (*Reg. Vat.* 117, n. 407). L'évêque de Cambrai n'aurait pas été apparemment aussi zélé que son collègue de Liège.

plète, bien qu'on ne puisse déterminer laquelle des deux servit pour rédiger le mémoire définitif. Malheureusement, par suite de ses dimensions plus grandes, l'original de cette minute se trouve dans un plus mauvais état de conservation ; les bords en sont déchirés et un certain nombre des mots écrits à la fin des lignes ont disparu ou sont devenus tout à fait indéchiffrables. Par bonheur, la minute abrégée, écrite par la même plume et d'après le même plan, nous a souvent permis de reconstituer sûrement le texte. Toutefois ce secours nous a fait défaut pour la conclusion du mémoire, qui est le passage le plus embrouillé à cause des nombreuses ratures, des bouts de phrases incomplets et des renvois incompréhensibles ajoutés au bas de la feuille : les deux rédactions se terminent, en effet, par un texte différent.

Voici l'analyse de ce long mémoire qui nous expose l'histoire des relations qui existèrent entre le Brabant et l'évêché de Liège pendant le ^{xiii}^e et le commencement du ^{xiv}^e siècle. En le parcourant, le lecteur ne doit toutefois pas perdre de vue que ce document est un plaidoyer *pro domo* qui apprécie les faits avec un certain parti pris et sans observer toujours une stricte impartialité. Son auteur reprend point par point, en les répétant souvent littéralement, tous les articles de l'exposé des motifs remis par le duc de Brabant à Jean XXII pour établir le bien-fondé de sa requête.

« 1. Le duc affirme qu'il y a des endroits de son territoire qui sont compris dans le diocèse de Cambrai, alors qu'ils sont trois fois plus rapprochés de Liège. C'est là une raison qui justifie non pas la mutilation de notre diocèse, mais au contraire l'annexion de ces lieux aux terres soumises à notre autorité épiscopale. Il y a certes d'autres villes et vil-

lages qui sont plus rapprochés de Cambrai que de Liège, par exemple Chimay et Fontaine-l'Évêque; mais ces localités ne sont pas comprises dans le domaine brabançon. En réalité toutes les parties du duché qui se trouvent dans notre diocèse, telles que Nivelles, sont plus près de Liège que de Cambrai.

2. Les jeûnes et les fêtes des saints seraient célébrés différemment parmi le diocèse. Cette diversité se retrouve partout. On voit souvent dans la même ville une paroisse en fête alors que les habitants des autres quartiers se livrent à leurs occupations habituelles, et il n'en résulte aucun inconvénient pour le culte. Si néanmoins le duc se tourmente pour des choses aussi futiles, il n'est pas nécessaire pour y remédier de recourir à un moyen aussi grave que la mutilation d'un diocèse.

3. Notre adversaire objecte encore que les évêques de Liège et de Cambrai administrent des circonscriptions trop étendues : ils ne peuvent parcourir celles-ci en toute sécurité et les fidèles ne peuvent pas toujours se rendre auprès de leurs prélats. Pour ce qui nous concerne, c'est évidemment faux. Le prince-évêque de Liège, en effet, est assez puissant pour ne craindre personne, si ce n'est le duc lui-même dans ses états. Et si ce dernier voulait l'inquiéter et le molester, il ne pourrait honnêtement invoquer cette malveillance pour obtenir ce qu'il demande en ce moment.

4. La création d'un évêché dont le siège serait à Louvain, à Bruxelles ou à Limbourg aboutit à des conséquences absurdes. D'abord, on ne peut pas parler d'un évêché de Lotharingie, car c'est là un mot vide de sens et il existe en réalité un duché de Brabant et un duché de Limbourg. Ensuite un diocèse qui réunirait ces deux États, serait, en

longueur au moins, plus étendu que le diocèse de Liège. En effet, on compte presque trente lieues depuis la frontière orientale du Limbourg jusqu'aux limites occidentales du Brabant. Ce nouvel évêché serait coupé en deux tronçons par les puissantes forteresses liégeoises, à savoir Huy, Moha, Waremme, Saint-Trond, Tongres (1), qui s'échelonnent presque en ligne droite du Sud au Nord entre les deux duchés, si bien que le passage d'une partie à l'autre de ce diocèse serait toujours très difficile. En outre la ville d'Aix, qui de toute antiquité appartient au diocèse de Liège, serait complètement isolée de son siège épiscopal si le projet du duc était réalisé.

5. C'est un mensonge que de prétendre que le clergé est sympathique à la création de ce nouvel évêché. L'incident récent de Bois-le-Duc démontre au contraire les graves dangers de cette innovation. A la suite du meurtre de certains clercs perpétré par des officiers du duc, douze prêtres de la ville furent interdits *a divinis* conformément aux statuts synodaux. Le duc fit venir des prêtres étrangers et comme les prêtres de la ville refusaient d'enfreindre l'interdit et ne cédaient pas à ses menaces et à ses intimidations, ils furent expulsés et dépouillés de leurs biens, et l'évêque dut les recueillir à Liège et pourvoir à leur entretien pendant six mois jusqu'à ce que le roi de France eût apaisé la querelle. Qu'auraient pu faire ces prêtres s'ils

(1) Tongres n'est pas cité dans l'autre minute, avec beaucoup de raison d'ailleurs, car cette ville est en dehors de la ligne des forteresses qui séparent le Brabant du Limbourg. Elle semble ajoutée ici pour permettre le rappel de l'ancienne et glorieuse fondation de Tongres attribuée à l'empereur Auguste.

avaient été sous la dépendance d'un évêque servilement obéissant aux volontés du duc de Brabant (1)?

6. Le duc objecte encore que l'évêque n'a aucun pouvoir temporel dans les terres du duc. C'est encore absolument contraire à la vérité. L'évêque a dans le territoire brabançon des villages où il exerce le pouvoir souverain (*merum et mixtum imperium*), comme Hougaerde, qui possède une église collégiale et dont les revenus dépassent mille florins, Tourines et Bavechines, grandes paroisses dotées de nombreux autels (2). Il possède encore Malines, ville bien plus peuplée et bien plus digne de devenir un siège épiscopal que n'importe quelle autre ville du duc (3).

(1) Cet événement n'est rapporté par aucun chroniqueur liégeois. La paix d'Amiens du 30 août 1334 qui termina les différends qui divisaient les Liégeois et les Brabançons, n'y fait non plus aucune allusion.

(2) Hougaerde, Tourinne-la-Chaussée et Beauvechain étaient tout ce qui restait encore en la possession des évêques de Liège du comté de Brugeron acquis par Notger vers 988, et que les ducs de Brabant avaient réussi à absorber dans leurs domaines. Ceux-ci revendiquaient d'ailleurs également ces maigres restes. Mais un accord était intervenu le 8 juillet 1288 entre Jean I^{er} et Jean de Flandre : le premier avait cédé à l'évêque ses prétentions sur la justice et la seigneurie de Hougaerde, Tourinne et Beauvechain en échange des droits que les Liégeois affirmaient avoir sur Heerwaerden, Kessel, Maren et Deurne dans la Gueldre (cf. BORMANS et SCHOOLMEESTERS. Cartulaire de l'église Saint-Lambert de Liège, t. II, p. 437).

(3) La ville de Malines appartenait déjà à l'église de Liège en l'an 915. Mais elle allait bientôt passer à un autre possesseur. En effet, le 28 juin 1333, c'est-à-dire huit mois à peine après l'envoi de ce mémoire, Adolphe de la Marck et le chapitre de Saint-Lambert vendirent la grande ville brabançonne au comte de Flandre pour une somme de cent mille livres de noirs tournois, en se réservant toutefois la collation de la prévôté séculière

En outre, il y a dans le duché plus de vingt villages qui sont soumis à la loi de Liège et qui vont en appel des sentences rendues par leurs échevins auprès du tribunal des échevins de Liège ⁽¹⁾. Bien plus, tous les habitants des deux duchés et le duc lui-même, comme tous les autres princes du diocèse, si étrange que cela puisse paraître aux non initiés, sont justifiables du tribunal de l'évêque, dans trois cas, à savoir pour les actes de violence de nature grave (*vis*), de rapt (*ruptus*) et de vol et rapine (*spolium*), en vertu d'un privilège spécial confirmé par le pape et les empereurs. Ceux qui sont cités devant ce tribunal doivent comparaître endéans sept semaines et s'ils font défaut, ils sont mis hors la loi, c'est-à-dire que le premier venu peut les tuer impunément, à condition de déposer 4 deniers sur le cadavre. Cette juridiction a toujours appartenu à l'évêque depuis un temps immémorial; seul le château de Laroche en est exempt parce que son seigneur se refusa à donner son consentement lorsque cette utile institution fut établie pour assurer la paix publique.

de Saint-Rombaud. Cette cession était fort préjudiciable au duc de Brabant et, en la proposant, le prélat liégeois avait surtout pour but de compromettre les intérêts et la sécurité de son éternel ennemi. Aussi la vente de Malines fut-elle le signal de nouvelles hostilités entre les trois plus puissants princes de nos provinces (cf. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, vol. II, pp. 19 à 21 et 95. — BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire de la cathédrale de Saint-Lambert*, t. II, pp. 417, 436, 448 et 510).

⁽¹⁾ On trouvera dans C. DE BORMAN, *Les échevins de la souveraine justice de Liège*, t. II, p. 549, la liste des échevinages liégeois et étrangers qui allaient encore en appel, à la fin du ^{xv}^e siècle, auprès du tribunal des échevins de Liège.

Mais l'évêque a encore une prérogative non moins remarquable. Il existe dans les terres de l'évêque une détestable coutume, qui a presque force de loi, en vertu de laquelle les hommes peuvent s'armer impunément les uns contre les autres et se massacrer à condition d'observer certaines règles : ils doivent respecter les trêves, s'abstenir de renverser les maisons ou de les incendier. L'imposition des trêves atténue heureusement les effets calamiteux d'une pareille licence. Or, l'évêque de Liège a dans tout son diocèse le droit d'imposer ces trêves et si quelqu'un refuse de les observer et tue un ennemi, ou même l'atteint légèrement, il est puni de mort lorsqu'on peut se saisir de sa personne ; s'il parvient à s'enfuir, il est aussi mis hors la loi. Si l'ordre d'observer une trêve n'a pas été intimé à temps aux belligérants, ils peuvent se massacrer impunément, et c'est ainsi qu'en un espace de vingt ans plus d'un millier de nobles sont tombés sous le glaive. Les clercs et les prêtres eux-mêmes ne sont pas épargnés lorsque, par leurs liens de parenté, ils sont impliqués dans ces sanglantes querelles. Or, plus on diminuera le diocèse, plus on énervera l'effet bienfaisant de ces trêves que l'évêque de Liège ne pourrait plus notifier dans un diocèse étranger, ni faire respecter, si elles étaient intimées.

Ce n'est pas tout : l'évêque possède dans les terres du duc, qui sont pour ainsi dire la plus riche partie de son diocèse, un grand nombre de procureurs et le produit des amendes y est deux fois plus élevé que dans le reste du territoire soumis à sa crosse. Bien plus, de tout temps, l'officiel de Liège, peut connaître dans les terres du duc, de toutes les causes même criminelles, sauf en matière féodale. La juridiction spirituelle de l'évêque lui rapporte ainsi chaque année au delà de 4,000 florins.

7. Le duc objecte ensuite que, par suite de l'exercice constant de cette juridiction spirituelle, la paix est constamment troublée dans ses états. C'est vrai, mais le pape devra examiner s'il faut pour cela amputer l'église de Liège ou s'il ne convient pas plutôt d'augmenter son prestige et sa force. D'où naissent donc ces discordes continuelles entre l'évêque et le duc, sinon du fait que ce dernier, plus puissant par les armes, ne peut supporter un partage d'autorité qui l'empêche d'avoir à sa discrétion le clergé fixé dans son domaine, et qu'il essaie par tous les moyens, ouvertement et en cachette, en dépit des lois et des canons de l'Eglise, d'empiéter sur les droits de l'évêque? Si la paix était assurée au prix des concessions demandées par le duc, ce serait une paix servile et honteuse, telle que celle que proposa jadis Alexandre aux Athéniens.

Que le vicaire du Christ réfléchisse encore à ces choses : Quels services ont jamais rendus les princes séculiers d'Allemagne à l'Eglise romaine? Convient-il d'augmenter leur puissance, alors que seule la crainte salutaire des princes ecclésiastiques réprime leur rébellion? Est-il profitable pour l'Eglise catholique d'affaiblir les soutiens qui l'ont maintenue jusqu'à présent dans sa force et sa puissance? C'est grâce aux secours fournis par la patrie liégeoise que le légat pontifical vint à bout de la rébellion de la ville d'Aix lors de la révolte de l'empereur Othon IV, et que les restes du rebelle Frédéric furent enlevés ⁽¹⁾.

(1) L'empereur Othon IV, qui avait été élu grâce à l'appui du pape Innocent III, s'était retourné contre son protecteur après la mort de son compétiteur Philippe de Souabe. Il fut excommunié et déposé en novembre 1210 et remplacé par Frédéric II auquel l'évêque de Liège, Hugues de Pierrepont, adhéra lorsque son élection eut été confirmée par

On objectera que l'appui impérial et la prévoyance du Saint-Siège sauront prévoir cet assujettissement. Mais les mains des rois sont si longues ! Personne n'osera plus exécuter nos sentences dans un diocèse étranger puisque nous avons déjà tant de peine à les faire observer maintenant dans notre propre diocèse quand elles touchent en quelque chose le seigneur de la terre où elles sont notifiées.

8. Le duc avance encore une contre-vérité lorsqu'il dit que le « comté » de Liège, dans lequel l'évêque possède la juridiction temporelle, est séparé par 20 lieues au moins de ses états, à l'endroit où il en est le moins éloigné, lorsqu'il prétend que l'évêque fait usage de ses pouvoirs spirituels dans les conflits qui surviennent entre eux à propos de la juridiction temporelle, ce qui serait une chose déplorable d'où résultent des scandales nombreux, et lorsqu'il affirme qu'un duc n'a jamais été le vassal d'un de nos prédécesseurs.

D'abord, il se trompe en parlant de « comté de Liège » car la terre liégeoise est connue sous le nom de Terre de Dieu et de Saint-Lambert : *Casa seu terra Dei et beati Lamberti martyris*. Si par comté, il veut désigner tout le pays ou simplement la cité, il avance dans les deux cas une inexactitude. Car la cité est seulement éloignée de 18 lieues de la frontière

le Saint-Siège. Les villes d'Aix et Cologne restèrent fidèles à Othon IV jusqu'en 1215. L'aide efficace que les Liégeois auraient prêtée au légat pontifical contre les Aixois n'est pas mentionnée par nos chroniqueurs, pas plus que l'enlèvement des restes de ce rebelle Frédéric dont la personnalité nous reste inconnue. En 1248, la ville d'Aix tenait le parti de l'empereur Frédéric II, excommunié. Elle fut assiégée et prise par le roi des Romains, Guillaume de Hollande, soutenu par ses grands vassaux de Lotharingie, parmi lesquels se trouvait Henri de Gueldre, élu de Liège.

la plus lointaine des deux duchés et d'une demi-lieue à peine de la frontière la plus rapprochée. Quant au pays de Liège, il touche aux deux duchés et les deux territoires ne sont séparés que par l'espace d'un point. Bien mieux, à Maestricht, les deux États sont confondus, à tel point que ce n'est pas le territoire mais la condition des personnes qui délimite les deux juridictions. En approuvant la pétition du duc on arriverait ainsi dans cette ville à cette situation absurde et monstrueuse qu'une femme, sujet du duc, appartiendrait à un diocèse et son mari, sujet de l'évêque, à un autre diocèse ! Quant aux scandales invoqués par le duc, nous en avons déjà indiqué l'origine : le duc en est responsable parce que, non content de sa moisson, il veut encore récolter sur les terres d'autrui. Il nie enfin à tort d'être le vassal de l'évêque de Liège. La preuve s'en trouve cependant dans les chartes conservées à la cathédrale, scellées et approuvées par les rois des Romains ; lui-même, comme ses prédécesseurs, a prêté hommage à l'évêque, au monastère de Vlierbeek, près de Louvain (1).

9. Pour terminer, le duc s'efforce de démontrer que sa

(1) Un seul document prouve encore que les ducs de Brabant étaient les vassaux des évêques de Liège. Le 20 octobre 1283, le duc Jean reconnaît tenir de l'église de Liège la terre de Hackendover avec toutes ses dépendances (*Cartulaire de Saint Lambert*, vol. II, p. 362). En qualité de duc de Limbourg, les ducs de Brabant devaient prêter hommage aux mêmes évêques pour la terre de Zittard donnée en fief par Waleran de Limbourg à l'église de Liège le 1^{er} avril 1230 (*Cartulaire de Saint-Lambert*, vol. I, p. 265). Les actes des empereurs consacrant cette vassalité, de même que la preuve de l'hommage que le duc aurait fait à l'évêque à l'abbaye de Vlierbeek ne se retrouvent plus dans le chartrier de la cathédrale. Le chroniqueur Hocsem nous raconte qu'il assista à cette entrevue de Vlierbeek. (HOCSEM, *loc. cit.*, p. 373.)

demande sera avantageuse pour les deux diocèses, bien loin de les léser. Cette affirmation mérite à peine une réfutation. Mais pour prouver combien il importe, non de diminuer, mais d'augmenter la force de l'église de Liège, il suffit de rappeler les récents incidents de Saint-Trond. Cette ville, qui est en quelque sorte comme la clef des portes du Brabant, fut attaquée par le duc qui arrêta certains de ses habitants et leur ravit des biens évalués à plus de 20,000 florins. Il en résulta une guerre ruineuse que l'évêque proposa à diverses reprises de terminer par un accord sur toutes les questions en litige entre les deux souverains ; mais le duc, qui était prêt à traiter pour tout le reste, ne voulut jamais céder pour Saint-Trond. C'est alors que l'évêque, se sentant inférieur en forces, appela à son aide le roi de Bohême et ses parents et alliés, et put imposer la paix aux Brabançons grâce à la médiation du roi de France. Si un même conflit surgissait dans l'avenir et si l'évêque de Liège n'obtenait pas de secours, comment pourrait-il se défendre avec un diocèse mutilé, puisqu'il peut à peine résister maintenant que ses moyens sont encore entiers (1) ?

(1) Sur ces événements voir HOCSEM, *loc.cit.*, p. 407 et surtout la *Chronique de l'abbaye de Saint-Trond*, ed. C. DE BORMAN, tome II, p. 271 et 272. Cette dernière source rappelle aussi le détail donné par le mémoire que le duc de Brabant était disposé à transiger sur tous les autres points avec les Liégeois, mais qu'il ne voulait pas recevoir la ville de Saint-Trond dans la paix. Sur l'alliance des princes contre Jean III, l'intervention du roi de France et la sentence de Compiègne, voir DARIS, *op. cit.*, p. 460. Il faut remarquer avec quelle justesse l'auteur du mémoire apprécie ici l'importance stratégique de la ville de Saint-Trond pour les ducs de Brabant : se servant d'une expression à la fois forte et pittoresque il appelle cette ville *la clef* des portes du Brabant. On ne peut mieux

Pour conclure, puisque Malines, enclavée dans les possessions du duc, appartient au diocèse de Cambrai et qu'elle est distante de cette ville de 30 lieues, alors que 15 lieues seulement la séparent de Liège, l'évêque supplie Sa Sainteté de consentir à un échange entre les deux prélats en cédant à Cambrai les endroits du diocèse de Liège qui sont plus près de ce siège épiscopal et inversement, et en outre de permettre de soulager la pauvreté du diocèse liégeois par quelques monastères inutiles. »

Cette conclusion, assurément inattendue, ne se retrouve pas dans l'autre minute. Voici en effet comment se termine cette dernière. « Et voyez à quelle contradiction aboutit le duc ! Il réclame un nouveau diocèse parce que le « comté » de Liège serait distant de ses deux duchés d'au moins 20 lieues. Si on admet ces chiffres, comme le pays de Liège se trouve entre le Brabant et le Limbourg, en ne supposant à ces deux contrées qu'une étendue de 10 lieues, il s'ensuivrait que le diocèse dont il sollicite la création s'étendrait en longueur sur un espace de 70 lieues. Il prétend qu'un évêque de Liège ne peut visiter tout son diocèse, qui ne dépasse pas 40 lieues en longueur, et il admet que son futur évêque pourrait facilement parcourir un district presque deux fois plus étendu ! Le « profit » que retirerait le clergé et l'église romaine de la création d'un évêché dont le titulaire serait soumis à la volonté du duc, a été suffisamment mis en évidence, par ce qui précède. »

caractériser la situation de la forteresse liégeoise qui commandait, de même que Maestricht, la grande route commerciale du Brabant vers l'Allemagne.

Une partie de ce mémoire est particulièrement précieuse et mérite un examen plus approfondi. C'est celle où il est question des juridictions spirituelles de l'évêque de Liège dans tout son diocèse, et plus particulièrement du Tribunal de la paix et des quarantaines de l'évêque. Notre document est en effet le texte le plus ancien où il soit parlé un peu longuement de la curieuse institution créée vers 1082 par Henri de Verdun. Les chroniqueurs ont bien rapporté l'origine de ce tribunal, mais il faut descendre jusque dans la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle pour trouver des sources qui nous fassent connaître bien exactement quelles étaient la compétence, la composition, la procédure de cette juridiction. Ces sources sont, en effet, la *Positio pro justificatione judicii pacis*, déjà citée plus haut, et le *Patron de la Temporalité* de Jacques d'Hemricourt. A ces précieuses descriptions on peut désormais ajouter le présent mémoire qui leur est antérieur de presque un demi-siècle. Celui-ci ne fait d'ailleurs que confirmer les données des deux écrits que nous venons de mentionner, à part une légère divergence dans l'énumération des trois cas qui entraînaient l'action répressive du Tribunal de la Paix; notre document les désigne par les termes *vis*, *raptus* et *spolium*, alors que *Positio pro justificatione* se sert des mots *vis*, *spolium* et *exheredatio in toto vel in parte*, que J. d'Hemricourt traduit littéralement par *murdre*, *robe* et *deshéritanche* dans son *Patron de la Temporalité*. De même que ce dernier, il raconte qu'il fallait sept appels successifs infructueux avant de condamner un accusé par contumace. Au sujet des condamnés fugitifs et mis hors la loi, il ajoute ce détail nouveau que le premier venu pouvait impunément tuer un *forjugé* à condition de déposer sur le cadavre un gage de quatre deniers. Il signale enfin l'exemption dont jouissait le comté de

Laroche à l'égard du tribunal de la paix, mais il affirme contrairement à la vérité que c'est là une unique exception. Le village brabançon de Cappelle-au-Bois était également affranchi de la juridiction de ce tribunal et ce privilège allait être bientôt de nouveau consacré par la sentence d'Amiens rendue le 30 août 1334 par le roi de France ⁽¹⁾.

Il y avait un autre pouvoir de l'évêque que sa qualité de protecteur et défenseur de la paix lui avait logiquement assuré : c'était la faculté d'imposer, dans le diocèse tout entier, des trêves ou quarantaines pour entraver le détestable droit de vengeance privée exercé par les gens de lignages.

Les détails donnés par notre mémoire sont pour cette coutume également conformes aux explications du *Patron de la Temporalité*. Celui qui brisait une trêve était mis à mort ou forjugé, s'il parvenait à échapper à la justice; la quarantaine de l'évêque devait être signifiée par deux des hommes de fiefs du prélat et si cette formalité n'était pas remplie à temps, les adversaires avaient le droit de se massacrer impunément. Peu de temps après l'envoi de ce mémoire, un grand progrès était réalisé dans le droit liégeois : la paix des Douze, promulguée le 15 mai 1335 venait enfin mettre un terme aux guerres privées. Ce pacte mémorable ne supprimait pas toutefois le pouvoir d'imposer des quarantaines qui était reconnu à l'évêque. Le 14 octobre 1336, les villes du Brabant promettaient de

(1) Voir au sujet du Tribunal de la Paix la belle étude de P. Poullet, *Essai sur l'histoire du droit criminel dans la principauté de Liège*, p. 102-199. Sur l'exemption de Laroche: A. DELESCLUZE, *Le comité de Laroche et le Tribunal de la paix* dans le *Bulletin de la société d'Art et d'Histoire du diocèse de Liège*, vol. IX, p. 263 à 272.

nouveau de respecter les jugements du tribunal de la paix ainsi que les quarantaines imposées par l'évêque ⁽¹⁾.

On sait que la requête introduite par Jean III auprès du pape fut rejetée, comme l'avaient été les demandes antérieures. L'envoi de notre mémoire contribua peut-être à assurer la victoire des Liégeois, mais leur meilleure sauvegarde fut l'opposition que le roi de France manifesta contre ce projet, alors que le duc de Brabant escomptait au contraire sa bonne grâce. Une lettre de Jean XXII, datée du 19 décembre 1332, annonçait à ce prince que le projet d'ériger un nouvel évêché dans ses États avait été définitivement repoussé à cause de certains obstacles que ses délégués devaient lui rapporter de vive voix ⁽²⁾. Mais le tenace adversaire des Liégeois ne se découragea pas. Il renvoya de nouveau son délégué Johannes Major à Avignon et le pape lui écrivit le 27 mai 1333 qu'il ne pouvait rien décider au sujet des nouveaux vœux qui lui étaient présentés avant d'avoir entendu la partie adverse et en avoir délibéré avec son conseil ⁽³⁾.

Une nouvelle occasion se présenta bientôt au duc de Brabant pour recommencer ses instances. Le 20 décembre 1334, Benoît XII fut installé sur le trône pontifical en remplacement de Jean XXII. Le projet d'ériger un nouvel évêché à Louvain fut aussitôt présenté au nouveau pape dans l'espoir de trouver ce dernier plus favorable au démembrement des diocèses belges. Mais il n'eut vraisemblablement même plus les honneurs de la discussion à la

(1) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire de l'église Saint-Lambert*, t. IV, p. 249.

(2) *Reg. Vat.* 117, n. 634.

(3) *Reg. Vat.* 117, n. 646.

Cour d'Avignon, car la chancellerie pontificale n'a conservé aucune lettre relative à cette reprise des négociations. Celles-ci nous sont connues par une allusion de la *Positio pro justificatione pacis* et par le document publié ci-dessous au n° 8 des annexes, retrouvé avec le mémoire analysé plus haut, dans le dépôt des archives de l'État à Liège. C'est un brouillon d'une lettre qu'Adolphe de la Marck envoyait au Saint-Père pour protester contre les nouvelles menées de Jean III. Il est écrit sur le recto d'une bande de papier de 0^m,41 de haut sur 0^m,25 de large, par un scribe qui a tracé de belles lettres gothiques avec une encre très noire. Mais cette rédaction a été revue et amendée par un correcteur, plus médiocre calligraphe, qui s'est servi d'une encre beaucoup plus pâle et qui nous paraît être l'auteur du mémoire de 1332. Voici le résumé de cette lettre envoyée au pape.

« Déjà le duc avait instamment sollicité de votre prédécesseur Jean XXII, le partage du diocèse de Liège. En se libérant de l'autorité de l'église liégeoise, il tiendrait à sa discrétion tout le clergé de ses états et deviendrait maître des biens que les églises et monastères du pays de Liège possèdent en si grand nombre dans le Brabant et le Limbourg. Heureusement, le roi de France intervint pour nous et le pape, après mûres délibérations, rejeta la requête du duc. Comme celui-ci a recommencé près de vous ses démarches, je viens, au nom de tous mes fidèles, au nom de cette église de Liège qui a toujours si vaillamment combattu pour vous contre les rebelles et les schismatiques et qui a toujours défendu avec acharnement son domaine contre les entreprises de ses puissants voisins, vous supplier de repousser une fois de plus une proposition déjà écartée non seulement par votre prédécesseur immédiat, mais encore par les papes Boniface VIII et Clé-

ment V. Si ce projet était agréé, ce serait la ruine et la déchéance complète de mon église. Aussi bien, le vénérable chanoine Antoine de Bugelle, porteur de la présente, va partir pour plaider notre cause devant vous et faire valoir tous nos arguments qu'il serait difficile de bien développer dans une lettre. » *Un post-scriptum* informait en même temps le pape que le même duc de Brabant soutenait, avec d'autres vassaux ennemis du roi de France, les injustes prétentions du comte de Heinsberg à la succession du comté de Looz. Il y a enfin tout en bas de la feuille, une note du correcteur déclarant que la rédaction proposée pour cette lettre était irréprochable et que les légères modifications qu'il avait apportées au texte, avaient seulement pour but d'attester qu'il avait relu la minute avec la plus scrupuleuse attention.

Pas plus que le mémoire, cette missive n'est datée, mais il n'est pas non plus difficile de déterminer à quel moment elle fut écrite. Le *post-scriptum* qui la termine est, en effet, comme une indication de date. La mort de Louis IV qui ouvrit la longue querelle de la succession du comté de Looz survint le 22 janvier 1336. Thierry de Heinsberg qui se trouvait dans ce pays à la mort de son oncle, en prit aussitôt possession, malgré l'opposition du chapitre de Saint-Lambert. Il trouva dès le début l'appui des seigneurs féodaux voisins, comme le prouve une lettre adressée au pape en 1336 par le même chapitre pour protester contre la tiédeur avec laquelle son évêque défendait les droits de l'église de Liège dans cette querelle ⁽¹⁾. Le fait que l'affaire de Looz est mentionnée dans un *post-scriptum* de la lettre

(1) *Comitatum ipsum, quam plurimum in hac parte principum vicinorum auxilio confortatus, etiam si oporteat violenter, usurpare disponit.* Lettre du chapitre de Saint-Lambert adressée à Benoît XII,

nous autorise à croire que celle-ci fut rédigée fort peu de jours après le décès du comte Louis IV. Cette conjecture est encore rendue plus plausible par le détail suivant relevé dans la chronique de Hocsem : le chanoine Antoine de Bugelle partit pour Avignon vers le milieu du mois de mars 1336 pour porter au pape les griefs que le chapitre alléguait contre Adolphe de la Marck. Or, c'est le même personnage qui fut chargé de porter notre lettre. A cette époque, où les voyages étaient si coûteux et si pénibles, on ne devait pas prodiguer les lointaines ambassades. Antoine de Bugelle, porteur des deux missives que nous venons de signaler, partit pour Avignon avec une double mission ; il devait être le mandataire de l'évêque dans la question toujours renaissante du démembrement du diocèse de Liège et l'avocat du chapitre dans le conflit qui mettait aux prises ce collègue et l'évêque Adolphe.

*
* *

Il nous reste à examiner quel pourrait bien être l'auteur de l'intéressant mémoire dont nous venons de donner connaissance. Un nom s'est aussitôt imposé à notre esprit, celui de Jean de Hocsem, écolâtre du chapitre, savant jurisconsulte et historien, qui fut mêlé à tous les événements publics de son temps, qui fut si souvent la plume du chapitre de Saint-Lambert et qui rédigea tant d'autres mémoires pour la défense des droits et des privilèges de l'église liégeoise (1).

publiée dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de Belgique*, vol. XV, p. 20.

(1) Sur Hocsem, voir *Biographie nationale*, t. IX, col. 395 à 404. [G. KURTH] ; S. BALAU, *Les Sources de l'histoire de Liège*, p. 449 à 513.

En procédant à un examen minutieux de notre texte et de la chronique de Hocsem, on constate que les vraisemblances s'accumulent en faveur de l'attribution de ce long plaidoyer au savant écolâtre. D'abord, le fait que celui qui l'a écrit fut aussi chargé de réviser et corriger la minute de la lettre qu'Adolphe de la Marck envoyait au pape, prouve que ce personnage occupait une haute fonction dans la chancellerie de l'évêque. Le mémoire atteste ensuite une connaissance très approfondie des événements passés et contemporains, une subtilité très adroite dans l'argumentation, et un jugement très sûr et bien mûri. L'homme qui apprécie avec tant de justesse l'importance stratégique de la ville de Saint-Trond pour le Brabant, l'homme qui, dans un autre passage, exprime cette réflexion un peu pessimiste « qu'une nation qui a l'habitude de la liberté redoute les innovations parce qu'elle suspecte dans tout ce qui lui est proposé une machination ourdie contre son indépendance » était aussi le plus apte pour écrire cette longue digression de la chronique dans laquelle sont exposées des vues d'ensemble sur la politique et le gouvernement.

Ce ne sont là que des vraisemblances de nature psychologique ; mais une étude un peu attentive de la langue des deux écrits vient singulièrement les appuyer. Il faut surtout, dans cet ordre d'idée, rapprocher de notre texte les passages de la chronique, comme les préfaces et les commentaires, où l'auteur, délaissant le simple exposé des faits, abandonne le ton plus régulier et plus monotone du récit historique. On retrouve alors de part et d'autre le même style sec et confus, le même latin incorrect, relevé parfois çà et là par des expressions plus fortes et plus pittoresques, comme ce *mendicatum suffragium* ou *oppidum Sancti*

Trudonis, clavem in faucibus ducatus Brabantiae constitutum. On relève les mêmes emplois incorrects dans les temps et les modes des verbes, l'habitude plus familière des mêmes particules conjonctives et adverbiales telles que *licet, nedum, quandoque, cum igitur, ad invicem.* On constate surtout la même manie des citations bibliques et classiques qui constitue, comme on le sait, l'originalité la plus grande du style de la chronique de Hocsem. Une réminiscence biblique très familière à Hocsem *in ore gladii perierunt* se retrouve aussi dans le mémoire. Mais l'indice le plus probant qui nous permet d'attribuer notre texte au savant écolâtre est le rapprochement des deux passages suivants :

CHRONIQUE DE HOCSEM DANS
Chapeaville, tome II, p. 401

MÉMOIRE PUBLIÉ CI-DESSOUS,
p. 178.

In territorio siquidem leodien-
sis ecclesiae consuetudo quaedam
(si tamen consuetudo censeri
debeat) viguit ab antiquo qua
terrae nobilibus fas est movere
arma et inimicos interficere
dummodo treugas non violent,
domos non effringant, a spoliis
abstineant et ab igne.

Cum consuetudo, seu potius
corruptela, in terris episcopi tam
fixe radices ediderit ab antiquo,
quod nunc optimo pro jure ser-
vatur, ut homines impune pos-
sint adinvicem arma movere et
se mutuo interficere, dummodo
treugis pendentibus hoc non fiat,
ab effractione domorum absti-
neant et ab igne.

L'identité presque complète des deux phrases ne peut être l'effet du hasard. Pour nous, c'est le même cerveau qui les a pensées, c'est la même main qui les a écrites. Il est vrai que le passage de la chronique reproduit ci-dessus se trouve dans une lettre envoyée par l'évêque Adolphe au roi de France et insérée tout entière dans le récit de

l'historien; mais il est bien évident que Hocsem n'aurait pu intercaler dans son œuvre tant de lettres et de documents diplomatiques, qui devaient alors être dérobés aussi jalousement qu'à l'heure actuelle à la curiosité des profanes contemporains, s'il n'avait pas pris une part très active à leur rédaction. Aussi bien, lui-même l'avoue à plusieurs reprises dans sa chronique. Et si l'on peut encore supposer, à la rigueur, que deux hommes différents aient pu rédiger dans des termes analogues un même point des coutumes observées de leur temps, on ne peut plus raisonnablement admettre que la même réserve sur la légitimité de l'usage décrit se retrouve exprimée exactement à la même place dans la pensée de deux individus différents.

La Bibliothèque Royale de Bruxelles conserve un manuscrit de la chronique de Hocsem coté anciennement n° 18658, que Ed. Lavelleye, qui en fut longtemps le propriétaire, pensait être le manuscrit autographe du fameux écolâtre. M. Eug. Bacha, conservateur-adjoint de la section des manuscrits de notre bibliothèque nationale, qui a longuement étudié ce précieux codex, a bien voulu nous communiquer les conclusions de ses recherches. D'après lui, ce manuscrit n'est pas de la main d'Hocsem, mais il aura été copié par deux scribes différents pour l'auteur même de la chronique. Ce serait l'exemplaire de la chronique mis au net. Cette copie a été révisée, en effet, très soigneusement et contient quelques notes marginales et interlinéaires qui pourraient bien être de la main d'Hocsem et qui ont en tout cas été rédigées vers l'année 1348⁽¹⁾. Cette communication nous a amené à comparer l'écriture

(1) Cf. la note marginale du fol. 11 v° du manuscrit.

de ces notes avec celle des deux documents que nous attribuons au savant chanoine. Après cet examen, l'hypothèse de M. Bacha nous a paru encore plus vraisemblable. L'aspect général de l'écriture est le même de part et d'autre et cette similitude se retrouve jusque dans la teinte jaunâtre de l'encre employée (1). L'identité n'est toutefois pas absolue ; elle n'est pas possible d'ailleurs car la même main n'écrira jamais de la même façon quand elle annotera lentement et prudemment un manuscrit bien calligraphié ou lorsqu'elle remplira hâtivement la minute de quelque rapport. Mais nous croyons retrouver dans les deux spécimens d'écriture assez de traits communs pour être autorisé à conclure que cet examen comparatif ne fait que confirmer l'hypothèse qui nous avait déjà paru vérifiée par d'autres voies. Il ne nous paraît donc pas téméraire d'attribuer à Jean de Hocsem le long mémoire que nous venons d'analyser et ce ne sera pas le moindre mérite de ce texte, déjà si précieux par lui-même, s'il est établi qu'il sort de la plume de l'écrivain érudit et sincère qui est une des gloires de l'historiographie liégeoise.

(1) Il faut surtout comparer les notes des fol. 11 v°, col. 1 ; fol. 27^{ro}, col. 2 ; fol. 37 v°, col. 2 ; fol. 45^r, col. 2 et fol. 63 v°, col. 1 du manuscrit de Bruxelles.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

1.

Le pape annonce à Jean III, duc de Brabant, qu'il a reçu ses deux délégués et qu'il a pris connaissance de sa lettre.

1332, 12 septembre.

Johanni duci Brabancie. Pridem dilecti filii magistri Johannes Major Merbeccensis, utriusque juris professor, et Henricus Coeke Bruxellensis, cameracensis diocesis ecclesiarum canonici, nuncii tui ad nostram presentiam venientes, nobis tue nobilitatis litteras presentarunt, quos quidem nuncios et litteras benigne, mittentis consideratione, recepimus, et que dicte littere continebant, ipsique pro parte tua, tam in camera nostra, quam in consistorio, curaverunt proponere, intelleximus diligenter; super quibus quod ordinatum extiterit ipsi tue magnificentie vive vocis oraculo plenius reserabunt.

Dat. II idus septembris, anno XVII^o.

Reg. Vat. 117, n. 630.

2.

Le pape fait savoir à Jean III qu'il va communiquer sa requête aux évêques de Liège et de Cambrai, afin de connaître

le sentiment de ces deux prélats sur le projet de créer un nouvel évêché en Brabant aux dépens de leurs diocèses.

1332, 12 septembre.

Dilecto filio nobili viro Johanni duci Brabancie, salutem, etc. Cum pro parte tua nuper, certis causis expositis, nobis fuerit humiliter supplicatum ut in ducatus tuis Lotharingie, Brabancie et Limburgie, qui sunt permixtim in leodiensis et cameracensis diocesium terminis constituti, unam cathedralem ecclesiam erigi faceremus, discretioni tue tenore presentium duximus intimandum, quod nos, attendentes quod in talibus est matura et diligenti deliberatione prehabita ⁽¹⁾ procedendum, de fratrum nostrorum consilio duximus ordinandum, ut cum nos plenam non habeamus notitiam de premissis, venerabilibus fratribus nostris leodiensi et cameracensi episcopis, quos presens tangit negotium, per nostras litteras mandaremus ut ipsi et eorum quilibet de predictis, an videlicet expediat erectionem fieri memoratam, et de prejudicio eorundem, et aliis inconvenientiis, si qua possent ex erectione hujusmodi forsitan imminere, plenius informati, per se, vel alium seu alios super hiis sufficienter instructos, infra festum B. Martini proximo futurum se apostolico conspectui representent, nos informaturi plenius de predictis et eorum circumstantiis universis, ut hujusmodi informatione premissa quid super hiis agendum per nos fuerit consultius, actore Domino, agere valeamus.

Dat. Avinione, II Idus septembris, anno XVII^o.

Reg. Vat. 105, n. 1354.

(¹) Text. *prehabitis*.

3.

Le pape communique aux évêques de Liège et de Cambrai l'exposé des motifs que lui a remis le duc de Brabant pour le convaincre de la nécessité de créer un nouveau diocèse dans ses états ⁽¹⁾.

1332, 13 septembre.

Venerabili fratri episcopo leodiensi ⁽²⁾ salutem. Nuper pro parte dilecti filii nobilis viri Johannis ducis Brabantie, ex causis infrascriptis expositis, nobis fuit humiliter supplicatum, ut in ducatus suis Lotharingie, Brabantie et Limburgie, qui sunt permixtim in tue leodiensis ⁽³⁾ et etiam cameracensis ⁽⁴⁾ diocesum terminis constituti, unam cathedralem ecclesiam erigi faceremus. Cause vero prefate ⁽¹⁾ sunt hec, videlicet quia dicti ducatus cum suis pertinentiis quasi integraliter permixtim in terminis dictarum diocesum situantur, sic quod multe ville et castra de dictis ducatibus propinquiores quasi in triplo leodiensi ⁽⁵⁾ quam cameracensi ⁽⁶⁾ civitatibus sunt in cameracensi ⁽⁷⁾ diocesi, et c

(1) Le registre de la chancellerie pontificale a transcrit le texte de la lettre envoyée à l'évêque de Cambrai et mentionne ensuite brièvement les modifications faites pour la missive destinée à l'évêque de Liège. Comme cette dernière nous intéresse plus spécialement, nous l'avons reconstituée entièrement et nous mentionnons en note les mots qui figurent dans le texte même du registre.

(2) Cameracensi.

(3) Cameracensis.

(4) Leodiensis.

(5) Cameracensi.

(6) Leodiensi.

(7) Leodiensi.

- (2) contra; sic quod, cum ritus dictarum diocesium sint diversi, frequenter contingit, quod cum in ipsarum una jejunatur, in alia carnes publice comeduntur, et cum in una est dies feriata, in alia feriata nequaquam existit; et, cum in hiis et multis aliis discrepent dioceses memorate, ex hiis confusio et scandalum in dictis ducatus et eorum populo generantur; quodque utraque dictarum diocesium nimium longa et lata et valde populosa existit, multaque partes dictorum ducatus a sede sue diocesis per quatuor dietas circiter distare noscuntur, et quod, licet tam tu quam venerabilis frater noster... episcopus cameracensis ⁽¹⁾, pluries habeatis ex causis necessariis vestros subditos in eisdem ducatus visitare, dictosque subditos, tam pauperes quam alios oporteat dispendiose et miserabiliter, etiam pro causis minimis, ad suas sedes tam remotas ad iudicium evocari, ipsosque ad easdem sedes tam in penitentiali, quam iudiciali foro, frequenter personaliter accedere, hoc tamen secure pluries facere non potestis propter guerras mutuas, et aliorum dominorum intermediorum vel circumstantium prepediti, ex quo magnum periculum necessario sequitur animarum, et etiam clerici malefactores inibi frequenter remanent impuniti, nisi se laicalis iustitia intromittat;
- (5) propter que clerus et populus dictorum ducatus erectio-
- (6) nem huiusmodi unanimiter cupiunt et affectant; quodque tu et etiam dictus cameracensis ⁽²⁾ episcopus, quilibet vestrum videlicet, in dictis ducatus solum spiritualitatem et non temporalitatem, et quasi modicas visitationes cum procurationibus habetis, licet in aliis partibusstrarum diocesium extra ducatus eosdem magnam temporalitatem et

(¹) Leodiensis.

(²) Leodiensis.

- spiritualitatem, et etiam visitationes et procuraciones plurimas habeatis; et sic infra dictos ducatus quasi modicos redditus percipitis, licet extra eos in hujusmodi redditibus
- (7) quam plurimum habundetis; quodque regendo bene spiritualitatem in dictis ducatibus plus forsitan expenditis, quam exinde commodum reportetis; et quod jurisdictio etiam spiritualis quam in dictis ducatibus, ut premittitur, obtinetis, non prodest ad pacis conservationem inter vos et ducem prefatum, cum per consuetum exercitium dicte jurisditionis spiritualis inter vos et ipsum ducem pax sive concordia minime nutriatur, sed potius ex hujusmodi jurisditionis consueto exercitio sepius discordiarum materie horribiles oriuntur; quodque non potest dici quod vos per predicta quantum ad dominii vestri temporalis defensionem notabiliter sitis lesi, si enim ⁽¹⁾ contingat interdum quod inter te ⁽²⁾ episcopum et ducem prefatos ⁽³⁾ super temporali dominio dissentio oriatur, tuque ⁽⁴⁾ gladio spirituali te ⁽⁵⁾ muniat, ex hoc quasi nullum bonum, ymo multa
- (8) mala et scandala subsecuntur; quodque idem dux nullius vestrum vassallus existit, nec aliquis vestrum habet infra predictos ducatus sub sua diocesi aliquod dominium temporale, et quod ipsius ducis intentio solum tendit circa hoc, ad separationem spiritualitatis infra dictos ducatus cum suis pertinentiis, et non ad divisionem seu diminutionem vestrorum reddituum seu bonorum temporalium quorum-

(¹) Hoc enim in nullo te tangit cum comitatus cameracensis, in quo tu jurisditionem obtines temporalem, distet bene per viginti leucas satis magnas ubi minus distat a ducatibus memoratis, et quod si...

(²) Leodiensem.

(³) Predictos.

(⁴) Dictusque episcopus.

(⁵) Se.

(9) cumque; propter que predicta erectio absque magno dampno et prejudicio cujuslibet vestrum poterit ordinari, quin imo quoad plura in utilitatem vestram et ecclesiarum vestrarum potius redundabit. Nos igitur attendentes quod in talibus est matura et diligenti deliberatione prehabita procedendum, cum nos plenam non habeamus notitiam de premissis, fraternitati tue, de fratrum nostrorum consilio, per apostolica scripta mandamus, quatenus de predictis, an videlicet expediat erectionem fieri memoratam, et de prejudicio tui et aliis inconvenientiis, (a) si qua possent ex erectione hujusmodi forsitan imminere, plenius informatus, aliquem (b) seu aliquos nuntios seu procuratores tuos super hiis sufficienter instructos, infra festum Beati Martini proximo futurum, nobis destinare procures, qui nos informare debeant plenius de predictis et eorum circumstantiis universis, ut hujusmodi informatione premissa, quod super hiis expediens fuerit consultius, actore (c) Domino, agere valeamus. Super hiis etiam idem scribimus per nostras litteras episcopo memorato.

Datum Avinione, idus septembris, anno decimo septimo.

Reg. Vat. 104, n. 1334 et 1335.

4.

Responsio contra articulos ducis supplicantis creari episcopum in Lovanio.

Octobre 1332.

1. Proponitur primo «quod dux habeat villas et castra in diocesi cameracensi que triplo propinquiora diocesi

(a) Incontinentiis, *reg. Vat.*

(b) Per aliquem *reg.*

(c) Auctore, *reg. Vat.*

leodiensi quam cameracensi [sunt »]. Ad hoc respondetur quod, etsi hoc verum esset de villis et castris in dyocesi cameracensi constitutis in ducatu, hoc tamen nihil operatur ad propositum ducis quoad defalcationem quam petit fieri de dyocesi leodiensi, sed potius esset causa quod diete ville et castra adjicerentur dyocesi leodiensi; cum reliqua pars verbi dicitur esse aequa, omnino sit falsa. Nam, etsi verum sit quod aliqua loca leodiensis dyocesis propinquiora sint civitati cameracensi quam leodiensi, ut est Cimacum, Fontanis et ille partes, tamen ille non sunt in ducatu nec ad ducem in aliquo spectare noscuntur. De aliis locis leodiensis dyocesis in ducatu, plane verum est quod omnia loca sub districtu ducis leodiensis dyocesis satis proximiora civitati leodiensi quam cameracensi certo certius ostenduntur, verbi gratia Nivella, oppidum magnum, cum suis appendiciis, a Leodio dumtaxat 16 leucarum spatio separatur, cum idem locus a Cameraco per 20 leucas et amplius sit remotus; et idem in omnibus aliis vel quasi [.....] reperitur.

2. Quod autem sequitur « jejunatur in una parte terre ducis, quod quandoque in parte alia minime observatur, et quod sanctorum sollempnitates dissimiliter celebrantur » : mendicatum suffragium. Ista dissimilitudo invenitur in qualibet parte mundi nec inducit hoc scandalum, juxta apostolum « *qui jejunat manducantem non spernat* ⁽¹⁾ »; imo, et in una civitate vel castro plebs unius parochie vel festum dedicationis ecclesie vel patroni celebrat et populus alterius, eadem die, in operibus occupatur. Si tamen dux de tam tenui sit religione sollicitus, poterit sibi super hoc

(1) SAINT-PAUL. *Ad. Romanos* XIV, 3.

levius per ipsum vel per ambos episcopos quam per defalcationem unius dyocesis provideri.

3. Quod autem sequitur « episcopos leodienses et cameracenses propter vastitatem suarum dyocesium non posse secure suos subditos visitare aut ipsos subjectos coram suis prelatis ad iudicium comparere », quoad episcopum leodiensem, evidenter est falsum. Nam idem episcopus per totam suam dyocesim nullum timet, quin idem potius ab omnibus timeatur, nisi ducem in terris suis, ubi forte — quod absit — vellet contra episcopum malignari; quod, si forte vellet, non esset honesta ratio quod ex suo vitio tam prejudiciosum ecclesie premium reportaret.

4. Sequitur etiam alia major absurditas si in Lovanio vel Bruxella, de quibus magis vero in Brabantia, vel in Limborg, de quo magis in ducatu limborgensi — cum nulla Lotaringia nisi nudo solum vocabulo sub hujus ducis dominio reperitur — erigeretur ecclesia cathedralis. Nam illa nova dyocesis satis esset diffusior, in longum saltem, quam sit dyocesis leodiensis, cum a fine ducatus limborgensis, versus orientem, usque ad finem Brabantie, versus occidentem, fere triginta leucarum distancia computetur, civitate leodiensi et castris fortissimis leodiensis episcopi Hoio, Muhau, Waremia, Sancti Trudonis, Tongris — que dudum potentissima civitas Octavia ab Octaviano cesare dicebatur — inter prefatos ducatus quasi lineariter in medio constitutis, et pluribus potentium terris ex utroque latere, per quas, vel de ducatu Brabantie ad episcopum limburgensem, si ibidem crearetur episcopus, vel contra de Limborgensi ad episcopum lovaniensem vel bruxellensem esset longe difficilius quam ad Leodium, existens in medio, pertransire: ecce quam patenter incidat in Cillam, cupiens vitare Caribdim!

Sequitur etiam aliud inconueniens ex petitis. Cum enim inter urbem Aquensem, ubi sedes est regni romani et ubi reges Alamanie coronantur, leodiensem dyocesim et civitatem leodiensem ducatus limborgensis sit totus in medio, oporteret episcopum leodiensem, si velit ad urbem prefatam accedere, per alienam dyocesim in ombilico sue dyocesis constitutam, cum rubore non modico pertransire : cujusmodi inconuenientia ejusdem ducis rationes lucidius detestantur.

5. Quod autem postea sequitur « clerum creationem hujusmodi affectare » per exempla que sequuntur apparet falsissimum manifeste. Cum pridie, propter interfectionem clericorum in Buscoducis per ministros ipsius ducis patratam, 12 presbiteri loci, juxta formam statutorum synodaliū, cessare oportuerit a divinis, et idem dux per presbiteros ibidem extraneos faceret prophanari, quia intranei ad mandatum ducis prophanare nolebant, minis et terroribus, captis eorum bonis omnibus, per satellites ducis expulsi fuerunt, quos omnes episcopus leodiensis salvavit in Leodio per dimidium annum vel circiter, ipsis victualia procurando, donec tandem per regem Francie cedata discordia, prelibati presbiteri fuerunt in integrum restituti. Quod si tunc iidem presbiteri subjecti fuissent episcopo sub ducis dominio constituto, quis eos defendisset quominus oportuisset eos cum ceteris dampnabiliter prophanasse ? Cum igitur idem sit judicium de ceteris quod de istis, quis sane mentis credet clerum desiderare non episcopum sed *novum Dago erigi in Azoto* ⁽¹⁾ qui, quasi truncus episcopi metu ducis membrorum suorum quibus

(1) I, Reg. V, 5.

defendat subditos destitutus officio, ipsos concludat in manibus Pharaonis, quin potius transire desideret sub Moyse mare rubrum ?

6. Deinde proponitur « prefatos episcopos in terris ducis nullam temporalitatem et quasi modicas cum procuratoribus visitationes habere, licet in aliis partibus magnas habeant ». Nec ista minus sunt contraria veritati. Constat enim, meridiana luce clarius, quod infra terras dicti ducis et septa villas habeat, in quibus merum et mixtum imperium obtinet temporale; videlicet Hugardis, in qua honorabilis collegiata consistit ecclesia, habens redditus excedentes summam mille numero florenorum, Tourines et Bavenchien, magnas parochias cum multis capellis suis, in quibus omnibus idem episcopus spirituales et temporales jurisdictionem dinoscitur optinere. Habet insuper, idem leodiensis episcopus infra septa dicti ducis Maglinia, oppidum populosius et aptius cathedrali cathedre quam dux aliquid habere noscatur, quod, licet sit cameracensis dyocesis, ejusdem tamen loci leodiensis episcopus est dominus temporalis. Insuper, in terra ducis sunt ville ultra 20 numero, a quorum scabinorum sententiis ad sedem scabinorum episcopi in Leodio, tanquam ad superiorem secularem curiam, appellatur. Et omnes subjecti ducis utrumque suorum ducatum in predicta dyocesi constituti, quin imo ipse idem dux et ceteri principes ipsius dyocesis, licet ignorantibus satis mirabile videatur, in tribus casibus, videlicet de vi, raptu et spolio, solent et debent coram eodem episcopo, ex speciali privilegio romanorum principum per sedem apostolicam confirmato, ad iudicium evocari; quibus vocatis septem hebdomadis, cum ceteris interstitiis temporum, si non compareant, ut est moris,

judicio vassallorum episcopi presentium omni privantur honore et perpetuo judicantur *exleges*, ita quod quilibet tales impune potest occidere, dummodo pignus quatuor denariorum super cadavere derelinquat. Et tali jurisdictione in tota dyocesi leodienses episcopi pro tempore semper usi sunt, a tempore de cujus initio memoria non existit, et adhuc utitur episcopus in presenti, excepto castro Rupis in Ardenna, cujus dominus, cum hoc privilegium pro necessitate temporis per principes et vassallos totius dicte dyocesis et utilitate publica fuerat concordatum, illi suum rennuit adhibere consensum et sic solus mansit in castro nexu hujusmodi absolutus.

Optinet ⁽¹⁾ insuper idem episcopus indultum episco [pali auctoritate] principali, non minus insigne, quod sequitur : cum consuetudo, seu potius corruptela, in terris episcopi tam fixe radices ediderit ab antiquo, quod nunc optimo pro jure servatur, ut homines impune possint adinvicem arma movere et se mutuo interficere, dummodo treugis pendentibus hoc non fiat, ab effractione domorum abstineant et ab igne. Propter quod parens rerum, qui nihil sine remedio constituit, huic morbo treugarum adhibuit medicinam. Cujusmodi treugas episcopus, indulti gratia prelibati, nedum in terris suis sed in tota sua dyocesi, certo hominum judicio, potest indicare ubicumque, quas, si quis infregerit, non solum inimicum interficiens sed etiam ictu contingens modico, si capi potest, penam excipit capitalem, alioquin manu evadens, sententialiter honore privatur ut a quolibet ubique interficiatur impune, prout in

(1) Tout ce passage, qui va jusqu'à la fin de la page 179, est transcrit d'après une addition écrite sur une autre feuille, dont le signe de renvoi correspond à un même signe écrit par le scribe après le mot *derelinquat* ci-dessus.

casu simili amplius est expressum. Que treuge sumptibus magnis episcopi per duos fideles suos cuilibet eorum qui sunt adinvicem inimici, quingentis plus numero, scilicet singulis vicibus, quibus hoc sibi licet per prelibatum iudicium intimare ⁽¹⁾. Quod si quandoque, casu fortuito, treugarum iudicium non procedat, homines adinvicem se trucidant; quo casu, in terra episcopi, de sua dyocesi, infra 20 annos, ultra 1,000 animas gentis armigere *in ore gladii perierunt*, nec clericis nec presbiteris, si inimicorum sunt consanguinei parcitur in hoc casu. In quanta igitur parte prelibata dyocesis minuatur, in tanta profecto necesse est ut treugarum hujusmodi medicina quiescat, quas leodiensis episcopus non posset in aliena dyocesi promulgare, nec valeret si dicatur, providebitur per sedem apostolicam in hac parte. Nam gens semper effrenis et libera in tantum novitates aborret quod, si quid novi proponitur, machinatum in prejudicium libertatis solite suspicatur, et ideo non recepit novas leges. Ex hiis apparet liquido quot et quanta ex hac novitate, si fieret, intestina pericula animarum et corporum sequerentur.

(1) Ce passage est presque illisible à cause des nombreuses corrections apportées au texte primitif, qui ont fait perdre à l'écrivain le souci de compléter sa phrase. Il faut ici suppléer *solent intimari*; le premier de ces mots a d'ailleurs été écrit et biffé deux fois. Il y a lieu de faire observer ici l'erreur singulière commise par l'auteur de la *Positio pro justificatione pacis* qui écrit cette énormité : *Quae ordinatio (super iudicio pacis) ultra quingentos annos fuit observata*, alors qu'à la fin du xiv siècle, il y avait à peine trois siècles que la Trêve-Dieu était en vigueur. La source de cette inexactitude pourrait bien être notre document, si difficile à déchiffrer en cet endroit : l'auteur de la *Positio* aura compris *cinq cents ans* alors que notre texte dit simplement que le fait de jeter des trêves s'est produit plus de *cinq cents fois*.

Preterea, in terra ducis idem episcopus, tanquam in pinguiori parte totius sue dyocesis, plures procurationes et de peccatis et mendis delinquentium induplo plus quam de toto residuo sue dyocesis percipere consuevit, cum tamen circa omnia premissa episcopum quicquam expendere non oportet, quod non possit recipi de reliquiis eorundem. Et quod plus est, officialis leodiensis, de antiquissima consuetudine inconvulse hactenus observata, de omnibus causis cujuslibet, quin imo et criminalibus ad partis instanciam intentatis, quantum lesi respiciant injuriam, excepta causa feodi, inter omnes indistincte personas dicte dyocesis cognoscere pacifice consuevit, et adhuc hodie consuescit. Cujus quidem spiritualis jurisdictionis de terra dicti ducis, idem episcopus singulis annis ultra summam emolumenti consuevit recipere quatuor milia florenorum.

7. Et quod deinde subjicitur « quod per consuetum jurisdictionis exercitium spiritualis, in terra ducis pax minime nutriatur » fatendum est. Sed utrum illa sit causa sufficiens, vel saltem in aliquo proficiens ut, propter hoc, leodiensis ecclesia defalcetur, quin propter eandem causam augmentari multo forcius mereatur, videat Sanctus Papa, cujus judicium preponderat in hac parte. Id, ut facilius valeat contemplari, consideret diligenter unde inter episcopum et ducem discordie diriventur, ut extra justum [limen?] declarat nisi quod dux, potentior materiali gladio, more regum et principum, consortem sue potestatis aborens, quo sibi publica de jure in clericos terre sue jurisdictio denegatur, metu sue potentie, principatus sui fimbras clandestino nititur et aperte contra statuta canonum et legum indefesso conamine dilatare.

Ecce jam pax est inter episcopum et ducem super premissis omnibus reformatâ; si proprium habeat episcopum, defensore cleri sue patrie exsufflato [...nec...a] sibi placet pacis conditio : sicut olim Alexandro Athenarum civibus minitate nullum cum eis se pacis [.....] percussurum, nisi prius sibi consules pignus et obsides concordie traderentur, quo profecto cives in pace viverent, sed servirent, ut igitur a simili clero, sub duce libertate privato, omnis ejus causa ad ducis arbitrium deferretur.

Nunc consideret Christi vicarius si Christus in consistorio solet esse reus non judex; si expediat hoc tempore *patris Noe verenda nudari*, si non potius, ad instar filiorum Israël, contra Filisteios ad tempus discordie tribulationibus exerceri, quam patris omnem Chisti taliter verecondiam divulgando, vitio Cham, ne dicam fratrum, verum Philistiim perpetue nervos incurrere servitutis. Videat que servitia Theutonie principum secularium ecclesie romane pendantur; diligenter consideret quem expectet eventum si principatum auxerit Absalonis; augeat, quaeso, potius David potentiam quam Golie ⁽¹⁾; attendat quod leodiensis patria peculiaris ecclesie romane filia limes reg [...], quem confundi non expedit, situetur, quam sibi promptam

(1) L'argumentation, débarrassée de toutes ces allusions et sentences, apparait plus clairement dans l'autre minute: Sed respiciat Vicarius Jh. Christi si Christus in consistorio solet esse reus non judex; si non potius sit ad tempus pro libertate certandum quam pro vili imo servili concordia voluntaria succumbendum. Videat que servitia principum Theutonie secularium ecclesie romane pendantur; consideret quanta pululet utilitas si principatus hujusmodi dilatentur quin sibi potius aperte rebelles existerent nisi eos metus ecclesiasticorum principum refrenaret. Diligenter attendat si intersit universali ecclesie non debilitari pugiles quorum vi et potentia hactenus ecclesia perstitit in honore.

romana sensit ecclesia cum ei dudum Ottonis quarti potentia rebellaret, cujus ap [.....] efficaciori subsidio legatus rebelles devicit Aquenses, quo rebellis sublata sunt reliquie Frederici. Speculetur attente quid sequitur si debilitentur pugiles, quorum vi et potentia hactenus ecclesia perstitit in honore. Sed cum leodienses ecclesie possideant sub duce quasi majorem partem suarum omnium fortunarum, quas hactenus sibi cum magnis laboribus et expensis spirituali gladio servaverunt, si hoc unico priventur lumine quo jure sub ducis potentia sibi quisquam poterunt [.....] Sed, dicet aliquis, sufficit favor imperii, romana providebit ecclesia. Sed an nescis longas regibus esse manus? Ecclesia romana pedes habere plumbeos perhibetur; roncius moritur citius quam creverit herba. In aliena dyocesi nullus sententias efficaciter exequetur, cum vix in propria sub alterius temporali dominio, si tangant in aliquo dominum, exequetur.

8. Postea ducis narratio non minus veritati contraria sequitur ubi dicit quod « comitatus leodiensis, in quo jurisdictionem episcopus optinet temporalem, distat bene per 20 leucas magnas, ubi minus distat ducatibus supradictis, quodque, si super temporali jurisdictione inter episcopum et ducem discentio oriatur, episcopus se spirituali gladio muniat, ex quo nullum bonum, imo multa scandala subsequuntur, et quod dux nullius episcoporum vassalus existat ». Sive de comitatu, qui non est ⁽¹⁾, intelligat,

(¹) L'autre minute insiste comme suit sur l'erreur commise par le duc : dum comitatum leodiensem vocat, abutitur nomine, *sed casa seu terra Dei et beati Lamberti Martiris* communiter nuncupatur. Il ajoute : Cum

sive de civitate leodiensi, neutrum verum, quod civitas leodiensis, ubi magis distat a finibus ducatum predictorum, decem et octo leuce tantummodo computantur; si de civitate intelligat, ubi minus distat, non leuca dimidia reperitur. Si per comitatum terram leodiensem intelligat, sic ipsa jungitur hinc inde ducatus quod solo puncti spacio ab invicem secernantur. Imo, [qui] ita conjuncti sunt quod, in Trajecto, ubi dudum sedes cathedralis fuerat, communi oppido utrorumque, non ferre spacio sed personarum ministerio [.] dominium dividatur, uxore quandoque ducis, marito ^{7 le}episcopi homine existente; quo sequitur hoc monstrum, si ducis procedat petitio, quod vir et uxor divisarum dyocesium quodam modo censebuntur. Insuper se dux negat vassallum leodiensis episcopi minus probe. Cum igitur, presentibus pluribus fide dignis in monasterio de Fliderbeke prope Lovanium, dimissus ad osculum, homagium fecit manuale, sicut et predecessores sui facere tenebantur, ut apparet in cartis leodiensis ecclesie sigillis romanorum principum roboratis.

9. Et quod in fine subnectitur « ducem premissa sine dampno dictarum dyocesium imo cum earum commodo procurare », quantum credi possit, probatione non indiget, per se patet. Ut autem evidenter appareat universali ecclesie expedire leodiensem ecclesiam augeri potiusquam minui, producat in medium quomodo nuper dux prefatus oppidum Sancti Trudonis, leodiensis patrie, clavem in fau-

scandala de quibus supra sit mentio, aliam non habeant causam originis nisi quod, ut premittitur, dux fortune sue non contentus, auspiciis falsem suam in messem ducere nititur alienam.

cibus ducatus Brabantie constitutum, hostiliter impugnavit sine causa, oppidanos ejusdem capiendo, interficiendo, eorum bona rapiendo [...] summan viginti milium florenorum, ortaue propter hoc inter episcopum et ducem dispendiosa discordia, episcopus ducem, pluribus tractatibus habitis, humiliter requisisset et affectione paterna salubriter monuisset ut a premissis desisteret et secum de multis aliis injuriis, quas ipsum episcopum commiserat, respondit finaliter quod paratus erat super ceteris concordare, sed de oppido Sancti Trudonis nihil audire voluit nec desistere ab inceptis. Episcopus vero, quoniam, salva status sui honestate, oves suas dimittere non poterat luporum dentibus lacerandos, se sentiens inparem cum gente sua bellare tantummodo contra ducem, regem Bohemie et multos proceres sui generis in suum auxilium convocavit. Quorum fretus juvamine, ducem ad pacem integram compulit per arbitrium regis Francie, oppidanos predictos a prefatis oppressionibus liberando. Quod si contingeret in futurum, vel tempore hujus episcopi vel successorum, ut inter ecclesiam et ducem dissensio similis oriatur et amici [ca...] nales episcopos nollent vel juvare non possent, qualiter episcopalis tunc patria se defenderet, per petita ducis tam enormiter mutilata, quae adhuc integra ad sustinendum vix sufficit tantum pondus ?

. (1)

(1) Suit un passage comprenant environ cinq lignes absolument incompréhensible tant il est surchargé de ratures, de corrections et de signes de renvoi à des notes ajoutées tout à la fin de la page et qui sont presque toutes des copies de citations des Evangiles. Ce texte est d'ailleurs tout à fait explétif : il fait allusion à la colère qui poussa l'apôtre Pierre à couper l'oreille droite de Malchus ; on devine dans cette allégorie longuement développée que l'oreille coupée désigne le pouvoir spirituel.

Cum igitur infra fespta ⁽¹⁾ ducis prefata sit [Ma]glinia constituta, in qua cameracenses episcopi, revelato Petri gladio et leodiensium discipulorum abscondito propter du[cis] in illo loco potenciam nihil agunt, sitque dictum oppidum a Cameraco per triginta remotum et a Leodio tantum[modo] per quindecim, supplicat Sanctitati Vestre leodiensis episcopus quatenus de oppido prelibato, ex causis prefatis utrique locis minus profic [. . .] gladiis, quoad spiritualem jurisdictionem, cum episcopo cameracensi de terris remonitis a Leodio, Cameraco propinquis, quoad eandem jurisdic[tionis] commutationem ex potestatis plenitudine fieri decernatis, et quibusdam monasteriis inutilibus, etc., paupertatem leodiensis dyocesis sublevare ⁽²⁾.

Archives de l'État à Liège. Chartes de la Cathédrale.

⁽²⁾ Il faut lire *Septa*.

⁽³⁾ La conclusion de l'autre minute est tout à fait différente : « Sed ecce quam contrarius sibi sit ipsi dux in suo proposito ubi, licet falso ut premissum est supra, proponit comitatum leodiensem, qui ad minus protenditur 10 leucis, distet ubi minus distat 20 leucis a ducatibus supradictis. Cum comitatus leodiensis recte sit in medio dictorum ducatum Brabantie et Limburgis, si ex utroque latere essent 20 leuce, et quilibet ducatus ad minus teneat 10 leucas, sequeretur quod futura dyocesis, quam sibi creari dux postulat, septuaginta leucarum spatio protenderetur in longum. Causatur dux quod episcopus leodiensis suam dyocesim, que nulla parte spatio 40 leucarum extenditur, visitare non possit et sperat futurum episcopum suum longiora posse duplo fere spatia visitare ! Quod tamen ita demum posset quandoque contingere si semper idem episcopus procederet sicut oporteret ad ducis libitum voluntatis. Sed qualis ex hoc clero proveniret utilitas ac etiam romane ecclesie patet liquidius ex premissis. »

Le pape fait savoir au duc Jean III qu'il n'a pu agréer sa requête.

1332, 19 décembre.

Iohanni duci Brabancie. Nobilitatis tue nuncios et litteras de credencia nobis per eos presentatas benigne recepimus, et que ipsi nuncii sub credencia sibi commissa pro parte tua curaverunt proponere pacienter audivimus et benigne. Et licet super eo quod petebatur (a) de nova episcopali sede in terris tuis auctoritate apostolica erigenda, deliberationes cum fratribus nostris habuerimus sepius iteratas, quia tamen certa impedimenta occurrunt, quæ ipsi nuncii tibi referre plenius poterunt viva voce, non videtur nobis et ipsis fratribus quod petitioni tue in hac parte presentialiter annuere valeamus. Sed videtur (b) expediens ad facilius obtinendum quod optas ut impedimenta ipsa omnino tollere vel saltem extenuare quasi totaliter procurares. Moram autem nuntiorum ipsorum, qui circa imposita eis negocia importune quandoque, sed ut viri prudentes continue oportune institerunt apud nos, licet ardua negocia que nobis occurrerunt hiis diebus maxime, propter quorundam principum et magnatum presentiam, causa retardate tamdiu responsionis fuerit, probabiliter excusamus, eorum solertem diligentiam nichilominus commendantes.

Dat. XIII kal. Ianuaris, anno XVII^o.

Reg. Vat. 117, n. 634.

(a) Potebatur *reg.*

(b) Videntur *reg.*

6.

Le pape mande au roi de France qu'il tient bonne note de la recommandation que lui a faite la reine en faveur de l'évêque Adolphe.

1333, 29 janvier.

Regi Francie. Innotuere nobis hiis diebus littere regie nobis misse affectum sincerum quem habet benivolentia regia ad venerabilem fratrem nostrum Adulphum episcopum et dilectos filios capitulum leodiense, intensumque desiderium quod ad eorum procuranda gerit comoda et dispendia propulsanda, propter que nobis studuit excellentia regia supplicare ut in eorum prejudicium nichil ad cujusvis instantiam agere curaremus. Nos autem prompto animo, tum ex debito pastoralis officii, tum regiarum precum obtentu, a talibus intendimus abstinere.

Dat. IIII kal. Februaris, anno XVII^o.

Reg. Vat. 117, n. 527.

7.

Le pape fait savoir à Jean III qu'il a reçu son délégué porteur de la nouvelle requête adressée au Saint-Siège.

1333, 27 mai.

Iohanni duci Brabancie. Veniens pridem ad nostram presentiam dilectus filius magister Iohannes Major, utriusque juris professor, tuus nuntius, nobis nobilitatis tue litteras presentavit, et quosdam articulos exhibuit de

quibus in ipsis litteris mentio habebatur; quos nuntium et litteras benigne, consideratione mittentis et ejusdem missi probitatis obtentu, recepimus et que littere continebant predictae idem nuntius prudenter curavit exponere sub data sibi per litteras predictas credentia, [et] intelleximus diligenter. Et, licet aliqui ex eisdem articulis satis rationabiles, suffragante tamen veritate, relatibus viderentur et justis, prefatusque nuntius super expeditione illorum apud nos diligenter institerit oportune et etiam sepius importune, non potuimus tamen justitia inoffensa nec possumus sine vocatione partis et fratrum consilio procedere super illis. Sed si tua providentia contenta in articulis ipsis voluerit proseguire, et super hoc prefatum nuntium vel alium cum sufficienti mandato duxerit destinandum, nos, vocatis quorum interest, parati et prompti erimus summarie, de plano et simpliciter, celerem justitiam ministrare, aliasque super hiis et aliis tuis oportunitatibus nos exhibere, quantum cum Deo poterimus, propitios et benignos. Porro quia nuntium ipsum, tandiu aliis occupati arduis undique confluentibus negotiis, detinuimus, habeat nos exinde prelibatumque nuntium, per quem non stetit quominus responsionem nostram obtineret citius, super mora contracta in curia, excusatos.

Datum VI kal. Junii, anno XVII^o.

Reg. Vat. 117, n. 646.

8.

Lettre par laquelle l'évêque de Liège, Adolphe de la Marck, proteste auprès du Saint-Siège contre le projet de créer un évêché à Louvain mis en avant par le duc de Brabant et

annonce l'envoi d'Antoine de Bugelle, chanoine de Liège, auprès du pape, pour donner de plus amples informations.

Vers janvier-février 1336 ⁽¹⁾.

Dudum, sanctissime pater, vir illustris dux Brabantie ut leodiensi dyocesi detruncata in suo ducatu nova cathedralis erigeretur ecclesia a felicis recordationis domino Johanne papa XXII, vestro predecessore, impetrare *et optinere* multis instanciis satagebat, ut per hoc leodiensis ecclesie *spiritualis* ⁽²⁾ *distriktionis a se freno repulso* ⁽³⁾ et habito novo episcopo, qui sue potestati simul et voluntati subesset, ecclesias ecclesiasticasque personas et earum jura, jurisdictiones et bona que in ducatu suo consistunt, *infra quem* ⁽⁴⁾ ecclesie leodienses et clerus fere majorem suorum partem honorum habere noscuntur, opprimere, invadere et usurpare posset tanto liberius *quanto verius tunc non esset qui resisterent*, cessante coertione ecclesiastica per quam dicte ecclesie et ecclesiastice persone necnon bona et possessiones ipsarum *in suo ducatu* defendi actenus consueverunt. Qua quidem petitione *dicti ducis* audita, idem dominus Johannes papa, vester predecessor, interveniente serenissimo domino meo domino Philippo rege Francorum et vestro ⁽⁵⁾ scilicet tunc vestri gratia assistente *tam juvamine quam favore*, discussis rationibus partium hinc inde coram eo prepositis, consideratis *etiam*

(1) Nous indiquons en caractères italiques les modifications apportées par le correcteur. Les notes qui suivent reproduisent les mots qui se trouvaient dans le premier jet et qui ont été supprimés ou remplacés.

(2) Specialis.

(3) Freno a se exterminato.

(4) Ubi.

(5) Vestroque etiam tunc vestri gratia.

inconvenientiis, scandalis et periculis que ex dicta dimembratione sequi potuissent, deliberatione matura prehabita, dictam divisionem decrevit fieri non debere. Verum cum, sicut intellexi, *memoratus* ⁽¹⁾ dux dictam suam petitionem apud Vestram Sanctitatem intendat et paret iterum instaurare, ea propter, Sanctissime Pater, ad pedes Vestre Beatitude, corde devotissimo, lacrimabiliter me prosterno, supplicans humiliter, una cum devotione totius gregis michi commissi, quatenus attendentes quod ipsa ecclesia leodiensis romane ecclesie semper extitit obediens et fidelis, et ejus quoque contra scismaticos et rebelles strenua propugnatrix, quodque non solum contra dictum ducem sed contra diversos alios vicinos ejus qui ipsam et ejus terram plurimum impugnabant, ab antiquo semper viriliter se defendit atque adhuc continue sibi incumbit necessitas defendendi, Vestra Clementia et paternalis sollicitudinis circumspectio dicti ducis petitionem, non solum per predictum dominum Johannem denegatam, ut predictum est, verum etiam per beate memorie dominos Bonifacium octavum et Clementem quintum romanos pontifices, vestros predecessores, a quibus *successivis temporibus per ipsius ducis patrem* hoc ipsum olim petatum fuerat, refutatam, Vestra Clementia *circumspecta* dignetur non admittere, sed potius denegare. Nam si dictam dimembrationem fieri contingeret, ipsius ecclesie leodiensis *sic* enervaretur robur et potentia nobilitasque ejus, hucusque famosa, adeo taliter deperiret et sic daretur in opprobrium et conculcationem omnium vicinorum. Insuper et ecclesie leodienses et clerus *perderent* suas possessiones et bona sub ipsius

(1) Idem.

ducis dominio ⁽¹⁾ consistentia, prout hec *Vestra Sanctitas* ⁽²⁾ advertere potest *verisimiliter* ⁽³⁾.

Ex hiis *maxime* que vos ipsi ⁽⁴⁾ novistis et palpastis multaque alia pericula, dampna, scandala, inconvenientia sequerentur, que difficile esset omnia *et singulariter*. ⁽⁵⁾ enarrare. Super quibus venerabilis vir dominus Anthonius de Bougella, canonicus leodiensis, exhibitor presentium, quem audire dignam Vestram informabit plenius Sanctitatem, cui me et meam ecclesiam devotissime recomendo, quam etiam omnipotens *deus* conservet mihi et ecclesie sue sancte per tempora longiora.

Vester devotus capellanus.

Episcopus LEODIENSIS.

Et nichilominus de recuperando comitatu lossensi ad ecclesiam leodiensem legitime devoluto esset ecclesia spe quodam modo destituta, cum idem dux, per cujus potentiam, assistantibus sibi multis principibus, comitibus et baronibus tunc domini regis Francie inimicis, ipsius comitatus possessio quam tenebam de manibus meis exstitit violenter excussa, domino de Heynsberg ipsum comitatum occupanti faveat et assistat *et tam mihi quam toti patrie leodiensi* ⁽⁶⁾ nuper publice fecerit intimari quod sibi in hoc velit assistere et prestare auxilium et favorem.

(1) Et clerus suas possessiones perderent sub ipso duce.

(2) Paternitas.

(3) Le correcteur a supprimé : que olim ex questionibus cum eodem duce ex parte ecclesie leodiensis habitis vide que circa hec in similibus casibus retroactis temporibus.

(4) Olim.

(5) Et singula.

(6) Nobis.

Quamvis prefata notula meo iudicio bene staret, ut tamen possit animadverti quod eam totam vidi non perfunctorie sed punctatim, aliquid non tamen oportunum vel interserui vel adjeci, sicut in suis locis apparet.

Archives de l'État à Liège. Chartes de la Cathédrale.

VII

Deux chartes inédites de 1315 et 1359 concernant les monnayeurs du comté de Looz.

(Par DJ. ANTEN et A. HANSAY).

On sait quelle fut à la fin du ^{xiii}^e siècle la prospérité économique de nos provinces belges et quelle importance avait acquise à cette époque la circulation de l'argent ⁽¹⁾. Les monnaies furent réformées et, concurremment, fut réorganisé le personnel des monnayeries. C'est ainsi que, dans le Brabant, cette réorganisation se fit en 1291, et que, dès avant la fin du ^{xiii}^e siècle, des réorganisations analogues se constatent dans le comté de Namur, en Flandre, en Hainaut et dans le Luxembourg ⁽²⁾. Il en fut de même un peu plus tard dans le comté de Looz si l'on en croit l'historien Mantelius lequel fait mention de deux chartes octroyées en 1315 et 1350 aux monnayeurs lossains par les comtes Arnould et Thierry de Looz. Mantelius cite quelques-unes de leurs dispositions et dit en laisser beaucoup de côté car ce serait trop long ⁽³⁾.

(1) Cf. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. I, p. 248.

(2) Cf. A. WAUTERS, *Table chronologique des chartes et diplômes imprimés*.... VI, Introduction, p. 91 à 99.

(3) Cf. *Hasselatum*, p. 20 : « Certe Arnoldus comes urbis Hasselensis conditor, quo consultius toti patriae prospiceret, illique novum aliquod adjiceret decus, veterem comitum basilicam monetariam eo intulit. Et quemadmodum Joannes Brabantiae dux ex Bruxellensibus quinquaginta, quadraginta ex Lovaniensibus, selegerat pecuniae percus-

Or, l'assertion de Mantelius vient d'être confirmée par la découverte des deux diplômes dont il fait mention, avec cette réserve que le second diplôme est daté de 1359 et non pas de 1350.

Nous en donnons ci-dessous le texte. Encore un mot d'introduction pourtant : Au début de l'année 1567, la ville de Hasselt se trouvait aux mains de l'élément calviniste. Le prince-évêque de Liège, Gérard de Groesbeek, vint en faire le siège et, le 13 mars, elle capitulait ⁽¹⁾.

Il fallait dédommager le prince-évêque des frais de l'expédition et la ville de Hasselt se vit forcée de créer de nouveaux impôts. Les monnayeurs de Hasselt y furent soumis comme les autres bourgeois mais ils se refusèrent à les payer, se réclamant de leurs privilèges. Le magistrat ne tint pas compte de leur prétention et nous voyons dans le

sores, assignatoque pari operæ honorario, eosdem egregiis anno 1291 donarat privilegiis, ita et Arnoldus viginti quatuor poot annis, 1315, quadraginta quoque nominavit ex suis Hasselensibus qui Lossensem, ad instar Brabantinæ, pecuniam cudunt signentque, eodemque operæ pretio et prerogativis, quibus Brabanti, frui voluit. Quas deinde Theodericus comes ratas habuit auxitque anno 1350 in primis ut monetarii a jurisdictione aliorum suorum officialium, præterquam in criminibus enormibus, exempti sint ; correctionique proprii præpositi et juratorum subjaceant ; ne accisias, gabellas, precarias etc. solvant ; vigiliis servandis, aliisque civium oneribus ne obnoxii sint ; gladiatis, uti aulæ principalis ministris, incedere liceat ; multaue ejusmodi, quæ longum foret recensere.... » Ce passage de Mantelius n'est pas d'ailleurs sans appeler certaines réserves critiques que nous comptons formuler ailleurs.

(1) Cf. H. VAN NEUSS, *Notice historique sur l'introduction de la Réforme à Hasselt*, dans le *Bulletin de la Société scientifique et littéraire des Mélophiles de Hasselt*, t. II, p. 29.

compte communal de Hasselt pour l'année 1567-1568, une somme de 21 florins 12 sous portée en recette et représentant la valeur du bétail, saisi par ordre du magistrat, de deux monnayeurs, Gautier van Elsrack et Arnold van Melbeek.

Le Dr Bamps à qui nous empruntons ce petit fait divers ⁽¹⁾ n'en dit pas davantage sur le conflit des monnayeurs et du magistrat de Hasselt. Or, il s'en faut qu'il ait été alors terminé. Il existe en effet aux archives de la ville, à Hasselt, un registre intitulé « *Proces der stadt opponente teghen de muntgesellen impetranten pretenderende vrij te syn van alle accysen ende imposten.* » Ce procès fut porté devant l'official de Liège; malheureusement, nous n'en possédons qu'une partie se rapportant aux années 1572 à 1575. A l'occasion de ce procès, les monnayeurs produisirent les diplômes de privilèges que les comtes de Looz leur avaient conférés en 1315 et en 1359 ainsi que les confirmations qu'en avaient faites leurs successeurs dans le comté, les princes-évêques de Liège ⁽²⁾. Or, tous ces diplômes ont été transcrits, comme pièces à l'appui, à la fin du registre précité ⁽³⁾.

Nous ne nous occuperons ici que des diplômes lossains. Ils nous sont parvenus à l'état de copies. Certes, ces copies

(1) Cf. *Recherches historiques sur l'atelier monétaire de Hasselt*-Bruxelles, 1888, p. 9.

(2) Jean de Bavière, le 29 avril 1411; Jean de Heynsberg, le 25 mars 1424; Louis de Bourbon, le 4 septembre 1479; Jean de Hornes, le 18 mars 1498; Erard de la Marck, le 30 mai 1527; Corneille de Berg, le 13 février 1539; Georges d'Autriche, le 13 mai 1545; Robert de Berg, le 12 janvier 1561; Gérard de Groesbeek, le 28 juin 1566.

(3) F^{os} 250 à 273.

ont été faites sur l'original ⁽¹⁾, mais, soit que le copiste n'ait pas su lire, soit que les originaux fussent détériorés, les transcriptions qui nous sont parvenues ne nous donnent par endroits qu'un texte insuffisant. Ça et là nous nous sommes permis d'y apporter quelques légères modifications.

Signalons, en terminant, l'intérêt que présenterait la comparaison des privilèges des monnayeurs lossains avec ceux des monnayeurs brabançons ⁽²⁾. Nos règlements lossains y renvoient du reste ⁽³⁾.

*Arnould, comte de Looz, accorde des privilèges
aux monnayeurs de Hasselt.*

(Le vendredi 26 avril 1315.)

Universis presentes literas inspecturis et auditoris Arnoldus, comes Lossensis, salutem in Domino sempiternam.

(1) C'est ce qui résulte de l'extrait suivant d'un acte de l'official de Liège du 2 décembre 1575 précédant la transcription des diplômes précités : « et primo quidem literas pergameneas latino idiomate conceptas a recolende memorie Arnoldo comite Lossensi emanatas et procedentes, per dominum Arnoldum de Ardinghen pretacti domini comitis dapiferum subscriptas, duobus sigillis de viridi cera simplici in cauda pergamenea subimpendentibus in parte ruptis sigillatas, statuta, ordinationes et privilegia monetariis de Haesselt per dictum dominum comitem facta, indulta et concessa in se, uti asserunt et ex eisdem legebatur, continentes, necnon literas pergameneas quondam Theodrici comitis Lossensis etiam latino idiomate conceptas, uno sigillo sigillatas, pretactorum statutorum et privilegiorum confirmatorias, prioribus literis transfixas... » F^o 247 du registre.

(2) Cf. *Placards de Brabant*, I, 246, n^o 1291 et aussi 248, n^o 1411. J'appelle l'attention sur ce règlement postérieur à nos deux diplômes.

(3) Cf. la fin de nos diplômes de 1315 et 1359.

Cum nos, pensata nostre terre utilitate, ac habita deliberatione matura, operariis nostre monete de Hasselt qui tunc temporis fuerunt, theutonice *werckmanne* appellatis, induxissemus (a) et concessissemus ut, de nostra terra, bonos famulos et legitimos monetarios assumerent, reciperent et eligerent usque ad numerum quadraginta et non ultra, in nostra moneta predicta, tempore quo indigeremus et ad nostram requisitionem, monetaturos (b) et operaturos, ut in nostris literis super hiis confectis ipsis monetariis seu operariis predictis datis et collatis plenius continetur.

Noverint igitur universi et singuli, tam presentes quam futuri, quod ipsi operarii predicti, seu ipsorum loco assumpti, electi et constituti cum (c) consuetudinibus ad hoc debitis et consuetis, ipsos famulos seu monetarios assumptos et electos, una cum ipsis operariis predictis seu loco ipsorum ut dictum est constitutis, cum eorum et ipsorum priorum nominibus in hiis scriptis nobis presenterunt ad numerum predictum et non ultra. Qui sunt : Arnoldus dictus Houtappel, Philippus dictus Ghiernoer, Christianus de Gate, Arnoldus de Draesche, Henricus dictus Kreuwel, Henricus dictus Driesche, Theodricus dictus Monech, Johannes dictus Struefken, Bonifacius Asor, Henricus de Lumpne, Johannes dictus Kusterken, Christianus filius Heyliele, Arnoldus dictus Voken, Gerardus de Crutsen, Waltherus de Barduytt, Johannes de Gate, Henricus dictus Houtappel, Wilhelmus de Kerst, Yghelbertus dictus Ygnoy, Henricus Brant, Henricus filius Ammrie, Goutherus Dousse, Theodricus de Zoulre, Johannes dictus Kisnel, Johannes dictus Monech, Johannes dictus Dralbart, Wal-

(a) *Le texte porte induxissemus.*

(b) *Le texte porte monetarios.*

(c) *Le texte porte tam.*

therus filius Menten, Petrus filius Strauven, Waltherus Keelfken, Gerardus de Barduyt, Waltherus de Atrio, Johannes Culken, Godefridus Niger, Johannes de Wuirtlope, Waltherus filius Kreenkens, Henricus dictus Coc, Johannes de Zoulre, Johannes filius Menten, Gerardus dictus Duvel, Waltherus filius Greven.

Quiquidem operarii nominatim predicti omnes et singuli ad conditiones subscriptas tenendas et observandas per eorum prepositum et juratos nostre monete predictae se obligaverunt (ob hoc quod nostra moneta predicta in honore et decenti valetudine permaneat) videlicet, quod dicti operarii per eorum prepositum, quicumque fuerit, nobis, die quo (a) indigemus et ad nostram requisitionem, deliberabuntur ad nostram monetam exercendam predictam et in eadem monetandum et operandum, ipsam nostram monetam predictam non relinquendo pro majori pretio seu lucro in alia moneta acquirendo.

Ita quod si quis vel qui operariorum predictorum monetam predictam reliquerit, vel reliquerint, absque licentia et voluntate prepositi qui pro tempore fuerit, pro majori lucro acquirendo vel habendo, ipse vel ipsi, predictam monetam relinquens vel relinquentes, suo vel eorum officio et moneta predicta cum omni privilegio ejusdem monete quo gaudent vel gaudebunt in predicta moneta remanentes et eandem exercentes, imperpetuum privabitur vel privabuntur, et loco hujus vel horum, alius vel alii, bonus seu boni, assumetur et assumentur, cum consuetudinibus ad hoc debitae et aptis.

Quin etiam, ordinaverunt predicti operarii quod quique vel quisque, in predicta moneta pecuniam excudens, fabri-

(a) *Le texte porte* die indigemus.

cans et componens, excudentes, fabricantes et componentes, ipsam pecuniam in dicta moneta fabricatam et compositam in eadem moneta et alio loco, quocumque tempore hoc fuerit, violaret, falsificaret et blasphemaret, violarent, deteriorarent et blasphemarent, ita quod, ex hoc, nos, et nostra moneta, una cum magistro ejusdem et aliis operariis predictis, defamaremur et blasphemaremur, suo vel eorum officio cum predicta moneta et omnibus privilegiis ejusdem, privabitur et privabuntur; cujus, vel ipsorum loco, alius famulus vel alii famuli, legitimus vel legitimi, constituetur vel constituentur, modo et forma ad hoc aptis et solitis.

Insuper, si quis vel qui operariorum predictorum, tempore quo ab officiando vel monetando in predicta moneta cessaretur, ad aliam monetam in alium locum vel terram iret, vel irent, spe lucri acquirendi, et tempore quo talis vel tales, absens vel absentes, fuerit vel fuerint, officia vel opera in dicta moneta resumerentur, tunc prepositus operariorum predictorum seu loco ipsorum receptorum qui tunc temporis fuerit, ipsi absenti, vel ipsis absentibus, literas suas suo sigillo diriget et transmittet quibus ipsum absentem, vel ipsos absentes, demandabit et revocabit ad monetandum et officiandum in moneta antedicta sub hoc modo et forma, quod ipse absens, vel ipsi absentes, ipsi latori dictarum literarum ei, vel eis, dictas literas afferenti vel apportanti, pro suo pretio respondebit vel respondebunt. Qui etiam lator, ipsum absentem, vel ipsos absentes, si necesse fuerit, in eis vel eorum expensis propriis per spatium trium dierum expectabit ita quod ipse absens, vel ipsi absentes, tertia die trium predictorum cum ipso latore non venerit, vel venerint, nec venire inceperit, vel inceperint, ipse lator revertetur et redibit ad prepositum

qui eum misit, ipsi preposito et aliis operariis predictis ipsum absentem, vel ipsos absentes, redire vel revenire nolentem, vel nolentes, intimando et notificando. Hoc autem ipsi preposito et aliis operariis predictis constante et sciente, ipse absens, vel ipsi absentes, suo, vel eorum officio et predicta moneta cum omnibus privilegiis ejusdem monete imperpetuum privabitur, vel privabuntur; ejus, vel quorum loco, alius bonus famulus, vel alii boni famuli, recipietur et recipientur, forma adhoc debita et apta.

Denuo ordinaverunt dicti operarii quod si quis vel qui ex ipsis monetaret, vel monetarent, et officia monetalia exerceret, vel exercerent, in locis occultis et secretis sicut in celariis, cameris, speluncis et cameris vel aliis quibuscumque locis suspectis, pecuniam falsam, que non esset bona nec de bona materia, fabricando et componendo, hoc autem ipso preposito et aliis operariis predictis constante et sciente, talis, vel tales, suo, vel eorum officio, et predicta moneta cum omnibus privilegiis ejusdem monete imperpetuum privabitur vel privabuntur; ejus, vel quorum loco, alius bonus famulus vel alii boni famuli recipietur vel assumetur, recipientur et assumentur.

Preterea ordinarunt predicti operarii quod si contingeret seu accideret magistrum dicte monete, quicumque fuerit, pluribus (a) operariis quam quadraginta ex predictis egere vel indigere ad monetandum et operandum in dicta moneta, ita quod dicti operarii ad opera vel officia dicte monete non sufficerent, nec ipsa officia exercere vel operari valerent nec possent, tunc, ipse magister predictae monete, quicumque fuerit, una cum custode et examinatore ejusdem monete qui communiter *wardeyn* nominatur, ad ipsorum prepositi

(a) *Le texte porte* pluribus.

et juratorum dicte monete qui, tunc temporis, prepositus et jurati dicte monete fuerint, presentiam personaliter accedet, ipsis preposito et juratis dicte monete dicendo et notificando quod pluribus operariis quam quadraginta predictis, seu loco ipsorum constitutis, eget et indiget. Si tunc ipsi prepositus et jurati monete predictae ipsi magistro sepedicte monete, plures et sufficientes operarios bonos et legitimos procurare poterint et voluerint, procurabunt, et illos magistro predictae monete deliberabunt, ad opera dicte monete, una cum operariis predictis seu loco ipsorum constitutis, exercenda et operanda; quibus ipse magister dicte monete erit contentus. Si vero, ipsi prepositus et jurati dicte monete, plures quam quadraginta predictos vel loco ipsorum assumptos, ipsi magistro dicte monete procurare noluerint nec poterint, ipse magister dicte monete plures et tot operarios si voluerit, procurabit, qui ad opera seu officia dicte monete exercenda, seu operanda, una cum premissis operariis valeant et sufficiant, hoc salvo, quod operarii, tam ab ipso preposito quam ab magistro dicte monete procurati, opera seu officia dicte monete non exercebunt nec operabuntur cum dicti operarii, seu loco ipsorum constituti, ad ipsa officia seu opera dicte monete exercenda et operanda (a) sufficient; qui etiam operarii, tam ab ipsis preposito et juratis dicte monete quam a magistro ejusdem monete procurati, privilegio dicte monete quo gaudent operarii prenominati nequaquam gaudebunt.

Insuper ordinamus, si aliquis ex ipsis monetariis predictis, divina jubente gratia, ab hoc seculo decedat, quod, loco decedentis, alius bonus famulus et legitimus proximior decedentis eligatur et recipietur a preposito et monetariis monete nostre...

(a) *Le texte porte* sufficient et operanda.

Et id... monetarios nostros predictos omnes et singulos electos et eligendos promittimus observare et tenere in juribus et consuetudinibus quibus dominus dux Brabantie et alii domini circummorantes suos monetarios observant et tenent... conditione adjecta quod dicti nostri monetarii seu operarii talem mercedem et salarium recipient et habebunt prout in aliis monetis bonis, veris et legitimis, recipere et habere est consuetum.

In cujus rei testimonium, tam sigillum nostrum, quam prepositi et operariorum predictorum, presentibus literis duximus appendendum. Datum anno Domini millesimo tricentesimo decimo quinto feria sexta ante Walburgis. Sic signatum et subscriptum per D(ominum) Arnoldum de Ardinghen, dapiferum Lossensem, jussu domini comitis Lossensis.

Thierry, comte de Looz et de Chiny, confirme et renforce les privilèges des monnayeurs de Hasselt.

(6 décembre 1359.)

Universis inspecturis, Thedricus comes de Los et de Chyny, dominus de Heynsberch et de Blanckenberch, salutem et rerum subscriptarum cognoscere veritatem Noverint tam presentes quam futuri quod nos, matura deliberatione prehabita ac pensata utilitate terre nostre, literas, quibus hec nostra cedula est transfixa, a carissimo domino nostro domino Arnoldo, comite de Los et de Chyny, quondam bone memorie nostro avo, operariis seu monetariis monete nostre de Hasselt datas et indultas, secundum omnem eorum formam et tenorem, laudamus, ratificamus et per presentes

confirmamus, easdem literas amplificando et in quibusdam suis passibus illuminando prout per subsequencia apparebit.

Videlicet indulgemus et concedimus dilectis nostris operariis et monetariis oppidi nostri de Hasselt, quod iidem operarii et monetarii omnes monetas nostras, in nostris terra et districtu exortas et exoriendas, possidebunt operando, fabricando et monetando in iisdem nostris monetis per se, vel per alios fidedignos quod ad hoc duxerint eligendos et ordinandos, et si quis vel qui, admissus vel admissi, fuerit vel fuerint, ad operandum, fabricandum et monetandum in dictis nostris monetis, vel aliqua ipsarum, sine voluntate et licentia dictorum nostrorum operariorum et monetariorum, expellatur vel expellantur a dictis nostris monetis vel moneta, contradictione cujuscumque non obstante.

Etiam volumus et indulgemus dictis nostris operariis et monetariis, quod ab omnibus et singulis expeditionibus dictis vulgariter *herværde* ac exactionibus injustis et nostris, quibuscumque et quocumque nomine censeantur, sint exempti, liberi et absoluti iidem nostri operarii et monetarii. Quos per presentes a premissis eximimus et absolvimus, hoc excepto quod dicti operarii nostri seu monetarii solvant pensiones, et quilibet eorum pro rata se contingente, secundum quod ipsi ad presens hujusmodi pensionibus sunt lati et onustati; et de cetero, super dictis operariis seu monetariis nostris, nulla pensio... nequaquam eisdem imponetur nisi tunc bona pensione solventia et pensionibus onerata imposterum... illius bonis juxta ipsorum quantitatem et qualitatem solvant proportionabiliter et respectu aliorum bonorum vicinorum, sed dicti nostri operarii seu monetarii a dictis pensionibus ablevia-

buntur et deonerabuntur pro rata qua eorum onus ableviari per mortem pensionariorum contigit et deperire ⁽¹⁾.

Insuper, volumus et mandamus, quod dicti nostri operarii seu monetarii observentur et teneantur in juribus et consuetudinibus quibus dominus Dux Brabantie suos monetarios et operarios observat et tenet, videlicet, nullus nostrorum scultetorum vel officiatorum presumet, neque attemptet, impignorare, vel vexare, dictos nostros operarios seu monetarios super transgressione seu infractione statutorum nostri oppidi, seu nostrorum oppidorum quorumcumque, neque dicti nostri operarii seu monetarii corrigantur per nostros officiatos super aliquibus excessibus per eos commissis, nisi de quinque articulis subscriptis, videlicet de raptu sive violentia dominarum ⁽²⁾, de vi et fractura domorum, de furto, de latrocinio et de homicidio. Ceteri vero excessus quos dicti nostri operarii vel monetarii perpetrarunt, corrigentur per eorum custodem, dictum teuthonice *wardeyne*, prepositum et juratos, juxta modum et consuetudinem ad hoc debitam et solitam.

Et volumus quod dicti nostri operarii et monetarii talem mercedem et salarium recipient et habebunt, prout in monetis domini Ducis Brabantie predicti recipere et habere est consuetum

In quorum omnium testimonium et munimen, sigillum nostrum majus, ad preces custodis, prepositi et operariorum seu monetariorum nostrorum predictorum, presentibus literis duximus apponendum. Datum anno a nativitate Domini millesimo ccc^{mo}. quinquagesimo nono ipso die beati Nicolai confessoris.

(1) *Tout ce passage semble fort altéré.*

(2) *Le texte porte dominorum.*

VIII

*Documents relatifs à une association
de marchands italiens aux XIII^e et XIV^e siècles.*

(Par G. BIGWOOD, chargé de cours à l'Université de Bruxelles.)

Des trois documents que nous publions, deux ne sont pas inconnus. Depuis de nombreuses années ils sont signalés avec maints autres relatifs à des marchands lombards.

Le premier est renseigné comme suit par V. GAILLARD, dans son *inventaire analytique des chartes des comtes de Flandre, autrefois déposées au château de Rupelmonde*, publié en 1857 dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire* :

« 597. 21 mars 1298. Bonaventure, fils de Jacques Uber-tini et Jacobin son frère, d'une part; Grégoire Conterii, de seconde part; Palmerii, de troisième part; Christophe et Lore, fils de Palmerii, de quatrième part; Luccius et Landus Olandi, de cinquième et Salembone Maffei, de sixième part, reconnaissent avoir formé à Paris une société qui a pour but d'opérer le change et de vendre et acheter toutes sortes de marchandises. Suit la détermination des parts apportées par chaque associé. »

Le deuxième est résumé comme suit par DE SAINT-GEXOIS, dans l'*Inventaire des chartes des comtes de Flandre avant l'avènement des princes de la Maison de Bourgogne*, Gand, 1843-1846 :

« 1014-1299. Anno domini millesimo CC nonagesimo nono,

indictione XII, die XVIII mensis Julii (19 juillet, à Paris, à l'auberge du Serpent, rue Saint-Séverin). Lettres par lesquelles en présence de Turchius, notaire impérial et d'autres témoins, les Salambine Maffei et autres marchands de Sienne, déclarent de commun accord vouloir opérer une division de société entre eux. A cet effet, ils règlent toutes les choses propres à faire convenablement cette division, et établissent le bilan de leur actif et de leur passif. »

D'après ces indications nous nous serions trouvés en présence des actes de constitution et de dissolution d'une société de marchands italiens et l'on aperçoit de suite l'intérêt que leur publication devait présenter. Mais il suffit de lire ces documents pour s'apercevoir qu'ils ont été très inexactement analysés.

Le premier est une reconnaissance, que fait un associé à trois bailleurs de fonds, que dans la mesure qu'il indique, les capitaux qu'il a mis en société lui ont été fournis par eux et leur appartiennent.

Le deuxième est une simple retraite d'associé.

Quant au troisième, il fait partie du fond des chartes des comtes de Flandre non inventoriées. C'est une procuration donnée aux fins de liquider une association commerciale.

Ces trois documents concernent, sinon les mêmes marchands, du moins quelques-uns d'entre eux et présentent une filiation qu'il est intéressant de noter.

I

Le 27 août 1296, à Paris, par devant Bindus ⁽¹⁾ Martini de Pagnana, citoyen de Florence, notaire, s'associèrent : 1^o Bonaventura, fils de Jacques Ubertini, et son frère

(1) Dans le texte du deuxième document on lit Verindus.

Jacobinus; 2^o Gregorius Conterii; 3^o Palmerius, fils de Jean; 4^o Christophorus et Laurentius, fils de Palmerius; 5^o Guccius et Landus, fils d'Orlandus Guicciardi, et 6^o Salimben e Maffei, tous marchands et bourgeois de Sienne.

La société avait pour but de faire toutes opérations de commerce, d'achats et de ventes, et de change de monnaies et de tous objets mobiliers en France et ailleurs.

Nous ignorons son capital, mais une hypothèse est possible. Le premier de nos documents énumère les associés en les divisant en six groupes et en stipulant que chacun figure dans la société pour une part. On en peut déduire que ces parts sont égales; or, nous savons par ce même document que les deux premiers associés qui forment un groupe y possèdent 20,000 livres de petits tournois. Le capital total serait donc de 120,000 livres même monnaie.

Il semble que le siège social, ou tout au moins le centre des affaires fut dans la Cité, à Paris. Nous trouvons en effet, dans les listes des Lombards, imposés à Paris, des mentions qui paraissent bien se rapprocher à nos personnages.

En 1292, dans la cité « Gringoire Gontier, — Bone Aventure; — Thore; — Jaquemin Jacques, en la Cavaterie » paient 34 livres ⁽¹⁾.

En 1296, dans la cité encore : « Bone Aventure de Siene, — Gringoire, son compaignon » sont taxés à 34 l. 10 s. ⁽²⁾.

(1) GÉRAUD. Le livre de la taille de Paris en 1292.

(2) C. PITON, *Les Lombards en France et à Paris*, t. I, p. 123. Dans la paroisse Sainte-Oportune, il y a Paumerin et son compaignon, ainsi que Jacomin et son frère. *Ibidem*, p. 124.

En 1297, rue de la Calandre : « Gringoire, — Bonne Aventure, — Estienne, compagnons » sont également taxés à 34 l. 10 s. (1).

En 1299, rue de la Calandre, du côté de Saint-Germain-le Vieux « Gontier le lombard, — Bone Aventure, et leurs compagnons » sont imposés à 40 l. (2).

En 1300, se retrouve exactement la même mention (3).

En 1295, Gorus Gonterii et Bonaventure Jacobi, de Sienne, obtiennent, avec d'autres marchands italiens, du roi Philippe qu'il invite le comte de Flandre à les laisser importer de la laine anglaise, qu'ils ont déposée en Brabant et en Hollande (4).

Des associés, antérieurement à leur association, nous ne savons pas grand'chose, leurs personnalités n'apparaissent pas toujours bien nettes dans les mentions souvent insuffisantes des documents de l'époque.

Les deux fils de Jacques Ubertini s'identifient, sans doute possible, avec les deux frères Jacquemin et Bonaventure Jacques (fils de Jacques), marchands de Sienne qui, avec leur associé Renier Aubert, également de Sienne, avaient prêté mille livres parisis au comte Gui de Dampierre, cautionné par Biche Guidi, de Florence, antérieurement au

(1) C. PITON, *Les Lombards en France et à Paris*, t. I, p. 134.

(2) *Ibidem*, p. 145.

(3) *Ibidem*, p. 151. Cependant Piton écrit Gautier, ce qui paraît être une erreur de lecture, sinon même, de copie.

(4) Mandement du 21 mai 1295. Chambre des Comptes à Lille, B. 506, n° 3669.

26 décembre 1292 ⁽¹⁾. Ce Renier Aubert était membre de la société des fils Salimbeni, du moins en 1282 et 1283, et figure notamment avec un Jean Salembien et un Bonaventure, fils de Jean ⁽²⁾. Dans un relevé des dettes du comte Gui ⁽³⁾ il figure avec Jake Seghier comme créancier de 924 livres.

Le nombre des associés n'est pas resté immuable. Lors de la retraite de Salimbene Maffei (19 juillet 1299), nous constatons que deux des associés fondateurs Christophorus et Laurentius, fils de Palmerius, ne sont plus mentionnés, qu'on rappelle même leur départ. Ils ont donc, pour une cause que nous ignorons, cessé de faire partie de la compagnie.

Le deuxième des documents publiés constate le départ de Salimbene Maffei, en 1299.

Un acte du 20 janvier 1301 (n. st.), nous montre la société toujours en existence et composée des mêmes associés. Il est vrai qu'après avoir nominativement indiqué les six associés, la charte fait allusion à leurs autres associés (*et pro omnibus aliis ipsorum sociis*), ce qui peut n'être qu'une formule sans application spéciale à l'espèce.

Des opérations de la société, nous ne savons pas grand' chose. Les textes publiés indiquent quel en était l'objet social. Le deuxième d'entre eux nous révèle qu'en 1299, l'association est débitrice des trois frères Albizzo, Musciatto

(1) Le 26 décembre 1292, Guy de Dampierre, promet de décharger Biche Guidi de son obligation. SAINT-GENOIS, *Inv.*, n° 659.

(2) *Ibidem*, n°s 310, 1826 et 340.

(3) De 1290 environ. Chartes des comtes de Flandre. Supplément à l'inventaire Gaillard, n° 61.

et Nicolo Guidi, des Francezi ⁽¹⁾, mais nous ignorons de combien et pour quelle cause.

Une opération, tout au moins, nous est connue. Elle est révélée dans un acte passé le 20 janvier 1301, à Sienne, par-devant Turchius, fils de Christoforus, de Sienne, notaire public ⁽²⁾, assisté de Lolus Fidanzinus et de Ruffinus de Milan, fils d'Abertus de Sienne, témoins requis ⁽³⁾.

Ce jour-là, comparurent devant le dit notaire : « Magister Jacobus quondam Pietri fisicus de Senis » et Bonaventura, fils de Jacobus, en son nom et au nom de ses associés ⁽⁴⁾.

Le premier reconnut avoir reçu du second es qualités, 1^o la somme de trois cents livres de petits tournois, « quos dicti socii et societas dicto magistro Jacobo ex causa depositi seu chemande dare tenebantur ut patet per publicum instrumentum » signé du même notaire Turchins ; et 2^o quatre-vingts livres de petits tournois que les associés devaient donner au même « ex causa depositi de quibus non apparebat instrumentum ». Le créancier remit manuellement à Bonaventura le titre en sa possession tenu « pro vano, casso et cancellato » et déclara qu'il voulait tenir pour sans valeur et sans force tout écrit qui se trouverait, relatif aux dites 80 livres, se reconnaissant bien payé et satisfait. Suit

⁽¹⁾ Il s'agit des fameux Biche et Mouche, les financiers au service de Philippe le Bel. Voir C. PITON, *loc. cit.*, p. 102 à 114. Sur les Francezi, voir OTTO MELTZING, *Das Bankhaus der Medici und seine Vorläufer*, 1906, p. 42 à 47.

⁽²⁾ Ce Turchius figure au deuxième des documents publiés.

⁽³⁾ SAINT-GENOIS, *loc. cit.*, p. 1089.

⁽⁴⁾ La comparution personnelle de Bonaventura n'est pas explicitement exprimée par le texte, mais résulte de l'ensemble des stipulations de l'acte.

la série habituelle des renonciations aux exceptions de droit.

Quand cette société prit-elle fin? Nous l'ignorons; mais ce dut être peu après la date du document que nous venons d'analyser; en effet, le troisième document publié, daté du 7 mai 1303, est une procuration donnée par Bonaventura, fils de Jacques Ubertini, à son frère Minus, pour le représenter et liquider les comptes des opérations de la société qui avait existé en France entre lui, son frère, le seigneur Ciampolus, fils du seigneur Jacobus, les seigneurs Grifus et Giannis, fils du seigneur Giacoppi, des Galerans, Jacominus Stricche, Guccius et Landus, fils d'Orlandi et Jacominus Ildebrandini dit Massiccii.

Cette association comprenait donc quatre des membres de la précédente et cinq nouveaux associés. Trois de ces derniers cependant étaient déjà des partenaires des frères Bonaventure et Minus, comme nous le montre le premier de nos documents.

II

Le premier de nos documents est daté du 21 mars 1298, v. style. Il est passé à Sienne, devant Gualteroctus, fils de feu Mammolus, citoyen de Sienne et notaire apostolique. Ce Gualteroctus est mentionné dans plusieurs actes postérieurs (1303 et 1304), tantôt à Sienne, tantôt aux foires de Troyes ⁽¹⁾.

Il est assisté de trois témoins, Giannectus Pieri, Meus

(1) SAINT-GENOIS, *loc. cit.*, n° 1097 et supplément au fonds Gaillard.

Restauri et Guillelmus Gerardi, dont la nationalité n'est pas indiquée.

Il intervint pour recevoir le serment et la garantie de Bonaventura et de son frère Jacobus que le contenu de l'acte est bien leur volonté avouée.

Le premier des deux frères est seul à parler à l'acte et rien ne s'oppose à ce qu'il ait seul comparu devant le notaire. Bien qu'il s'adresse à des tiers, dont nous allons parler, en employant la deuxième personne, ce peut être une façon de s'exprimer, car il n'est nulle part mentionné que ces tiers, bénéficiaires de l'acte, y sont intervenus.

Bonaventura, fils de Jacobus Ubertini, tant en son nom qu'en celui de son frère, Jacobinus, rappelle la constitution de la société, le nom des associés, le but social. Il révèle ensuite que leur mise de fond fut de 20,000 livres de petits tournois, ainsi que l'acte social le stipule. Cela fait, il reconnaît que ces 20,000 livres ne leur appartiennent pas en totalité, que son frère et lui n'ont pas seulement contracté pour eux mais aussi pour trois autres marchands de Sienne à qui il s'adresse, à savoir Jacobus, fils de feu le seigneur Sigerii, Grifus et Giannis, tous deux fils du seigneur Giacoppus, des Galerans. Ses trois partenaires, ou « croupiers » sont intéressés dans l'entreprise, le premier pour douze mille livres et chacun des deux autres pour quinze cents. Il s'ensuit donc que les deux frères Ubertini n'y possèdent plus que cinq mille livres. C'est dans la mesure de ces sommes qu'ils cèdent tous leurs droits dans l'avoir social et toutes leurs parts de bénéfices, mais seulement à partir des calendes de mai dernier (1^{er} mai 1298). Cette dernière circonstance tendrait à faire croire qu'en réalité lors de la constitution de la société (27 août 1296), Bonaventura et Jacobinus traitaient pour eux seuls, mais

qu'ils auraient cédé leur droit, quelques mois plus tard. Ce qui tend à renforcer cette supposition, c'est que le document comprend des clauses relatives à une cession de créance et de droits.

Les cessionnaires ne sont pas des inconnus. Ce Jacobus Sigerii est le Jake Sigier, de Sienne qui, avec ses associés, est, en 1278, créancier du duc Jean de Brabant, de 6,000 livres parisis, et de la comtesse de Flandre, de 8,000 livres tournois ⁽¹⁾ et, en 1291, pour 500 livres, de Jean, évêque de Liège à qui il les a prêtées par l'entremise du comte Gui de Dampierre ⁽²⁾.

Quant au deux autres, ils appartiennent à la grande famille des Galerani.

III

Le deuxième document est daté du 19 juillet 1299; il est par conséquent, de très peu postérieur au premier. Il est passé à Paris, à l'hôtel du Serpent, dans la paroisse de Saint-Séverin ⁽³⁾, devant Turchius, fils de Christoforus de Sienne, notaire apostolique, qui semble avoir été spécialement attaché à notre groupe de marchands ⁽⁴⁾.

(1) SAINT-GENOIS, *loc. cit.*, n° 223 et 517. Il figure avec Renier Aubiert dans la liste des créanciers du comte Gui, vers 1290. Voir note 3, p 209.

(2) SAINT-GENOIS *loc. cit.*, n° 548.

(3) Il y avait à Paris, deux rues *de la S rpent*, l'une paroisse Saint-Séverin, l'autre dans la paroisse Sainte-Opportune. Cf. G. TRUSCHET et G. HOYAU, *Plan de Paris*, dans les publications de la Société de l'histoire du vieux Paris.

(4) Cf. l'acte du 20 janvier 1301 (n. st.) déjà cité.

Il y a trois témoins : Sersilius Compagni, notaire, Ciccchus Ildini, dit Ciccchus Ciampella, et Terius Provençani, tous de Sienne.

Tous les intéressés ne figurent pas à l'acte. Les comparants de première part sont Bonaventura, fils de Jacobus, Palmerius, fils de Johannis et Guccius, fils d'Orlandi, associés, traitant en leur nom et au nom de leurs associés ; de plus l'un de ceux-ci, Grégorius, fils de Gonterius, est représenté par son fils Gonterius. La procuration de ce dernier est passée par-devant Gualteroctus, fils de Mammolus, notaire de Sienne, lequel est certainement le même que celui qui instrumentait à l'acte précédent et que nous retrouvons à l'acte suivant.

Le comparant de seconde part est Salimbene, fils de Maffeus.

Parties déclarent vouloir dissoudre et liquider leur association, mais cette liquidation se borne en réalité au simple retrait de Salimbene. Celui-ci déclare avoir eu et reçu pour l'ensemble de ses droits dans la société la somme de six cents livres de bons petits deniers tournois. De leur côté, les associés reconnaissent avoir tous les biens et droits qui appartiennent à la société et en donnent quittance et décharge à leur ancien associé.

L'acte continue, avec une prolixité fatigante, les deux parties dialoguant en quelque sorte, et se faisant réciproquement les mêmes promesses ou prenant les mêmes engagements. On peut les résumer en disant qu'elles accumulent toutes les garanties que le droit romain avait imaginées pour rendre valables et pour sanctionner des renonciations et des cessions.

Au point de vue de l'évolution du droit, il est intéressant de rapprocher de notre document, un acte du même

genre, de près d'un siècle postérieur ⁽¹⁾. C'est également un retrait d'un associé qui, à des conditions qu'il ne précise pas, mais dont il se déclare pleinement satisfait, reconnaît avoir cédé toute sa part sociale, dont il se dessaisit et saisit ses anciens associés. Bien que l'usage d'expressions synonymes s'y retrouve, et que visiblement l'acte cherche à être complet et formel en vue d'empêcher toute contestation ultérieure de naître, il est notablement plus sobre que notre document du XIII^e siècle.

IV

Le troisième document publié est rédigé à Sienne, le 7 mai 1303, par-devant le même notaire Gualteroctus, déjà nommé. Il y a trois témoins : X.., fils d'Ugolinus, Ghino Ventura, et Vame (Giovanni?) Manentis; leur nationalité n'est pas indiquée.

Il n'y a qu'un comparant : c'est Bonaventura fils de Jacobus Ubertini. Il déclare constituer son frère Minus (Jacominus), pour son mandataire aux fins de le représenter aux opérations de liquidation et partage de la société dont ils faisaient partie. Ces diverses opérations successives sont parfaitement indiquées : d'abord dresser les comptes de gestion et d'administration, lesquels comprennent toutes opérations faites tant par les associés que par les facteurs de la société, puis partager l'actif, enfin, donner décharge, le tout avec les répétitions et la minutie des actes de l'époque.

La société qu'il fallait liquider avait existé entre les deux

(1) 14 avril 1382, publié par J. SIMONNET, *Juifs et Lombards*, p. 227, en note. (Mém. Acad. Dijon, 1865.)

frères, le seigneur Ciampolus, fils du seigneur Jacobus, le seigneur Grifus et le seigneur Giannis, fils du seigneur Giacoppi de Galeranis, Minus Stricce, Guccius et Landus, fils d'Orlandi et enfin Meus Ildebrandini, dit Massieci.

Deux actes antérieurs, tous deux conclus à Paris, concernent ces mêmes marchands. Le premier, du 13 janvier 1302 (v. st.) ⁽¹⁾ est passé par-devant « Francischus, filius Jacobi notarii de Senis » qui est lui-même notaire. ⁽²⁾ Deux marchands de Florence, « Nossus condam Dei » et « Homodeus condam Bonfigholi » s'y reconnaissent débiteurs solidaires, à savoir d'un prêt « envers Minus condam « Stricche de Senis » stipulant « pro domino Ciampolo « domini Jacobi et domino Grifo et domino Janne condam « domini Jacoppi de Galleranis et Jacobino et Bonaventura « Jacobi de Senis et pro se ipsis et omnibus sotiis societatis « Galleranorum de Senis et dicta sotietate. »

Le deuxième, du 23 avril 1303 ⁽³⁾, passé devant le même notaire, est une reconnaissance de dette conclue par divers groupes de marchands italiens envers d'autres. Parmi les comparants, se constituant débiteurs, figure Jacobinus Stricche, agissant « nomine suo ac nomine et vice domini « Ciampoli quondam domini Jacobi Sigherii, domini « Grifi et domini Jannis quondam domini Jacoppi de Gal- « leranis et Bonaventure et (Jacomini) Jacobi de Senis, « sociorum suorum et sotietatis Galleranorum de Senis « et omnium aliorum sociorum dicte societatis et tan-

⁽¹⁾ V. GAILLARD, *loc. cit.*, n° 602.

⁽²⁾ Il est mentionné dans une série d'actes, tous datés de Paris, allant du 14 mars 1299 (v. st.) au 18 janvier 1306 (v. st.). GAILLARD, 598, 601, 602, 603, 637, 655, 656 et 657. SAINT-GENOIS, 1090 et 1091.

⁽³⁾ SAINT-GENOIS, *loc. cit.*, 1091.

« quam predictorum domini Ciampoli, domini Jannis et
 « domini Grifi et Bonaventure et (Jacomini) et omnium
 « aliorum sociorum dicte societatis. »

Ce dernier document établit que Ciampolus était le fils de Jacobus Sigherii, très vraisemblablement le même que celui que notre document n° I nous montre cessionnaire et partenaire des frères Bonaventura et Jacominus.

Tous les deux rattachent nos marchands à la société des Gallerans.

V

Des documents postérieurs à celui qui est publié sous le n° III, continuent à nous montrer l'un ou l'autre de nos personnages membre de cette société.

C'est d'abord un acte daté de Paris, du 14 mai 1303 ⁽¹⁾, du même notaire Francischus par lequel « Johannis Donati
 « et Cambinus Passavantis, cives et mercatores florentini
 « sotii Ranerii del Paço et aliorum omnium sotiorum
 « societatis Pacçorum de Florentia et de dicta societatis
 « nomine et vice dicte sotietatis et sotiorum », reconnaissent devoir, à titre de change, 1,200 livres de bons petits deniers tournois, à « Niccholao condam Tighodei (?) civi
 « et mercatori Senensi » agissant tant en son nom qu'en celui de « Ciampolus condam domini Jacobi Sigherii » et les autres membres de la société des Gallerans « in drappis
 « de Senis ».

Le lendemain, 15 Mai ⁽²⁾, toujours à Paris, mais devant M^e « Symon Bertelli de Pistoria » et dans la demeure « in

(1) V. GAILLARD, *loc. cit.*, n. 603.

(2) *Ibidem*, n. 604.

« qua dicti Jacominus et socii morabantur », « Jacominus
 « Stricche, Landus Orlandi et Meus dictus Bartholomeus
 « Aldibrandini Massiccii, cives et mercatores senenses
 « socii administratores et institores in partibus istis et pro-
 « curatores Ciampoli olim domini Jacobi condam domini
 « Sigerii, domini Griffi et Gianni olim domini Jacoppi de
 « Galleranis ac Jacobi et Bonaventure olim Jacobi Uber-
 « tini, civium et mercatorum Senensium, de societate de
 « Galeraniis » reconnaissent avoir reçu en dépôt 120 livres
 de gros tournois de Boninus Gherardini, de Pistoie,
 de la société des Clarenti, stipulant pour lui et ses asso-
 ciés.

Une mention de ce document est intéressante à relever ;
 il y est dit que les comparants agissent au nom de leurs
 commettants en vertu d'un acte de procuration passé à
 Sienne, le 18 janvier 1300, par-devant le notaire Gualte-
 roctus, fils de Mammolus, déjà signalé.

C'est en vertu de cette même procuration que le 20 juil-
 let 1303, à Provins, par-devant Aldobrandinus Palti Manni,
 de Florence, notaire apostolique « Guccius condam Orlandi
 « Guicciardi » en son nom et comme « procurator adhoc
 « legitime constitutus domini Ciampoli olim domini
 « Jacobi condam domini Sigherii, domini Griffi et Jannis
 « olim domini Jacoppis de Galleranis et Jacobi et Bona-
 « venture olim Jacobi Uberti », reconnaît devoir à Gerar-
 dus Chalchato, citoyen et marchand de Clermont en
 Auvergne, à Jean, son fils, et à Guillaume Gayte, ses asso-
 ciés et concitoyens ainsi qu'à tous leurs associés, 1,400 flo-
 rins d'or « pro justo pretio et cambio » qu'il reconnut
 avoir reçu « de corpore et supra corpus presentium nun-
 « dinarum Provini de Maio apud Provinum. »

Cette somme fut payée aux foires de Saint-Ayoul, de

Provins, le 6 octobre de la même année, car ce jour-là ⁽¹⁾ le même notaire Aldobrandinus Palti Manni en reçut la déclaration de Bernard Faber, marchand de Villiac, qui, tant en son nom qu'à celui de Gérard et de Jean Chalchato, ses associés, et à celui de tous leurs associés, reconnut l'avoir reçue de Thomas Fin, payant « pro se ipso et Guccio Orlandi Guicciardi, domino Ciampolo domini Jacobi domini Sigherii, domino Grifo et Janne olim domini Jacoppi de « Galleranis, Jacobo et Bonaventura olim Jacobi Ubertini » ses associés et tous autres associés.

Aux mêmes foires de Provins, nous voyons Bartholomeus Massiccii et Niccholaus Sighi, associés, membres de la société des Gallerans, agissant pour eux et leurs associés, dont Angelus, fils du seigneur Grifus, reconnaître devoir « pro justo pretio et cambio » 1,200 royaux anciens reçus « de corpore et supra corpus presentium nundinarum sancti Agulphy de Pruvino apud Pruvinum », de Jean Chalchato, marchand de Clermont en Auvergne, payant pour lui, son père, Gérard, Guillaume Gayta et leurs autres associés. (15 novembre 1303) ⁽²⁾.

Deux jours auparavant, à ces mêmes foires, ce même Meus Ildebrandini Massiccii paya, pour Thomas Fin et Jacominus Venturi, « spezerio », une somme de 403 $\frac{1}{2}$ florins d'or, due à Junta Peri, de Semifonte du « comté » de Florence. (Acte du notaire Anselmus, fils de Tanus, de Florence, du 13 novembre 1303) ⁽³⁾.

Nous le retrouvons, l'année suivante, à la foire de Lagny

⁽¹⁾ V. GAILLARD, *loc. cit.*, n° 608

⁽²⁾ *Ibidem*, n° 610. Même notaire : Aldobrandinus Palti Manni.

⁽³⁾ *Ibidem*, n° 609.

où, le 4 mars 1304, devant le notaire Aldobrandinus, il paye en son nom et à celui de ses associés à Anselmus Bartholomeus, de Pistoie, les 120 livres de gros tournois reçus le 15 mai précédent⁽¹⁾ et dus à la société des Clarenti; le texte mentionne tous les associés dont les noms figurent au document n° III, sauf Guccius ⁽²⁾.

Tandis que Bartholomeus Aldobrandini Massiccii semble avoir été spécialement chargé de fréquenter les foires de Champagne, certains de ces associés opéraient en Italie et d'autres dans le reste de la France.

Un acte dressé à Sienne, le 30 mars 1303 (v. st.) devant le notaire Cenne (?), fils du notaire Heretigus, décédé ⁽³⁾, constate la présence dans cette ville de « Ciampolus quondam Jacobi Sigerii et Jannes quondam domini Jacoppi militis de Galleranis de Senis de populo sancti Christofani et Bonaventura quondam Jacobi de populo Sancti Martini et Nicholuccius quondam Jacobi Lorrençi » se reconnaissant pour eux et leurs associés « de societate que vocatur societas Galleranorum » débiteurs solidaires de Mimo et de Mingnanello, fils d'André de Mingnanello de Sienne de 327 livres de petits tournois pour le change de 218 florins d'or.

Ce même « Nicholuccius filius olim Jacobi Lorentii » agit comme mandataire de Ciampolus, de Grifus, de Johannes, son frère, et de Minus et de Bonaventura, son frère, ses associés, en vertu d'une procuration passée devant M^e Ristori, fils de B... figlivoli, notaire. Il est, le

⁽¹⁾ Cf. GAILLARD, n° 604, supra.

⁽²⁾ *Ibidem*, n° 611.

⁽³⁾ V. GAILLARD, *loc. cit.*, n° 612.

23 mars 1304 ⁽¹⁾ (v. st), à Florence, où devant le notaire florentin Jacobus Binghietti, il reconnaît devoir à Quatano Marini, marchand de Florence, stipulant pour lui et ses associés de la société des Marini de Florence, 1,150 florins, le florin compté à 29 sous d'argent, payables aux prochaines foires de Provins de mai, en 1,200 livres « proveniensium fortium de Francia ».

Ce paiement fut exécuté, car le document cisaillé se trouve avec tous ceux qui constituaient les archives de Barthélémi Fin, membre de la société de Gallerans qui, le 16 août 1303 ⁽²⁾, avait reçu de Minus Stricche et de Bartholomeus dit Meus Ilderni (forme d'Aldobrandini) agissant au nom de tous leurs associés une procuration très générale. (Paris, notaire : Franciscus filius Jacobi notarii de Senis).

Ces Jacobus Stricche et Bartholomeus Ilderni ainsi que Thomasius Arnolfi ⁽³⁾ sont, en 1304, en France, car le 28 juin de cette année, chargés, ainsi que les autres associés des Gallerans, par l'abbé G. des Premontres de recueillir la dîme votée au roi de France dans le chapitre général de l'ordre, ils reçoivent 56 livres parisis de l'abbé de N. D. d'Andenne, au diocèse de Bayeux ⁽⁴⁾, et, le 8 octobre suivant, ils prêtent, toujours sous la raison sociale, 5,000 livres

⁽¹⁾ Archives de Gand. Fonds non inventorié des chartes des comtes de Flandre. Liasses 1300-1310.

⁽²⁾ V. GAILLARD, *loc. cit.*, n° 607.

⁽³⁾ Le 14 avril 1303, ce même Thomas Arnolfi, promet, tant en son nom qu'à celui de son frère Bartholomeus, à l'abbé Guillaume des Premontres de lui verser ou à son mandataire, à l'octave de Pentecôte à Rome, 3,515 florins d'or reçus « in comandigia ». Chambre des Comptes. à Lille, B. 849, n° 4412.

⁽⁴⁾ V. GAILLARD, *loc. cit.*, n° 641.

de petits deniers parisis à Guillaume Bonfeti d'Orléans, élu de Paris, Guido de Landunium, chanoine de l'église de Paris et trésorier de la chapelle du Roi, et à Jean Rossinel, bourgeois de Paris et apothicaire ⁽¹⁾.

En 1305, le 15 septembre, Thomas Fin et Bartholomeus Massicii sont toujours à Paris, où ils reçoivent « in depositum et acchomandam » du « visconte Romei » leur concitoyen, 1,650 livres de petits tournois à lui rembourser « in recto pagamento nundinarum Laticensium proximo venturarum apud Latigniacum seu eo tempore quod ipsum pagamentum regulariter fieri consuevit ». (Acte du notaire Dyonisius quondam Bambi de Florencia filius) ⁽²⁾. Cet acte se borne à dire que Thomas et Bartholomeus sont de la société des Gallerans et des Sigherii. On sait que ce dernier nom est celui de la famille du seigneur Ciampolus qui régulièrement dans les énumérations est cité le premier des associés.

Thomas Fin s'est rendu à Lagny, car nous le voyons y recevoir, le 26 mars 1305 (1306 n. st.) devant Aldobrandinus Paltimanni, de Bartholomeus, fils du seigneur Asti Lanfranchi, bourgeois et marchand de Pistoie, « pro justo pretio et cambio », une certaine quantité de livres de gros tournois du temps de Saint-Louis ⁽³⁾. Il y traite au nom de sa société, mais seuls Ciampolus, Jacominus Stricche et Bartholomeus Massicii sont nominativement désignés. Un autre Fini, Philippus se trouvait aussi à Paris en octobre 1307, car le 26 de ce mois, dans la paroisse de Sainte-Oportune « in qua dicti mercatores morantur »,

⁽¹⁾ V. GAILLARD, *loc. cit.*, n° 615.

⁽²⁾ *Ibidem*, n° 626.

⁽³⁾ *Ibidem*, n° 636.

Minus Jacobi Ubertini et lui reconnaissent devoir 300 livres parisis à Jean de Molfia, clerc de la comtesse d'Arras, du chef d'un dépôt fait entre leur main. Ils agissent au nom de leurs associés Ciampolus, Johannis, fils de Jacoppi, Thomas Fin, Bartholomeus Massicci, Nicholuccius Jacobi ⁽¹⁾ et tous les autres associés des Gallerans ⁽²⁾.

Nous trouvons enfin Ciampolus et Jacominus Stricche ainsi que la société des Gallerans représentés aux foires de la Saint-Remi, à Troyes, le 14 janvier 1307 (v. st.), par Petrus Ranerii et Nicoluccius Cantis, citoyens et marchands de Sienne ⁽³⁾, lesquels paient aux Fini, de Fighino, près de Florence, 1,310 liv. 6 s. de bons petits tournois noirs pour un juste change de gros tournois.

Un dernier acte conservé dans les archives belges, daté du 16 novembre 1308 nous apprend que « Jannes miles condam domini Jacoppi de Galleranis de Seni de populo Sancti Christofori » se reconnut débiteur envers Jean Villani, marchand de Florence, de la société des Peruzzi, stipulant pour Thomas Fini, de 140 florins d'or à titre de prêt ⁽⁴⁾.

(1) Ce Nicholuccius Jacobi peut être identifié avec le « Nicoluche Jaque » qui, avec son frère Jaquemin Jaque, « espiciers marchans de Sienne » sont reconnus créanciers de 2,845 livres, 17 sols, 4 deniers parisis, reçus par le comte Robert de Flandre, Guillaume de Flandre, sire de Termonde, Jean de Flandre, comte de Namur, et Robert de Flandre, fils du comte, qui les leur ont empruntées. Alost, 17 juin 1306. Chambre des Comptes, à Lille, B., 1^{er} registre aux lettres missives, n° 19219.

(2) V. GAILLARD, *loc. cit.*, n° 665.

(3) Archives de Gand, fonds non inventorié, liasse 1300-1310. Notaire, Ramierinus (?) natus seni Ranuccius del Forte de Florencia.

(4) Le lieu du document n'est pas indiqué. Le notaire est « Gorus condam domini Bonaguide ». V. GAILLARD, *loc. cit.*, n° 670.

On peut se demander comment ces divers documents se trouvent dans

VI

Que conclure de cet ensemble d'indications? Nos marchands se rattachent, à toute évidence, à la société des Gallérans, mais leurs attaches à cette puissante compagnie ne paraissent s'être opposées à ce que, à de certains moments, ne se forme entre quelques-uns d'entre eux un groupement plus restreint, de courte durée et avec un champ d'activité limité : association sans dénomination sociale et toute momentanée.

Ce serait une preuve de la grande souplesse de l'organisation économique et juridique du commerce italien de la fin du XIII^e siècle.

les archives des comtes de Flandre. La seule explication possible consiste à admettre qu'ils faisaient partie des papiers que détenait Barthélemy Fini, lorsqu'il fut arrêté et condamné par le comte de Flandre, pour malversations. Cf. V. FRIS, *Le testament autographe de Barthélemy Fini*. Bull. Soc. hist. et arch. de Gand, t. XV, p. 193.

ANNEXES

I

Sienna, 21 mars 1299 (n. st.)

Bonaventura et Jacobus, fils de Jacques Ubertini, marchands de Sienna, reconnaissent que les 20,000 livres de petits tournois qu'ils ont versés dans la société conclue par eux le 27 août 1296, avec d'autres marchands de Sienna, appartiennent à concurrence de 12,000 livres à Jacques, fils de Sigerius, à concurrence de 1,500 livres à Grifus et à concurrence de 1,500 livres également à Giannis, tous deux fils de Giacoppus de Galerannis. Ils les subrogent dans tous leurs droits dans la mesure des intérêts proportionnés à ces diverses sommes.

Archives de l'Etat, à Gand. Chartes des comtes de Flandre.
Fonds Gaillard, n° 597.

Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, Indictione duodecima die vigesimo primo mensis Martii, certum est quod ego Bonaventura olim Jacobi Ubertini pro me et Jacobino fratre meo carnali pro parte una et Gregorius Conterii pro parte altera et Palmerius [Johannis]⁽¹⁾ pro parte altera, et Christofanus et Lore olim Palmerii pro parte altera et Guccius et Landus Orlandi Guicciardi pro parte altera et Salimbene Maffei pro parte altera contraximus Parisius societatem ad invicem in mercantionibus et super mercantionibus et negotiationibus

⁽¹⁾ Mot effacé par l'humidité, mais que le document n° II permet de rétablir.

quibuscumque et emptionibus et venditionibus et cambiis quarumcumque pecuniarum et rerum omnium mobilium in regno Francie et alibi ubicumque in anno Domini ab ejus incarnatione m.cc.lxxxvi indictione viii^o die vigesimo septimo mensis agusti in qua quidem societate continetur me dictum Bonaventuram pro me et dicto Jacobino posuisse et contulisse pro meo et ipsius capitali viginti milia libras turonensium parvorum prout continetur de predictis in instrumento dicte societatis confecto per manum Bindi Martini de Pagnana civis Florentini notarii, quam quidem societatem predictam confitemur et recognoscimus nos Bonaventura et Jacobinus predicti vobis domino Jacobo olim domini Sigerii et domino Grifo et Gianni olim domini Giacoppi de Galeranni(s) me dictum Bonaventuram contraxisse tam pro vobis quam pro me et dicto Jacobino et quod de xx^m libris predictis dictorum turonensium fuerunt de pecunia tui dicti domini Jacobi duodecim millia librarum, et tui dicti domini Griffi mille quingente libre Turonenses, et tui dicti Giannis mille quingente libre dictorum turonensium licet in dicto instrumento societatis non continentur. Et ideo nos Bonaventura et Jacobinus prefati cedimus et mandamus omnia et singula jura et actiones et petitiones nobis et cuilibet nostrum competetes (sic) et competentia in dicta societate et in bonis et rebus dicte societatis et adversus omnes singulos socios ipsius societatis et eorum heredes et in bonis et rebus eorum et cujusque eorum tibi domino Jacobo suprascripto recipienti et stipulanti pro te pro duodecim milibus libris predictis turonensium et in ipsis et pro eis et eorum occasione et tibi domino Grifo jam dicto recipienti et stipulanti pro te pro mille quingentis libris. Turonensium et in eis et pro eis et eorum occasione et tibi Gianni prefato recipienti et stipulanti

pro te pro mille quingentis libris⁽¹⁾ dicte monete et in eis et pro eis et eorum occasione, ratione et occasione dicte societatis et omnium et singulorum confexionum pommisionum et obligationum actorum, pactorum et omnium et singulorum que continentur in instrumento dicte societatis et pro parte seu partibus que nos tangerent a Kalendis maii proxime preteritis in antea ex lucris, questibus et accessionibus dicte societatis pro rata dictarum quantitatum in quibus cessimus vobis jura ut in locum et jus nostrum et cujusque nostrum in predictis et pro eis in quibus seu de quibus vobis supra jura cessimus succedatis et sitis universum vestroque proprio nomine utiliter et directo possitis agere, petere, experiri, excipere, replicare et vos tueri contra omnem personam et locum et vos in rem propriam procuratores facimus et constituimus et totius nostri et cujusque nostrum juris de predictis successoribus. Et promittimus vobis vos non provenire vel subsequi nullo in petendo seu recipiendo aliquid de predictis in quibus vobis supra vobis jura cessimus sub pena dupli ejus quod peteremus seu recipemus a nobis vobis promissa et ea data vel commissa predicta servare, asserentes jus nostrum in totum vel in partem nulli alii fore datum, cessum, seu alienatum nullo et si apparuerit factum contra vos et vestros heredes et bona vestra promittimus indempnes conservare sub pena dupli alienati vel cessi a nobis vobis promissa et ea data vel commissa predicta servare, obligantes in predictis omnibus et pro eis nos et nostros heredes et bona nostra pignori vobis et vestris heredibus Renuntiantes exceptionibus non factarum confexionum cessionum pommisionum et obligationum dictarum, rei dicto modo non geste,

(¹) Le mot libris manque, mais a été ajouté au bas de l'acte.

fori privilegio et omni juris et legum auxilio. Et precipit Gualteroctus notarius infrascriptus nomine sacramenti et garantisie Bonaventure et Jacobino predictis volentibus et confitentibus ut presens instrumentum observent per singula.

Actum Senis coram Giannecto Pieri, Meo Restauri et Guillelmo Gerardi testibus rogatis.



Ego Gualteroctus quondam Mammoli filius civis senensis auctoritate apostolice sedis notarius predictis interfui et ea scripsi et [procuravi] ⁽¹⁾ rogatus et illam partem supra remissam s. libris propria manu scripsi, remisi et signavi quam pretermiseram scribere per errorem.

Au dos : Carta de la ricognocença che fetto Mino et Buonaventura Jacomi Ubertini a Messere Giacomo e da Messere Grifo e da Gianni dei loro capitali.

II

(Paris, 18 juillet 1299.)

Salimbene Maffei, marchand de Sienne, se retire de l'association qu'il a fondée le 27 août 1296, avec d'autres marchands. Il reconnaît avoir reçu sa part et donne quittance et décharge à ses anciens associés qui, de leur côté, le garantissent contre tous recours de tiers à raison de leur association.

Archives de l'État, à Gand. SAINT-GENOIS. *Inv. des chartes des Comtes de Flandre*, n° 1014,

In Dei nomine amen. Anno ejusdem ab incarnatione millesimo CC° nonagesimo nono indictione XII^a die XVIII^a

(1) Le mot est devenu illisible par l'humidité, mais il peut être suppléé par comparaison avec d'autres actes.

mensis julii pontificatus domini Bonifacii VIII pape anno
 quinto. Pateat omnibus evidenter hoc instrumentum
 publicum inspecturis quod in presentia mei Turchii nota-
 rii infrascripti et testium subscriptorum, Bonaventura
 quondam Jacobi et Palmerius quondam Johannis et Gu-
 ccius Orlandi, cives et mercatores Senenses et socii pro
 seipsis et quolibet ipsorum et pro Mino quondam dicti
 Jacobi, fratris ipsius Bonaventure et Lando quondam dicti
 Orlandi et fratris dicti Guccii, et Gregorio quondam Gon-
 terii, ipsorum sociis et concivibus et quolibet eorum, et
 nomine suo et ipsorum et dictorum sociorum et cujusque
 eorum et ipsorum et omnium et singulorum qui jus habent
 vel haberent in societate ipsorum, pro quibus et quolibet
 eorum in solidum de rato promiserunt in omnibus et sin-
 gulis infrascriptis et sub infrascriptis penis se ad hoc quo-
 libet modo et casu principaliter et in solidum obligando,
 nec non Gonterius, filius Gregorii Gonterii predicti, pro-
 curator dicti patris sui ad infrascripta facienda specialiter
 constitutus, ut patet de ipsius procuratorio, per publicum
 instrumentum publicato manu Gualterecci Mammoli nota-
 rii de Senis, a me notario infrascripto viso et lecto, procu-
 ratorio nomine pro dicto patre suo, omnes ex una parte,
 et Salimbene quondam Maffei, eorum consocius, civis et
 mercator Senensis, suo et suorum heredum nomine se ad
 hoc principaliter obligando sub infrascriptis penis, utro-
 que modo et casu, ex altera parte, de ipsorum predictorum
 omnium consociorum presentium plena communi concor-
 dia, assensu et unanimi voluntate, atque concorditer et
 ipsorum et cujusque ipsorum libera et spontanea voluntate
 et ex certa scientia et non per errorem, simul et inter se ad
 invicem, dicte partes et quilibet predictorum ex dictis et
 de dictis partibus, ut dictum est nominibus quibus supra,

venientes et venire volentes ad divisionem et dissolutionem societatis ipsorum, ut infra continebitur, quam hactenus in regno Francie seu citra montes vel alibi ubicumque habuerunt et jam diu est contraxisse, confessi fuerunt et recognoverunt, pro ut debet apparere de ipsa societate per publicum seu publica documenta manu Verindi Martini notarii de Florentia sive manu cujuscumque alterius notarii scripta; ipsam societatem ipsorum et bona omnia et singula jura, nomina et actiones quecumque dicte societatis, in modum qui sequitur diviserunt ac unanimiter et concorditer dissolverunt : videlicet, quod dictus Salimbene sponte et provide confessus fuit et in veritate recognovit prefatis consociis et procuratori, ut dictum est recipientibus et stipulantibus, se integre habuisse, ab eis dantibus et solventibus, nominibus quibus supra, pro integris suis portionibus dicte societatis, tam capitalium quam lucrorum ac bonorum et rerum jurium et nominum et actionum, omnium et singulorum, quorumcumque et quarumcumque societatis prefate et ex eis se contingentibus quocumque modo, jure vel causa; ac etiam recepisse sexcentas libras bonorum denariorum Turonensium parvorum in pecunia numerata, non spe future alicujus remunerationis, vocans se exinde a dictis olim suis consociis et a dicto procuratore, dantibus et solventibus nominibus quibus supra, bene contentum, solutum, quietum et pagatum. Insuper prefati Bonaventura, Palmerius et Guccius consocii et Gonterius procurator predictus, nominibus quibus supra, sponte et provide confessi fuerunt et in veritate recognoverunt prefato Salimbene ut dictum est recipienti, se habuisse et recepisse et percepisse, de pleno ipsius assensu et libera et plenaria voluntate, pro integris ipsorum et sociorum aliorum suorum portionibus, dicte societatis videlicet, tam

capitalium quam lucrorum ac bonorum, rerum, jurium, nominum et actionum quarumcumque omnium et singulorum dicte societatis, omnia alia et singula bona, res, jura, nomina et actiones quecumque dicte societatis videlicet dettas, litteras, instrumenta, nomina sive jura et actiones omnium et singulorum debitorum dicte societatis et etiam credita omnia et singula et quascumque pecuniarum summas, supellectilia sive massaritias et instrumenta quecumque et bona quecumque, omnia et singula, mobilia et immobilia, jura, actiones et nomina quecumque dicte societatis ipsorum, quocumque nomine censeantur, ubicumque sunt et in futurum poterunt inveniri, que omnia et singula ad se devenire debere et penes se habere confessi fuerunt et in veritate recognoverunt, vocantes se exinde dicti socii et procurator nominibus quibus supra bene quietos, solutos, contentos et pagatos. Quas quidem portiones et partes, a dictis partibus ut dictum est habitas et receptas, dicte partes et quilibet eorum inter se ad invicem, nominibus quibus supra et una pars alteri ut dictum est, dederunt, assignaverunt libere ac plene et plenarie concesserunt, volentes dicte partes et quilibet eorum nominibus quibus supra et concorditer et ex pacto, quod dictis Bonaventure, Palmerio et Guccio et Lando, Mino et Gonterio supra scriptis et aliis qui jus haberent in societate ipsorum prefata, ut dictum est, exceptis Christophoro et Laurentio quondam Palmerii, olim sociis suis, hodie ab ipsis et societate prefata divisus, tota dicta societas cum omnibus et singulis bonis et rebus suis, juribus et actionibus omnibus, ut dictum est, remaneat et ipsorum sit et esse debeat communis et indivisa prout et sicut erat inter eos ante confectionem divisionis presentis, non obstantibus supra et infra scriptis. Et ideo, titulo divisionis et causis supra et

infra scriptis, dictus Salimbene nomine quo supra remisit et refutavit suprascriptis consociis et dicto procuratori recipientibus et stipulantibus nominibus quibus supra, omnia et singula jura et actiones sibi vel alteri pro eo competentes et competentia seu inposterum competitura adversus et contra ipsos socios et alios et quemlibet eorum ipsorum seu eorum et cujusque eorum heredes et bona et dictam societatem et in bonis, rebus, juribus, nominibus et actionibus quibuscumque dicte societatis ratione et occasione dicte societatis et pro ea vel ejus occasione olim contracte et habite inter eos ut dictum est; volens sponte dictus Salimbene quod pro se deinceps dictum instrumentum sive instrumenta societatis prefate, ut dictum est, contra ipsos prefatos socios et alios, ut dictum est, sint et esse debeant nullius efficacie et valoris.

Et etiam ratione et occasione cujuscumque alterius promissionis, obligationis et cujuscumque rei, in qua vel quibus prefati ipsius olim consocii seu alter eorum aut alia persona pro eis vel altero eorum, sibi vel alteri pro eo fecissent, fecerunt seu facere debuissent, de quibuscumque rebus et ex quibuscumque decausis, quocumque modo jure, vel casu ab hodie retro, unde seu de quibus appareant instrumenta, littere sive non, quæ si appareant exinde esse voluit cassa et vana et nullius efficacie et exinde et de omnibus et singulis suprascriptis dictos olim ipsius consocios et alios pro quibus cavent, liberavit penitus et absolvit et eisdem ut dictum est recipientibus et stipulantibus generalem finem et refutationem fecit et pactum de ulterius non petendo. Insuper dictus Salimbene, nomine quo supra, dedit, cessit, mandavit dictis Bonaventure, Palmerio et Guccio et dicto procuratori ut dictum est recipientibus et stipulantibus omnia et singula jura, actiones et nomina sibi

vel alteri pro se competentes, competentia seu in posterum competitura, quocumque modo, jure vel causa, in prefatis bonis, rebus, instrumentis, dettis, litteris et aliis bonis, juri-
bus et nominibus et actionibus quibuscumque omnibus et singulis dicte societatis et in ipsa societate et pro eis et de eis et ipsorum et cujusque ipsorum, occasione adversus et contra omnes et singulos debitores et dettores societatis prefate et sociorum et ipsius et cujusque eorum pro dicta societate, et adversus dictorum debitorum fidejussores et ipsorum et cujusque ipsorum heredes et bona omnia presentia et futura, et adversus omnes se et quamlibet aliam personam, universitatem et locum pro predictis et pro eis vel ipsorum occasione, undecumque existant et de quibuscumque pecuniarum summis, tam auri quam argenti et de quibuscumque aliis rebus et bonis, juribus et nominibus quibuscumque in quibus dicte societati et sociis et ei seu alteri eorum tenentur, seu sunt quomodolibet obligati in regno Francie seu alibi citra montes vel alibi prodicta societate, de quibus appareant vel in antea apparerent littere sive instrumenta publica sive non ; que si appareant vel apparebunt, penes dictos socios ut dictum est recipientes, deinceps esse voluit, cum omni eorum fortia, robore et virtute et quod ea omnia et singula libere habeant, teneant et possideant et pro predictis et pro eis et ipsorum et cujusque ipsorum occasione, possint et possit quilibet eorum agere, exigere, excipere, experiri, replicare, explicare, recipere, recolligere, sequi, tueri et causari contra omnes et quamlibet personam, universitatem et locum et exinde et pro eis et de eis et ipsorum et cujusque ipsorum occasione dictos socios et quemlibet eorum in rem propriam procuratores fecit et successores constituit in locum sui Salimbenis et jus universum ; promittens

nomine quo supra dictus Salimbene dictos socios vel alterum eorum de cetero non prevenire aut preveniri facere per se vel alium ullo modo, jure vel causa, in patendo vel exigendo aliquid ex predictis vel altero eorum nec aliquod impedimentum prestare et de predictis vel aliquo predictorum de cetero nullam litem facere seu questionem movere. Et etiam asserens prefatus Salimbene, nomine quo supra, jura dicta vel aliquid inde nulli alii fore data, cessa, concessa aut aliquo modo alienata; quod si contra factum esse apparuerit, dictos socios et quemlibet eorum et eorum et cujusque eorum heredes et bona omnia indempnes penitus conservare promiserunt ⁽¹⁾ subpena dupli ejus de quo lix vel questio fieret et ejus quod alii jus datum vel cessum apparuerit, a dicto salimbene solemniter promissa et solvenda et pena data vel non, aut commissa vel non, predicta et hec omnia observare promissit. Insuper promissit solempniter et per pactum prefatus Salimbene, nomine quo supra, prefatis consociis et procuratori, ut dictum est recipientibus et stipulantibus, ad ipsorum et cujusque ipsorum seu alterius pro eis vel altero eorum nomine societatis requisitionem et voluntatem, videlicet de hinc ad xviii menses, post dictam requisitionem inde factam, ad viii dies tunc proxime sequentes si erit Parisius per litteras sub sigillo prepositi Castelleti parisiensis et officialis parisiensis, et si erit in alia terra, villa vel loco, citra vel ultra montes, in ea terra et loco in quo vel qua fuerit requisitus, per litteras sub sigillo cujuscumque curie dicte terre seu domini, dum tamen haberi possit, dare, cedere et mandare eis vel alteri eorum et cui

(1) Sic, au lieu de *promissit*.

vel quibus voluerint ipsi socii vel alter eorum, omnia et singula jura et actiones sibi competentes et competentia adversus et contra debitores et dettores singulariter, specialiter vel generaliter dictorum sociorum et societatis, ut dictum est, sufficienti causa et titulo ad dictum sapientis sine malicia. Et quod si quo tempore appareret seu apparuerit se Salimbene aliquod debitum, nomine suo et dicte societatis, pro dicta societate et sociis contraxisse cum aliquo vel aliquibus, quod assignatum non foret dicte societati et sociis vel alteri eorum vel quod inveniretur conversum non esse in commune chomodum seu expeditionem dicte societatis, sed factum in fraudem sive chomodum et utilitatem propriam seu expeditionem sui Salimbenis, subspecie nominis dicte societatis, ut dictum est et dicte societati et sociis vel alteri eorum ex eo aliquid peteretur aut exigeretur modo quocumque vel in aliquo dampnificarentur dictorum occasione, promisit et convenit dictis sociis, dicto modo recipientibus, ipsos et alios et quemlibet eorum et societatem ipsorum et ipsorum et cujusque ipsorum heredes et bona omnia exinde et pro eis et de eis et ipsorum occasione indemnes et indemnia penitus conservare ad eorum et cujusque eorum voluntatem et requisitionem, omnifraude, dolo et cavillatione remotis, videlicet quamdocumque eis vel alteri eorum aliquid predictorum occasione peteretur aut exigeretur seu in aliquo dampnificarentur. Insuper et ideo, titulo divisionis et causis supra et infrascriptis, prefati Bonaventura, Palmerius et Guccius consocii et dictus Gonterius procurator nominibus quibus supra remiserunt et refutaverunt dicto Salimbene omnia et singula jura et actiones sibi vel alteri eorum et sociorum ipsorum aut alteri pro eis vel altero eorum competentes, competentia vel in posterum competitura, adversus et

contra prefatum Salimbene et ipsius heredes et bona, ratione et occasione dicte societatis, olim contracte et habite inter dictos socios et dictum Salimbene, ut dictum est supra et pro ea vel ejus occasione; que instrumenta societatis prefate, ut dictum est, deinceps contra prefatum Salimbene vel suos heredes et bona nullius valoris et efficacie esse voluerunt. Et etiam ratione et occasione cujuscumque gestionis et administrationis bonorum, rerum et jurium, quam hactenus fecisset seu facere debuisset de bonis et juribus atque rebus dicte societatis, recognoscentes et confitentes eidem in veritate ipsum Salimbene sibi reddidisse et legaliter assignasse rectum et legale computum et rationem de omnibus et singulis que hactenus gessit et administravit de bonis, rebus et juribus dictorum sociorum et societatis prefate et sibi reddidisse et legaliter assignasse totum et quicquid ad ipsius Salimbenis manus pervenerat et pervenit de bonis, rebus et juribus societatis prefate et ipsorum et aliorum sociorum, ut dictum est supra. Et etiam quacumque alia ratione et causa eis vel alteri eorum seu societati ipsorum, ab hodie retro, dictus Salimbene tenebatur seu erat modo aliquo obligatus, de quibus appareant instrumenta, littere sive non; que si appareant, ex nunc vana et cassa esse voluerunt et nullius efficacie vel valoris. Insuper prefati Bonaventura et Palmerius et Guccius socii et Gonterius procurator, nominibus quibus supra, solemniter et per pactum et stipulationem legitimam promiserunt et convenerunt prefato Salimbene, recipienti pro se et suis heredibus, ipsum et ipsius heredes et bona omnia trahere et extrahere et penitus conservare se indempnes et indempnia de omnibus et singulis debitis in quibus ipsi socii vel alter eorum, tam nomine suo et cujuscumque eorum quam dicte societatis vel ipsius

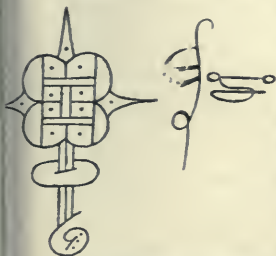
Salimbene, suo et dicte societatis nomine seu una cum eis obligati sunt et tenentur, de quibuscumque et in quibuscumque pecuniarum summis, ex quibuscumque decausis, domino Albigo, domino Musciatto et domino Nichole fratribus quondam domini Guidonis de Francesibus vel alteri eorum, de quibus appareant instrumenta, littere sive non. Et etiam de omni et quolibet tallia quam dicta societas seu socii tenentur seu sunt obligati illustro principi, domino Phylippo, regi Francie seu alteri pro eo, ab hodie retro aut dicto Salimbene peti vel exigi posset, nomine tallie et pro ea vel ejus occasione, ab hodie retro per dictum dominum regem vel alium pro eo Et etiam de omni et qualibet alia exactione que dicto Salimbene, tam nomine talie quam cujuscumque finantie, per dictum dominum regem vel alios pro eo pro aliquibus gestis per eos vel alterum eorum seu per dictum Salimbene, quocumque modo in regno Francie usque in hodiernam diem peti vel exigi posset. ut dictum est. Insuper dicti consocii et procurator, nominibus quibus supra, deinceps volentes ac etiam promittentes dicto Salimbene in se et societatem ipsorum suscipere, retinere et portare omnia comoda et incommoda et honora debitorum omnium et singulorum dampnorum et expensarum litis et extra litem dicte societatis et sociorum suorum, promiserunt et convenerunt eidem, ut dictum est recipienti, ipsum et suos heredes et bona omnia trahere, extrahere et penitus conservare indemnes et indemnia de omnibus et singulis debitis et negotiis dicte societatis contractis per aliquem ipsorum seu sociorum ipsorum, tam nomine suo quam dicte societatis, ab hodie retro seu per ipsum Salimbene nomine suo et dicte societatis, de quibus appareant instrumenta, littere sive non, quandocumque et ubicumque de predictis vel aliquo predictorum dicto

Salimbene lix vel questio moveretur sive aliquid exigeretur vel peteretur modo quocumque, ut dictum est supra. Et promiserunt et convenerunt dicti consocii et procurator, nominibus quibus supra, dicto Salimbene a predictis et de predictis omnibus et singulis ipsum et suos heredes et bona defendere, guarenticare et tueri ab omni persona, loco et universitate et se defensionem opponere ipsorum propriis custamentis, iudiciis et advocatis et ipsorum sociorum et dicte societatis ipsorum omnia et singula debita persolvere et in se suscipere et substinere, ut dictum est supra. De quibus et a quibus vero omnibus singulis et pro eis, ut dictum est, prefati socii et procurator dictus, nominibus quibus supra, dictum Salimbene et ipsius heredes et bona omnia liberaverunt et absolverunt et generalem finem, remissionem, liberationem et absolutionem eidem fecerunt et pactum de ulterius non petendo. Promittentes, nominibus quibus supra, de predictis omnibus et singulis a se dictis sociis et procuratore promissis, ut dictum est, seu aliquo predictorum aut pro eis vel de eis aut ipsorum vel alicujus eorum occasione dicto Salimbene vel suis heredibus de cetero nullam litem, brigam, de jure vel de facto, seu questionem aliquam facere vel movere per se vel alium, ullo modo, jure vel causa et jus seu jura dicta nulli alii esse data, cessa, concessa aut aliquo modo alienata et quod si contrarium apparuerit seu contra factum, dictum Salimbene et suos heredes et bona omnia indempnes et indempnia penitus conservare promiserunt, sub pena dupli ejus de quo lix fieret vel questio moveretur et ejus quod alii jus datum, cessum, concessum aut aliquo modo alienatum apparuerit, ab ipsis sociis et procuratore et quolibet eorum, nominibus quibus supra, solempniter promissa et solvenda dicto Salimbene et pena data vel non, aut commissa vel non,

predicta et hec omnia servare promiserunt. Quam quidem divisionem et hec omnia et singula suprascripta et infrascripta suprascripte et dicte partes adinvicem inter se et unus alteri dictarum partium ut dictum est et etiam una pars alteri, nominibus quibus supra, promiserunt et conveniunt solempniter et per pactum, perpetuo attendere et observare, facere et complere et contra non facere vel venire per se vel alium; aliquo modo, jure vel causa, sub pena et ad penam quingentarum marcharum argenti boni et puri, in quolibet predictorum capitulorum et articulorum capitulo et articulo repetitaque totiens committatur et exigatur quotiens commissa fuerit aut contra factum. a dictis partibus inter se ad invicem solempniter promissa et solvenda per partem non servantem parti servanti et pena data vel non aut commissa vel non predicta et hec omnia et singula servare et presens contractus semper in sua fortia, robore, potentia et virtute permaneat et existat. Pro quibus vero et hiis omnibus et singulis observandis et firmis tenendis dicte partes et quilibet predictorum, nominibus quibus supra, inter se adinvicem et unus alteri dictarum partium et una pars alteri obligaverunt se nominibus quibus supra et quemlibet ipsorum insolidum et ipsorum et cujusque ipsorum heredes et bona omnia sibi ad invicem pignori, ita quod si, ut dictum est, non fuerit observatum in singulis, quod liceat servanti ex bonis et de bonis non servantis dictorum contrahentium, pro dictis penis habendis, acquirendis et recuperandis, auctoritate propria sui curie vel judicis requisitione, corporalem possessionem et tenutam ingredi et accipere et ea vel ex eis vendere et alienare; et interim ea omnia suo et suorum heredum nomine, inter se viciscim et ad invicem se constituerunt precario possidere. Renuntiantes dicte partes et dicti mercatores et quilibet

predictorum contrahentium, nominibus quibus supra, in hoc facto suo et in hiis omnibus et singulis, exceptioni non facte divisionis et dissolutionis societatis prefate, ut dictum est et non habitarum et non receptorum dictarum partium et portionum, ut dictum est, et non habitarum et non receptorum et sibi dicto Salimbeni non solutarum et non numeratarum dictarum vi^e librarum turonensium, ut dictum est, pro sua parte et portione, ut dictum est, et non factarum cessionum et datarum juris remissionum et refutationum, liberationum et absolutionum et finium et non factarum promissionum et conventionum, ut dictum est et dictis decausis et rei dicto modo non geste, exceptioni doli mali, condicti, indebiti et sine causa vel ex injusta causa et in factum actioni, privilegio crucis et fori, conventioni judicis et locorum, epistolarum divi Adriani et beneficio novi constituti, constitutioni de duabus dictis, editioni in consilio generali, omnibus apostolicis litteris, gratiis et indulgentiis sub qua quacumque forma verborum concessis et concedendis, omni tempore feriato, omni lesioni, circumvectioni, beneficio restitutionis in integrum, omni appellationis remedio, omni alii exceptioni et dilationi, statuto et consuetudini, legi et rei speciali et generali, que contra predicta vel aliquod predictorum possent obici vel opponi, juri dicenti generalem renuntiationem non valere, privilegio fori et omni juris auxilio canonice et civilis. Insuper dicte partes seu suprascripti contrahentes concorditer concesserunt mihi Turchio notario infrascripto licentiam quod possim presens instrumentum unicuique parti predictorum per se dare et tradere publicatum. Preterea ego Turchius notarius infrascriptus precepi, nomine sacramenti et guarentie juxta formam capituli constitutionis Senensis, suprascriptis omnibus contrahentibus, volentibus et predicta confiten-

tibus, quod presens instrumentum et omnia et singula suprascripta observent et faciant inter se, ut dictum et ut superius est expressum. Actum Parisius in hospitio Serpentis, positi Parisius in parrochia sancti Severini, coram Sersilio Compagni notario, Cieccho Ildini, dicto Cieccho



Ciampella et Terio Provençani, omnibus de Senis, testibus presentibus et rogatis.

Turchius, olim Christophori de Senis, apostolica et imperiali auctoritatibus notarius publicus, omnibus et singulis suprascriptis, que coram me et dictis testibus acta fuerunt interfui et ea rogatus scripsi et publicavi. Et quod supra

remissum et signatum est manu propria remisi, scripsi et signavi fideliter et legaliter.

Au dos : (de la même écriture que le corps de l'acte).

Carta di divisione dai compagni et Salimbene Maffei.

III

Sienne, 7 mai 1303.

Bonaventura, fils de Jacques Ubertini, de Sienne, donne pouvoir à son frère Jacominus de le représenter aux opérations de liquidation et de partage de la société qu'ils ont eue, en France, avec Ciampolus Jacobi, Grifus et Giovanni Giacoppi des Galerans, Jacominus Stricche, Guccius et Landus Orlandi et Bartholomeus Ildebrandini Massiccii, et de donner pleine et entière décharge.

Archives de l'État à Gand. Fonds des chartes des comtes de Flandre. non analysées. Farde 1300-1310.

Anno Domini millesimo trecento tertio, indictione

prima, die septimo mensis Madii. In presentia mei Gualterotti notarii et testium subscriptorum ad hec specialiter rogatorum et vocatorum, Bonaventura olim Jacobi Ubertini pro se ipso constituit et ordinavit Minum fratrem suum carnalem presentem ad confitendum pro eo et nomine suo domino Gianni domini Giacoppi recipienti pro se et pro domino Grifo fratre suo et pro domino Ciampolo quondam domini Jacobi de Galeranis et Mino Stricce olim Jacobi Stradigotti et Guccio et Lando quondam Orlandi et Meo Ildebrandini dicti Massiccii et cuilibet eorum se dictum Bonaventuram vidisse fecisse ac consolidasse rationem et computum societatis et bonorum et rerum et jurium societatis quam habuerunt in regno Francie ipse Bonaventura et Minus frater ejus predictus et dominus Ciampolus olim domini Jacobi et dominus Grifus et dominus Giannes olim domini Giacoppi de Galeranis et Minus Stricce et Guccius et Landus quondam Orlandi et Meus Ildebrandini dicti Massiccii suprascripti. Et quam rationem et computum totius gestionis et administrationis per socios et factores dicte societatis aut per aliquem seu aliquos eorum aut per quamcumque personam seu personas facte de bonis et rebus societatis predictae et ad confitendum ipsam societatem et res et bona ipsius esse divisam et divisa et ad confitendum se dictum Bonaventuram recepisse et habuisse partem se contingentem de bonis et rebus societatis predictae et ad liberandum et absolvendum omnes et singulos socios et factores ac negotiorum gestores dicte societatis et bonorum ejus, et eorum et cujusque eorum heredes et bona eorum et cujusque eorum de ipsis bonis et rebus dicte societatis et de omnibus et singulis gestionibus et administrationibus qua quilibet seu aliquis ipsorum sociorum et factorum dicte societatis fecit seu fecisset de bonis seu

rebus dicte societatis et de omnibus et singulis que ad manus eorum seu alicujus eorum aut alterius pro eis seu aliquo eorum provenit seu provenisset pro dicta sotietate seu ejus occasione et de reliquis cujuscumque administrationis facte de bonis et rebus sotietatis predictæ et de omnibus et singulis que ipse Bonaventura a predictis sotiis et a factoribus dicte sotietatis aut ab aliquo seu aliquibus eorum pro dicta sotietate seu ejus occasione et occasione gestionis et administrationis predictæ petere possit et ad vocandum se dictum Bonaventuram de omnibus et singulis supradictis et eorum occasione pro parte se Bonaventuram contingente quietum atque pagatum et ad faciendas omnes et singulas liberationes absolutiones refutationes et confessiones que in predictis seu circa ea fuerint oportune et ad obligandum in omnibus et singulis que fecerit de predictis seu aliquo predictorum se dictum Bonaventuram et suos heredes et bona sua presentia et futura. Et ad faciendum de predictis omnibus et singulis et quolibet predictorum instrumentum et instrumenta et cum guarandia ad dictum sapientis sine malitia Et ad omnia et singula faciendaque in predictis seu circa ea aut aliquod eorum verus et legitimus procurator facere potest et posset ipse idem constituens si presens esset. Et in predictis omnibus et singulis et pro eis dedit et concessit dictus Bonaventura dicto procuratori plenam et liberam administrationem et liberum ac plenum et generale mandatum. Et promisit per se et suos heredes Bonaventura predictus michi notario infrascripto tamquam persone publico stipulanti pro omnibus et singulis quibus interest seu intererit ratum et firmum habere atque tenere totum et quicquid per dictum procuratorem factum fuerit de predictis seu aliquo predictorum sub suorum bonorum et heredum obligatione.

Actum Senis coram domino Tuti iudicis (?) quondam Ugolini, Ghino Venture et Vame Manentis testibus rogatis.



Ego Gualteroctus quondam Mammoli filius auctoritate apostolice sedis notarius predictis interfui et ea scripsi et publicavi rogatus.

Au dos : *Procurazione che fece Beonaventura di Jacom Ubertini a Mino suo fratello.*

IX

*Une « Descriptio villarum » de l'abbaye de Lobbes
à l'époque carolingienne.*

Par Joseph WARICHEZ

Archiviste de la Cathédrale et de l'Évêché de Tournai.

Le court passage de l'« impie » Hubert à l'abbaye de Lobbes, avec ses concubines et sa bande d'aventuriers, avait suffi pour accumuler bien des ruines dans le monastère ⁽¹⁾. Lothaire II, voulant remédier aux maux causés par son turbulent beau-frère, fit dresser, en 868-869, la liste des propriétés de l'abbaye par les soins de l'évêque de Cambrai, Jean (866-879).

Ce document, d'un puissant intérêt pour la toponymie, nous était connu. M. Vos en avait donné une première édition en 1865 ⁽²⁾; et depuis lors, la publication avait

⁽¹⁾ Pour l'histoire du frère de Theutberge, voir E. DÜMMLER, *Geschichte des Ostfränkischen Reichs*, t. II et III, passim (Leipzig, 1888). et R. PARISOT, *Le royaume de Lorraine sous les Carolingiens*, passim (Paris, 1899). — Jusqu'en ces derniers temps on plaçait sans discussion cet épisode en l'an 864. M. PARISOT rejette cette date; mais nous ne trouvons nullement décisives les considérations que l'auteur fait valoir (p. 84 svv.), à l'encontre du témoignage formel des *Annales Laubienses*, pour antidater le séjour à Lobbes de l'abbé Hubert. M. VAN BLEYENBERGHE a assez longuement défendu notre opinion dans les travaux du séminaire historique de Louvain (*Annuaire de l'Université*, 1902, p. 291-297); et indépendamment de lui, M. R. POUPARDIN (*Le royaume de Provence sous les Carolingiens*, fascicule 131 de l'École des Hautes Études. Paris, 1901) est arrivé aux mêmes conclusions.

⁽²⁾ *Lobbes, son abbaye et son chapitre*, t. 1, p. 419 svv. Louvain, 1865.

été reprise par Ch. Duvivier ⁽¹⁾ et par un auteur qui signe A. K. ⁽²⁾.

Les nombreux travailleurs, qui se sont attachés à identifier les noms de lieux cités dans ce document, ont dû être frappés par le caractère moderne de beaucoup d'expressions. Il fallait logiquement en conclure que si l'ensemble du polyptique était authentique, l'acte primitif avait du moins subi des altérations.

Un manuscrit, récemment acquis par l'État belge et aujourd'hui en dépôt aux Archives de Mons ⁽³⁾, fournit la solution du problème. On y trouve en effet, *ad calcem*, une seconde leçon du même polyptique de Lothaire, moins longue cette fois et de forme plus archaïque. J'ai tâché de mettre les deux textes en rapport, dans mon étude sur les premiers siècles de l'abbaye de Lobbes ⁽⁴⁾. Ce rapprochement est très suggestif. Un écrivain postérieur a dû non seulement soumettre le texte primitif à un rajeunissement toponymique, mais il l'a aussi interpolé, ou plutôt il l'a développé en donnant sous des dénominations différentes les diverses parties d'un domaine, jadis globalement désigné sous un nom unique. Le *Claromonte* de l'ancienne leçon devient dans la leçon rajeunie, tout à la fois *Clarus-*

(1) *Recherches sur le Hainaut ancien du VII^e au XII^e siècle*. Bruxelles, 1865.

(2) *Inventaire des villas du monastère de Lobbes, dans les Documents et rapports de la société paléontologique et archéologique de l'arrondissement administratif de Charleroi*, t. II (1868), p. 83 svv.

(3) *Répertoire des Titres de l'abbaye de Lobbes*, n. 33iv.

(4) J. WARICHEZ, *L'abbaye de Lobbes depuis les origines jusqu'en 1200* (fascicule 24 du Recueil des travaux publiés par les membres des conférences d'histoire et de philologie à l'Université de Louvain), p. 181-195. Tournai, 1909.

mons, Bovernias, Tingies, Offrigies, Viscurz; de même Tiui-liacas devient Tuwlies, Houzeis, Alsonia, Battiniacus (1).

Toutefois l'un comme l'autre de ces deux polyptiques est d'un laconisme décevant. C'est une froide nomenclature des noms de bien-fonds. Aucun renseignement sur l'étendue et la composition de ces propriétés, le nombre et la condition des tenanciers, le mode d'exploitation, comme c'est le cas dans des documents similaires d'autres abbayes (2).

Heureusement nous sommes à même aujourd'hui de pouvoir y suppléer dans une certaine mesure. Le même manuscrit de Mons renferme une *Descriptio villarum*, qu'un ancien annotateur rapporte franchement à l'an 866 (3), deux ans donc après l'usurpation d'Hubert et au début du gouvernement de Jean de Cambrai.

La copie ne remonte pas au delà du XVIII^e siècle; ce qui explique les incorrections dans la transcription. En outre elle est incomplète (4) et présente des lacunes, dues soit à

(1) Voir J. WARICHEZ, *ouvrage cité*, p. 183 et 184.

(2) Comme c'est le cas notamment pour les célèbres *polyptiques* de Saint-Germain-des-Prés et de Saint-Remi, tous deux édités par GUÉRARD.

(3) *Hæc descriptio*, écrit-il, *facta est anno 866, ut videre est fol. 48 antiquitatum Lobbiensium, continetque redditus et villas quæ residue fuerunt monasterio, post dissipationem bonorum factam ab Hüberto impio monasterii invasore.* — L'annotateur a bien soin de distinguer spécifiquement et chronologiquement cette *Descriptio* du *Polyptique*. Car dans une glose qui fait le pendant à celle-ci, il ajoute : *Nota quod in alio perantiquo registro continente diplomata, ultra medium inveniuntur nomina villarum quæ possidebat Monasterium Lobbiense anno quarto decimo regni Lotharii regis Francorum, filii Lotharii imperatoris, filii Ludovici pii, filii Karoli magni.* Nous sommes donc bien ici en 868-869 (cfr. R. PARISOT, *ouvrage cité*, p. 79).

(4) On n'y trouve guère que 42 domaines, alors que les deux versions du *Polyptique* en énumèrent, l'une 137, l'autre 184 (cfr. J. WARICHEZ,

la difficulté de lecture, soit à l'original lui-même qui aurait laissé en blanc certaines fixations insuffisamment connues ou moins précisément déterminées.

Si fragmentaires et imparfaites qu'elles soient, nous estimons les pièces de ce genre trop rares et partant trop précieuses pour ne pas les publier *in extenso*.

La description est conçue sur le modèle imposé par l'Empereur, dans son capitulaire de 810 ⁽¹⁾. Ces instructions ordonnaient aux agents royaux de désigner d'abord l'étendue et les revenus du *mansus indominicatus*; et de déclarer ensuite la nature des manses qui en dépendent, avec les redevances et les corvées dont ils sont affectés ⁽²⁾.

Le plan suivi dans cette rédaction reflète le régime de la spécialisation des revenus ⁽³⁾. Chaque service a déjà sa dotation distincte. Les domaines sont groupés suivant leur destination; et nous tenons la description de ceux qui ressortissent aux départements les plus importants de la maison : la mense conventuelle, la custodie, la porterie, l'hôtellerie ⁽⁴⁾.

On sait que dans la plupart des monastères médiévaux, l'histoire économique passe par trois phases successives : le système de la centralisation, celui de la spécialisation, et

ouvrage cité, p. 44, n. 1, p. 182 svv.); et que l'auteur du traité *De fundatione et lapsu Monasterii* (xii^e siècle) en compte un total de 153 (MGH, ss, t. xvi, p. 550, c. 6).

⁽¹⁾ BORETIUS, *Capitularia*, t. I, p. 251 (MGH, sect. II, LL). Hanovre, 1883.

⁽²⁾ Cfr. H. SÉE, *Les classes rurales et le régime domanial en France*, p. 29. Paris, 1901.

⁽³⁾ Voir K. LAMPRECHT, *Deutsches Wirthschaftsleben im Mittelalter*, t. I^{er}, p. 832. Leipzig, 1886.

⁽⁴⁾ Sur les offices monastiques, on peut lire A. LUCHAIRE, *Manuel des institutions françaises. Période des Capétiens directs*, p. 78 svv. Paris, 1892.

enfin celui des bénéfices réguliers (1). Les établissements religieux, surtout ceux fondés par des réformateurs (2), mirent parfois de longs siècles à passer de la première étape à la seconde. Les célèbres abbayes de Saint-Martial de Limoges (3) et de Saint-Denis de Paris (4) n'y parviennent pas avant le XII^e siècle. Pour Lobbes, le pas est fait dès 866. Les dilapidations d'Hubert pourraient bien avoir précipité l'évolution. Et nous nous trouvons peut-être en présence du projet même de répartition qui devait inaugurer le régime nouveau.

Descriptio villarum quæ ad opus Fratrum in Cænobio Laubaco ad victum et vestimentum servire debent facta per Johannem Cameracensem Episcopum jubente piissimo Lothario anno Regni decimo quarto.

Sunt in manso dominicato infra monasterium (5) in loco qui dicitur Rodus (6) de terra arabili Bunaria viginti duo et

(1) Cfr. DE MOREAU, *L'abbaye de Villers-en-Brabant aux XII^e et XIII^e siècles* (fascicule 21 du Recueil des travaux publiés par les membres des conférences d'histoire et de philologie à l'Université de Louvain), p. 228-229. Bruxelles, 1909.

(2) Voir P. VIOLLET, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 318. Paris, 1898.

(3) CH. DE LASTEYRIE, *L'abbaye Saint-Martial de Limoges*, p. 211 svv. Paris, 1901.

(4) OTTO CARTELLIERI, *Abt Suger von Saint-Denis*, p. 112 svv. Berlin, 1898.

(5) Le scribe note en marge : *Villa, colonia, fundus cum certo agri modo.*

(6) C'est la terre du *Rœulx*, comprise dans le premier méandre de la Sambre, vers Sars-la-Buissière. Elle est aujourd'hui traversée par le chemin de fer du Nord et occupée par des briqueteries. Voir J. WARICHEZ, *ouvrage cité*, p. 182, n. 3.

in Broilo ⁽¹⁾ duodecim et in cultura quæ est juxta sanctum Ursmarum viginti. Silva in qua possunt saginari porci mille. unde et jam exeunt pull. L. de melle sestaria .III. de humblone mod .XII. molendina .II. camba .I. solvit libr. I. Sunt ibi sessi LXXXVII ⁽²⁾.

Est mansus .I. in loco qui dicitur Samsonis ⁽³⁾ ad quem aspiciunt de terra arabili Bunr. XV. de prato Bunr. VI. et jornal. I. Sunt ibi de nutrimento boves .II. Vacca .I.

Est Cella quam Decanus Fratrum tenet in qua sunt de terra arabili Bunar. XVI et S. pratum bunr. III. camba. I. Sunt ibi boves II.

Est et jam in Tudinio ⁽⁴⁾ Mansus habens de terra arabili Bunr. XX. pratum bunr. V. et jorn. I. molendinum. I. unde exeunt de Farina mod. CXX. pull. pasti .X. sunt ibi sessi XXXVI.

In quarto manso sunt Bunr. de terra arabili et prato. XV.

In quinto manso sunt de terra arabili Bunr .VIII. de prato Bunr .II.

In sexto manso qui nominatur Hulbias ⁽⁵⁾ sunt de terra arabili Bunr .V. et de prato jornal .IIII.

(1) Le *Bruille* est la partie marécageuse propre à servir de prairies.

(2) Le scribe note encore : *Loca idonea ad construendum edificium*.

(3) Dans le *Polyptique*, ce lieu est appelé *Samsonis petra*. Je l'ai timidement identifié avec la *Piraille*-sous-Thuin. Cfr. J. WARICHEZ, ouvrage cité, p. 182, n. 2.

(4) *Thuin*, arrondissement et canton de ce nom.

(5) Par exclusion, je serais tenté de voir là ce que le *Polyptique* appelle *Hidulfi monte* et que j'ai traduit par *Hodoumont*, ferme sise autrefois entre Lobbes et Mont-Sainte-Geneviève. Mais je renonce à expliquer philologiquement la transformation, autrement que par une mauvaise lecture.

Est jam in Villa Rādinias (1) Mansus indominicatus ad quem aspiciunt de terra arabili Bunaria. CCCLII. de prato Bunr. III. Silva in qua juxta estimationem saginari possunt porci. L. Molendina. II. solvit unusquisque de farina modios. L. et pull. pastas. X. cambæ. II. unaquæque de argento Libram I. Sunt mansi aspicientes ibi .XXXVIII. et dimid. Solvit unusquisque omni anno de spelta mod. XXX. et multonem trium annorum. I. de Lino fusa. L. Ad alterum annum soalem. I. et vineas facit pullos .II. ova. X. et pro silva pullum. I. Sunt ibi haistaldi (2) .XVI. octo ex ipsis solvunt unusquisque denr. XII. feminae .XX. undecim ex ipsis unaquæque. denr. II. insuper. II^æ. unaquæque denr. VI. donant inter omnes pro hoste (3) solidos. X. sunt in summa mansi. XLIII. et dimid. Invenimus ibi ex nutrimento Boves. III. Vacas. V. cum vitulis suis. porcos. XXX. Berbices. XXX. Sunt insuper serviles mansi. VI. Solvit unusquisque pullos. II. ova. X. et pro silva pullum. I. de humblone mod. I. Sunt in summa de Spelta corb. LXXII. de Lino mille DCCCCXXV. fusa. de argento omni anno solid. LX. et denr. decem et porcos .XXXVIII. et dimid. multones omni anno. XXXVIII. et dimid. Habuit ibi presenti anno de Spelta corbos. XCV. de Avena mod. D. de Ordeo mod. CXXX. de Faba mod. VI. et de piso. III.

Est in Villa Tiwiliacas (4) mansus indominicatus et de

(1) *Ragnies*, arrondissement et canton de Thuin.

(2) Le scribe note en marge : *Rustici, mansionarii, qui in prædiis domini mansiones habent et glebæ addicti.*

(3) Le scribe observe encore : *Pro servitio militari quod dominis suis debebant vasalli et tenentes.*

(4) *Thuillies*, arrondissement et canton de Thuin.

terra arabili Bunr. CLII. et jorn. II. de prato bunr. III. Silvam juxta estimationem ad porcos. L. molendina. II. de uno exeunt modii de farina. LX. et de Brac. XX. de altero de farina modii. XV. unusquisque pull. pastas. X. Camba .I. Solvit de argento Libram. I. Sunt alii mansi ingenuiles .XXIII. solvit unusquisque omni anno de Spelta mod. XVIII. Multonem trium annorum. I. exceptis. III. mansi. de Lino fusa .XL. pro hoste inter omnes solid. X. pullos. II. ova. V. et pro silva pullum. I. Sunt ibi alii mansi serviles .II. solvit unusquisque multonem antan. I. de Lino fusa .XX. aut vadit pro vino aut donat denr. XII. Sunt ibi hais-taldi. VIII. quattuor ex ipsis unusquisque donat den .XII. Feminae. VII. sex ex eis unaquæque denr. II. Sunt in summa mansi. XXVI. inventum ibi ex nutrimento Boves .III. porci. X. Berbices. VI. Sunt in summa de argento solid. XXXV. de Spelta corb. XXVIII. et mod. XII. de Lino fusa mille. Multones .XXII.

Sunt præterea in Villa Lehelgeias ⁽¹⁾ mansi. III. ad supradictam villam pertinentes solventes eundem servitium quem superiores. molendinum solvens mod. XV. cambia .I.

Est in Villa Alesta ⁽²⁾ mansus indominicatus de terra arabili habens Bunr. . . de prato bunr. . . . Ecclesia. I. solvens Libram. I. ad quam aspiciunt mansi. V. Molendinum. I. solvens duas partes. Camba. I. solvens. . . . Sunt alii mansi ingenuiles. XXV. Solvit unusquisque de Spelta mod. . . . multonem unum. de Lino fusa. . . . pro

(1) Forme étrange pour désigner probablement *La Houzée* qui forme un hameau important de Thuillies.

(2) Traduction connue dans le pays, à l'égal du *Donum Stephani*, pour signifier *Donstiennes*, arrondissement et canton de Thuin.

hoste inter omnes solid. . . . sunt ibi haistaldi. XII. denr. solventes.

Est in Villa Strata ⁽¹⁾ mansus indominicatus habens de terra arabili Bunr. LXXV. de prato Bun. I. Silvam juxta estimationem ad porcos . . . Molendinum. I. solvens duas partes. Camba. I. solvit duplum. Sunt alii mansi ingenuiles .XXV. solvit unusquisque de Spelta mod. XX. et seminant ad trimensium in mense Maio. Solvunt uno anno denr. XII. Altero solid. II. et faciunt ad vineas Carra. II. in festivitate sancti Remigii. Solvunt unusquisque de Lino fusa. XL. pullos. II. ova. V. et pro silva pullum. I. sunt ibi haistaldi. XII. solventes denr. XII.

Est in Villa Erliaco ⁽²⁾ mansus indominicatus de terra arabili Bunr. XXIII. Sunt ibi vineæ unde vinum. . . possunt ibi colligi mod. CC. mansi. XVI. Solvit unusquisque denr. II. pullos. III. ova. XV. et quando vinum modium. I. Sunt in summa solidi. II. et denr. VIII.

Est in Villa Strono ⁽³⁾ mansus indominicatus et de terra arabili Bunr. XXX. et de prato Bunr. III. silva juxta estimationem ad porcos. XXX. Sunt ibi alii mansi. VI. et dimid. donat unusquisque de Lino fusa. XV. de Ligno carra .VI. pullos .II. ova. V. super est mansus .I. qui solvit solid .III. Haistaldi .III. Solvit unusquisque denr .XII.

(1) *Strée*, arrondissement et canton de Thuin.

(2) *Herly* ou *Saint-Erme*, arrondissement de Laon. canton de Sissonne (France).

(3) Mauvaise lecture probablement qui rend le mot inidentifiable. Il n'y a rien de pareil dans aucune des deux leçons du *Polyptique* : à moins qu'il ne faille y chercher *Traignies* (Trahegnies-sous-Leval, dans le canton de Binche).

Feminæ .VIII. unaquæque denr .II. Sunt in summa solidi .VII. et denr .IIII. de Lino fusa .XC. inventi sunt ibi ex nutrimento porci .XV.

Est in Villa Haistrudis ⁽¹⁾ mansus indöminicatus de terra arabili Bunr .LVIII. de prato bunr .III. Molendinum .I. solvit de farina mod .XV. Camba .I. mod .XC. de Annona. Sunt ibi mansi .XII. Solvit unusquisque de Spelta mod. .XV. de Lino fusa .XXX. et quando pastio est Sualem .I. tres mansi ex ipsis pro hôte denr .XX. Reliqui denr .IIII. pullos .II. ovâ .V. super est mansus .I. Absus . . . Inventa sunt ibi ex nutrimento pecora .XV. porci .VIII. Berbices .XX. Sunt in summa de argento solidi .VIII. de Spelta Corb .XII. inter farinam et Annonam modia .CV. de Lino fusa .CCCLX.

Est in Villa Spined ⁽²⁾ mansus indominicatus de terra arabili Bunr. XLII. Silvam ad porcos. XII. Cambam .I. quæ reddit de Annona mod. XC. aspiciunt ibi Mansi. VIII. solvit unusquisque de Spelta mod. XV. de Lino fusa. XXX. pro hoste denr. XII. pullos. II. ova. V. et pro silva pull. I. hais-taldi. VII. donât unusquisque denr. XII. feminæ. XX. unus-quæque denr. II. Sunt in summa de argento solid. XVII. et denr. III. de Spelta Corb. VIII. de Annona. XC. de Lino fusa .CCXL.

(1) *Hestrud*, arrondissement d'Avesnes, canton de Solre-le-Château (Nord).

(2) Est-ce *Épinoit-sous-Hestrud* ou *Épinois-lez-Binche*? On n'oserait le décider. La place que ce domaine occupe ici et dans la plus ancienne leçon du *Polyptique* me porte vers la première identification; d'autre part certaines chartes du *Cartulaire de Lobbes* m'inclinent vers la seconde. Voir J. WARICHEZ, *ouvrage cité*, p. 101, n. 1.

Est in Villa Lederna ⁽¹⁾ mansus indominicatus de terra arabili Bunr. CL. de prato bunr. III. Silvam ad porcos .C. Camba. I. quæ solvit Libram .I. aspiciunt ibi mansi ingenuiles. XXXVI. Solvit unusquisque de Spelta modios .XVII. de Lino fusa. XXX. pro hoste inter omnes solid. VI. pullos .II. ova .V. et pro silva pull. I. Sunt insuper Mansi Lidorum ⁽²⁾. IIII. Solvit unusquisque de Spelta mod. XV. de Lino fusa. XXX. de humblone modium. I. pullum .I. ova .V. Haistald. XVII. Sex de illis solvunt singuli denr. .II. Feminæ .XI. Septem ex illis unaquæque denr. II. Sunt etiam manselli serviles. IIII. unusquisque de humblone mod. I. pullum .I. ova .V. fiunt simul mansi. XLIIII. de argento solid. XXXIII. de Spelta Corb. XLIIII et mod. XII. de Lino fusa mille CC. habuit ibi presenti anno ex Conlaborato de Spelta Corb. XXX. de Avena mod. CCC. et de farina modios .II.

Est in villa Hun ⁽³⁾ mansus indominicatus de terra arabili Bunr. C. de prato Bunr. IIII. Silvam ad porcos. . . unde exit ex melle Sestarius .I. et dimid. Molendina .II. Solvit unusquisque omni anno de Annona mod. XL. aupastas. II. pullos pastas. VI. ova. C. respicit ibi Molendinum tertium. . . Cambæ .II. donat unaquæque de argento Libram .I. AEcclesia habet mansos. III. quæ solvit de argento Libram. I. Sunt ibi alii mansi. VI..... cientes. XXX. Solvit unusquisque omni anno de Spelta mod. XV. multonem

(1) *Leernes*, arrondissement de Charleroi, canton de Fontaine-l'Évêque.

(2) Le scribe note en marge la définition suivante : *Lidus, id est servus adscriptitiuus, servus glebæ qui in Ecclesiarum fisci seu prædiis degit ; potior tamen est conditio lidi quam servi.*

(3) *Hon-lez-Bavai*, arrondissement d'Avesnes, canton de Bavai (Nord).

antanr. I. de Lino fusa .XXIII. pro hoste inter omnes solid. X. Et pro Vinaritia Solid. II. ad tertio anno porcum. I. pull. II. ova. V. et pro silva. I. Sunt insuper mansi. VIII. Absi.

Est in Villa Asindo ⁽¹⁾ mansus indominicatus de terra arabili Bunr. XXVI. de prato jornal. II. aspiciunt ibi manselli. III. solvit unusquisque de Lino fusa. XXIII. et pullos. III. ova. X.

Est in Villa Arelgeias ⁽²⁾ mansus indominicatus de terra arabili bunr. XX. de prato .I. Camba. I. sine anuali censu. Sunt ibi mansi vestiti. III. solvit unusquisque omni anno de Spelta mod. XIII. de Lino fusa. XXIII. uno anno facit vineas, altero anno donat pro hoste denr. XII. pull. II. ova. X. Haistaldi. XI. Septem ex ipsis solvit unusquisque denr. XII. Feminae. XII. Solvit unaquæque denr. II. inventi sunt ibi ex nutrimento Boves .II. Vaccae .III. cum Vitulis .III. porci. II. Sunt inter totum mansi .LII. de argento uno anno Libræ. III. et solid. I. altero anno Libr. III. et solid. III. de Spelta Corb. XXXIII. et mod. VIII. de Lino pens. XI et fusa. XLVIII. fuit ibi presenti anno ex Conlaboratu de Spelta Corb. XXII. de avena mod. CC. de ordeo mod. CC. Sunt insuper mansi. III. Absi.

(1) Une mauvaise lecture a rendu ce mot méconnaissable. Ne serait-ce pas plutôt *Asnido* ? Je ne trouve dans le *Polyptique* pour s'en rapprocher un peu que *Asnoit* (Aulnois, arrondissement de Mons, canton de Pâturages.)

(2) Ici l'identification est encore plus malaisée. Je me demande si ce n'est pas *Vellereille* (canton de Binche), que Folcuin dans sa chronique (*Gesta Abb. Lobb.* c. 31) appelle au x^e siècle, *Villa-Renia*.

Est in Villa Nachtinās ⁽¹⁾ mansus indominicatus de terra arabili bunr. CXX. de prato bunr. VI. Silvam de glande juxta estimationem ad porcos. XX. saginandos. Sunt ibi molendina. II. sine censu. Cambæ. III. de unaqueque Lib. I. Sunt ibi mansi. XVIII. qui solvunt æqualem censum omni anno de Spelta mod. XV. et de avena mod. XII. et porcum de. XII. denr. de Lino fusa. XXX. et ad tertium annum solvunt Vaccam .I. et ipso anno non solvunt annonam et pull. III. unusquisque et ova. X. Supersunt ibi alii mansi serviles .VIII. qui faciunt juncte (?) et Bracem et farinam. et mod. donant de humblone et pull. I. et ova. V. de ipsa Villa solvunt in hoste .VIII. solid. inter omnes et ad vineas faciunt Carros .II. Sunt ibi haistald. XIII. ex his solvunt .VII. censum unusquisque denr. XII. Feminæ .X. unaquæque solvit denr. II. de nutrimento invenimus ibi Vaccas .V. cum Vitulis anniculis .III. et juniculam .I. porcos .XXX. fuerunt ibi de Spelta presenti anno Corb. LX. inter advenam et ordeum mod. DC. de faba mod. X. de piso mod. X. Sunt in Summa de argento omni anno .LXXV. solid. et denr. X. de Spelta Corb. XVIII. de advena modii .CCXXVIII. porci .XVIII. Vaccæ .XVIII. in tertio anno de Lino fusa .DLXX.

Est in Villa Ducia ⁽²⁾ mansus indominicatus de terra arabili bunr. XXX. de prato bunr. II. Silvam ad porcos .XX. saginandos juxta estimationem. Camba .I. unde

⁽¹⁾ *Szintes*, arrondissement de Bruxelles, canton de Hal. La plus ancienne version du *Polyptique* donne : *Nahtinas sive ad Sanctas*. Voir J. WARICHEZ, *ouvrage cité*, p. 188.

⁽²⁾ *Ladeuze*, arrondissement d'Ath, canton de Chièvres. Cfr. *ibidem*.

exeunt in toto anno mod. XC. de ordeo. Sunt ibi mansi .XVII. Solvit unusquisque mod. XII. de Brace et porcum .I. et sunt .III. ex his qui solvit unusquisque de Lino fusa .XL. reliqui solvunt fusa .XX. de Lino. pull. III. ova .XII. inter omnes solvunt de hoste .VI. solid. et unam Carratam ad Vineas faciunt. Supersunt ibi mansi serviles .III. qui faciunt omni Ebdomada dies .III. de illis .XIII. mansis exeunt camsili .XIII. sunt ibi Camsiliarie .XIII. quæ inter duas faciunt camsilum .I. Sunt ibi haistaldi .V. qui solvunt unusquisque denr. XII. Super sunt inter haistaldos et haistaldas .XXX. solvunt censum. de nutrimento invenimus ibi boves .II. Vacca .V. cum Vitulis suis et anniculos .II. porcos .XXXIII. Berbices .VIII. fuit ibi anno præsentis de Conlaboratu mod. CCC. de ordeo. de avena .CL. inter fabam et pisum mod. XX. fuit in Summa de argento solid .XVI. de Brace .CCXXVI. . . . de Lino fusa .CCCC. Camsili .XX.

Est in Sigulfi Villa ⁽¹⁾ mansus indominicatus habens bunr. . . . de prato in Villa Braglo ⁽²⁾ bunr. . . . silvam in peruntia ad porcos. . . . Ecclesia .I. solvens . . . Camba .I. solvens . . . molendinum solvens . . . Sunt ibi mansi .XCIII. solvit unusquisque modia . . . porcum .I. de Lino fusa . . . pull. III. ova .XII. de hoste inter omnes solid. . . . et faciunt ad vineas carratas . . . faciunt omni Ebddomada de manuopere dies . . . et Bubus . . . sunt ibi haistaldi . . . qui solvunt denr. XII. Est de

(1) *Segelsem*, arrondissement d'Audenarde, canton d'Hoorebeke-Sainte-Marie.

(2) *Brakel* qui se retrouve dans Op-Brakel et Neder-Brakel, arrondissement d'Audenarde, canton de Nederbrakel.

eadem Villa Offinbeka ⁽¹⁾ .XII. mansionarii cum Camba et molendino. Sunt preterea de eadem Villa mansi .V. in Villa quæ dicitur Falconis mons ⁽²⁾ solventes eundem Censum.

Sunt etiam ex supradicta Villa mansi .XV. in villa quæ dicitur Vergenou ⁽³⁾ et est ibi mansus indominicatus habens de terra arabili bunr. . . . de prato bunr. . . . Ecclesia .I. . . . Camba . . . solvens . . . molendinum solvens Reliqui mansi solvunt eundem Censum quem superiores. Sunt et ex supradicta Villa mansi .VII. ultra fluvium scald. in pago . . . in loco qui dicitur Rodus ⁽⁴⁾.

Est in Villa quæ dicitur Alost ⁽⁵⁾ mansus indominicatus habens de terra arabili bunr. . . . de prato bunr. . . . Camba . . . Molendinum . . . solvens . . . sunt alii mansi . . . solvit unusquisque mod. . . . de Lino fusa . . . pullos .III. ova .XII. est ibi silva ad porcos . . . inter omnes solvunt pro hoste solidos . . . et faciunt ad vineas Carros . . . et faciunt in Ebdomada de manuum

⁽¹⁾ J'ai eu tort, en suivant mes devanciers, d'y voir (*ouvrage cité*, p. 188) *Hollebeke-sous-Woubrechtgem*. Il s'agit plutôt là de *Holderbeke-sous-Lierde-Saint-Martin*, arrondissement d'Audenarde, canton de Nederbrakel.

⁽²⁾ *Valkenberg-sous-Nederbrakel*. On sait que *Faucon* se dit en flamand *Valk*.

⁽³⁾ L'identification avec *Virginal* (arrondissement et canton de Nivelles) à laquelle je m'étais finalement arrêté n'est guère probable. Je suis de plus en plus convaincu que ce mot est une déformation de quelque nom de localité flamande, méconnaissable sous l'altération.

⁽⁴⁾ Il y a *Schelderode*, sur l'Escaut, arrondissement de Gand, canton d'Oosterzeele.

⁽⁵⁾ *Alost*, arrondissement et canton du même nom.

opere dies . . . et de Bubus dies . . . Sunt ibi haistaldi . . . qui solvunt denr .XII.

Est in Villa quæ dicitur Tigelrode ⁽¹⁾ mansus indominicatus habens de terra arabili bunr. . . . Ecclesia .I. solvens . . . sunt et alii mansi .XL.

Sunt et in Villa quæ dicitur Tisingabeim ⁽²⁾ mansi .IIII. solvit unusquisque pro censu solid .V. et porcum .I.

Est in Flandris Vaccaritia una in loco qui dicitur Aldenborg ⁽³⁾ et est ibi terra Censualis unde exeunt Libræ . . .

Est in Villa quæ dicitur Gimiacus ⁽⁴⁾ mansus indominicatus ad quem aspiciunt de terra arabili bunr. . . . de prato bunr. . . . Ecclesia .I. solvens . . . sunt ibi alii mansi .LX. infra eandem Villam, sunt ex ipsis mansis . . . solvit unusquisque de Spelta mod. VIII . . . mod .I. compl. de ordeo mod .III. Ras. et ad. alterum annum porcum .I. et tunc non solvit Linum . in ceteris annis solvit de Lino fusa .XXX. Est ibi molendinum .I. solvens inter Bracem et Farinam mod .C. Camba .I. solvit omni mense de Cervisia haimas .XX. est ibi Silva communis et est alia Forestus ad porcos . . . sunt in Castello Hunia ⁽⁵⁾ bunr. .VIII. et in Rodo ⁽⁶⁾ trans fluvium Pintum mansi .VIII.

(1) *Thielrode*, arrondissement de Saint-Nicolas, canton de Tamise (Waes).

(2) *Diseghem*-sous-Edeghem, arrondissement d'Anvers, canton de Contich. Voir J. WARICHEZ, *ouvrage cité*, p. 189, n. 3.

(3) *Oudenbourg*, arrondissement d'Ostende, canton de Ghistelles.

(4) *Jumet*, canton du même nom, arrondissement de Charleroi.

(5) *Heigne*-sous-Jumet.

(6) *Roux-lez-Charleroi*.

solventes unusquisque Kl. januarii solum denar .V. et scindulas .C. Libras .II. et solid .V.

In Villa quæ dicitur Flederciolo ⁽¹⁾ sunt mansi .III. solventes eundem censum quem superiores.

Sunt in Villa Baslin ⁽²⁾ mansi .IIII. ad supradictam Villam aspicientes eodemque servitio servientes.

In Rokineias ⁽³⁾ quoque sunt ex eadem Villa mansi .VI. cum manso indominicato habente de terra arabili bunr. . . . de prato bunr. . . .

In Jovis-Monté ⁽⁴⁾ similiter de eadem Villa sunt mansi .VIII. cum manso indominicato.

Item ex eadem sunt in Namuco portu ⁽⁵⁾ sessi . . . de unoquoque exeunt denr. . . .

In Villa Dalsuod ⁽⁶⁾ est mansus .I.

In Villa Orel ⁽⁷⁾ est mansus .I. et faciunt ex supradicta Villa ad vineas Carrucas .II.

(1) *Fleurjoux*, ferme située au sud-est de Fleurus, arrondissement de Charleroi, canton de Gosselies. Cfr. ROLAND, *Toponymie namuroise*, t. I, p. 480 Namur, 1899.

(2) *Baulet-sous-Wanfercée*, arrondissement de Charleroi, canton de Gosselies. Voir J. WARICHEZ, *ouvrage cité*, p. 187, n. 4.

(3) *Recquegnies*, arrondissement d'Avesnes, canton de Maubeuge (Nord).

(4) *Jeumont*, arrondissement d'Avesnes, canton de Maubeuge (Nord).

(5) Serait-ce *Namur*?

(6) Inconnu, et sans correspondant dans le *Polyptique*.

(7) *Item* : à moins qu'il ne faille y retrouver la forme *Scorel* de la plus ancienne leçon du *Polyptique*, et que j'ai tenté de traduire par Esquéheries, arrondissement de Vervins, canton le Nouvion (Aisne).

Est in Villa Gosiniacas ⁽¹⁾ mansus indominicatus habens de terra arabili bunr. . . . de prato bunr. . . . est ibi Camba .I. solvens . . . Molendina .II. . . . silva ad porcos . . . sunt alii mansi .XV. solvit unusquisque de Spelta mod. . . . de Lino fusa . . . faciunt in Ebdomada de manu opere dies .III. et de Bubus dies .II. et faciunt ad vineas Carros .II. .

Est in Villa Gislerō ⁽²⁾ mansus indominicatus Absus ad quem aspiciunt de terra arabili bunr. XL. Ecclesia .I. sine Censu. Pratum ad Carr .XX. silva ad porcos .CC. Sunt ibi mansi ingenuiles .XIII. vestiti sunt ex his .V. et dimid. absi .VIII. et dimid. dat unusquisque omni anno denr. .III. de pasto inter hibern. et tremes. mod .XIII. ad quintum annum vadunt ad vineas aut redimunt unusquisque denr .VI. Lini fusa .XL. Asil .C. faciunt pituras pull .III. ova .V. Sunt ibi haistaldi .III. solvit unusquisque denr. .XII. haistaldæ .V. unaquæque denr .II. et faciunt dies .III.

Est in Villa Bermeriacas ⁽³⁾ mansus indominicatus cum orto et arboreta ad quem aspiciunt de terra arabili bunr. ubi possunt seminari ad Hibernaticum mod. CC. ad Tremes. mod. CXXX. pratum ad Carr .XX. silvam ad porcos .XX. Molend .III. solvunt duas partes. Camba .I. solvit Libram .I. est et altera ad serviendum. Sunt ibi et mansi ingenuiles .XVIII. et servilis .I. solvit unusquisque de hoste denr .X. in tertio anno porcum .I. valentem solid. .II. vadunt ad vineas omni anno Carra duo quæ fiunt de

(1) *Gottignies*, arrondissement de Soignies, canton du Rœulx.

(2) *Gilly*, arrondissement et canton de Charleroi.

(3) *Biesmerée*, arrondissement de Philippeville, canton de Florennes.

.III. mansibus aut redimunt denr .XL. similiter ad tertium annum Lini fusa .XL. Natal. Domini. uno anno unusquisque denr .XII. in altero anno denr .VI. pituras faciunt asil .L. pull .III. ova .V. haistaldi sunt ibi .XII. solvit unusquisque denr .III. et haistaldæ .III. unaquæque solvit denr .I. et faciunt dies .III. de sessis in Deo nante ⁽¹⁾ exeunt solid .X. de Ecclesia exeunt denr. .VI. et oblationes festivitate Sancti Petri ⁽²⁾.

De ministerio Custodis Ecclesiæ Santi Petri Apostoli.

Est in Villa Castilion ⁽³⁾ mansus indominicatus cum Edificiis et arboreta. Ecclesia .I. sine censu cum Dodolitio suo. Sunt ibi de hibern. seminata mod .LXIII. de Tremesio mod .XLIII. de Legum. mod .II. silva ad porcos saginandos de glande .X. et communis. pratum ad Carr. XX. Camba .I. in anno solvit mod. de annona. LXII. ad quem aspicijunt mansi .X. et dimid. ex his sunt vestiti .V. et ex his est unus inter Majorem et Cambarium. solvit unusquisque de hoste ex integro manso denr .VI. in pasto de Annona mod .XIII. vadunt ad vineas aut redimunt denr .XII. de Lino fusa .XXX. pullos .III. ova .X. haistaldi sunt ibi .II. solvit unusquisque denr .XII. haistaldæ vero .XX. unaquæque denr .II. et faciunt dies .III. Summa solid .VIII. et denr .X.

(1) *Dinant*, arrondissement et canton du même nom.

(2) Le scribe intercale ici une liste des abbés de Lobbes depuis saint Landelin jusqu'à Folcuin inclusivement (965-990). Il reprend ensuite la *Descriptio villarum* en donnant les propriétés affectées à l'office du « Coûtre ».

(3) *Castillon*, arrondissement de Philippeville, canton de Walcourt.

Est in Cella ⁽¹⁾ quam ipse Custos tenet .I. cum Edificiis orto et Arboreta et ad . . . aspiciens ubi sunt seminat. de hibern. mod .XLIII. ad Tramesium mod .L. pratum ad Carra .XX. silva ad porcos saginandos .CL. Molendinum .I. solvens duas partes. Camba .I. in anno mod .CXVI. altera vero Camba mod .LXII. sunt ibi sessiculi .III de quibus facit unusquisque de ad hibern. Bunarium .I. et ad Tremesium similiter. dat pull .III. cum ovis .V. in Festivitate quoque sancti Martini usque in Kl. Martii faciunt diem .I. opere manuum omni septimana. sunt prætera et sessiculi .V. de quibus exeunt pulli .III. ova .V. nutrimentum Boum .V. animalia .III. Vaccaë .VI. .IIII. ex his habentes vitul. porc .XX. et in monasterio domus .I. . . . schirgia et in Castello.

Est et in Hamtas ⁽²⁾ Ecclesia .I. aspiciens ad Altare Sancti Petri solvens . . . ibi sunt de terra arabili bunr .LXI. . . . et in alio loco bunr .VI.

In Marcenas ⁽³⁾ quoque est mansus .I. de altari jam dicto solvens solid .II. et in Marefalisia ⁽⁴⁾ bunr .V. ex quibus exeunt denr .X. et in Tiwiliacas ⁽⁵⁾ sunt bunr .XII. et in Bercheseias ⁽⁶⁾ mansus est .I.

(1) Ferme attenante au domaine de Lobbes, à ce que l'on pourrait appeler le *manoir seigneurial*.

(2) *Hantes*, arrondissement de Thuin, canton de Merbes-le-Château.

(3) *Marchienne-au-Pont*, arrondissement de Charleroi, canton de Fontaine-l'Évêque.

(4) *Marfalise* ou *Malfaltse*, ferme sous Montigny-le-Tilleul, arrondissement de Charleroi, canton de Fontaine-l'Évêque.

(5) *Thuillies*, arrondissement et canton de Thuin.

(6) *Berzée*, arrondissement de Dinant, canton de Walcourt.

De ministerio Portarii.

Est in Villa Trasiniacas ⁽¹⁾ mansus indominicatus de terra arabili Bunr .XLV. de prato bunr .II. Camba .I. unde exeunt de ordeo modii .LXXX. Molendina .II. quæ reddunt simul de farina modia .LXII. de Brace mod .X. et pull. pastas .VIII. aspiciunt ibi mansi .XVII. tres ex ipsis solvunt unusquisque de Spelta mod .XXX. Reliqui unusquisque mod .XV. et de ordeo mod .VIII. pro hoste denr .XII. et pro vineis inter omnes solid .II. insuper uno anno poreum .I. altero anno de Lino fusa .XX. pullos .II. ova .V. et pro silva pullum .I. haistaldi .III. donat unusquisque denr .VI. Feminae .VIII. unaquæque denr .II. Inventa sunt ibi ex nutrimento pecora .X. porci .X. Berbices .VI.

Est in Monasterio ⁽²⁾ Vaccaricia .I. quæ respicit ad portam. in qua est mansus dominicatus .I. cum Edificiis et orto et Arboreta. ad quem aspiciunt de terra arabili bunr .XVI. pratum ad Carr .XII. Camba .I. menses singulos dimidii anni solvit de Cervesia mod .III.

De ministerio Hospitarii.

Est in Villa Berceias ⁽³⁾ mansus indominicatus cum mansione .I. ad quæm aspiciunt de terra arabili bunr .XXXIII. sunt ibi seminata de hib. mod .L. de Tremes. mod .XXXVIII. de Legum. mod .II. et S. pratum ad

⁽¹⁾ *Trazegnies*, arrondissement de Charléroi, canton de Fontaine-l'Évêque.

⁽²⁾ Encore une annexe à ce qu'on pourrait appeler le *manoir seigneurial*.

⁽³⁾ *Biercée*, arrondissement de Charléroi, canton de Thuin.

Carr .XXIII. aspiciunt ad illum mansi .VII. et S. omnes vestiti excepto dimid. solvit unusquisque gallinam .I. cum pulcinis .X. serviunt omni Ebdomada dies .III.

Est et in Castello Tudinio ⁽¹⁾ domus .I. et Scurgia. Molendin .II. solventia duas partes. Cambæ .II. una solvit solid .XVI. et altera in unoquoque mense de Cervesa mod .XVIII. haistaldus .I. solvit denr .XII. haistaldæ .II. unaquæque solvit denr .XII. et aliæ quattuor quæ in Forescia serviunt ⁽²⁾.

(1) *Thuin*, arrondissement de Charleroi, canton de Thuin.

(2) Le scribe interrompt alors longuement la *Description* des domaines. Les dix-neuf pages suivantes sont consacrées à la transcription de documents d'espèces variées.

On y trouve d'abord une courte *Chronique* de Lobbes depuis ses origines jusqu'au ix^e siècle (p. 23-28). Ce récit sert d'introduction au diplôme d'Arnoul de Carinthie, qui, le 13 novembre 889, consomme l'union de l'abbaye à l'évêché de Liège (voir J. WARICHEZ, *ouvrage cité*, p. 41 svv.). A part le préambule qui est un essai de chronologie pour rattacher le temps de Morosus-Landelin à l'ère de l'Incarnation, le reste est rédigé avec les expressions même de Folcuin. Sans doute on aurait pu se trouver en présence de la source antérieure, utilisée par l'abbé chroniqueur. Mais l'auteur de notre récit montre qu'il a également connu les *Annales Laubienses*, commencées seulement en l'an mil. Comme elles par exemple, il fait succéder Francon à Hugues et le déclare abbé de Lobbes avant qu'il ne fut évêque de Liège (p. 28) : *abbatia data est Hugoni, filio Lotharii ex Waldrada ; cui in regimine Dommus Franco* POST LEO- DIENSIUM EPISCOPUS *successit* (voir J. WARICHEZ, *ouvrage cité*, p. 40 svv.)

Le document intercalaire suivant (p. 32-39) est le *Polyptique*. J'ai publié cette nouvelle leçon en la mettant en rapport avec l'ancienne (*ouvrage cité*, p. 182-195).

Enfin une pièce importante pour l'histoire littéraire vient clore cette longue parenthèse. C'est le catalogue de la Bibliothèque de l'abbaye, dressé sur l'ordre de Folcuin entre les années 972 et 990. Je l'ai édité dans mon chapitre sur l'*activité littéraire* à Lobbes (*ouvrage cité*, p. 254 svv.), où il m'a été d'un précieux appoint.

In Villa Hagna ⁽¹⁾ est mansus dominicatus. habet ibi seminatum inter hibernaticum et Tremesium mod .LXX. pratum ad Carra .X. sunt ibi mansi .XXX. ex ipsis sunt vestiti .IIII. alii sunt apsi. in Maio singuli solvunt omni anno arietem unum. et a tertio anno arietem .I. et Verbicem cum agno. de past. solvunt de Annona mod XVIII. ad tertium annum vineas faciunt aut redimunt denr .VI. de hoste in quarto anno solvunt denr .XII. ad tertium itaque annum dant de Lino fusa .XX. pull .II. ova .V. Axil .C.

Item cujus supra.

In Villa Hionio ⁽²⁾ est Ecclesia quæ solvit solid .II. ibi est mansus dominicatus sine Edificiis habens de terra arabili ubi possunt seminari inter hibern. et tremesium de annona modia .LX. Camba .I. solvit de Cervesia mod. .XLVIII. molendinum .I. quod duas partes solvit. pratum ad Carr .XXX. ⁽³⁾.

(1) *Haine-Saint-Pierre*, arrondissement de Charleroi, canton de Binche.

(2) *Hyon*, arrondissement et canton de Mons.

(3) La suite manque au manuscrit.

X

*Note sur un fragment des archives de la Nonciature
de Flandre, conservé parmi les manuscrits Barberini
à la Bibliothèque Vaticane.*

(par L. VAN DER ESSEN.)

Au cours d'une récente mission en Italie, nous eumes l'occasion de nous arrêter à Rome pour y effectuer quelques recherches dans les archives et la bibliothèque du Vatican. En examinant de près les riches collections des princes Barberini, réunies depuis quelque temps aux fonds de la Bibliothèque Vaticane, nous avons été frappés d'y trouver, dans une suite quasi ininterrompue, les correspondances originales des nonces de Flandre, échangées avec la secrétairerie d'État de 1608 à 1674.

Nous n'ignorons point que la présence de ces documents dans la collection mentionnée est un fait connu des travailleurs qui fréquentent le célèbre dépôt.

Cependant, comme l'ensemble de ces correspondances n'a pas encore été décrit d'une façon complète et quelque peu détaillée, il ne nous parut pas inutile d'en dresser la liste ⁽¹⁾, d'autant plus que M. le chanoine A. Cauchie nous

(1) Nous nous faisons un plaisir de remercier M. l'abbé A. Pasture, chapelain de Saint-Julien des Flamands à Rome, pour les précieux renseignements qu'il a bien voulu nous fournir à propos de cet article.

avait prié de porter notre attention sur les documents concernant la Nonciature qui seraient de nature à compléter les matériaux déjà antérieurement recueillis par lui (1).

Pour dresser la liste qui suit nous nous sommes aidés du bon inventaire manuscrit des collections Barberini, que Don Alessandro Pieralisi a consacré spécialement aux papiers diplomatiques (*carteggi diplomatici*) (2).

L'on sait que, depuis leur réunion aux fonds de la bibliothèque vaticane, les manuscrits Barberini ont été signés d'une nouvelle cote. Nous avons cependant ajouté, dans notre liste, celle que portaient les volumes avant leur réunion à la Vaticane.

Voici donc l'énumération des correspondances, rangées sous le nom des nonces successifs :

1. *Ottavio Mirto Frangipani*, nonce à Bruxelles de 1596 à 1606.

Lettre datée de Bruxelles, 28 janvier 1606. Cette importante missive est adressée à M^{gr} Maffeo Barberini, nonce à Paris. Elle traite des secours fournis par Henri IV aux rebelles des Pays-Bas.

Barberini, Ms. lat. 6797 (LXXIX, 56), f^o 1^{ro}.

(1) Voyez p. ex. A. CAUCHIE, *De la création d'une école belge à Rome*, pp. 24-34 (Tournai, 1896); LE MÊME, *Rapport sur la correspondance d'Ottavio Mirto Frangipani, premier nonce de Flandre (1596-1606), conservée à la Bibliothèque nationale de Naples*, dans les *Bulletins de la commission royale d'histoire*, 1908, t. LXXVII, p. XLIII-LX.

(2) *Inventario di carteggi diplomatici raccolti e ordinati dal ch. e r. SANTE PIERALISI, bibliotecario, e dal suo successore DON ALESSANDRO PIERALISI.*

2. *Guido Bentivoglio*, nonce à Bruxelles de 1607 à 1615.

a) Correspondance : 17 mai 1608-23 octobre 1610. — Les lettres sont adressées en majorité au cardinal Borghèse, quelques-unes au cardinal Maffeo Barberini. Le volume commence par une supplique au pape, datée de 1602.

Barberini, Ms. latin 6803 (LXXX, 4).

b) Correspondance : 8 janvier-25 juin 1611. — Les lettres sont adressées au cardinal Borghèse.

Barberini, Ms. latin 6804 (LXXX, 5).

c) Correspondance : 2 juillet-31 décembre 1611.

Barberini, Ms. latin 6805 (LXXX, 6).

d) Correspondance : 7 Janvier-30 juin 1612.

Barberini, Ms. latin 6806 (LXXX, 7).

e) Correspondance : 7 juillet-22 décembre 1612.

Barberini, Ms. latin 6807 (LXXX, 8).

f) Correspondance : 5 janvier-29 juin 1613. — Ce volume renferme aussi quelques extraits de lettres du 30 juin et du 12 juillet, provenant de l'anglais Norton et relatifs au collège anglais de Douai.

Barberini, Ms. latin 6808 (LXXX, 9).

g) Correspondance : 6 juillet-28 décembre 1613.

Barberini, Ms. latin 6809 (LXXX, 10).

3. *Lucio Morra*, nonce à Bruxelles de 1617 à 1619.

Le précédent manuscrit renferme trois lettres de lui, deux de 1618, une de 1619, adressées au cardinal Maffeo Barberini.

Ms. cit.

4. *Lucio Sanseverino*, nonce à Bruxelles de 1619 à 1621.

Correspondance : 9 janvier-24 mai 1621. — Les lettres sont adressées aux cardinaux Borghèse et Ludovisi. Il y a des lettres *chiffrées*.

Barberini, Ms. lat. 6810 (LXXX, 11).

5. *Chrysogone Flacchio*, chargé d'affaires de la nonciature après le départ de Sanseverino jusqu'à l'arrivée du nonce del Bagno, et après le départ de del Bagno jusqu'à l'arrivée de Lagonissa.

a) Correspondance du premier interim : 22 mai-17 septembre 1621.

b) Correspondance du second intérim : 27 mars-5 juin 1627.

Le volume contient en outre des lettres de 1626, 1638, 1640 et 1641.

Barberini, Ms. lat. 6811 (LXXX, 12).

6. *Giovanni Francesco del Bagno*, nonce à Bruxelles de 1621 à 1627.

a) Correspondance : 24 juillet 1621-31 décembre 1622. — Les lettres et les annexes qui les accompagnent sont adressées au cardinal Ludovisi. Elles portent, tracé au dos, le résumé du contenu.

Barberini, Ms. lat. 6812 (LXXX, 13).

b) Correspondance : 21 janvier 1623-20 mars 1627. — Les lettres ont gardé les annexes qui les accompagnaient ; elles sont adressées aux cardinaux Ludovisi et Barberini.

Barberini, Ms. lat. 6813 (LXXX, 14).

c) Correspondance : lettres de 1627. — Ces missives sont

expédiées d'Arras par le nonce, pendant l'intervalle qui sépare sa nonciature à Bruxelles de celle de Paris.

Barberini, Ms. lat. 6095 (LXIX, 2).

d) Correspondance : 26 juin 1621-31 mars 1627. — Nous avons ici les lettres CHIFFRÉES adressées aux cardinaux Ludovisi et Barberini, avec leurs annexes, de même que de multiples réponses du cardinal Barberini. Il y a cependant de nombreuses lacunes en 1621-1623.

Barberini, Ms. lat. 6814 (LXXX, 15).

7. *Fabio de Lagonissa*, nonce à Bruxelles de 1627 à 1634.

a) Correspondance : dernier mars 1627-30 décembre 1628. — Le volume renferme des lettres CHIFFRÉES et les réponses du cardinal Barberini.

Barberini, Ms. lat. 6815 (LXXX, 16).

b) Correspondance : 2 octobre 1627-28 août 1633. — Ce sont des *avvisi* de Bruxelles.

Barberini, Ms. lat. 6816 (LXXX, 17).

c) Correspondance : 4 janvier 1633-8 mai 1634. — Le volume renferme, en outre, une lettre de 1629, une de l'année 1630, et deux de 1631. Celles de 1633-1634 sont accompagnées de leurs annexes.

Barberini, Ms. lat. 6817 (LXXX, 18).

8. *Lelio Falconieri*, nonce ⁽¹⁾ à Bruxelles de 1634 à 1637.

Correspondance : 23 juin 1635-29 octobre 1637.

Barberini, Ms. lat. 6818 (LXXX, 19).

(1) Lelio Falconieri, archevêque de Thèbes, fut envoyé dans nos provinces en qualité de nonce après la nomination du cardinal-infant Ferdinand comme gouverneur des Pays-Bas. On sait qu'il éprouva tant de diffi-

9. *Richard Paul Stravius*, internonce de 1632 à 1642.

a) Correspondance : 5 mars 1634-27 décembre 1636. — Les lettres sont accompagnées de leurs annexes et de très nombreux *avvisi* de Bruxelles.

Barberini, Ms. lat. 6819 (LXXX, 20).

b) Correspondance : 3 janvier 1637-25 décembre 1638.

Barberini, Ms. lat. 6820 (LXXX, 21).

c) Correspondance : 1^{er} janvier 1639-29 décembre 1640. — Signalons que de l'année 1640 seule il y a soixante lettres.

Barberini, Ms. lat. 6821 (LXXX, 22).

d) Correspondance : 5 janvier 1641-6 mars 1643. — Le volume contient cent quarante-quatre lettres.

Barberini, Ms. lat. 6822 (LXXX, 23).

e) Correspondance : 9 décembre 1633-2 octobre 1638. — Ce sont les lettres CHIFFRÉES de Stravius; elles sont accompagnées d'annexes et de mémoires. Le volume renferme aussi les réponses du cardinal Francesco Barberini. Il ne manque que le déchiffré de la dernière lettre.

Barberini, Ms. lat. 6823 (LXXX, 24).

f) Correspondance : 13 novembre 1638-29 mars 1642. — Suite des correspondances CHIFFRÉES, accompagnées des annexes et des réponses du cardinal Barberini.

Barberini, Ms. lat. 6824 (LXXX, 25).

cultés pour être reconnu par le gouvernement, que, en 1637, il retourna en Italie sans avoir jamais rempli ses fonctions. L'archidiacre d'Arras, Richard Paul Stravius, internonce depuis le départ de Lagonissa, continua de gérer les affaires pendant ces difficultés. Cf. A. CAUCHIE, *De la création d'une école belge à Rome*, p. 27, n. 7.

10. *Antonio Bichi*, internonce de 1641 à 1652.

a) Correspondance : 19 avril-20 décembre 1642. — Les lettres sont accompagnées d'*avvisi* de Bruxelles et de quelques annexes; il y a des réponses du cardinal-secrétaire d'État. On trouve aussi des lettres CHIFFRÉES. Ce volume contient soixante-neuf documents.

Barberini, Ms. lat. 6825 (LXXX, 26).

b) Correspondance : 3 janvier-26 décembre 1643. — Ici l'on trouve de même les annexes et des lettres CHIFFRÉES, en tout quatre-vingt-sept documents, sans compter les duplicata.

Barberini, Ms. lat. 6826 (LXXX, 27).

c) Correspondance : 2 janvier 1644-9 décembre 1651. — En tout soixante-dix-huit documents. On retrouve les annexes et les *avvisi*.

Barberini, Ms. lat. 6827 (LXXX, 28).

11. *Andrea Mangelli*, internonce de 1652 à 1655.

Correspondance : 19 avril 1653-28 mars 1654. — Le volume contient, en outre, aux folios 1-7, la copie d'une lettre du recteur du collège anglais de Douai à l'internonce, datée du 4 avril 1652.

Barberini, Ms. lat. 6828 (LXXX, 29).

12. *Girolamo di Vecchii*, internonce de 1656 à 1665.

Correspondance : 4 mars 1656-2 décembre 1662.

Ms. cit.

13. *Giacomo Rospigliosi*, internonce de 1665 à 1667.

Le manuscrit cité ci-dessus contient de lui une lettre du 14 mai 1667.

14. *Francesco Airoldi*, internonce de 1668 à 1673.

Correspondance : 24 novembre 1668-15 août 1672. — Il s'agit surtout du collège anglais de Douai.

Ms. cit.

15. *Ottavio Falconieri*, internonce de 1673 à 1675.

Correspondance : 1^{er} avril 1673-2 novembre 1674. — Ce volume contient en outre deux lettres de Claudio Agretti, administrateur intérimaire, et une autre de Sebastiano Antonio Tanari, internonce, datant de 1675.

Barberini, Ms. lat. 6829 (LXXX, 30).

Pour être complet, nous devons encore citer les manuscrits latins 6140 et 6141 : le premier est une copie du manuscrit 6811, le second reproduit manuscrit 6815, analysés plus haut.

La collection Barberini contient aussi, à côté des lettres adressées par les nonces à la secrétairerie d'État, des missives expédiés par cette dernière aux nonces. Citons ainsi :

1. Lettres du cardinal Ludovisi à del Bagno (1621-1622). — Minutes.

Barberini, Ms. lat. 5910 (LXIV, 38).

2. Lettres du cardinal Ludovisi à del Bagno (1622-1623). — Minutes.

Barberini, Ms. lat. 5911 (LXIV, 39).

Disons pour terminer, que le manuscrit 5960 (LXVI, 21) contient les copies des lettres du manuscrit 5910 (LXIV, 38) cité ci-dessus.

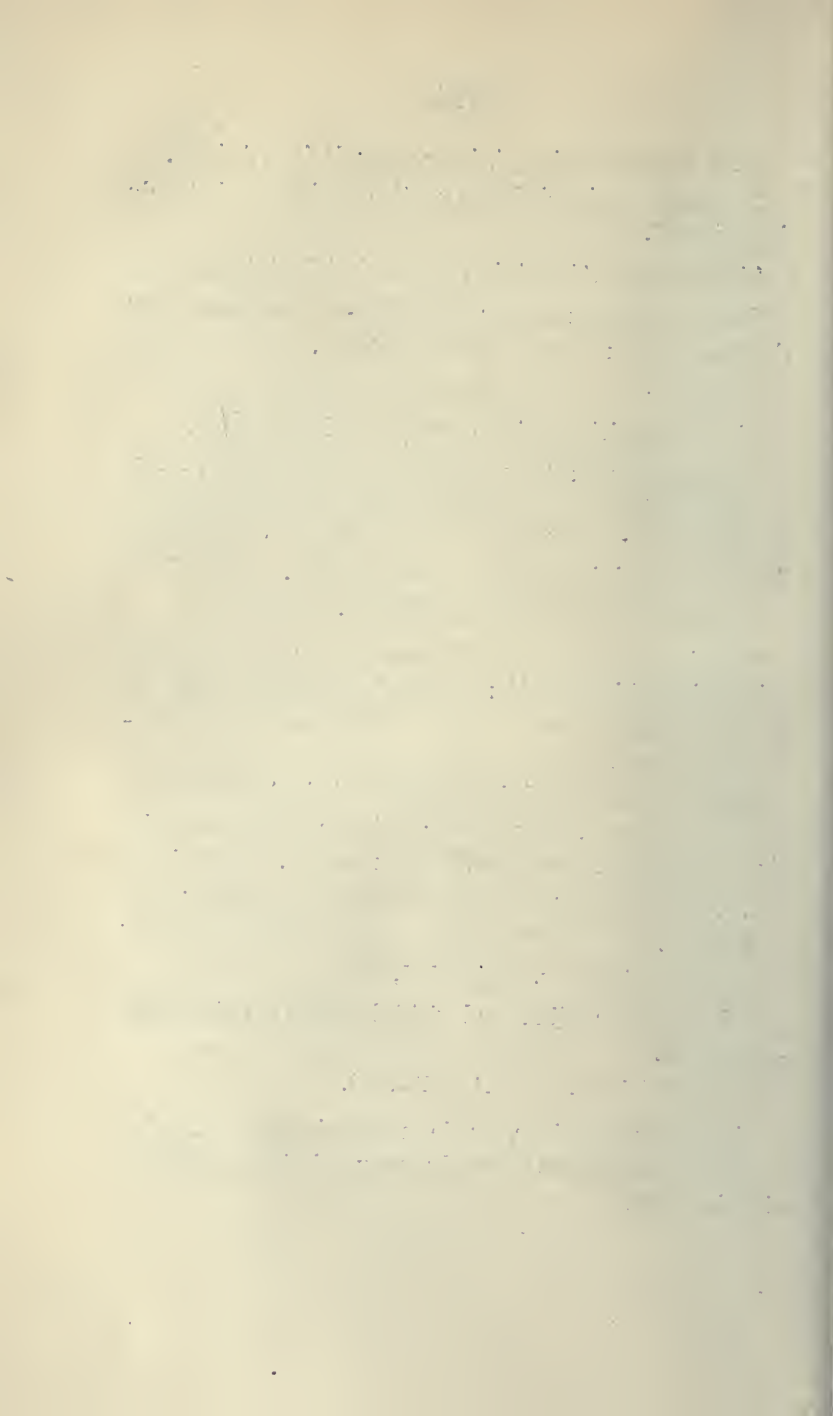


TABLE DES MATIÈRES DU TOME LXXVIII.

I. — SÉANCES.

	Pages.
Séance du 11 janvier 1909	I
CORRESPONDANCE : Demandes de publications	I
RAPPORT ANNUEL	II
PUBLICATIONS : Continuation des <i>Relations politiques entre les Pays-Bas et l'Angleterre sous le règne de Philippe II.</i> — Édition des <i>Genealogie Comitum Flandrie.</i>	VII
CATALOGUES D'ACTES : Catalogues à publier	ib.
MISSIONS SCIENTIFIQUES : Archives farnésiennes de Naples	VIII
 Séance du 18 janvier 1909	 VIII
PUBLICATIONS : <i>Cartulaire de Saint-Lambert de Liège</i>	VIII
BUDGET	ib.
 Séance du 5 avril 1909	 IX
CORRESPONDANCE : Dépêche ministérielle félicitant la Commission sur ses travaux. — Demandes de publications	IX
PUBLICATIONS : Remise par M. BALAU du manuscrit des <i>Chroniques vulgaires liégeoises</i> et par MM. HALKIN et ROLAND de celui du t. II du <i>Recueil des Chartes de Stavelot-Malmedy.</i> — Proposition de M. V. SCHOLLAERT relative à la publication des <i>Chartes de l'abbaye de Bonne-Espérance.</i> — Mesures prises pour la publication du rapport de M. VAN DER ESSEN sur sa mission aux Archives farnésiennes de Naples	XI
TOME LXXVIII.	20

MISSIONS SCIENTIFIQUES : Instructions pour la mission de M. L. VERRIEST aux Archives départementales du Nord. — Recherches de M. WARICHEZ aux archives de Noyon et de Beauvais et de MM. PIRENNE et CUVELIER dans diverses archives des départements du Nord et du Pas-de-Calais	XII
Séance du 5 juillet 1909	XV
CORRESPONDANCE : Approbation ministérielle des fêtes jubilaires de la Commission. — M. DE BORMAN délégué au Congrès de la Fédération archéologique et historique de Belgique. — Demande de publications.	XV
MISSIONS SCIENTIFIQUES : Lettres de M. VAN DER ESSEN sur sa mission aux Archives farnésiennes de Parme et de Naples	XVI
Lettres de M. NÉLIS sur sa mission à Paris	LII
Lettres de M. VERRIEST sur sa mission aux Archives départementales du Nord	LVIII
Missions confiées à M. LONCHAY à Simancas; à M. FRIS à Saint-Omer, à MM. CUVELIER et PIRENNE dans les départements du Nord et du Pas de Calais	LXII
TABLES DU BULLETIN : Décision de publier à l'avenir un index pour chaque volume	LXIII
ANNIVERSAIRE DE LA COMMISSION : Fixation de la date.	ib.
Séance solennelle du 8 novembre 1909	LXVII
Discours de M. BORMANS	LXVII
Discours de M. le Ministre des Sciences et des Arts	LXXVIII
Rapport sur les travaux de la Commission	LXXX
<i>Notre nom national</i> , lecture par M. G. KURTH	CII
Remise par le Roi, aux membres de la Commission, d'une médaille commémorative	CXXII
Liste des membres de la Commission depuis son origine	CXXIII

	Pages.
Séance du 22 novembre 1909	CXXV
CORRESPONDANCE : Demande de publications. — M. BALAU, délégué au Congrès international des archivistes et bibliothécaires. — Envoi de copies relatives aux <i>Relations politiques entre les Pays-Bas et l'Angleterre</i>. — Proposition de M. E. HUBERT, visant la publication de la correspondance des Ministres de France à Bruxelles de 1780 à 1790	CXXV
CATALOGUES D'ACTES : M. A. HANSAY chargé de la rédaction du catalogue des Actes des comtes de Looz — Envoi par M. VAN WERVEKE d'une partie du catalogue des Actes des comtes de Luxembourg	ib.
MISSIONS SCIENTIFIQUES : Envoi des rapports de MM. NÉLIS et VAN DER ESSEN. — Lettre de M. LONCHAY sur sa mission à Simancas. — Lettres de M. VERRIEST sur sa mission à Lille. — Lettre de M. WARICHEZ sur sa mission à Noyon et Beauvais	CXXVI
Envoi par M. WILS du manuscrit de la table de la <i>Correspondance de Granelle</i>	CXXXIX
Décision de joindre une carte à la publication du dénombrement du duché de Brabant	ib.
Remerciements au bureau pour l'organisation de la séance solennelle	ib.
Liste des ouvrages reçus en 1909	CXL

II. — COMMUNICATIONS.

LÉO VERRIEST, Trois chartes-lois inédites de seigneuries de l'ancien Hainaut. (Vicq-Escaupont, Elesmes, Berelles.) (1238-1280-1292.)	1
M. DE PAUW, David Teniers, le jeune, ses ancêtres, ses armoiries et sa noblesse	23
A. CAUCHIE et L. VAN DER ESSEN, Les sources de l'histoire nationale conservées à l'étranger dans les archives privées	45
R. HÄPKE, Deux lettres du vice-chancelier Seld à Viglius	103

	Pages.
D. D. BROUWERS, Les marchands-batteurs de Dinant à la fin du xv ^e siècle	113
É. FAIRON, Un projet de démembrement du diocèse de Liège pro- posé par les Brabançons en 1332 et 1336	142
D. J. ANTEN et A. HANSAY. Deux chartes inédites de 1315 et 1359 concernant les monnayeurs du comté de Looz	193
G. BIGWOOD, Documents relatifs à une association de marchands italiens aux xiii ^e et xiv ^e siècles	205
J. WARICHEZ, Une descriptio villarum de l'époque carolingienne.	245
L. VAN DER ESSEN, Note sur un fragment des archives de la nonciature de Flandre conservé parmi les manuscrits BABERINI la Bibliothèque vaticane	268

TABLE ONOMASTIQUE

DU TOME SOIXANTE-DIX-HUITIÈME DU BULLETIN

A

ABREU, Alvaro d', 50.
 ADRIEN VI, le pape, 62.
 AFFAITADI, la famille des, 75.
 AGOCCHI, légat, 62.
 AGRETTI, Claudio, 275.
 AGUIRRE, Christophe de, 42, 43.
 AIROLDI, Francesco, internonce du pape, 275.
 AIX-LA-CHAPELLE, 149, 153, 154, 176, 182.
 AKEN, Jean van, 32.
 ALBANI, la famille des, 100, 102.
 ALBE, leduc d', 53, 54, 66, 78, 80, 92, 100.
 ALBERT, l'archiduc, 48, 52, 54, 62, 89, 91, 102.
 ALCAÏRO, 32.
 ALDOBRANDINI, cardinal-secrétaire d'État de Clément VIII, 59, 62.
 ALDOBRANDINI, Olympia, femme de Paul Borghèse, 60.
 ALDOBRANDINI. Voyez *Massicci*.
 ALDOBRANDINUS. Voyez *Paltimanni*.

ALÉANDRE, Jérôme, cardinal, 87, 99; Francesco et Girolamo, 88.
 ALESTA. Voyez *Donstiennes*.
 ALEXANDRE VII, le pape, 60.
 ALGAR, William, 51.
 ALLEMAN, Pedro Lopez, 51.
 ALLEN, le cardinal, 61.
 ALNE, l'abbaye d', 20.
 ALNETO, Gérard, notaire, 132, 135.
 ALONSO, Martin, 51.
 ALOST, 259.
 AMIENS, la sentence d', de 1334, 159; la paix d', 150.
 AMMIE, Henri, 197.
 ANDRÉ, l'archiduc, 102.
 ANGELUS, fils du seigneur Grifus, 219.
 ANJOU, le duc d', 89, 90, 97.
 ANNE DE SAXE, 70, 104.
 ANSELMUS, fils de Tanus de Florence, notaire, 219.
 ANVERS, 26, 30, 34-39, 50, 72.
 ARAGON, le cardinal Louis d', 75.
 ARANDA, Juan de, 50.
 ARAPINO, Joseph, 32.

ARDINGHEN, Arnould de, 196, 202.
 ARELGEIAS (?), 256.
 ARKEL, Jean d', évêque de Liège, 144.
 ARNOLFI, Bartholomeus et son frère Thomas, 221.
 ARNOUL DE CARINTHIE, 266.
 ARNOULD, comte de Looz, 193, 194, 196, 202.
 ARTOIS, Robert d', 145.
 ASINDO (?), 256.
 ASOR, Boniface, 197.
 ATH, 24, 27; l'église St-Julien à, 26.
 ATRIO, Walther de, 198.
 Aubert, Renier, de Sienne, 208, 209.
 AUBÉRY DU MAURIER, 97.
 AUTRICHE, Georges d', prince-évêque de Liège, 195.
 AVALOS, Alfonso d', 80,

B

BADUELLE, Jehan, échevin de Namur, 129.
 BAGLIONI, Ridolfo, 70.
 BAGNO, Giovanni Francesco del, nonce du pape, 65, 271 275.
 BALBANI, la famille des, 74; Giovanni, Hippolito et Tommaso, 51.
 BALTENS, Corneille, 29, 37.
 BARBERINI, le cardinal Francesco, 60, 273; le cardinal Maffeo, 269-272; le chevalier Raphaël, 51, 74.
 BARDUYT, Gérard de, 198; Walther de, 197.
 BARONCELLI, 74.
 BARONIUS, le cardinal, 82, 98.
 BARTENSTEIN, Jean-Cristophe de, 56.
 BARTHOLOMEUS, Anselmus, 220.
 BARTHOLOMEUS, fils du seigneur ASTI Lanfranchi, 222.
 BARTHOLOMEUS. Voyez *Massicci*.
 BARTOLOMEI, Nicolo, 76.
 BASLIN. Voyez *Baulet-sous-Wanfercée*.
 BASTAN, 32.
 BAUDRY, seigneur du Roisin, 21.
 BAULET-SOUS-WANFERCÉE (BASLIN), prov. de Hainaut, 261.
 BAUMIUS, Théodore, imprimeur à Cologne, 25.
 BAVAI, Rollans de, chevalier du Hainaut, 13.
 BEAUVECHAIN, prov. de Brabant, 150, 177.
 BAVIÈRE, Jean de, prince-évêque de Liège, 195.
 BEATIS, Antonio de, 75.
 BELGIOJOSO, Ludovico Barbiano de, 57, 68.
 BELLARMIN, 82.
 BENOIT XII, le pape, 144, 160, 162.
 BENTIVOGLIO, le cardinal Guido, 55, 63, 98, 270.
 BERELLES, Nord (France), la charte-loi de 1292, 1, 5, 20-22.
 BERG, Corneille et Robert de, princes-évêques de Liège, 195.

- BERGAIGNE, François, 40; Joseph, archevêque de Cambrai, 31; Josine, 31, 41.
- BERGHES, Maximilien de, évêque de Tournai, 64.
- BERLAYMONT, Louis de, évêque de Cambrai, 64; la famille des, 69.
- BERTELLI. Voyez *Pistoria*.
- BERTOLINI, Geronimo, 51.
- BERZÉE (BERCHESIAS), prov. de Namur, 264.
- BICHE. Voyez *Guidi*.
- BICHI, Antonio, internonce du pape, 274.
- BIERCÉE (BERCEIAS), prov. de Hainaut, 265.
- BIESMERÉE (BERMERIACAS), prov. de Namur, 262.
- BINGHIETTI, Jacobus, notaire, 221.
- BINS, Tossain de, 127.
- BIRCKMANN, imprimeur à Cologne, 25.
- BODECKER, Bonaventure, 51.
- BODRY, la famille des, 128.
- BOIS-LE-DUC (Buscodux), 149, 176.
- BOISSISSE, 90, 97.
- BOLOGNETTI, la famille des, 102.
- BONAVENTURE. Voyez *Ubertini de Siennes*.
- BONDE, Georges, 51.
- BONFETI, Guillaume, 222.
- BONFIGHOLI, Homodeus, 216.
- BONIFACE VIII, le pape, 144, 161, 190.
- BONNANT, Thierry et sa fille Isabelle, 139.
- BONNARENS, Anne-Marie, femme de David III Teniers, 33.
- BONVISI, Alessandro, 51; la famille des, 75.
- BORGHÈSE, le cardinal Scipion Caffarelli, 59, 270, 271; Marc-Antoine, prince de Sulmona, 59; Paul, 60.
- BORROMÉE, Saint-Charles, 64; le cardinal Frédéric, 64, 82, 83, 88, 94.
- BOS, Jehans dou, échevin, 13.
- ROTTA-ADORNO, 57, 67, 95.
- BOUILLE, Lambert, 119.
- BOURBON, Louis de, prince-évêque de Liège, 121, 195.
- BOURGOGNE, les ducs de, 49, 52.
- BOURNONVILLE, Oudart de, 102.
- BOUSSEL, Juan de, 51.
- Braglo. Voyez *Brakel*.
- BRAKEL (Op-Brakel ou Neder-Brakel) prov. de Flandre orientale, 258.
- BRANCACCIO, le cardinal, 87.
- BRANCADORO, César, le nonce 101.
- BRANDOLINI, Cristoforo, 51.
- BRANT, Henri, 197.
- BRAY, prov. de Hainaut, 4.
- BREBIS, la famille des aux, 127; Jacques, 124, 134, 139; Jeanne, femme de Jean Salmier, 125. Laurent, 124, 130, 131, 134.
- BROUCHOVEN, François-Paul de, échevin d'Anvers, 29, 35.
- BRUAY, le comte et la comtesse de, 79.
- BRUEGHEL, Jean (dit de Velours) 94.

BRUEIL, Robiers de, échevin, 13.
 BRUGENON, le comté de, 150.
 BRUGES, 47, 48, 50, 72, 73.
 BRUKTERN, Bernhardt von, 62.
 BRUMAGNE, la seigneurie de, 128.
 BRUNSWICK, le duc Eric de, 71.
 BRY. Voyez *Ostes*.
 BUGELLE, Antoine de, chanoine de Liège, 162, 163, 189, 191.
 BUONAROTTI, la famille des, 95.
 BURGHLEY, ministre d'Élisabeth d'Angleterre, 63, 71.
 BUZENVAL, 90.

C

CAETANI, le cardinal Antonio, 61 ; le nonce Camillo, 61 ; le cardinal Enrico, 61, 62 ; Pietro, 61.
 CAMAREÑA, Juan de, 50.
 CAMBINUS. Voyez *Passavantis*.
 CAMBRAI, le diocèse de, 64.
 Campo, Lopez del, 50, 74.
 CANAUJAS, Geronimo de, 51.
 CANINO, Pedro de, 51.
 Cantis, Nicoluccius, 223.
 CAPPELLE-AU BOIS, prov. de Brabant, 159.
 CARAFFA, les cardinaux Antonio et Carlo, 60 ; la famille des, 98.
 CARPEGNA, les familles des, 102.
 CASANATA, le cardinal, 86.
 CASTAGNA, le nonce, 99.
 CASTELLETI, 234.
 CASTEL-RODRIGO, 55, 78.

CASTENO, Pomponio, 71.
 CASTILLO, Ventura del, 51.
 CASTILLON, prov. de Namur, 263.
 CATHÉRINE, fille d'Arnold von Siegen et femme de Jean de Mepsche, 107.
 CAVALCANTI, Bernardo, 51.
 CENNE (?), notaire, fils du notaire Heretigus, 220.
 CHALCHATO, Gérard et son fils Jean, 218, 219 ;
 CHARLES II, roi d'Espagne, 44.
 CHARLES-QUINT, 52, 53, 89.
 CHARLES VI, l'empereur, 92.
 CHARLES DE LORRAINE, 56.
 CHARLES LE TÉMÉRAIRE, 115, 120, 121.
 CARPENTIER, la famille des, 119, 125, 127 ; Béatrice, femme de Gérard de Goreux, 139 ; Guillaume, 122, 124, 130, 134 ; Jean, 124, 130, 134, 136, 138, 139.
 CHAVARY, Diego de, 51.
 CHIGI, FABIO (le pape Alexandre VII) et son neveu Flavio, 60.
 CHIMAY (Cimacum), prov. de Hainaut, 174.
 CHRISTOPHE. Voyez *Palmerii*.
 CIAMPELLA, Ciecchus, 214, 241. Voyez *Ildini*.
 CIAMPOLUS. Voyez *Sigerii*.
 CICOGNA, Andrea, 73.
 CLARENTI, la famille des, 218, 220.
 CLÉMENT V, le pape, 144, 162, 190.

Clément VIII, le pape, 60.
 Clément XI, le pape, 100.
 Clément XII, le pape, 61.
 Clèves, le duc Guillaume de, 78.
 Coc, Henri, 198.
 COEKE, Henri, chanoine de Cam-
 brai, 145, 168.
 COLBRANT, A., 31.
 COLOMA, 54.
 COLOGNE, 115-118, 154.
 COMPAGNI, Sersilius, de Sienne,
 notaire, 214, 241.
 Compère, Jeanne, veuve de Jean
 Gaiffier et femme d'Anseau de
 Walley, maire de Chiney, 134.
 COMPIÈGNE, la sentence de, 156.
 COMPIGLIA, Gabriele, 83.
 CONFESSE, Rausse, échevin de
 Namur, 129.
 CONTERII, Grégoire, 205, 207,
 225.
 CONTERII. Voyez *Gonterii*.
 CORONA, Lopez de la, 51.
 CORSINI, Andrea, 51 ; le cardi-
 nal Neri, 61.
 COSME III DE MÉDICIS, 88.
 CROY, Charles de, 78 ; la famille
 des, 49.
 CRUTSEN, Gérard de, 197.
 CUELLAR, Juan de, 50.
 CULKEN, Jean, 198.
 CURIEL, Geronimo de, 51, 74.

D

DALSUOD (?), 261.
 DANTZIG, 114, 115, 122.
 DAVIN, Pierlo, 124, 134, 137, 141.

DAWAGNE, Jacques, 124, 138.
 DEL, Nossus, 216.
 DESPRUNEAUX, 97.
 DEURNE, Gueldre (Hollande), 150.
 DIAZ, Andres et Michael, 51 ;
 DINANT, 120, 263.
 DISEGHEM-SOUS-EDEGHEM (TISIN-
 GABEIM), prov. d'Anvers 260.
 DONATI, Johannis, 217.
 DONSTIENNES (Alesta), prov. de
 Hainaut, 252.
 DORIA I, Don Giovanni Andrea,
 81.
 DOROTHÉE DE LORRAINE, épouse
 du marquis de Varambon,
 Marc de Rie, 70, 71.
 DOTAI, le collège anglais de, 270
 DOUSSE, Goutherus, 197.
 DOYPA, Juan de, 50.
 DRAESCHE, Arnould de, 197.
 DRALBART, Jean, 197.
 DRIESCHE, Henri, 197.
 DROOGEN, Jean, notaire à Bru-
 xelles, 29, 43.
 DUBRAVIUS, Johannis, évêque
 d'Olmütz, 112.
 DUCIA. Voyez *Ladeuse*.
 DUPLESSIS MORNAY, 96.
 DURER, Albert, 32.
 DUVEL, Gérard, 198.
 DYONISIUS, fils de Bambi de
 Florence, notaire, 222.

E

EDEGHEM. Voyez *Diseghem*.
 EDOUARD III, 119.
 EDOUARD IV, 115, 116.

EGMONT, la famille d', 69, 92; le comte, 92.

ELESMES, Nord (France), la charte-loi de 1280, 1, 5, 15-19.

ELISABETH, reine d'Angleterre, 90.

ELSRACK, Gautier van, 195.

EMMANUEL-PHILIBERT, duc de Savoie, 66.

ENRIQUES, Duarte, 51.

ERASME, 92, 95.

ERCLAY, Jeanne d', femme de Thierry Bonnant, 139.

ERCLIACUM. Voyez *Herly*.

ERIC XIV DE SUÈDE, 108.

ERNEST, l'archiduc, 53, 78.

ERPEN, Pierart, échevin de Namur, 129.

ESCAUPONT, Nord (France), la charte-loi de Vicq-Escapont de 1238, 1, 5, 6-14.

ESCAUPONT, Huars de, échevin, 13.

ESPELBACH, George von, commissaire de guerre, 107.

ESPINOSA, Bernardino d', 51, 74.

ESTACHE, Jean de l', 124.

ESTE, la maison d', 77.

ESTIENNE, 208.

ESTINNES-BRAY, prov. de Hainaut, 4.

ESTRADES, d', 90.

EUGÈNE, le prince, 26.

EVE, d'; Gilles, 124, 130; Godefroid, frère de Gilles, 129, 130; Jacques, échevin de Namur, 132, 133, 135, 141.

F

FABER, Bernard, 219.

FALCONIERI, Lelio, nonce du pape, 272; Ottavio, internonce, 275.

FALCONIS. Voyez *Valkenberg-sous-Nederbrakel*.

FARNÈSE, le gouverneur Alexandre, 46, 53, 54, 66, 70, 71, 78, 80, 81, 102; le cardinal Alexandre, 54, 63, 80; Alexandre (junior), 56; Octave, 81; la famille, 63, 79.

FAUKIÈRES, li, Gontaus, Gosuins, échevin, 13.

FEDLI, Don Joseph, 79.

FELICIANI, Porfirio, secrétaire d'État du pape Paul V, 59

FELICIS, Jérôme, commissaire d'artillerie, 29, 38.

FERDINAND I, empereur, 104,

FERDINAND III, empereur, 85.

FERDINAND, cardinal - infant, gouverneur des Pays - Bas, 55, 272.

FERIA, le comte de, 53.

FERRARI, Francesco, 65.

FERRUFINI, J.-B., 51.

FILLASTRE, 49.

FINANZINUS, Lolus, 210.

FINI, les, de Fighino près de Florence, 223; Barthélémy, 221, 224; Philippe, 222; Thomas, 219, 222, 223.

FLACCHIO, Chrysogone, 271.

FLACCHIO, Roi d'armes, 33.

FLEDERCIOLO. Voyez *Fleurjoux*.

FLEURJOUX (FLEDERCIOLO). prov. de Hainaut, 261.

FLUN, la seigneurie de, 127.

FOLCUIN, abbé de Lobbes, 263, 266.

FONTAINE - l'ÈVÈQUE (Fontanis), prov. de Hainaut, 174.

FONTAINE, Jehan de la, 133.

FONTANUS, Jean, 25,

FOUKUIS, femme de Gilles, seigneur de Vicq et Escaupont, 6 et suiv..

FRANCESCHI, 77.

FRANCISCUS. Voyez *Jacobi*.

FRANCISCUS, fils de Jacques, notaire à Sienne, 221.

FRANCO, Fabrizio, 76.

FRANCON, abbé de Lobbes puis évêque de Liège, 266.

FRANGIPANI, Ottavio Mirto, nonce du pape, 99, 269.

FRANZI, Domenico, 83.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME 1^{er} DE BRANDEBOURG, 91.

FRÉDÉRIC II, empereur, 153, 182.

FREN, Isabelle de, femme de David Teniers, le jeune, 28.

Fuentès, 53, 54,

FUGGER, la famille des, 50, 74, 85; le comte Albert, 85.

FUMALLE, Willame de, échevin de Namur, 129.

G

GADIFIERS, Alars, homme de Gérard, seigneur de Pottelles et d'Elesmes, 18.

GAIFFIER, Jean, 134, 141.

GALERANI, de Sienne, de populo Sancti Christofori, Griffus, fils de Jacques, 211 et suiv.; Johannis (Giannis), frère de Griffus, ibid

GALLO, Alonso, 74. Benedetto, 82; Juan Lopez, 74.

GAMA, Juan de, 50.

GAMMERAGE, prov. de Brabant, la charte de 1330, 3.

GARCIA, Cristobal, 51.

GATE, Christian et Jean de, 197.

GATTINARA, Mercurin de, 69.

GAYTE, Guillaume, 218, 219.

GEBHARD, Jean, archevêque de Cologne, 24.

GELENIUS, 91.

GEMS, Guillaume, 39.

GÈNES, 47,

GENTILI, Stefano, 51.

GEORGES D'AUTRICHE. Voyez *Autriche*.

GEORGE-GUILLAUME, baron de Hohendorff, 92.

GÉRARD DE VELTWYK, 107.

GERARDI, Guillelmus, 212, 228.

GERARDY, Max, secrétaire d'Anvers, 29, 35, 38.

GHERARDINI, Boninus, 218.

GÉRARS, seigneur de Pottelles et d'Elesmes, 15 et suiv..

GEVARTS, C., 35.

GHIERNOER, Philippe, 197.

GIANNIS. Voyez *Johannis*.

GIERDTSSEN, Corneille, capitaine de navire, 42.

GILLES, seigneur de Vicq et Escaupont, 6 et suiv..

- GILLY (VILLA GISLERO), prov. de Hainaut, 262.
- GIMIACUS. Voyez *Jumet*.
- GOBIN, 141.
- GODDI, la famille des, 95.
- GOETHEM, chevalier de, deuxième mari de Anne-Marie Bonnarens, 33.
- GONDI, Giacomini de, 51.
- GONTERII, Grégoire, 214, 229.
- GONTERII, Gorus, 208.
- GONTERII. Voyez *Conterii*.
- GONTERIUS, 230, 231, 235, 236.
- GONTIER, Gringoire, 207.
- GONTIER LE LOMBARDI, 208.
- GONZAGUE, les princes de, 77; Ottavio, 80.
- GOREUX, Gérard de, 139.
- GOSLAR, ville de Prusse, 117.
- GOTTIGNIES (GOSINIACAS), prov. de Hainaut, 262.
- GRANVELLE, le cardinal de, 46, 49, 53, 69, 92, 96, 104.
- GRAUX, Jehan de, échevin de Namur, 132, 133, 135.
- GRÉGOIRE XIII, le pape, 62.
- GRÉGOIRE XV, le pape, 86.
- GREVEN, Walther, 198.
- GRIFUS. Voyez *Gallerani*.
- GRIMALDI, Battista et Gio-Antonio, 51; la famille, 75.
- GRINGOIRE, 207, 208.
- GROESBEEK, Gérard de, évêque de Liège, 62, 194, 195.
- GUALTEROCTUS, fils de Mammo-lus, de Sienne, notaire, 211, 214, 215, 218, 228, 229, 242, 244.
- GUARDIALOMBARDA, la famille de, 46.
- GUCCIUS. Voyez *Guicciardi*.
- GUELDRE, Henri de, 154.
- GUI DE DAMPIERRE, 208, 213.
- GUICCIARDI, Guccius (Luccius), fils d'Orlandus, et son frère LANDUS, 205 et suiv.
- GUICCIARDINI, Giovanni Battista, 77.
- GUIDETTI, Tommaso, banquier, 48.
- GUIDI, DES FRANCEZI, Biche (Albizzo, Albicus) 208, 210, 237; Mouche (Musciatto,) 210, 237; Nicolo, 210, 237.
- GUILLAUME, fils de Gérard, seigneur de Pottelles et d'Elesmes, 15, 18, 19.
- GUILLAUME, abbé des Prémontrés, 221.
- GUILLAUME DE FLANDRE. 223.
- GUILLAUME DE HOLLANDE, 154.
- GUILLEMANS, Guillaume, 30, 40.
- GUISE, les ducs de, 97.
- GUZMAN, Antonio de, 50, 74.

H

- HACKENDOEVER, prov. de Brabant, 155.
- HAINE-SAINT-PIERRE (HAGNA), prov. de Hainaut, 267.
- HALLOY, la famille de, 127; Jean, 124, 130, 132, 133, 134, 136, 139; Béatrice, fille de Jean et femme de Jean Honoré; Marie, fille de Jean, femme, en 1^{res} noces, de Bauduin de

- Sorinnes, en 2^{es} nocés de Colart Keuse, 132, 133; Marguérîte, femme, en 1^{res} nocés, de Jean de Loyers, en 2^{es} nocés, d'Anseau de Walley, 132.
- HAMBOURG, 122.
- HAMIEL, Jehans de, homme de Gérard, seigneur de Pottelles et d'Elesmes, 18.
- HANTES (HAMTAS), prov. de Hainaut, 264.
- HARDENBERG, Albert, 95.
- HARRACH, Aloïs-Raymond de, 56; les feld-maréchaux de, 56.
- HASSELT, 194, 195.
- HAUG, la famille des, 50.
- HAVERSIN, la seigneurie de, 127, 138.
- HEERWAERDEN, Gueldre (Hollande), 150.
- HEIGNE-SOUS-JUMET (HUNIA), prov. de Hainaut, 260.
- HEINSBERG, le comte Thierry de, 162.
- HELTEWAGE, Henri, 50.
- HEMRICOURT, Jacques d', 153.
- HENDRICQ (Heyndrixsen). Voyez *Platvoet*.
- HENNIN, le comte, 102.
- HENRI IV, 91, 96. 269.
- HENRI DE BRABANT, 143.
- HENRI DE VERDUN, 142, 158.
- HÉRINNES-LEZ-ENGHIEN, prov. de Hainaut. Les chartes-loi de 1211 et 1338. 2, 3.
- HERLY (ERCLIAM), arrond. de Laon (France), 253.
- HERNANDEZ, Diego et Martin, 51.
- HERRERA, Juan Ortega et Pedro Hernandez de, 51.
- HERWART, la famille des, 50.
- HESTRUD (Haistrudis), Nord (France), 254.
- HEUSDEM, la villa de, 29, 38.
- HEYLIELE, Christian, 197.
- HEYNSBERG, Jean de, prince-évêque de Liège, 195.
- HEZIUS, Thierry, 62.
- HICKES, sir Michaël, 63.
- HOCHSTETTER, la famille des, 50.
- HOHENDORFF, le baron de. Voyez *George-Guillaume*.
- HOLDERBEKE-SOUS-LIERDE-SAINT-MARTIN (villa Offinbeka), prov. de Flandre orientale, 259.
- HONORÉ, Jean, échevin de Namur, 132, 134-138.
- HON-LEZ-BAVAL (HUN), Nord (France), 255.
- HORNES, Jean de, prince-évêque de Liège, 195.
- HOUGAERDE, prov. de Brabant, 150, 177.
- HOUSOIS, la seigneurie de, 128.
- HOUSOY, Guillaume de, 132, 133, 135.
- HOUTAPPEL, Arnould et Henri, 197.
- HOUZÉE, LA, (LEHELGEIAS), hameau de Thuillies, prov. de Hainaut, 252.
- HUBERT, abbé de Lobbes, 245, 247, 249.
- HUGONET, 49.
- HUGUES, abbé de Lobbes, 266.
- HULBIAS (?), 250.

HULLEN, Anselme Van, 32.
 HUMBERCOURT, 49.
 HUNIA. Voyez *Heigne-sous-Jumet*.
 HUY, prov. de Liège, 149, 175.
 HYON (Hionio), prov. de Hainaut, 267.

I

IGNOY, Yghelbertus, 197.
 ILDEBRANDINI. Voyez *Massicci*.
 ILDERNI. Voyez *Ildebrandini*.
 ILDINI, Ciecchus, de Sienné, 214, 241.
 INNOCENT III, le pape, 153.
 ISABELLE, l'archiduchesse, 52.
 ISSUE, Cathérine de l', 26.

J

JACOBI, Franciscus, notaire à Sienné, 216, 217.
 JACOBI, Nicholuccius, 223. Voyez *Jacque*, Nicoluche.
 JACOBUS (Jacobinus, Minus). Voyez *Ubertini de Siennes*.
 JACOMIN, 207.
 JACOMINUS. Voyez *Stricche*.
 JACQUES, Jaquemin, 207.
 JAQUE, Nicoluche et son frère Jaquemin, 223.
 JEAN I^{er}, duc de Brabant, 143, 150, 155, 193, 213.
 JEAN III, duc de Brabant, 144 et suiv., 156, 160, 161, 168 et suiv..
 JEAN XXII, le pape, 144 et suiv., 160, 161, 189, 190.

JEAN, évêque de Cambrai, 245, 247, 249.

JEAN, évêque de Liège, 213.

JEAN DE FLANDRE, comte de Namur, 150, 223

JEUMONT (JOVIS-MONTE), Nord (France), 261.

JOHANNIS. Voyez *Gallerani*.

JOSEPH, la famille des, 127; Jean, 124, 129, 130, 131, 134-139; Cathérine, sœur de Joseph, femme en 1^{res} noces de Gilles d'Eve, en 2^{es} noces de Jean Salmon, 130.

JOSÈS, Lambert, 136; Jean, fils de Lambert, 126, 127, 136.

JUAN D'AUTRICHE, don, 31, 34, 53, 80, 92, 100.

JULIANE. Voyez *Quiévrain*.

JUMET (Gimiacus), prov. de Hainaut, 260.

JUSTE-LIPSE, 94, 98.

JUSTINIANI, le cardinal Benoît, 60.

K

KEELFKEN, Walther, 198.

KERST, Guillaume de, 197.

KESSEL, en Gueldre (Hollande), 150.

KEUSE (KEUCHE), Colart, 132, 133.

KISNEL, Jean, 197.

KNIFF, Gérard, abbé de Saint-Michel à Anvers, 44.

KNYFF, évêque, 62.

KENIGSEG, le comte de, 56,

KREENKENS, Walther, 198.

KUSTERKEN, Jean, 197.

KREUWEL, Henri, 197.

L

LADUZE (DUCIA), prov. de Hainaut, 257.

LAGONISSA, Fabio de, nonce du pape, 271, 272, 273.

LALAING, Emmanuel de, 42, 43; la famille, 49.

LAMISTAN, Jehan, échevin de Namur, 135.

LAMPEN, Daniel, 51.

LANDELIN (saint), abbé de Lobbes, 263.

LANDRIANO, Ambrogio, 80.

LANDUNIUM, Guido de, chanoine de l'Eglise de Paris, 222.

LANDUS. Voyez *Guicciardi*.

LANFRANCHI, Giacomo, 51.

LANFRANCHI. Voyez *Bartholomeus*.

LANG, Jacob, 51.

LANNAY, Charles de, vice-roi de Naples, 49.

LANNOY, Gérard de, écolâtre de Dinant, 125; la famille, 49.

LARDENNOIS, Jean, 128.

LAROCHE (Rupes), prov. de Luxembourg, 151, 159, 178.

LASCO, Joannes a, 95.

LAURENTIUS. Voyez *Palmerii*.

LEERNES (Lederna), prov. de Hainaut, 255.

LEGUTUS, Arnould, chanoine de Cambrai, 146.

LEHELGEIAS. Voyez *La Houzée*.

LÉOPOLD, l'archiduc, 31, 56.

LESPAIS, Jehans de, homme du comte de Hainaut et de Gilles, seigneur de Vicq et Escaupont, 13, 14.

LESSINES, prov. de Hainaut, 26.

LESTACHE, Lambert et Jean de, 140.

LEUZE, prov. de Hainaut, 26.

LIERDE - SAINT-MARTIN. Voyez *Holderbeke*.

LINDANUS, Guillaume, 98.

LINDO, Geronimo, 51.

LOBBES, l'abbaye de, 245 et suiv..

LOLUS. Voyez *Finanzinus*.

LOMELINO, Francesco, 51.

LOMÉNIE, Antoine de, 91.

LONDOÑO, Don Sancho de, 80.

LOOZ, le comté de, 162.

LOPEZ, Geronimo et Ruy, 51.

LORRENÇI, Nicholuccius, fils de Jacques, 220.

LOTHAIRE II, 245, 246, 249.

LOUIS IV, comte de Looz, 162, 163.

LOUIS IX (Saint-Louis), 112.

LOUVAIN, 144, 160, 173, 175, 188.

LOYERS, Jean de, 124, 130, 134.

LUBECK, 114, 115, 122, 126.

LUDOVISI, le cardinal, 271, 272, 275.

LUIS, Fernan, 51.

LUMPNE, Henri de, 197.

LUNA, Alvaro de, 51.

M

MAESTRICHT (Trajectum), 143, 157, 183.

MAFFEI, Salimbene, 205 et suiv..

- MAFFEO. Voyez *Urbain VIII*.
 MAGALOTTI, Galeotto, 51.
 MAGLIABECCHI, 88, 94.
 MAGNO, Pietro, 82.
 MAIGRET, la famille des, 128.
 MAINOLDO, Jacopo, 83.
 MAIOLO, Bartolomeo, 51.
 MAJOR, Jean, chanoine de Liège, 145, 160, 168, 187.
 MALATESTA, Teodoro, 83.
 MALBEECQ, Jeanne, femme de Julien I Teniers, 30, 41.
 MALINES, 150, 177, 185.
 MANENTIS, Vame (Giovanni?), 215, 244.
 MANGELLI, Andrea, internonce du pape, 274.
 MANNLICH, la famille des, 50.
 MANRIQUE, Andres, 50.
 MANSFELT, le comte Pierre-Ernest de, 71, 102.
 MARCHIENNE-AU-PONT (Marce-nas), prov. de Hainaut, 264.
 MARCK, Adolphe de la, évêque de Liège, 144, 150, 161, 163-165, 187, 188; Erard de la, id., 195.
 MAREN, en Gueldre (Hollande), 150.
 MARFALISE, prov. de Hainaut, 264.
 MARGUÉRITE, d'Autriche, 53; de Parme, 53, 54, 66, 78, 82, 92.
 MARIE DE HONGRIE, 53, 78.
 MARIE-CHRISTINE, l'archiduchesse, 56.
 MARIE-ELISABETH, l'archiduchesse, 56.
 MARINI, Quatano, 221.
 MARIO Paolo, capitaine, 80.
 MARRA, della, Luigi et son fils Geronimo, 79.
 MARTINI, Verindi, notaire à Florence, 230.
 MASSICCI, Bartholomée Ildebrandini, 211, 216, 219-223, 241, 242.
 MATHIAS, l'archiduc, 61.
 MAURIER, du, 90.
 MAXIMILIEN DE BAVIÈRE, 86.
 MAXIMILIEN-EMMANUEL, 56, 67.
 MAYER, Jérôme, 51.
 MAZARIN, 58, 90.
 MAZIO, Rafaele, le cardinal, 101.
 MÉDICIS, la famille des, 48, 77, 95; Cathérine, 52, 90; Cosme, 78.
 MELBECK, Arnold Van, 195.
 MELLO, don Francisco de, 55.
 MELROY, la seigneurie de, prov. de Namur, 128.
 MENDEZ, Alvaro, Nicola et Ruiz, 51.
 MENDOZA, François de, 26.
 MENTEN, Jean et Walther, 198.
 MEPSCHE, Jean de, 104, 107.
 MERCATOR, Gérard, 96.
 MEUS. Voyez *Bartholomeus*.
 MEUTING, la famille des, 50.
 MEYERE, Jacques De, curé de Blankenberghe, 103, 109, 111, 112.
 MEZZOFANTI, le cardinal, 87.
 MICHELI, Bartolomeo, 51; la famille des, 75.

MILAN, le duc de, 78.
 MINGNANELLO DE SIENNE, 220.
 MINUCCI, Mgr, 62.
 MINUS. Voyez *Stricche*.
 MOEZYEMBROECK, Herman de, 82.
 MOHA, prov. de Liège, 149, 175.
 MOLFIA, Jean de, clerc de la comtesse d'Arras, 223.
 MONCEAU, 141.
 MONDOUCET, 58.
 MONECH, Jean et Thierry, 197.
 MONTMORENCY, les papiers des, 97.
 MONSERRAT, le couvent de, 89.
 MORRA, Lucio, nonce du pape, 270.
 MOSCOU, 108.
 MOUCHE. Voyez *Guidi*.
 MOURA, don Cristobal de, 101.
 MOUSON, Nicole de, chanoine de Dinant, 137.

N

NACHTINAS. Voyez *Saintes*.
 NAMUCO PORTU (Namur?), 261.
 NAÛSAU, la famille des, 69.
 NEDERBRAKEL. Voyez *Valkenberg*.
 NELIS, de, évêque d'Anvers, 94.
 NICHOLUCCIUS. Voyez *Lorrençi*.
 NICOLA, Ludovico, 74.
 NICOLO. Voyez *Guidi*.
 NIGER, Godefroid, 198.
 NIVELLES, 174.
 NOAILLES, 58.
 NORTON, 270.
 NOSSUS. Voyez *Dei*.

NOTGER, 150.
 NOUE, La, 90.
 NUÑEZ, Balthasar, Bernardo, Marcos et Salvador, 51.

O

OFFINBEKA, Villa O. Voyez *Holderbeke*.
 ORANGE, Guillaume d', 69, 70, 78, 90, 104.
 OREGON, Cristobal, 51.
 OREL (?), 261.
 ORLANDI. Voyez *Guicciardi*.
 ORSINI, la famille des, 98.
 ORVAL, Gilles d', 143.
 OSMA, Diego de, 50.
 OSTES, seigneur de Bry, 21.
 OTHON IV, empereur, 153, 154, 182.
 OTTOBONI, la famille des, 102.
 OUDENBURG, prov. de Flandre occidentale, 260.
 OULTREMONT, Henri d', 125.

P

PAÇCO, Ranerii del, 217.
 PAGNANA, Bindus Martini de, notaire, 206, 226.
 PALATIN, Frédéric le, 84.
 PALMA, Alonzo et Juan de, 50.
 PALMERII, Christophe et Laurentius, 205, 207, 209, 225, 231.
 PALMERIUS, 230 et suiv..
 PALMERIUS, Johannis, 225.
 PALMERIUS, fils de Johannis, 229.
 PALTIMANNI, Aldobrandinus de

- Florence, notaire, 218-220, 222.
- PANIGAROLA, le comte Gio-Battista, 76.
- PAPEBROCH, bollandiste, 94.
- PARME, le prince de, 71; Marguérite de, 46; les ducs de, 77, 80.
- PASSAVANTIS, Cambinus, 217.
- PAUL V, le pape, 59.
- PAUMERIN, 207.
- PEETERS, Jacques, 40.
- PERANDA, Benedetto, 62.
- PEREZ, Antonio, 101; Manuel, 51.
- PERI, Junta, 219.
- PERRENOT, 49.
- PERUZZI, la famille des, 73, 223.
- PESCIONI, Francesco, 51.
- PFLUG, Jules, 105.
- PHILIPPE II, roi d'Espagne, 53, 66, 67, 89, 101, 143.
- PHILIPPE, IV, roi de France, 208.
- PHILIPPE LE BON, 120.
- PHILIPPE DE SOUABE, 153.
- PICCOLOMINI, Piédro, 56, 80.
- PIERI, Giannectus, 212, 228.
- PIERREPONT, Hugues de, évêque de Liège, 153.
- PIETRE, Johannin, 133, 134.
- PIETRI, Jacobus, 210.
- PIGNATELLI, Egmont, 69.
- PINELLI, Giovanni Vincenzo, 82; Cosmo, son neveu, 83.
- PIÒ, la famille des, 102.
- PIRAILLE-SOUS-THUIN (?) (SAMSONIS), 250.
- PISTORIA, Symon Bertelli de, notaire, 217.
- PITTI, Ant. Léon, 77.
- PLANTIN, Christophe, 98.
- PLATVOERT (Hendricq) Henri, 28; Corneille, fils d'Henri, amiral de la marine du port d'Anvers, 28, 29, 34-37, 42.
- PLONCH, Poles dou, homme de Gérard, seigneur de Pottelles et d'Elesmes, 18.
- PODEWILS, 92.
- POILVACHE, 130.
- POMPONNE, 97.
- PORRO, 76.
- PORTINARI, Bernardo et Tommaso, banquiers, 48.
- POSA, Pedro del, 50.
- POTTELLES. Voyez *Gérard*.
- PRÉS, Reniers des, échevin, 13; Gilles des, homme de Gérard, seigneur de Pottelles et d'Elesmes, 18.
- PRIÉ, le marquis de, 56.
- PRISCHES, prov. de Hainaut, la loi de, 3.
- PROVENÇANI, Terius, de Sienné, 214, 241.
- PUTEANUS, Erycius, 83, 94.

Q

- QUIÉVRAIN, Julianne, dame de, 17, 18, 19; Watiers de, homme du comte de Hainaut, 13, 14.

R

- RADU, la famille des, 128; Lambert, 127.
- RAGNIES, prov. du Hainaut, 251.

RAGONA, Alfonso, 76.
 RAMINEZ, Luiz Alvarez, 51.
 RANCATI, Hilarion, 64, 65.
 RANERII, Petrus, 223.
 RANUCCIO 1^{er}, fils d'Alexandre Farnèse, 66, 82.
 RAPHAEL, 32.
 RAPONDI, Dino, banquier, 48.
 REA SALAZAR, Juan de la, 51.
 RECQUEGNIES (Rokineias), Nord (France), 261.
 REQUESSENS, 53, 54.
 RESTAURI, Meus, 212, 228.
 REUCHLIN, 95.
 REVAL, ville de Russie, 108.
 RICCIO, Emmanuele, 51.
 RICHELIEU, 58.
 RIE, Marc de, marquis de Varambon, 70.
 RIO, Geronimo del, 50.
 RISTORI, fils de B...figlivoli, notaire, 220.
 ROBERT DE FLANDRE, 223.
 RODENBORG, le chevalier Théodore, 85.
 RODRIGUEZ, Alvaro, 51; Gaspar, 51, 75.
 RODUS. Voyez *Schelderode*.
 RŒULX, prov. de Hainaut, 249.
 ROISIN, Giles de, seigneur de Bérelles, 20, 21.
 ROLLIN, 49.
 ROMBIES, Nicholes de, échevin, 13.
 ROMEI, le vicomte, 222.
 ROND, Le, 79.
 ROSPIGLIOSI, Giacomo, inter-nonce du pape, 275.

ROSSI, Girolamo de, 77.
 ROSSINEL, Jean, apothicaire, 222.
 ROUX-LEZ-CHARLEROI, prov. de Hainaut, 260.
 ROVELASCO, Geronimo, 51.
 ROY, Gilles van, commissaire du Roi d'Espagne, 29, 38.
 RUBENS, 32.
 RUFFINUS de Milan, fils d'Albertus de Sienne, 210.
 RUIZ, Alonso, 51.

S

SACHERIO, Laurenzo Sauli, 51.
 SAINT-AMAND, l'abbaye de, 5, 10.
 SAINT-DENIS, l'abbaye de, à Paris, 249.
 SAINT-ERME. Voyez *Herly*.
 SAINTES (Nachtinas), prov. de Brabant, 257.
 SAINT-GERMAIN-DES-PRÉ, l'abbaye de, 247.
 SAINT-HUBERT, la famille des, 128.
 SAINT-LAMBERT de Liège, le chapitre de, 150, 162.
 SAINT-MARTIAL, l'abbaye de, à Limoges, 249.
 SAINT-REMI, l'abbaye de, 247.
 SAINT ROMBAUD de Malines, 151.
 SAINT-TROND, 143, 149, 156, 164, 175, 183, 184.
 SALAZAR Y CASTRO, Don Luiz de, 89.
 SALIMBENE. Voyez *Maffei*.

- SALMIER, la famille des, 119, 125, 127; Jean I, seigneur de Ciergnon, échevin de Namur, 119, 122, 124, 126, 132, 134, 135; Jean II, fils de Jean I, 125, 126, 127. Jean III, fils de Jean II, échevin de Namur, 125, 128; Nicolas, fils de Jean I, membre du conseil provincial, 125, 126.
- SALMON, la famille des, 127; Jean, 129-131, 136-138, 140, 141.
- SALTONSTAL, Richard, 51.
- SALVIATI, les cardinaux, 60.
- SAMSONIS. Voyez *Piraille-sous-Thuin*.
- SANCHEZ, Alonso, 51.
- SANSEVERINO, Lucio, nonce du pape, 271.
- SANTA CRUZ, Andres de, 51.
- SANTESTEVAN, Gabriel de, 54.
- SAN VITORES, Francisco et Juan-Fernandez de, 51.
- SAUVAGE, François, 124, 130, 134.
- SAVOIE, les archives de la maison de, 66; Emmanuel-Philibert de, 61.
- SAXE, la maison de, 70; Anne de, 70, 104.
- SCALIGER, 82.
- SCHARBERGER, Urbain, secrétaire d'État, 105.
- SCHELDERODE (Rodus), prov. de Flandre orientale, 259.
- SCHOONHOVE, Melchior de, notaire à Anvers, 29, 30, 39, 40, 41.
- SCHWENDI, le colonel Lazare de, 48, 110.
- SEGELSEM (Sigulfi Villa), prov. de Flandre orientale, 258.
- SEGETUS, 83.
- SEILER, la famille des, 50.
- SELD, Georges-Sigismond, vice-chancelier de l'empire, 103 et suiv.; Chpistophe, frère de Georges, 105.
- SERMONETA, les ducs de. Voyez *Caetani*.
- SEVILLA, Hernando et Luiz de, 51.
- SEWARS, homme du comte de Hainaut, 13, 14.
- SIEGEN, Arnold von, bourgmestre de Cologne, 105.
- SIGIER : Jacques, 212, 213, 225, 226; Ciampolus, fils de Jacques, 211, 216, 217-220, 223, 241, 242.
- SIGHI, Niccholaus, 219.
- SIGIER (Seghier), Jake, 209, 213. Voyez *Sigerti*.
- SIGNA, Buoncompagno de, 84.
- SIGULFI VILLA. Voyez *Segelsem*.
- SINZENDORFF, Philippe-Louis de, 56.
- SORINES, Baudouin de, 124, 132, 133.
- SORET, la seigneurie de, prov. de Namur, 128.
- SPADA, la famille des, 102.
- SPINED (?), 254.
- SPINÉE, Jehan de le, échevin de Namur, 132, 135.
- SPINELLI, Piero, 74.

SPINOLA, Andalo, Gio-Battista et Pietro, 51; Ambrosio, 48, 98; la famille, 48, 75.

SPONTIN, Jaques de, 125. 129.

STACHE, Jehan de le, 134.

STARHEMBERG, Gondacre de, 56.

STRAUVEN, Pierre, 198.

STRAVIUS, Richard Paul, archidiacre d'Arras et internonce, 65, 273.

STRÉE (Strata), prov. de Hainaut, 253.

STRICCHE, Jacominus (Minus), fils de Jacques Stradigotti, de Siennes, 211, 216, 218, 221, 222, 223, 241, 242.

STRONUM (?), 253.

STROZZI, la famille des, 95.

STRUEFKEN, Jean, 197.

STUERDO, Carlo, 81, 82.

SUDERMAN, Henri, 50.

SULLY, 96.

T

TADEI, Leonardo, 51.

TAISNIER, Jean, savant du xvi^e siècle, 24, 25, 27; Pierre, frère de Jean, 26; Joachim, fils de Jean, 26; Thomas, fils de Joachim, 26; Julien, fils de Joachim, 26.

TAISNIÈRES, Nord (France), 26.

TAISNIÈRES EN THIÉRACHE, près d'Avesnes (France), 26.

TAISNIÈRES-SUR-HON, près de Bavay, 26.

TANARI, Sebastiano Antonio, internonce du pape, 275.

TENIERS, Julien I, 27, 30, 31, 32, 39, 40 et 41; Daniel, fils de Julien I, 41; Jeanne, fille de Julien I, 41; David I, le Vieux, fils de Julien I, 27, 30, 40, 41; Julien II, fils de Julien I, 41; Nicolas et Josse, fils de Julien I, 41; Théodore et Abraham, fils de David I, 41; Anne, fille de David I, 41; David II, le Jeune, 23, 27, 28, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 41; Jean-Baptiste, fils de David I, 41; Julien III, fils de David I, 39, 41; David III, fils de David II, 33; David IV, fils de David III, 33; Jean Chrysostome, un parent, abbé de Saint-Michel, 30, 44.

THIELRODE (Tigelrode), prov. de Flandre orientale, 260.

THIERRY, comte de Looz, 193, 194, 196, 202.

THORE, 207.

THUILLIES, prov. de Hainaut, 251, 264,

THUIN, prov. de Hainaut 250, 266.

THURE, l'abbaye de la, 5.

TIGELRODE. Voyez *Thielrode*.

TIGHODEI (?), Nicolas, 217.

TIMMERS, Gilles, pêcheur à Anvers, 28, 35, 36.

TISINGABEIM. Voyez *Diseghem*.

TITIEN (le), 32.

TONGRES, 149, 175.

TOURINNE-LA-CHAUSSÉE, prov. de Liège, 150, 177.

TOURNAL, 64, 79.

TRAZEGNIES (TRAZINIACAS), prov. de Hainaut, 265.

TRISSINO, Ludovico, 76.

TUCHER, la famille des, 50.

TURCHIUS, fils de Christophore, de Siennes, notaire, 206, 210, 213, 219, 240, 241.

U

UBERTINI DE SIENNES, DE POPULO SANCTI MARTINI ; Bonaventure, fils de Jacques, 205 et suiv. ; Jacobus (Jacobinus, Minus), frère de Bonaventure, ibid.

UGOLINI, Tuti, 244.

UMARA, Francesco de, 54.

URBAIN VIII, le pape, 60, 64, 65.

URBINO, les ducs d', 60, 78, 80, 97.

UTRECHT, la paix d', 116, 122 ; la conférence d', en 1473, 126.

V

VACHE, Collaur le, 127.

VALÉE, Gilles de le, homme de Gilles, seigneur de Vicq et Escaupont, 13.

VALENCIENNES, le parloir de Saint-Pol à, 19.

VALKENBERG SOUS-NEDERBRAKEL (VILLA FALCONIS), prov. de Flandre orientale, 259.

VAN DYCK, 32.

VAN DER BORCHT, le baron, 94.

VARAMBON. Voyez *de Rie*.

VAZ, Alfonso, 51.

VECCHII, Girolamo di, internonce du pape, 274.

VEGA, la famille des, 74 ; Juan Alonzo, 51.

VELASQUEZ, 32.

VELOURS. Voyez *Brueghel*.

VELTWYK. Voyez *Gérard*.

VENEZIA, Orazio da, 83.

VENISE, 47.

Ventura, Ghino, 215, 244.

VENTURI, Jacominus, 219.

VERDUGO, le colonel, 71.

VERGARA, Francisco Ruiz, 51.

VERGENOU, Villa V. (?), 259.

VERINDI. Voyez *Martini*.

VERUYEN, Jean, 30, 40.

VERVINS, la paix de, 91.

VEZIN, la seigneurie de, prov. de Namur, 128.

Vicq, Nord (France), la charte-loi de Vicq-Escaupont de 1238, 1, 5, 6-14.

VIDES, Diego de, 51.

VIGLIUS DE ZUICHEM, président du Conseil privé des Pays-Bas, 96, 103 et suiv..

VILAINS, Jehans li, homme du comte de Hainaut, 13.

VILLANI, Jean, 223.

VILLEROI, 91.

VITELLO, Chiappino, 80.

Viz, Lienart de, 133.

VLIERBEEK, l'abbaye de, près de Louvain, 155, 183.

VOKEN, Arnould, 197.

VAUX, Jacques de, 125.

W

WACKENE, de, vice-amiral, 43.
WALERAN DE LIMBOURG, 155.
WALLEY, Anseau de, maire de
Chiney, 124, 134, 139.
WALRAVENS. notaire à Anvers,
30, 40.
WALTER, Corneille. Voyez *Bal-*
tens.
WANDRECHÉES, la famille des,
119, 125.
WANFERCÉE. Voyez *Baulet*.
WAREMME, prov. de Liège, 149,
175.
WEDUE, Michel der, pêcheur à
Anvers, 28, 36.
WEILLEN, prov. de Namur, 127.
WELZER, la famille des, 50.
WESPIN, la famille des, 128;
Guillaume. 127.
WESTERLOO, le marquis de, 79.

WILEMS, Corneille, capitaine et
sergent-major, 29, 37-39.
WINTER, Jean de, marinier à
Anvers, 28, 36, 37.
WOERINGEN, la bataille de, 91.
WUIRTLOPE, Jean de, 198.

X

XIMENEZ, Francisco, 50.

Y

YSUNCA, Pedro de, 50.

Z

ZITTARD, 155.
ZONDADARI, Antonio Felice, 63.
ZOULRE, Jean de, 198; Thierry de,
197.
ZUICHEM. Voyez *Viglius*.
ZWYN, le port du, 47.

DH
401
A3
t.78

Académie royale des sciences,
des lettres et des beaux-arts
de Belgique. Commission
royale d'histoire
Bulletin

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
